

هكذا من الاصل

Supplément « Livres-Idees »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14508 - 6 F

VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'entêtement de Saddam Hussein

MÊME s'il avait de bonnes raisons ces dernières semaines, révolution russe oblige, de penser à autre chose, George Bush n'a pas oublié son vieil ennemi Saddam Hussein. Et six mois - ou presque - après la fin de la guerre du Golfe, le dictateur de Bagdad conserve le don d'indurer au plus haut point le président américain.

Laissant percer, mercredi 18 septembre, son impatience courroucée, M. Bush a dit en « avoir assez » des atermoiements provocateurs de l'Irak, et lui a donné une dernière chance d'appliquer sans broncher les résolutions des Nations unies. Faut-il qu'il n'hésite pas à recourir aux moyens militaires adéquats.

Depuis plusieurs mois, il est vrai, Saddam Hussein semble jouer au chat et à la souris avec la communauté internationale, occupée à d'autres crises, notamment soviétique et yougoslave. Comme s'il voulait voir jusqu'où il peut aller trop loin, le président irakien ne peut à peu près l'initiative, multipliant refus et défis. La plus récente des épreuves de force engagées entre Bagdad et les Nations unies a pour enjeu la capacité de nuire de l'armée irakienne.

CONFORMÉMENT aux résolutions du Conseil de sécurité, des équipes d'inspections internationales ont commencé à tenter d'établir la présence ou l'absence de matériel chimique et des armes chimiques et biologiques. Or le régime irakien ne cesse de faire obstacle à cette mission, sous divers prétextes. Pour les experts, aucun doute : l'armée de Bagdad étirerait sa main jusqu'à enterrer sous ses nez du matériel nucléaire suspect. Seule une escorte d'inspections permettrait aux experts de débiter par la baguette. M. Bush se dit sûr que Bagdad s'obstine à « protéger cette protection aérienne ».

Sans doute Saddam Hussein finira-t-il, dans cette affaire, par se soumettre, mais à quel prix ? Le régime irakien a relevé la tête, il semble bien résolu à continuer de « tester » la capacité de réaction de l'Occident. Ainsi refuse-t-il toujours d'exporter du pétrole, despite le produit de la vente permettrait d'acheter les produits alimentaires et les médicaments dont la population irakienne a tant besoin.

AINSI a-t-il rompu les laborieuses négociations avec les dirigeants kurdes et lancé au moins deux attaques aériennes au nord du 36° parallèle. Ainsi a-t-il laissé ses soldats s'infiltrer au Koweït pour y récupérer des armements. Non seulement Saddam Hussein n'a cure de libérer son régime, mais il vient de limoger son premier ministre « modéré » Saddam Hachmadi, avant de fustiger « la démocratie à l'occidentale ».

On conçoit que tout cela suscite George Bush. Le président américain tient l'Irak pour le terrain exemplaire où il convient de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. C'est donc toute la crédibilité de son nouvel « ordre mondial » qui est en cause. A cinq jours de son allocution à la tribune des Nations unies, il n'a pas envie que l'entêtement de Saddam Hussein lui gâche cette heure de gloire.

Lire les articles d'ALAIN FRACHON et de SERGE MARTI page 8

M 0147 - 0920 0 - 6.00 F



Alors que les violations du cessez-le-feu se multiplient en Croatie

Paris et Bonn proposent l'envoi d'une force européenne d'interposition en Yougoslavie

La France et l'Allemagne ont décidé de lancer une initiative commune sur l'envoi en Yougoslavie d'une force d'interposition européenne. Lors d'une conférence de presse à Berlin, jeudi 19 septembre, le président François Mitterrand a

déclaré que cette force pourrait être déployée en vertu d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Si tel n'était pas le cas, elle pourrait être mise en œuvre dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et « deviendrait opérationnelle avec

ceux des Douze qui seraient volontaires ». Ces propositions, qui provoquent certaines réticences, notamment à Londres, devaient être présentées officiellement par MM. Dumas et Genscher lors de la réunion des ministres des affaires

étrangères des Douze, jeudi après-midi 19 septembre à La Haye.

Sur le terrain, le cessez-le-feu n'est pas appliqué et des combats étaient signalés, jeudi matin, dans plusieurs localités de la côte adriatique ainsi qu'à Vukovar, en Slavonie.

La psychose de Zagreb

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Longtemps étrangère, du moins en apparence, au conflit dont les premiers échos étaient audibles à une cinquantaine de kilomètres, la capitale de la Croatie s'est soudainement plongée en pleine guerre. Et l'ennemi « est venu du cœur de la cité », selon les mots d'une habitante, qui a encore du mal à réaliser que sa ville n'est plus sûre.

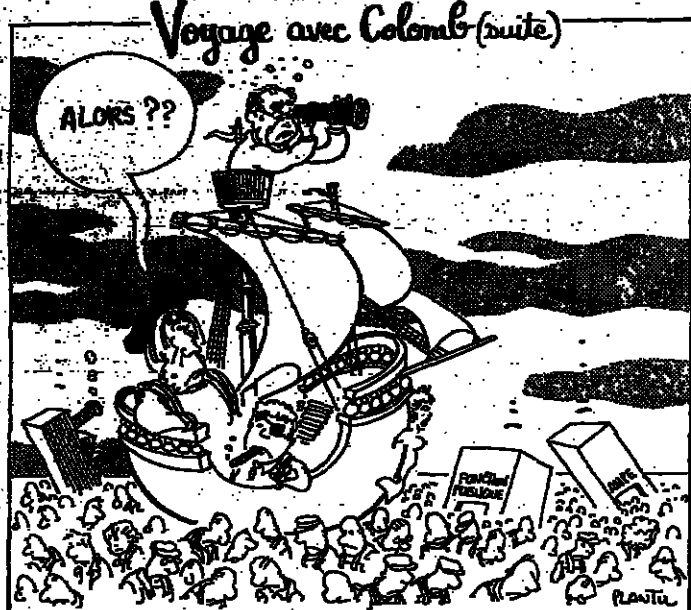
Car, après les combats qui se sont déroulés dans l'est de Zagreb, autour des deux principales casernes fédérales, est venu le temps des tirs isolés. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Où opèrent-ils ? et combien ont-ils fait de victimes ? Autant de questions auxquelles il est difficile de trouver une réponse. Six personnes ont été arrêtées, mercredi matin 18 sep-

tembre, dans le centre de la ville et accusées de faire partie de ces tireurs qui ont semé la peur à Zagreb. Peu d'indications ont été fournies sur ces arrestations. A entendre des habitants, les personnes arrêtées auraient été dénoncées par leurs voisins, et l'une au moins d'entre elles serait un militaire à la retraite.

YVES HELLER
Lire la suite page 3

Lire aussi

- Le ministre fédéral de la défense accuse la Croatie d'avoir violé le cessez-le-feu
- Les réticences de Londres face à l'envoi d'une force européenne en Yougoslavie par CHRISTIAN CHARTIER
- Devoir d'assistance par BERNARD KOUCHNER
- M. Mitterrand met en garde contre une dérive de la CEE par CLAIRE TRÉAN
- Europe, délivre-nous des nations ! par JEAN-PIERRE FAYE



Voyage avec Colomb (suite)

La Pologne en campagne

La bataille du 27 octobre sera rude : récession pluralisme échevelé et communistes revanchards

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

« Donner au gouvernement des clés supplémentaires pour un placard vide » : c'était la formule d'un député polonais pour qualifier, la semaine dernière, la demande de pouvoirs spéciaux dans le domaine économique présentée au Parlement par le premier ministre libéral, M. Jan Krzysztof Bielecki.

Demande évidemment rejetée par une Diète héritée de l'ancien régime, dont M. Bielecki espérait, par le biais des pouvoirs spéciaux, forcer les barrières de procédure pour faire passer certaines lois économiques prioritaires.

Cet échec n'aura été qu'une péripétie de plus dans le bras de fer qui oppose depuis des mois l'exécutif polonais, issu d'élections démocratiques, à un Parlement obsolète. Après tout, cette Diète n'a plus que six semaines d'existence, puisque des élections partielles auront lieu le 27 octobre. Il y a plus grave : les caisses de l'Etat sont vides, la flamboyante « thérapie de choc » élaborée par M. Leszek Balcerowicz avec l'appui du FMI et des experts américains pour faire passer la Pologne à l'économie de marché traverse une passe

perilleuse, et la campagne électorale, sur fond de récession économique, promet de fortes turbulences.

Pionniers en matière de réformes économiques post-communistes, au point que le président Gorbatchev consacrait tout un entretien à ce sujet avec M. Balcerowicz à Moscou, le 3 septembre, les Polonais paient leur audace. Non sans courage, ils se sont les premiers, en 1989, jetés à l'eau. La conjoncture mondiale (conséquences de la guerre du Golfe, effondrement de l'économie soviétique, réticences ouest-européennes) leur a terriblement compliqué la tâche, eux que le monde libre semblait soutenir si chaleureusement avant. Aujourd'hui, sans regretter un seul moment la voie choisie, les responsables polonais constatent tous que le coût social de réformes menées à un tel rythme est très lourd. Varsovie, c'est vrai, est transformée : plus une file d'attente, des vitrines alléchantes, des voitures occidentales pleines des rues, des épiceries de quartier privées parfaitement approvisionnées, et des prix, bien sûr, au diapason.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 5

L'Etat appauvri

Le projet de budget pour 1992 traduit un manque de moyens

Par Alain Vernholes

Il faut remonter loin en arrière pour trouver un budget aussi gris que celui de 1992. Gris par son manque de moyens, peut-être aussi par ses ambiguïtés. L'Etat, qui a lancé beaucoup de projets au cours des dernières années, n'a maintenant plus d'argent. Ou beaucoup moins qu'il ne lui en faudrait, ne serait-ce que pour tenir ses engagements.

Alors que M. Michel Rocard allait de l'avant, parlait de renouveau et de modernisation du service public, de grands

changements dans l'éducation nationale, le gouvernement de M^{me} Edith Cresson se bat pour sauvegarder. Bataille pour les petites et moyennes entreprises en pleine difficulté, bataille contre le chômage qui augmente, bataille contre les déficits budgétaires croissants, bataille contre certains quartiers des villes qui perdent leurs enfants... Et tout cela sans grands moyens, les ressources de l'Etat faisant brusquement défaut.

En 1989, l'Etat avait encaissé 42 milliards d'impôts sur lesquels il ne comptait pas et plus

d'une centaine de milliards sur les trois dernières années : tout semblait alors possible. En 1991, il aura perdu 38 milliards par rapport à ses prévisions de recettes. Une chute catastrophique qui, bien entendu, a surpris tout le monde et dont l'ampleur est sans précédent. Même en 1983, année où combien difficile pour la France enfoncée dans le marasme économique et la crise financière, les pertes de recettes n'avaient été que de 23 milliards de francs, soit une trentaine de milliards environ de nos francs.

Lire la suite page 27 et nos informations page 28 à 30

MICHEL DEL CASTILLO

Une femme en soi

ROMAN

120 F

Editions du Seuil

M. Chirac et les écologistes

Le président du RPR souhaite les associer à « une nouvelle majorité » page 9

Un entretien avec M. Jean Peyrelevade

Le président de l'UAP et le rôle des syndicats page 25

L'affaire Gallo

La France n'exclut plus de renégocier l'accord franco-américain sur le sida page 11

LIVRES ♦ IDEES

■ Le bonheur selon Duby. ■ Le feuillet de Michel Braudeau : « Au grand vent romanesque ». ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « A la recherche du temps hippy » pages 17 à 24

AFFAIRES

Le bois, une fausse filière

■ Limousin : la forêt en miettes. ■ Vosges : l'encadrement nordique pages 31 à 33

■ Sur le rif et le sommaire complet se trouvent page 38

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p.; Grèce, 220 DR ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,80 \$.

DÉBATS

Confédération

Europe, délivre-nous des nations !

par Jean-Pierre Faye

DOU viennent les nations ? À partir de quelles données, de quelles dates, de quels événements, de quels langages ? Quelles formes d'État donnent forme à des « nations » ? Et dans quel creuset se constituent ces substances énigmatiques et explosives ?

Nous nous posons la question, l'an dernier, à propos du Koweït. À quels hasards, à quelles nécessités correspondait cette figure sur la carte de l'histoire ? Un recours simple, le seul qui s'offre à l'œil, se découvre dans les bibliothèques. Nous aurons donc recours à la *Grande Géographie* publiée en 1912 par Reclus, le frère d'Élisée Reclus, membre de la Commune de Paris et générique théoricien libertaire. Reclus, le géographe, est le chef d'orchestre de cette immense publication aux éditions Bong, où chacun des épaisses volumes réunit une vingtaine d'experts géographes, linguistes et historiens.

Nous y lisons (à la page 135 du tome II) une description des « revendications des nationalités », à l'intérieur du chapitre sur la monarchie austro-hongroise. Aux côtés des Tchèques et des Slovaques, voici que « les Slaves du Sud ou Yougo-slaves, rêvent de constituer un vaste État indépendant avec les Slaves des Balkans et de la Turquie » (avec la Serbie). Et plus loin : « Les Croates et les Serbes protestent eux aussi contre la centralisation oppressive qu'ils ont à subir et qui est semblable à celle dont les Magyars eux-mêmes faisaient jadis grief à l'Autriche... » Il leur faut huer toujours et partout pour conserver leur part d'indépendance. Le Grand Larousse illustré en sept volumes des années 1900 souligne le fait que la Croatie est « au centre du mouvement », qu'il orthographe Yougo-Slave. Soyons donc précis : le grand projet yougoslave a sa source dans le courant lancé par le patriote croate Ljudevit Gaj après 1816, et dénommé ainsi lorsque l'empereur Ferdinand interdit le mouvement « illyrien », qui entendait regrouper tous les Slaves du Sud...

Le front de la rivière Una

Lisant le Dossier par le 5 août de cet été 1991 dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, j'y vois que des déclarations récentes « ont ravivé les plaies cachées ». Ces déclarations auraient « effacement minimales les exactions des Oustachis ». Et l'on sait que durant la seconde guerre mondiale « des centaines de milliers de Serbes ont été massacrés par les Oustachis (croates) et des dizaines de milliers de Croates et de musulmans par les Tchécoslovaques ». Avant que Oustachis et Tchécoslovaques ne soient liquidés à leur tour par les partisans...

Cette lecture des plaies vives ravive en nous les termes virulents de Georges Bataille en 1937, devant « ce monde couvert de plaies comme un homme est couvert de plaies ». Pour Bataille, il s'agit de souligner l'immense écart entre l'ultra-chauvinisme nazi et l'authenticité pensée de Nietzsche, abusivement annexé par le Reich hitlérien. Il insiste sur le rejet virulent, par Nietzsche, de « la civilisation effrontée des races ». Sur le fait que celui-ci se soit vomir « lorsque le nom de Zarathoustra sort de la

bouche d'un antisémite ». Pourtant Bataille ne disposait pas des termes exacts que nous communiquent maintenant les œuvres complètes, éditées à partir des manuscrits posthumes de Nietzsche, « là où celui-ci annonce « ce qui m'importe et que je vois venir, lentement et comme avec hésitation, l'Europe Une (das Eine Europa) ». Là est la tâche, ajoute le Nietzsche des années 1880, « pour nous les esprits profonds et justes... l'Européen de l'avenir ». Le Nietzsche européen, d'avance « antinazi », de 1885 rejoint son frère ennemi, le Rousseau de 1756, qui revendiquait, comme le projet sage et solide, la « république européenne », c'est-à-dire, ce sont ses termes, la *Confédération*.

À Prague, le 15 juin 1991, se sont réunies les Assises de la confédération européenne, sous la coprésidence de Vaclav Havel et de François Mitterrand. Celui-ci en avait lancé l'idée, le 31 décembre de l'an 1989, au terme de son mandat de président du Conseil européen, et pour clore l'année des révolutions libératrices de l'Europe de l'Est. Celui-là en avait chaleureusement accepté le principe, le 19 mars 1991, au cours d'une réunion publique, à l'Élysée. Mais étrangement la proposition paraît jusqu'à aujourd'hui demeurer vide. Elle semble avoir été perçue comme un pavillon d'attente pour les candidats à l'entrée dans la Communauté européenne, devenue le seul remède et la solution unique de l'équation Europe.

Mais ce qui a lieu aujourd'hui, dans les combats de village à village sur le front de la rivière Una, affluent de la Sava – « la plus grande bataille disputée en Europe depuis la seconde guerre mondiale » – entre les deux peuples parlant la langue serbo-croate, ceux-là mêmes qu'habitait en 1912 le rêve « de constituer un vaste État, indépendant » réunissant « les Slaves du Sud ou Yougo-Slaves », n'est-ce pas précisément l'indice de l'urgence qu'il y aura de dessiner au plus tôt les grandes lignes pacifiantes d'une Confédération ? Où se fassent-elles déjà la pensée de l'Europe une, perçue par Nietzsche, de la « république européenne », constituée par Rousseau ?

Car les règles du jeu propres au grand marché communautaire et le travail accompli durant quarante ans pour l'instituer sont une chose qui mériterait notre passion intellectuelle. Mais la stratégie politique de l'Europe une est un dessin qui peut dès aujourd'hui entrer dans le temps de l'histoire.

La « confédération », c'est l'espace où peut s'élaborer pour tous le processus d'accès aux règles du jeu propres au grand marché de la Communauté. C'est, surtout, l'espace où peuvent aujourd'hui s'articuler pacifiquement les différences nationales, dans un réel qui fera percevoir autrement les situations conflictuelles. Après tout, la France d'avant 1789 n'est pas un marché commun, elle demeure bérivée de frontières économiques et douanières : elle n'en est pas moins, déjà, une entité historique assez réelle, une étendue de mise hors guerre, pour ses divers habitants. Et, dès les années 1950, l'Europe communautaire, sans être encore un grand marché, est devenue le lieu où trois guerres franco-allemandes, succédant aux guerres anglo-françaises ou

franco-espagnoles, sont soudain apparues comme des guerres civiles européennes, impensables dans l'avenir.

La Confédération, c'est déjà cet espace où il ne sera plus pensable de combattre entre « nations ». Où l'Europe une « doit rendre impossibles les tir au canon dans la Krajina serbo-croate, sur le front de la rivière Una ».

Communauté comme universitas

À Prague, Edgar Morin lançait l'idée d'une assemblée constituante, qui aurait pour objectif de penser les données, communes et différentes de l'Europe culturelle. Les mêmes jours, Vaclav Havel et François Mitterrand rappelaient l'esquisse d'unité européenne qu'avait tracée en 1463 le roi de Bohême Georges Podiebrad dans son *Tractatus*. Document inouï, où le mot communautaire s'écrit en latin par le mot *universitas* : ce terme clé, qui a relié Paris à Bologne et à Oxford, à Salamanque et à Prague, à Coimbra et à Cracovie, à Naples et à

Copenhague. L'universitas est bien la trouvaille, l'opérateur, la clé civilisationnelle de l'Europe.

C'est pourquoi la proposition d'une « Constituante » est émise – par l'Université européenne, dont les éléments s'esquissent maintenant à Paris et à Barcelone-Tarragone ; en Brandebourg à Francfort-sur-Oder ; et à l'Ujgorod, en Transcarpatie ukrainienne, – mais dans une perspective où Prague, Budapest et Brest, Varsovie, Gdansk, Helsinki sont des figures clés, comme Heidelberg, Oxford, Milan.

Le *Tractatus* du roi de Bohême annonçait l'aube première d'une Renaissance, d'où allait surgir une Europe éclatante, mais brisée, promise à quatre siècles de guerres nationales. Le nouveau « *Tractatus* » esquissé ne pourrait-il plutôt avoir pour devise : Europe, délivre-nous des nations ! – du moins, du mal des nations comme on le mal des montagnes. Il nous appelle à cette Constituante culturelle qui pourrait, dès novembre 1992 à Paris et en d'autres

lieux qui se porteraient volontaires, ébaucher cette nouvelle cartographie des cultures librement échangées, dans une seconde Renaissance.

Selon un autre penseur et poète allemand, Novalis, « tous les continents du monde » attendaient « la réconciliation de l'Europe ». L'année 92 réité celle-ci en effet à l'univers arabe, par Grenade. À l'Amérique latine et indienne, par la venue de Colomb. À l'Afrique, par la tragédie de la traite. À l'Asie, par le projet fondateur qui devait conduire Colomb en Inde, en Chine, au Japon.

En l'an 92, il nous incombe de rendre compte des tâches présentes et futures de l'Europe une. La première étant, dès maintenant, de jeter un pont salutaire par-dessus le front de la rivière Una.

Oui, comme le grand peintre yougoslave de Belgrade et de Zagreb Vladimir Velickovic vient de le confier, l'éclatement de son pays natal ne conduira nulle part. Ou plutôt ce symptôme d'éclatement doit nous conduire à vouloir, dès mainte-

nant, la confédération européenne, de Lisbonne à la Baltique et à la mer Noire. En recherchant ensemble les données qui la rendront pensable et praticable.

Car ceux-là qui, le 19 août 1991, voulaient revenir au totalitarisme – selon les mots de Mikhaïl Gorbatchev aux obsèques des victimes éradiquées par les chars du KGB – ceux-là croyaient pouvoir encore détruire l'aspiration des nations opprimées, au nom de la supra-nation qu'ils voyaient symbolisée par les « organes » du super-État : le parti unique, sa police, son armée. Mais les jeunes couples qui ont dormi ensemble sur les marches du Parlement russe, durant les nuits caennaises du 19 et du 20 août, on qui ont chanté et crié : « Ils ont les chars, nous avons la liberté et la musique », ceux-ci ont commencé à vivre une histoire tout autre en Europe.

De l'Atlantique à la mer Noire

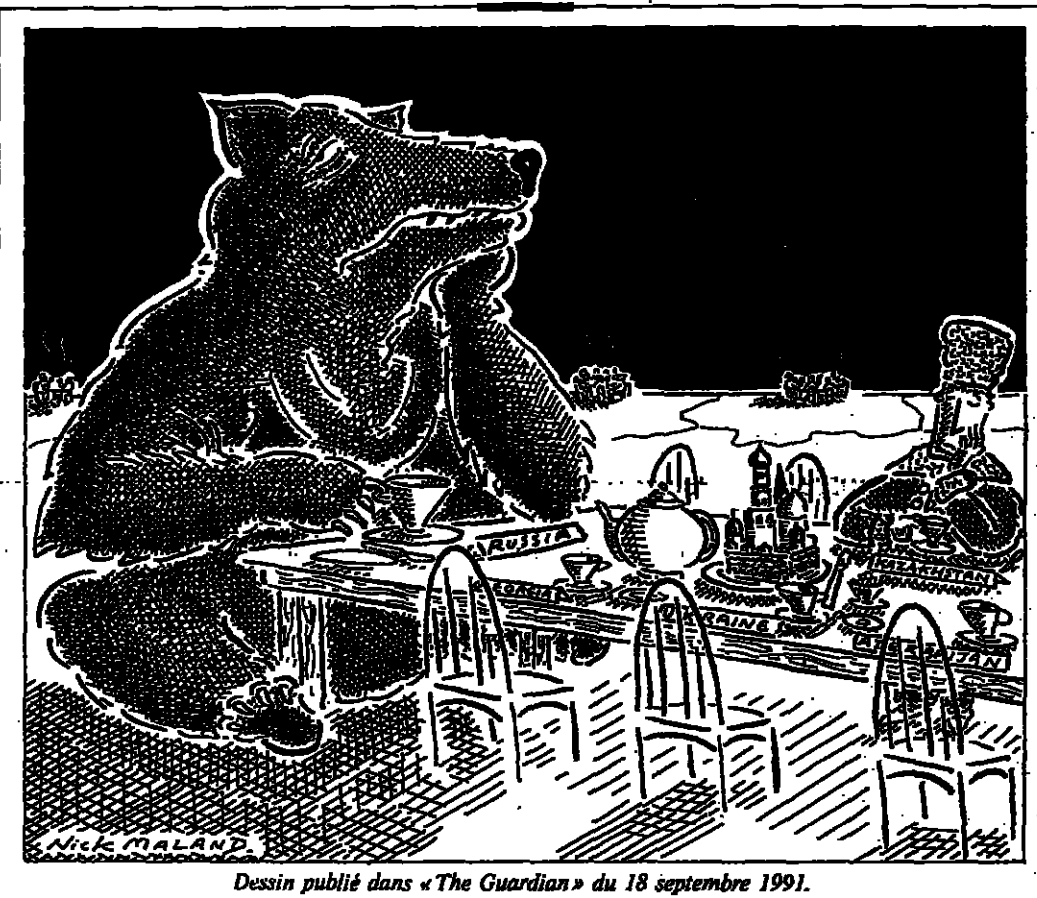
Avec eux, il va s'agir de l'espace commun, économique, mais aussi culturel, qui doit désormais relier entre eux les peuples, par autre chose que les « organes » de la répression et de l'intimidation. La Confédération européenne, envisagée le 15 juin 1991 à Prague, peut à l'avenir se déployer, de l'Atlantique à la mer Noire. Il est à souhaiter qu'un second arc confédéral vienne librement réunir les peuples qui ont en commun des siècles de culture russe, dans un ensemble multiculturel, de la Biélorussie au détroit de Bering. Cette confédération-là est bien la source philosophique la plus riche de Nietzsche, penseur et annonciateur de l'Europe une. Dans « cette Europe où soufflent les vents » que décrit le prince Mouchikine, l'« idiot » dos-à-dos.

L'année 92 va apporter le message complexe qui relie l'Europe aux univers, qu'ils soient métaphysiquement connus – avant tout, au monde arabe et à l'Amérique latine-indienne. L'étoile de Grenade et le navire de Colomb, associés aux dates du 2 janvier et du 3 août 1492, vont donc nous couvrir à méditer sur les éclats perdus de cette Europe « andalouse » : Europe arabe, en apparence perdue en Espagne, Europe indienne, douloureusement surpe, par-delà l'océan.

À l'Ouest, le tourbillon de l'an 1492 jette sur la table de l'histoire les données du jeu qui défie jusqu'à la tempête de 1991, à l'Est.

► Jean-Pierre Faye est président de l'Université européenne de la recherche.

TRAIT LIBRE



Dessin publié dans « The Guardian » du 18 septembre 1991.

COURRIER

Changements de nom

L'usage de donner aux villes, ou même aux territoires, le nom de personnalités, politiques ou autres, n'est nullement propre à l'URSS. Constantinople, déjà...

Aux États-Unis, la capitale fédérale est, comme chacun sait, Washington, et celles de plusieurs États portent le nom de présidents, comme Jefferson (Missouri) et Lincoln (Nebraska) ; l'une d'elles porte même le nom d'un homme politique étranger : Bismarck (Dakota du Nord). Français et Belges ont respectivement appelé les capitales des deux Congo Brazzaville et Léopold-Ville. Citons encore Georgetown (Guyana), Valdivia (Chili), Rivadavia (Argentine), Ho-Chi-Minh-Ville (Vietnam), etc. La Louisiane tire son nom de Louis XIV, et de nombreuses îles du Pacifique doivent le leur à ceux qui les ont découvertes.

Ce qu'il y a de piquant dans le cas de Saint-Petersbourg, ancienne capitale de la Russie, c'est qu'elle avait déjà été rebaptisée une première fois par le dernier tsar parce qu'elle ne portait pas un nom russe. M. Eltsine reviendra peut-être à Petrograd...

GÉRARD DE SÈDE Bruxelles

Les leçons de la réunification allemande

La frontière entre la RFA et la RDA dépendait des accords signés à la fin de la guerre entre les puissances alliées, à savoir les Américains, les Soviétiques, les Anglais et les Français. C'est donc, en logique juridique, à ces quatre protagonistes qu'il appartenait d'accorder à

l'Allemagne le droit de se réunifier. Que s'est-il passé en réalité ? Un État souverain, la RFA, sur la base juridique de sa Constitution (*Grundgesetz*), qui, au regard de la hiérarchie des normes, est un texte de droit interne, donc inférieur aux traités, a déclaré sa réunification, ce qui en logique internationale se justifie, mais ne peut être considéré au regard du droit international comme l'annexion pure et simple d'un autre État souverain : la RDA.

Au nom de quoi les Allemands ont-ils légitimé leur réunification ? Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire selon un habillage juridique habile qui permet de revenir à la notion de peuple allemand (*Volks*), qui n'est pas une notion nouvelle – tant s'en faut – et constitue, plus que la notion d'État, le fil conducteur de la politique allemande depuis Bismarck.

Le fait pour les Occidentaux d'avoir simplement entériné la réunification allemande signifie, qu'ils le veulent ou non, qu'ils ont accepté cette logique juridique. Nous nous trouvons ainsi en présence de deux logiques juridiques totalement antinomiques :

1) On permet la réunification allemande, voire on la salue (réunification réalisée au nom du *Volks*).

2) On condamne la sécession en Yougoslavie au nom de la pérennité des frontières issues de 1945, au nom de la suprématie des accords internationaux. La position singulière de l'Allemagne sur cette question et les récentes déclarations de M. Genscher devraient, s'il en était encore besoin, achever de convaincre les plus sceptiques.

À l'heure où l'on ne cesse de nous parler du respect du droit international, il faut savoir que dans les faits nous avons déjà franchi le Rubicon et que l'ordre inter-

national qui se met en place sous nos yeux en Europe n'est pas celui du droit, mais du rapport de forces.

SOPHIE JACQUOT-DAVID Paris

Réponse à J.-D. Bredin

Humble résistant, déporté, communiste depuis 1943 – quoique non membre du parti – est-il permis de demander à M. Bredin ce qui lui permet de conclure que les communistes français « furent » – et par conséquent ne sont donc plus – « meilleurs » que beaucoup de « ceux qui n'ont jamais aimé le communisme », comme il l'écrit dans le *Monde* du 31 août ? Est-il permis de lui demander à quel moment il situe la césure entre les communistes « qui sont morts pour que nous soyons libres » ou « qui se sont tant battus pour les désirs de chez nous » et les communistes contemporains, surtout quand il s'agit des mêmes personnes, comme c'est le cas des militants, hommes et femmes, de ma génération ? Est-il permis de lui demander ce qui l'incite à penser et à écrire implicitement que les communistes d'aujourd'hui ne sont plus, comme leurs prédécesseurs, « désintéressés », « ardents » et « justes » ?

Et si M. Bredin est incapable de démontrer qu'une telle mutation a bien eu lieu et de la situer dans le temps, est-il permis d'avancer timidement que c'est, peut-être, tout simplement parce qu'elle ne s'est jamais produite ? Est-il permis de proposer modestement que l'attitude, le dévouement, l'aspiration à l'équité dont M. Bredin est bien bon de créditer les communistes du passé – est-il de meilleur communisme qu'un communiste mort – (ou

renégat) ? – continuent et continueront à caractériser ceux présents et à venir, tout simplement parce que ce sont des vertus inhérentes au but qu'ils poursuivent et poursuivent ? On doit nécessairement être généreux pour consacrer sa vie à l'éclatement lointain d'un homme nouveau, supérieur, dans une société nouvelle, supérieure.

HENRI AUDIBERT Saint-Zacharie (Var)

L'Etat et l'aménagement du territoire

Au regard de l'aménagement du territoire actuel, l'Etat a tendance à privilégier son rôle de relais pour l'implantation d'entreprises privées plutôt que son action historique de distribution sur tout le territoire d'équipements publics (postes, écoles, hôpitaux, universités).

Le secteur privé, par l'effet « Bouze » ou « marée », fabrique des concentrations basses sur le triangle « concurrence, émulation, coopération » du type Sentier, quartier de l'édition à Saint-Germain-des-Près, voire, plus récemment, le tertiaire supérieur des Hauts-de-Seine ou le secteur de la communication à Issy-les-Moulineaux.

En favorisant et manœuvrant le projet de la Défense, bis, en développant le réseau TGV centré sur Paris, en créant l'Opéra-Bastille, en choisissant le site de Melun-Sénart pour le Grand Stade, l'Etat perd son rôle de régulateur, de véritable aménageur.

Et ce ne sont pas les collectivités locales qui vont reprendre ce rôle. Elles n'ont pas, et plus encore depuis la décentralisation, la vocation d'équilibrer le développement général du territoire.

LAURENT BACCOU Paris

Le Monde PLANTU LE PRÉSIDENT HIP HOP !



L'ALBUM 91

La sélection de ses meilleurs dessins
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

صكفا من الاجل

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : nouvelle réunion des ministres des affaires étrangères des Douze à La Haye

Le ministre fédéral de la défense accuse la Croatie d'avoir violé le cessez-le-feu

De violents combats ont opposé les forces croates et les unités de l'armée fédérale yougoslave, mercredi 18 septembre, dans plusieurs régions de la Croatie, en dépit de la trêve acceptée la veille par les belligérants.

Quelques heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, à midi, Croates et militaires fédéraux ont commencé à s'accuser mutuellement de violer l'accord conclu par les dirigeants serbes, croates et le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic. Ce dernier a fait porter, jeudi 19 septembre, aux forces croates l'entière responsabilité de la poursuite des combats.

Dans une lettre adressée à lord Carrington, qui préside la Conférence de paix sur la Yougoslavie, le général Kadijevic assure qu'après avoir signé l'accord de cessez-le-feu, mardi à Igalo (Monténégro), avec les présidents croates Franjo Tudjman et serbe Slobodan Milosevic, il a réitéré aux troupes

fédérales l'ordre de « ne pas ouvrir le feu les premières ». « Les unités de l'armée yougoslave respectent formellement cet ordre », tandis que « les formations armées croates ont intensifié leurs attaques contre l'armée yougoslave après la date prévue pour l'arrêt des combats », affirme-t-il.

Le ministre de la défense a fait état d'attaques, depuis mercredi midi, contre des unités et établissements militaires, notamment à Zagreb, Sibenik (sur la côte adriatique) et dans une demi-douzaine d'autres localités croates. « Aucun des établissements militaires n'a été débloqué » par les forces croates qui les encerclent depuis plusieurs jours, ajoute-t-il dans une lettre citée par l'agence Tanjug.

Le général Kadijevic assure qu'il est « sincèrement décidé à agir conformément à l'accord » d'Igalo et que l'armée « soutient sans réserves » les efforts de paix de lord Carrington : « La dernière heure est venue de faire entendre raison à

ceux qui ne veulent pas la paix et qui poussent la Yougoslavie dans une guerre aux conséquences imprévisibles », ajoute-t-il.

Mercredi soir, la radio croate avait affirmé que le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, avait rendu l'armée responsable de la poursuite des hostilités et qu'il avait sommé le général Kadijevic et son adjoint, l'amiral Stane Brovet, de démissionner dans les quarante-huit heures.

Dans ses premiers bulletins d'information, jeudi, la radio croate a toutefois laissé entendre que la nuit de mercredi à jeudi en Croatie avait été plus calme que les précédentes. Elle a signalé des tirs sporadiques, des explosions et des attentats à la bombe dans plusieurs localités croates, sans faire état de victimes. Selon la même source, de nombreuses unités de l'armée fédérale se sont rendues aux forces croates.

La marine de guerre yougoslave bloquait tou-

jours le port de Dubrovnik, empêchant les touristes italiens et allemands de regagner leur pays et entravant le trafic commercial. Des combats se déroulaient à Varszina, Vukovar, Dugo-Selo, Karlovac, Sibenik et dans d'autres villes, a rapporté la radio croate. Un porte-parole du ministère croate de la défense, Irma Agotic, a ajouté que les villes croates de Sunja et de Komarevo subissaient des attaques au mortier.

Le président fédéral yougoslave, la Croate Stipe Mesic, a estimé que la Yougoslavie, déchirée par la guerre civile, n'existait plus que sur le papier et il a confirmé qu'il abandonnerait ses fonctions le 7 octobre.

Par ailleurs, un observateur de la CEE de nationalité danoise, Mogens Fokdal, a été blessé par balle par les forces croates à Zagreb, et les Etats-Unis ont décidé de rapatrier leur personnel diplomatique en poste dans cette ville. — (Reuters, AFP.)

La psychose de Zagreb

Suite de la première page

Se pose en tout cas l'avenir de la minorité serbe locale, de plus de cent mille personnes. Outre certaines zones du centre de la ville, seraient surtout exposés les nouveaux quartiers, dont les grands immeubles abritent de nombreux militaires. Reste que la rumeur est là, présente comme une certitude : « Les tireurs isolés sont partout ». Outre ce danger, et les deux alertes que la ville a connues mercredi, Zagreb vit au ralenti. En fin d'après-midi, elle est déjà quasiment déserte, et les tramways roulent à vide. A la nuit tombée, le black-out adossé, c'est une ville morte. Seuls quelques phares percent la nuit, prenant dans leur faisceau des trottoirs où file, parfois, une silhouette vite évanouie. Il y a encore quelques jours,

Zagreb donnait l'impression d'être loin, très loin de la guerre, avec ses terrasses de café comble, ses trottoirs encombrés, ses places animées. Et, si des adolescents se disaient « mal à l'aise », c'était tout à fait à cause de la guerre mais en raison de la rentrée des classes. Certains combattants admettaient mal cette nonchalance. Aujourd'hui, on a rouvert les abris, dont l'un passe sous la vieille ville. Ce long tunnel, à très grande capacité, construit en 1936-1937, n'avait plus servi depuis la seconde guerre mondiale. La radio, elle, diffuse des consignes de prudence et invite la population à ne pas circuler en voiture, pour ne pas gêner les secours.

L'évolution de la guerre a eu, d'autre part, des répercussions directes sur le gouvernement croate avec l'annonce, mercredi,

de la démission du ministre de la défense, M. Luka Bebic, qui sera remplacé par son vice-ministre, M. Gojko Susak. Tous les deux sont des civils. Cette démission a toutes les allures d'un limogeage, compte tenu de la série de revers enregistrés ces derniers temps par la garde nationale croate, en difficulté sur à peu près tous les fronts.

Depuis une dizaine de jours, M. Bebic annonçait alternativement une prochaine contre-offensive croate, puis de longues épreuves en perspective pour le peuple croate (« Nous sommes conscients que nous aurons de lourdes pertes humaines et matérielles », nous avait-il dit le 10 septembre) et, enfin, une réorganisation des forces de Zagreb. Sur le terrain, celles-ci n'ont pu rétablir une situation toujours dramatique en raison, essentiellement, d'un cruel manque d'armes.

YVES HELLER

POINT DE VUE

Devoir d'assistance

par Bernard Kouchner

ATTENTAT à Sarajevo ! En écoutant les nouvelles, l'autre matin, il nous semblait assister à un retour de l'histoire. Peut-on se contenter de contempler les batailles à la télévision ? Impossible, d'autant que les affrontements s'étendent et se rapprochent. L'Europe, dont l'existence de ce cessez-le-feu n'a pas été respectée jusqu'à présent, doit agir. Il y va de sa crédibilité. Il existe, une fois de plus, un devoir, d'ingérence et un droit reconnu d'assistance à la paix.

Les combats yougoslaves peuvent-ils à nouveau embraser l'Europe et le monde ? Sans doute pas, mais le danger existe. Les haines accumulées, les différences culturelles et religieuses, les antagonismes politiques des Serbes et des Croates, risquent d'entretenir un conflit meurtrier et prolongé. Il y a déjà trop de morts quotidiens, trop de blessés, de réfugiés, trop de familles dans l'angoisse. Nous recevons des appels quotidiens à l'intervention, de la part du président yougoslave comme de simples citoyens. Deux missions humanitaires françaises nous ont persuadés de la nécessité d'être là-bas présents aux côtés de ceux qui espèrent encore que le dialogue reste possible.

Attentat à Sarajevo ! Qu'est-ce qui a changé depuis le début du siècle ? Pas les animosités, ni la volonté des hommes d'en découdre, moins encore ces curieuses tendances aux simplifications nationales assassines. Mais il existe au moins trois éléments nouveaux : le succès de la démocratie, l'existence de la communauté européenne, la position d'une responsabilité morale commune qui se traduit — entre autres — par la notion d'assistance à personne en danger, mieux peut-être que par le concept médiatique et brutal d'ingérence.

1) Le succès actuel de la démocratie sur les autres régimes entraîne l'exigence d'en appliquer les principes. Et d'abord de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. D'où la nécessité d'orga-

niser ou de tenter d'organiser des consultations démocratiques dans la paix retrouvée.

On ne peut enfermer des groupes humains éternellement dans leur passé. Il n'y a pas plus de peuples de gauche que de peuples de droite. Les fils d'Oustachis valent les enfants des communistes.

Les Sloènes et les Croates — et demain d'autres encore — ont autant de droit à l'autodétermination que les Baltes.

Il me paraît immoral d'avoir défendu les habitants de Koweït-City et de laisser mourir ceux de Zagreb.

Oui, il y a des risques

2) L'Europe n'est pas seulement une idée forte, un chant culturel et une tentative de résistance aux automobiles japonaises. Elle doit forger, pour être crédible, une attitude commune et ferme devant une guerre féroce, qui se déroule chez nous, entre l'Italie et la Grèce. Notre diplomatie le sait, qui s'efforce de construire, d'améliorer cet élan. On se plaint de l'absence de politique étrangère commune de la CEE : c'est le moment de la bâtir. On songeait à une défense européenne commune — regret de la guerre du Golfe — c'est le moment de l'inventer. Faute de quoi l'Europe sera atteinte d'une langueur confinant à la maladie car le conflit yougoslave n'est qu'un de ceux qui nous menacent. Si nous laissons évoluer cette plaie continentale, un autre foyer s'annonce, plus violent que l'Irlande du Nord qui se bat depuis vingt ans dans l'indifférence générale. Vitupérer en permanence les ambitions américaines ne suffit pas à construire une politique. Nous nous conduisons trop en vieux adolescents. C'est une occasion unique pour que l'Europe prenne ses responsabilités. Laisser les massacres se développer à nos portes nous interdirait de protéger demain les hommes en péril ailleurs. J'entends déjà les prudents

me rétorquer : « Il y a des risques ! » Oui, il y en a, des risques dans la guerre, plus encore que dans la paix. C'est la vie. Prenons nos responsabilités. A fuir le risque, la défaite vous rattrape toujours. Et je me méfie des sociétés sans risques. Certains principes méritent l'audace.

3) Ingérence. Les médecins français et les volontaires de l'humanité ont modifié l'indignation du monde. Ils ont pris le risque de soigner les blessés et les malades au-delà des frontières prescrites par des juristes frileux. Ils ont créé une conscience mondiale et la notion d'ingérence s'impose comme une grande idée force, un concept politique nouveau pour le siècle qui commence bientôt. Je sais que le mot ingérence effraie. Les résolutions françaises acceptées par l'Assemblée générale de l'ONU portent droit d'assistance humanitaire. Mais on intervient sur appel, sur demande, jamais par effraction. Et pour protéger les plus faibles, les victimes. En Yougoslavie, les Européens tentent de le faire sans violence, ils ont envoyé des observateurs trop peu nombreux. Aujourd'hui, les Croates effrayés crient au secours, ainsi que de nombreux Serbes lucides.

Il faut aller plus loin et séparer les combattants avant que l'éternel cercle ne se referme : exactions, répressions, massacres... Avant qu'un autre Beyrouth n'apparaisse. Et pour cela il faut intervenir fermement. Cela s'appelle l'ingérence démocratique. C'est la prochaine conquête de la communauté mondiale.

L'ingérence, c'est de tenter d'installer la négociation avant les massacres. Avant que les haines et les deuils interdisent tout espoir et produisent l'irréparable. Notre pays s'y emploie. Le danger serait de ne rien faire, sinon le feu se propagerait.

L'Europe se construit aussi en Yougoslavie.

► Bernard Kouchner est secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

L'hypothèse de l'envoi d'une force européenne d'interposition

La France et l'Allemagne favorables

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Dans le discours qu'il a prononcé jeudi matin 19 septembre à Berlin, M. François Mitterrand s'est déclaré partisan de l'envoi en Yougoslavie d'une force d'interposition européenne. Une déclaration franco-allemande devait être publiée dans ce sens, et les ministres des affaires étrangères, MM. Dumas et Genscher, ont été mandatés pour défendre à la réunion de La Haye, jeudi en fin d'après-midi, cette position commune. Le président de la République a indiqué que trois

hypothèses étaient possibles : soit cette force européenne recueille un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, soit, en l'absence d'un tel mandat, elle est mise en œuvre par une décision politique des Douze au niveau le plus élevé — « la mise en œuvre se faisant au niveau de l'UEO qui deviendrait opérationnelle avec ceux des Douze qui seraient volontaires » —, soit enfin, si ni l'une ni l'autre de ces solutions ne se révèle possible, la France est prête à demander la saisine du Conseil de sécurité pour l'envoi de « casques bleus » ou d'observateurs des Nations unies. C. T.

La Grande-Bretagne réservée

LA HAYE

de notre correspondant

A la veille de la double réunion, jeudi 19 septembre à La Haye, des ministres des affaires étrangères de la CEE et des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale, le premier ministre britannique, M. John Major, a estimé qu'il était « improbable » que les Européens décident à cette occasion de dépêcher en Yougoslavie une force militaire d'interposition. Une telle décision ne lui semble « pas raisonnable » aussi longtemps que les belligérants yougoslaves ne se sont pas entendus sur un cessez-le-feu et « ne seront pas prêts à coopérer pour le faire respecter ». Un proche collaborateur de M. Major, qui rendait, mercredi 18 septembre, une courte visite de travail à la présidence néerlandaise de la CEE, a précisé que, pour Londres, l'envoi de troupes en Yougoslavie est soumis à trois conditions : l'agreement de toutes les parties en conflit, un cessez-le-feu stable et un mandat clair délivré aux pays européens par la communauté internationale, par exemple la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

CHRISTIAN CHARTIER

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Le gouvernement redonne à l'ancien roi Zaher Shah sa citoyenneté

Invoquant « la nécessité d'assurer l'unité nationale », le gouvernement afghan a annoncé, mercredi 18 septembre, qu'il avait restauré la citoyenneté de l'ancien roi Zaher Shah, qui avait été privé de ses droits après la révolution d'avril 1978 et vit actuellement en exil en Italie.

Cette initiative, selon des diplomates à Kaboul, revêt une signification particulière après l'annonce récente de la décision des Etats-Unis et de l'URSS de cesser leurs livraisons d'armes aux parties en conflit en Afghanistan au début de l'année prochaine. Le roi est considéré par de nombreux groupes favorables à la démocratie en Afghanistan comme la seule personnalité susceptible de diriger un gouvernement intérimaire en vue de préparer des élections libres, conformément au plan de paix de l'ONU. D'autre part, le ministère des affaires étrangères soviétique a indiqué, jeudi, que, pour la première fois depuis le début du conflit, l'URSS a invité des responsables de la résistance afghane à venir à Moscou pour

discuter du sort des prisonniers de guerre soviétiques et de « la situation générale en Afghanistan ». — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

La violence et la criminalité s'étendent aux quartiers blancs

La vague de violence, qui frappe les banlieues noires, n'épargne pas les quartiers blancs. Selon une étude de la chambre de commerce sud-africaine, publiée mercredi 18 septembre, en dehors des quelque trois mille morts attribués aux affrontements entre factions noires rivales, on a compté quinze mille blessés, en 1990, sur l'ensemble du territoire, soit près de deux mourus à l'heure.

Le nombre des viols s'est élevé à vingt mille pour trente-huit millions d'habitants, ce qui représente le double des viols commis en Union soviétique, pourtant dix fois plus peuplée, soulignent les observateurs. La plupart des victimes sont des femmes. Les mêmes racines : chômage massif, manque de logements, pauvreté et désespoir des communautés noires victimes du système d'apartheid.

C'EST POSSIBLE



Catherine Bédarida
L'ÉCOLE QUI DÉCOLLE

A travers des expériences concrètes, s'appuyant sur les témoignages des professionnels comme des usagers, Catherine Bédarida, rédactrice en chef du Monde de l'éducation, montre que, de la maternelle à l'enseignement supérieur, il est possible de travailler autrement. On obtient de meilleurs résultats, et cela pour (presque) le même prix financier, sinon humain.

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hanon et Patrick Rotman, 110 F

Editions du Seuil

EUROPE

Les conséquences des proclamations d'indépendance en URSS

Le président géorgien, Zviad Gamsakhourdia, est en butte à la résistance de la garde nationale

TBILISSI

de notre envoyée spéciale

La situation évolue rapidement à Tbilissi où les députés géorgiens, il y a dix jours encore totalement soumis au président Zviad Gamsakhourdia, devaient se réunir jeudi 19 septembre en session extraordinaire pour voter la dissolution du Parlement, à la dissolution du Parlement, à défaut d'une destitution du président. Protégé par un bataillon de fidèles, M. Gamsakhourdia a amorcé ces derniers jours des tentatives de dialogue avec la nouvelle opposition parlementaire. Elles sont cependant contredites par ses appels au peuple à « former des comités de défense de la Géorgie en danger » et les arrestations d'opposants, menées par des commandos d'hommes en civil sans laval du procureur. Après celle du chef du Parti national démocratique, M. Guia Tchakouria, et de son épouse,

c'était le tour, mercredi, de M. Guia Khaidrava, qui avait filmé l'intervention de l'armée soviétique à Tbilissi en 1989. La police géorgienne continue sa résistance passive, refusant d'intervenir contre les manifestations de l'opposition et se bornant à interdire l'accès du périmètre du Parlement où manifestent les partisans du président, beaucoup de femmes proches des larmes et des provinciaux amenés dans des bus.

La passivité de la police a permis aux opposants de bloquer mardi l'accès à la télévision, qui a cessé ses programmes d'information. Une cassette sur laquelle le président Gamsakhourdia appelait les habitants des campagnes à venir le soutenir contre les « putschistes » a été diffusée sur les écrans plusieurs fois dans la nuit de mardi à mercredi, mais a été, à chaque fois, très rapidement coupée. L'image s'immobilisait sur un visage du président.

Le facteur « stabilisateur » de la situation, aux yeux de l'opposition, qui a empêché jusqu'à

l'usage de la force contre les opposants, c'est la garde nationale rebelle, installée à Chavnavad, un ancien centre de vacances des jeunes communistes, à dix minutes de voiture du centre de la ville. Elle comprend, selon ses chefs, 7 000 hommes mieux équipés que la police ou que les 700 membres de la garde restée fidèles au président. C'est là que se constitue un « deuxième pouvoir » autour de l'ex-premier ministre Tengiz Sigoua, dont la défection a permis aux divers opposants de se regrouper derrière cette figure crédible. Réfugié à Chavnavad depuis le 4 septembre, cet ingénieur de cinquante-sept ans, ancien communiste et directeur de l'Institut scientifique de métallurgie, n'en sort qu'en secret pour rencontrer d'autres opposants ou alors escorté par plusieurs voitures remplies de gardes brandissant leurs armes automatiques pour se rendre par exemple au meeting de l'opposition.

S. Sh.

« Il voulait albaniser la République »

nous déclare l'ancien premier ministre Tengiz Sigoua

C'est dans un petit chalet, à l'entrée de la base de Chavnavad, que M. Sigoua a reçu le Monde pour donner sa version des événements qui ont amené la majorité de « l'intelligentsia » et, en gros, la partie la plus urbanisée de la population géorgienne à se détourner de celui qu'ils avaient élu à la présidence il y a cinq mois à peine par 87 % des voix.

« Qu'est-ce qui vous a amené à démissionner le 15 août après dix mois de travail avec le président dont vous réclamez désormais la démission ? »

J'ai compris en juin seulement que M. Gamsakhourdia n'avait plus les choix qu'il avait deux objectifs : soit transformer la Géorgie en une « Albanie » isolée dans un socialisme national, soit amasser un capital suffisant à l'étranger pour fuir avec sa famille. Maintenant, je pense qu'il se prépare à la seconde solution. Ses hommes font courir le bruit que son père (NDLR : un écrivain nationaliste qui avait fini son élection de bloquer le prix du pain, alors que la farine avait augmenté. Quant aux rares devises que nous avons, il les dilapide) :

se développer des « zones fermées » dans l'économie du pays, où ses proches se livrent à une corruption à grande échelle et où, même moi, je ne pouvais envoyer des enquêteurs du parquet, comme le secteur des carburants passés sous le contrôle du frère du ministre de l'Intérieur.

Quelle est la situation de l'économie ?

Le budget de 3 milliards de roubles avait un déficit de 4 milliards début juillet avant qu'on ne le réduise un peu. 1 milliard avait été perdu à cause de la pénurie d'énergie, cet hiver, qui paralysait les entreprises. Quand la situation s'est un peu améliorée, le président a ordonné lui-même le blocus des transports avec les Républiques voisines pour réclamer la sortie des troupes soviétiques d'Ossétie du Sud, en Géorgie. Nous avons encore perdu 1,4 milliard de roubles avec ce blocus dont les conséquences se sont fait sentir jusqu'en juin.

Il a fallu aussi donner 380 millions de roubles à l'industrie boulangère car le président a ordonné avant son élection de bloquer le prix du pain, alors que la farine avait augmenté. Quant aux rares devises que nous avons, il les dilapide :

par exemple, celles gagnées en 1990 par la branche géorgienne d'Aeroflot ont servi à l'achat de ses deux Mercedes blindées. Et il parle d'autarcie économique, alors que la Géorgie importe les trois quarts de son blé, cent pour cent du sucre, la plupart de ses matières premières et la quasi-totalité de l'énergie.

Crainiez-vous que M. Gamsakhourdia parvienne encore à mobiliser contre vous ses partisans qui groupent aussi les nombreux Géorgiens nostalgiques d'un pouvoir fort et de Staline ?

Non, car même si sa popularité est encore forte, notamment en province, le président n'agit que par l'intermédiaire de ses quelques trente préfets qui ont déjà réussi à se mettre le peuple à dos. J'aurais voulu les limiter, ces préfets veulent les garder et s'opposent pour cela à la décollectivisation que les paysans souhaitent. Le président lui-même a pris position contre les coopératives et pour les « nationalisations » et non la privatisation des entreprises soviétiques. Quand la télévision sera ouverte à l'opposition, tout reviendra à sa place. Les gens comprendront que notre indépendance ne sera jamais reconnue si on continue à bavarder

la démocratie et si on reste socialistes, alors qu'autour de nous l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie passent à l'économie de marché.

Il y a aussi la question des droits des minorités. Quelle est, à votre avis, la solution en Ossétie du Sud ?

Je pense aussi (NDLR : comme le président Gamsakhourdia et la grande majorité de l'opposition) qu'il ne faut pas y rétablir la République autonome. L'autonomie culturelle oui, mais pas politique. Il faut que l'armée soviétique se retire et nous pourrions régler nos problèmes entre nous de façon pacifique.

Quelles sont vos relations avec l'armée soviétique stationnée en Géorgie ?

Le général Patrikeev, qui dirige le district militaire du Caucase, m'a donné des garanties totales que ses soldats ne se mêlent pas du conflit entre le président et l'opposition et ne sortent pas des casernes s'ils ne sont pas provoqués.

Propos recueillis par SOPHIE SHIHAB

Les tensions interethniques s'aggravent en Moldavie

En Moldavie s'opposent les roumanophones, indépendantistes, et les russophones, minoritaires, de la zone est de la République. L'aggravation des tensions entre les différentes communautés paralyse chaque jour davantage la fonctionnement du pays.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

« Blocage », le mot est sur toutes les lèvres. Blocage des trains, des routes, des banques, des négociations. « C'est l'impasse, avant une guerre dont on se rapproche chaque jour », dit-on froidement dans la République socialiste soviétique du Dniestr, la zone russophone et pro-soviétique de l'est de la Moldavie. Le 27 août dernier, la Moldavie a proclamé son indépendance; depuis, elle refuse de faire partie de toute nouvelle structure à l'intérieur de l'URSS, afin de pouvoir, à terme, se réunifier avec la Roumanie voisine, dont elle a été séparée lors de la seconde guerre mondiale.

Cette politique accroît la tension dans la région du Dniestr, peuplée de russophones. Ainsi, campant sous des tentes kakt, chauffées au feu de bois en ce début d'automne, le comité des femmes de Tiraspol, la capitale du Dniestr, occupe depuis quinze jours le nœud ferroviaire de Bender. « Pour qu'on libère nos députés », explique M^{me} Galina Androva, la présidente du comité et députée communiste du soviét de Tiraspol. Accusés de soutien au putsch raté et finalement poursuivis pour séparatisme, les leaders de la République du Dniestr dorment en prison à Kichinev. Sur la voie ferrée, les femmes ont mis des drapeaux rouges et une banderole : « Nous ne voulons pas vivre en Roumanie ». Mais à Kichinev, les responsables ne veulent pas renoncer à ce territoire, car lors du redécoupage de leur République, après la guerre, le sud (accès au Danube et à la mer Noire) et le nord (la Bukovine) furent donnés à l'Ukraine.

En représailles, et pour exiger la réouverture des voies ferrées, des Moldaves, exodés, ont organisé un « contre-blocage » des voies qui mènent à Bender. Sur la grande route, qui va de Kichinev à Tiras-

pol, les deux capitales en guerre froide, des camions, où flotte le drapeau tricolore moldave, sont mis en travers pour « filtrer » la circulation. « Nous voulons le déblocage des voies ferrées car nous ne pouvons livrer nos récoltes », explique un « volontaire » moldave.

Impuissantes face à la paralysie des trains qui a conduit à l'effondrement des échanges commerciaux, les autorités de Kichinev ont une autre arme pour étouffer le Dniestr : l'argent. « Depuis le 12 septembre, nous avons bloqué onze des quinze banques du Dniestr », explique Leonid Talalschi, gouverneur de la Banque nationale de Moldavie. « Cela n'a rien à voir avec le blocus des trains, ces banques avaient refusé de s'enregistrer auprès de nous, comme le prévoit le règlement de l'Union ». En trois semaines, précise-t-il, la « prétendue République du Dniestr » peut être économiquement asphyxiée. Pour l'instant, donc, russophones et Moldaves se contentent de ces blocages réciproques. Si, des deux côtés, la politique officielle est la négociation (évidemment bloquée, elle aussi), aussi bien à Kichinev qu'à Tiraspol, la mobilisation est décriée.

Postes de douane

A la frontière de l'Ukraine et de la Moldavie (qui est aussi celle du Dniestr), les autorités de Kichinev ont voulu installer des postes de douane. « Le sud, en terrain hostile, une émeute peut tout faire exploser, alors je contrôle très diplomatiquement », déclare, assis derrière un bureau d'écolier posté au bord de la route, Visladi Sandu, ex-professeur de géographie. La police moldave, équipée d'armes automatiques, « chargée de balles de guerre » précise le douanier - le protège. Dans la République du Dniestr, le « peuple » se sent, lui aussi, protégé par la présence de l'armée rouge, qui soutient discrètement cette partie perdue de l'Union soviétique. Mais, à Moscou, le tout nouveau ministre de la Défense, modeste, a exigé le départ des troupes soviétiques de la République. « Bâtir trois mois », affirme le porte-parole de Tiraspol.

La semaine dernière, les officiers de l'armée rouge ont adopté, à Tiraspol, un texte adressé à Mikhail Gorbatchev, commandant suprême. « Nous considérons comme inadmissible le retrait des unités de l'armée soviétique des territoires du Dniestr (...) qui sont depuis toujours les terres de nos ancêtres, de notre patrie », écrivent ces officiers. « Ce n'est pas une rébellion militaire », explique Valéry Litvay, le porte-parole de la République du Dniestr, car, ajoute-t-il, « ils n'ont pas encore refusé l'ordre de se retirer ». Tiraspol affirme que, déjà, la frontière avec la Roumanie « peut être considérée comme ouverte » et que des armes passent.

Que faire pour tenter de trouver un terrain d'entente entre deux parties aux positions inconciliables ? Rien, sans doute, tant que l'on ne pourra toucher aux frontières intérieures de l'Union. En redécoupant soigneusement la Moldavie, Staline, il a aussi, sans bien le vouloir, son coup.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

M. Chouchkevitch élu président du Parlement moldave. - M. Stanislas Chouchkevitch, jusqu'alors premier vice-président, a été élu président du Parlement moldave, mercredi 18 septembre, à Tiraspol, en remplacement de M. Nikolai Demetel, un conservateur qui avait démissionné le 25 août après le putsch. - (AFP)

Victime d'un malaise

M. Eltsine absent à l'ouverture de la session du Parlement russe

Victime d'un nouveau malaise, vraisemblablement cardiaque, M. Boris Eltsine a dû renoncer à prononcer, jeudi 19 septembre, le discours d'ouverture de la session du Parlement de Russie. Selon le président de séance, M. Eltsine est « un peu malade », mais « il n'y a rien de sérieux ».

MOSCOU

de notre correspondant

Le président russe s'était senti mal dans la matinée de mercredi, alors qu'il se trouvait dans sa « Maison Blanche ». Tout au long de la journée, des informations plus ou moins inquiétantes ont couru sur la santé de l'homme le plus populaire de Russie - son hospitalisation fut annoncée, puis démentie - jusqu'à ce que, dans la soirée, la télévision centrale donne une version des événements si rassurante qu'elle en paraissait à peine crédible.

Le programme que s'était fixé originellement M. Eltsine pour cette journée de jeudi était particulièrement lourd. Après son discours devant le Parlement, dont on attendait beaucoup, il devait s'envoler pour une mission hautement délicate qui le conduirait dans le Haut-Karabakh, cette enclave arménienne de l'Azerbaïdjan, où les affrontements meurtriers sont pratiquement quotidiens (deux personnes y ont encore été tuées mercredi). Il devait aussi se rendre à Bakou et à Erevan, les deux capitales des parties en conflit.

En dépit de ses ennemis de santé, M. Eltsine semble d'ailleurs résolu, quitte à le retarder un peu, à maintenir ce voyage bien périlleux, tant les chances de succès sont minces. Le président russe avait, en effet, promis naguère d'intervenir personnellement pour tenter de régler ce conflit sanglant, et cette promesse lui a été rappelée récemment. Ce

qui, apparemment, l'a mis au défi de passer à l'acte. Son secrétaire de presse, M. Vochtchanov, a d'ailleurs affirmé jeudi que si M. Eltsine, « sur les conseils de son médecin », avait décidé de ne pas assister à l'ouverture de la session du Parlement, c'était pour réserver ses forces en vue de ce voyage au Haut-Karabakh, qui, selon lui, pourrait avoir lieu dès vendredi.

En dépit de sa carrure d'ours, l'homme n'a pas une santé très solide. Depuis quatre ans, une série de problèmes cardiaques ont accompagné les aléas de sa carrière - comme si la tension nerveuse et l'émotion mettaient à l'épreuve son organisme. M. Boris Eltsine avait ainsi dû être hospitalisé après la houleuse réunion du comité central d'octobre 1987, au cours de laquelle il s'était insurgé contre les lenteurs de la perestroïka. Un mois plus tard, son limogeage du poste de premier secrétaire du parti pour Moscou se soldait par une nouvelle alerte cardiaque, et, en mars 1990, il était à nouveau pris d'un malaise cardiaque pendant une réunion du comité central. D'autres ennuis, d'ordre différent - un accident de voiture, l'opération d'une hernie discale, sans compter des gripes plus ou moins mystérieuses - contribuent à donner l'impression que le président russe est singulièrement plus fragile qu'il ne le paraît.

Après les trois jours du putsch pendant lesquels il fut en première ligne, M. Eltsine s'était lancé sur un rythme endiablé dans une série d'initiatives visant à liquider l'ancien système, à assurer la prééminence de la Russie et à s'assurer rapidement le contrôle des leviers essentiels de l'ex-pouvoir « soviétique ». Cela finit par faire hausser bien des sourcils, d'autant que M. Eltsine avait aussi lancé un énorme pavé dans la mare en menaçant d'une révision de leurs frontières les Républiques voisines de la Russie qui voudraient prendre unilatéralement le chemin de l'indépendance.

Sentant peut-être qu'il était nécessaire de reprendre son souffle, M. Eltsine avait ensuite disparu pendant quelques jours, vraisemblablement consacré au repos dans une station balnéaire de Lettonie. Pendant la session du Congrès des députés qui devait aboutir à la mise en place d'institutions de transition, c'est M. Mikhail Gorbatchev qui occupa le devant de la scène, mais tout indique qu'en coulisse M. Boris Eltsine pesait d'un poids déterminant. Tout récemment, il a de nouveau pris une série de décisions destinées à assurer plus directement son contrôle sur l'exécutif russe, suscitant à nouveau l'étonnement de certains juristes... C'est ainsi qu'un décret en date du 12 septembre met le conseil des ministres russe sous la

coupe de M. Eltsine, qui se réserve le droit d'en présider les réunions.

Cette initiative n'est sans doute pas étrangère au fait que M. Eltsine a fini par annoncer, mercredi 18 septembre, sa démission du poste de chef du gouvernement russe. Officiellement, M. Eltsine entend pouvoir se consacrer entièrement à son autre fonction, aussi délicate qu'aléatoire, celle de président du comité chargé d'assurer la gestion provisoire de l'économie, dans l'attente de la signature du traité en bonne et due forme entre les Républiques souveraines. M. Eltsine a d'ailleurs noté que tous les dirigeants des Républiques, présents à la réunion du conseil d'Etat du 16 septembre, et en particulier M. Eltsine, l'avaient encouragé à faire ce choix. Cesser de porter

deux casquettes est également pour M. Eltsine un moyen de moins prêter le flanc aux accusations d'impérialisme russe qui lui ont été adressées ces derniers jours.

Mercredi, c'est donc en sa qualité de président du comité économique provisoire qu'il a reçu le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, et le président de la Réserve fédérale, M. Allan Greenspan. A l'issue de la réunion, M. Eltsine a indiqué que ce dont l'URSS avait aujourd'hui le besoin le plus urgent, c'était d'acheter de la nourriture à l'étranger. Deux jours plus tôt, il avait fait valoir que la population n'avait pas de raison de s'inquiéter pour l'hiver.

JAN KRAUZE

Le sort des ambassadeurs soviétiques rappelés pour « consultations »

Le retour à Paris de M. Doubinine

La majorité des ambassadeurs rappelés à Moscou après l'échec du coup d'Etat ne retourneront à leur poste que « pour faire leurs adieux », a déclaré mercredi 18 septembre, au cours d'une visite à Stockholm le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères.

M. Pankine n'a pas précisé si cette remarque visait aussi M. Iouri Doubinine, ambassadeur en France et l'un de ces six diplomates rappelés, qui vient de rentrer à Paris après ces « consultations ». Ce dernier avait une première occasion de s'expliquer puisqu'il était l'invité,

mercredi, d'un déjeuner organisé pour une bonne centaine de notables par plusieurs organisations parisiennes, dont les amis de la République française, que préside M. Claude de Kemoullerie, ancien ambassadeur de France à l'ONU. Toutefois, avec le soutien actif de ce dernier, il s'est refusé à évoquer les « questions personnelles ».

L'échange a donc porté sur la situation à Moscou après le coup d'Etat, une situation que M. Doubinine, un peu comme son ancien patron M. Chevardnadze, décrit comme à la fois encourageante et incertaine : certes, les démocrates ont maintenant le pouvoir, mais « le risque reste très grand », a-t-il dit, le pays

restant partagé entre « la tentation d'introduire un pouvoir fort pour mettre de l'ordre au nom de la démocratie » et le danger de nouveaux « bouleversements de type conservateur et réactionnaire ».

Pas de précision donc sur la durée du maintien de cet état d'émotion francophone à Paris, sinon des versions contradictoires sur son attitude le 19 août, premier jour du coup d'Etat : si, comme on l'indique du côté français, l'ambassadeur s'est bien déplacé pour remettre ce jour-là aux autorités françaises - mais en s'arrangeant pour ne pas rencontrer M. Dumas - le message de M. Ianaev que M. Mitterrand devait lire le soir-même à la télé-

vision, on affirme dans son entourage qu'il a fait faire cette démarche par un collaborateur de second rang. Il a également interdit à tous les autres de se livrer au moindre commentaire sur le putsch.

Bref, rien de commun, explique-t-on dans les mêmes milieux, avec l'attitude de M. Zemtchine, ambassadeur soviétique à Londres, qui a déployé beaucoup de zèle pour convaincre ses interlocuteurs britanniques de la « maladie » de M. Gorbatchev. Il est vrai, ajoute-t-on, que le poste de Paris est suffisamment convoité à Moscou pour que l'on éprouve le besoin de remplacer M. Doubinine... M. T.

مكتبة من الأصل

EUROPE

POLOGNE : la préparation des élections législatives

Un entretien avec M. Tadeusz Mazowiecki

« Nous sommes prêts à travailler avec Lech Walesa » nous déclare l'ancien chef du gouvernement

Proche conseiller de Lech Walesa à Solidarité, devenu premier chef de gouvernement non communiste d'Europe de l'Est en 1989, M. Tadeusz Mazowiecki fut l'adversaire malheureux de M. Walesa à l'élection présidentielle de l'automne dernier, lors d'une campagne qui devait consacrer les divisions au sein de Solidarité. Candidat, à la tête de son parti, l'Union démocratique, aux législatives du 27 octobre, il analyse pour le Monde la situation actuelle en Pologne.

Pensez-vous que la Diète qui sortira de ces élections sera très morcelée ?

— Oui. Chez vous aussi, ce phénomène s'est produit avant le regroupement en grands partis. Ici, cela signifie que la seule solution, après les élections, sera la formation d'un gouvernement de coalition susceptible de poursuivre le programme de transformations, sans faire machine arrière, tout en étant capable d'y apporter des corrections. Evidemment, le premier groupe qui vient à l'esprit pour animer cette coalition est le groupe post-Solidarité. Mais, pour cela, il faut éviter que la campagne électorale ne détruise les possibilités de coopération.

Peut-on imaginer, par exemple, un gouvernement de coalition Union démocratique-Congrès libéral-démocrate (le parti du premier ministre Bielecki) ?

— Du point de vue des programmes, c'est possible. Mais les récentes attaques de M. Bielecki contre mon précédent gouvernement compliquent les choses. Nous, nous avons été loyaux, alors que lui se livre au jeu électoral.

Quoi qu'il en soit, l'Union démocratique est prête à gouverner avec le président Walesa ?

— Oui. Ma rencontre avec Lech Walesa le 26 août était significative à cet égard.

Jugez-vous justifiées les critiques formulées contre M. Walesa après le putsch de Moscou, lui reprochant la faiblesse de ses réactions et de la politique orientale de la Pologne ?

— Absolument pas, ce sont des attaques démagogiques. Comme si la Pologne était une telle puissance qu'elle ait pu avoir une influence sur les événements ! Je suis très heureux qu'à cette occasion nous ayons eu ce contact, Lech Walesa et moi, car il était anormal que nous soyons restés huit mois sans



TANCHE

en avoir. C'est le signe d'une certaine normalisation et, j'espère, d'une détente dans nos relations personnelles.

L'architecte de la «thérapie de choc» économique, le vice-premier ministre Leszek Balcerowicz, est de nouveau mis en cause dans cette campagne. Pensez-vous qu'il survivra aux élections ?

— Il est en effet très attaqué, et je ne souhaite pas me joindre à ces attaques. Son plan anti-inflation et de stabilisation a joué un rôle très important, et sa propre obstination à eu des effets essentiels sur notre économie. Mais, cette politique manque de souplesse lorsqu'il s'agit d'apporter des corrections, en particulier dans la lutte contre la récession. Notre position, c'est que le premier pas a été fait, il a été douloureux et difficile ; maintenant, il faut faire le second, et c'est notre programme.

Nos difficultés économiques se sont doublées du problème de l'association avec la CEE et de l'effondrement du marché à l'Est. Pour nous, il est très important que notre opinion publique ressente l'association à la CEE comme un fait politique et économique. Quant au marché de l'Est, l'idée « triangulaire » d'un financement occidental de nos exportations vers l'Union soviétique est bonne. Mais ces projets rencontrent un écho très lent, alors que les événements d'URSS auraient dû provoquer des actions immédiates. Le choc de ces trois jours de putsch a peut-être été trop bref... »

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

De nouveau en campagne

Suite de la première page

De l'Est arrive une ruée de ressortissants soviétiques pauvrement vêtus, qui font du menu commerce et acceptent, pour de petits travaux, des salaires trois fois inférieurs aux salaires polonais, mais en zlotys librement convertibles contre des dollars. Ici, le marché noir des devises n'existe plus. En surface, la loi du capitalisme fonctionne à fond.

En province, c'est plus complexe. Les paysans (40 % de la population) ne peuvent se résoudre à l'idée que leurs trop petites exploitations vont devoir fermer. Des usines entières sont de facto en faillite, mais personne ne les met en liquidation. « Le secteur public ne suit pas les besoins du marché », déplorent les économistes. Mais qui avait prévu que la fermeture de l'usine de camions de Starachowice représenterait la « mise à la porte » de cette ville entière de 70 000 habitants, construite par le socialisme autour de l'usine ? Peut-on licencier une ville ? Non. Ou alors, comme dit le jeune ministre de la privatisation, le libéral Janusz Lewandowski, « Starachowice se transformera en barrière contre le capitalisme ». Le ministre du travail, Michał Boni, lui aussi jeune et libéral, fait état de 1 534 000 chômeurs, soit 10 % de la population active, et prévoit 17 % pour l'an prochain, « comme en Espagne ». Mais où trouvera-t-il l'argent pour indemniser tous ces chômeurs ? Il faut adapter le rythme économique au rythme politique et social, admet-on à présent au gouvernement.

Renforcer le pouvoir exécutif ?

Car il est tout aussi difficile de forcer le rythme politique. La future Diète sera, sauf coup de théâtre, à l'image de la scène politique actuelle : fragmentée, éclatée en une vingtaine de groupes parlementaires. Après une période sous pression, observe un conseiller du président Walesa, la jeune démocratie polonaise entre dans une « période d'explosion », comme en témoigne l'enregistrement de plus de cent partis politiques, dont soixante-cinq présentent des candidats aux élections du 27 octobre. Le président Walesa ne s'inquiète pas outre mesure de ce pluralisme foisonnant : « Il faut en passer par là, dit-il. N'oubliez pas que nous passons à la démocratie beaucoup plus rapidement que ne l'ont fait les pays occidentaux. Tous ces partis finissent par se regrouper. » Mais en attendant, dans une démocratie qui s'emballe et un pays en plein changement, il faut un appareil de

paroles, mais pas dans ses actes. Avec nous, il s'est finalement montré moins interventionniste qu'on ne le craignait.

Conscient des gros risques d'instabilité, Lech Walesa a en fait préparé le terrain pour arriver à gouverner avec la prochaine législature. Premier objectif : donner l'image d'un président au-dessus des partis. Il a donc pris ses distances avec les mouvements politiques qui l'ont aidé à remporter l'élection présidentielle l'an dernier — l'Alliance du centre et les comités civiques, — au point que certains de leurs dirigeants en retirent d'ailleurs quelque amertume.

De bonne source au Belvédère, on laisse entendre que les fameux jumeaux Lech et Jarosław Kaczyński, bêtes noires des partisans de M. Mazowiecki, ne sont plus en odeur de sainteté et devraient quitter la chancellerie présidentielle aussitôt après les élections, sous prétexte de « dépolitisation » de l'appareil du président.

M. Walesa a manifesté, ces derniers temps, davantage de considé-

ration à l'égard du Congrès libéral-démocrate du premier ministre Bielecki et de l'Union démocratique, le mouvement de l'ancien premier ministre Mazowiecki. Le putsch de Moscou a fourni l'occasion à M. Walesa de renouer les contacts avec M. Mazowiecki (voir interview) et de passer les blessures de l'élection présidentielle.

On devine, dans l'attitude du président polonais, un second objectif, celui de consolider ses relations avec les différentes composantes du camp post-Solidarité, afin de pouvoir y puiser un gouvernement de coalition et surtout une éventuelle majorité parlementaire.

S'il veut poursuivre son entreprise de « grands travaux » en Pologne, face au front du refus constitué par les « post-communistes », rebaptisés sociaux-démocrates, et tous ceux qui, comme le parti « X » de Stan Tymiński, exploitent sans difficulté la frustration sociale, il en aura bien besoin.

S. K.

L'Atlantique en Business Class, l'Amérique en First Class.

Partez de Paris pour les Etats-Unis sur TWA en classe Ambassador : vous choisirez ainsi la classe affaires qui a été élue la meilleure de tous les transporteurs internationaux Américains par les lecteurs du Business Traveler International Magazine, pour la troisième année consécutive. Encore mieux, quel que soit votre point d'arrivée, vous continuerez votre voyage en 1^{re} classe sans supplément vers plus d'une centaine de destinations du réseau intérieur TWA.



Offre valable dans la mesure des places disponibles lors de la réservation.

INSEE
la référence au bout des pages...

DEUX SIÈCLES DE TRAVAIL EN FRANCE
Série INSEE ETUDES

204 pages - Prix 140 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

PUBLICATION JUDICIAIRE

LA COUR D'APPEL DE PARIS A RENDU EN DATE DU 7 JUIN 1990 UN ARRÊT AUX TERMES DUQUEL, elle :

Dit qu'en adoptant et utilisant l'appellation « ARTISANS DU MONDE » en la déposant à titre de marque le 5 mars 1976, l'association « COMITÉ DES EXPOSITIONS DE PARIS » (C.E.P.) a usurpé l'enseigne, le nom commercial et la dénomination de la S.A.R.L. « ARTISANS DU MONDE » et a commis de ce fait des actes de concurrence déloyale ;
La condamne au paiement de la somme de 100 000 F à titre de dommages et intérêts.
S.C.P. BOLLET BASKAL, avoué
M^{re} BUDRY, avocat.

Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun à leur tour.

Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. Numéros est une marque déposée de France Télécom

CONFÉRENCES	11 H 00	14 H 00	15 H 00
VENDREDI 20 SEPTEMBRE	Numéris : - Macintosh et Numéris : entrez dans l'ère de la communication riche -	- Rencontre avec Système 7 -	Bureau d'études : - La CFAO mécanique : les atouts de Macintosh -
SAMEDI 21 SEPTEMBRE	Interview de GianCarlo Zanni par Anne Sinclair	- Rencontre avec Système 7 -	

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple.
Apple Expo est au Cnit/La Défense, du 18 au 21 septembre 1991.



Apple Expo

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : les émeutes de Newcastle

Meadow-Well ou la violence des exclus

NEWCASTLE-UPON-TYNE

de notre envoyé spécial

Meadow-Well est déserte, comme en quarantaine. Ses habitants se terrant et les rues, sinistres, ne semblent occupées que par des « bobbies », qui patrouillent par groupes de trois ou quatre, les mains croisées derrière le dos. Les murs témoignent des sentiments que la population porte aux « beasts » (les flics) : « policiers = meurtriers », une allusion à la mort, il y a huit jours, de deux jeunes voleurs de voitures, qui a servi de détonateur.

Ce lotissement est composé de maisons de briques à un ou deux étages, construites au moindre coût, sans souci de la promiscuité et de l'environnement. Toutes les portes et fenêtres sont closes. Par endroits, des murs abattus ou brûlés portent les traces de la brulante éruption de violence du 9 septembre, qui a tout fait basculer.

Cette violence fait partie de l'histoire de ce quartier de 1770 logements, construits entre 1932 et 1939 pour accueillir les résidents des Banksides, un autre ghetto surpeuplé et insalubre situé sur les berges de la Tyne. Relogée de force, la population est tombée de Charybde en Scylla. Avec l'effondrement de l'activité des chantiers navals et de la construction mécanique, le chômage s'est installé. Déjà regardée comme une sorte d'excroissance sociale, Meadow-Well rassemble, jusqu'à la caricature, toutes les « maladies » des banlieues d'Oxford, Birmingham, Cardiff et Newcastle où, depuis deux semaines, la violence s'est propagée, comme par contagion.

Celle-ci n'est pas nouvelle. Dans les émeutes de Birmingham, Liverpool et Londres de 1981, les mêmes ingrédients étaient présents : chômage endémique (notamment chez les jeunes), anxiété, déliquescence de la structure familiale, absence d'activités sociales, absentéisme scolaire généralisé, alcool, drogue, vandalisme, etc. (1). Si ces facteurs ne sont pas automati-

quement générateurs de violence, celle-ci repose, malgré tout, sur l'addition de plusieurs d'entre eux.

A Meadow-Well, le chômage dépasse 50 % parmi la population en âge de travailler, atteignant 80 % dans certaines rues. Le chômage est généralisé : plus de 80 % des enfants des écoles sont dispensés du paiement des repas, leurs parents ayant des ressources insuffisantes. Les loyers restent souvent impayés, de même qu'impôts et taxes locales.

Pratiquement tous les équipements sociaux ont été détruits, et la plupart des activités d'animation ont dû être arrêtées. La violence se concentre sur tout ce qui représente, de près ou de loin, l'autorité : voitures de police, camions de pompiers, ambulances appelées en urgence, sont accueillis par des jets de pierres. Le « joy riding », ces courses folles à bord de voitures volées, n'est que l'aspect le plus médiatique de cette vague de violence et de destruction.

La loi du silence

S'y ajoutent agressions, vols et cambriolages, dont la peur interdit aux personnes âgées de sortir dès la nuit tombée. Meadow-Well figure dans les toutes premières places des records de criminalité en Grande-Bretagne. Le plus impressionnant est sans doute de constater à quel point cette violence est auto-destructrice et qu'elle s'exerce, d'abord, au détriment des propres familles des casseurs. Celles-ci se plaignent, mais la loi du silence l'emporte et aucun coupable n'est dénoncé.

Depuis vingt ans, beaucoup d'argent a été dépensé à Meadow-Well. Des efforts ont été entrepris, en 1950, 1971 et 1980, pour améliorer l'habitat, mais ils ont été annulés par la violence et le vandalisme.

La cité s'est enfermée comme dans une prison : la police n'y vient qu'exceptionnellement, les

services sociaux font un détour. La nuit, Meadow-Well devient un immense terrain de jeu pour les loubards. Le jour, les habitants des quartiers limitrophes vous regardent d'un drôle d'air lorsque vous demandez la direction de ce ghetto de pestiférés. A Newcastle, on parle de Meadow-Well comme d'une autre planète, alors même que certains quartiers de la ville sont, eux aussi, victimes d'une violence identique. Les hommes politiques exploitent le phénomène et s'en rejettent mutuellement la responsabilité. Les conservateurs réclament plus de moyens pour la police et les travaillistes dénoncent l'héritage du thatchérisme.

M. Doug Henderson, député travailliste de Newcastle, souligne qu'en limitant le plafond des dépenses des municipalités, le gouvernement a contraint celles-ci à effectuer des coupes dans les budgets consacrés aux activités sociales et aux centres de jeunesse. « Les pays à faible niveau de chômage, comme l'Australie ou la Suède, ont un faible niveau de criminalité », estime-t-il, c'est un problème de classes sociales et c'est aussi le prix du thatchérisme que nous devons payer dans les rues ». Autre vision des choses pour M. Neville Trotter, député conservateur de la même région : « D'abord, nous devons trouver quels sont les chefs, procéder à des arrestations et envoyer les criminels en prison. Pour cela, il faut une plus grande présence policière dans les rues. Ensuite, il faut s'occuper de l'environnement social, des centres de formation professionnelle. »

«Sommes-nous tous coupables?»

Le catalogue des bonnes intentions est, à cet égard, sans surprise. Le directeur régional pour l'emploi, M. K. M. Pascoe, a coordonné une étude très complète sur les causes de la violence de Meadow-Well et les remèdes pour redresser la situation. Trente-quatre recommandations sont énumérées (logement, emploi, éducation, sécurité, envi-

ronnement, services sociaux, etc.), toutes généreuses et ambitieuses, mais sans doute un peu artificielles : rien ne sera possible sans la participation des habitants. Or, si les adultes ne demandent qu'à trouver du travail (mais le seul fait d'habiter Meadow-Well est déjà suspect aux yeux d'un employeur), qu'en est-il des adolescents qui, après une série d'échecs, se sont persuadés que l'ensemble de la société leur est hostile?

« Sommes-nous tous coupables? », se demandait, le 15 septembre, le *Sunday Telegraph*, en regrettant que le but des jeunes ne soit plus de devenir « explorateur, soldat, scientifique, d'artiste ou sportif », mais... Rambo. Chacun déplore la disparition de ces vertus (discipline, moralité, respect, honnêteté), qui ont fait l'Angleterre éternelle, et la tentation est grande de demander plus de répression, tout en sachant que celle-ci ne résoudra pas le problème.

A la lumière des récentes émeutes (de très jeunes enfants y ont participé), le ministre de l'Intérieur a fait accélérer les études concernant le délitage de la criminalité chez les enfants et adolescents. Selon un rapport provisoire, qui a reçu un accueil extrêmement mitigé de la part de plusieurs associations familiales, des enfants âgés de cinq à dix ans pourraient ainsi être identifiés comme des criminels potentiels (en fonction du « terrain » familial et de l'échec scolaire notamment) et pris en charge suffisamment tôt pour leur éviter de commettre des délits.

LAURENT ZECCHINI

(1) Selon les statistiques publiées, vendredi 13 septembre, par le ministère de l'Intérieur, la criminalité aurait augmenté de 18 % au cours du premier semestre 1991 par rapport à l'année précédente. Depuis dix ans, le moyen d'augmentation de la criminalité était de l'ordre de 6 %. Un total de 4,9 millions d'infractions ont été recensées, avec une augmentation particulièrement importante (près de 25 %) des vols de voitures et des vols dans les voitures (1,4 million d'infractions). Les crimes violents n'augmentent, en revanche, que de 3 %.

HONGRIE

Offensive contre les médias compromis avec l'ancien régime communiste

La rentrée parlementaire hongroise devait s'effectuer sous le signe de l'accélération des réformes économiques. Elle a, au contraire, commencé par un affrontement politique violent sur fond de menace de « chasse aux sorcières ». Une vive polémique a ainsi éclaté, début septembre, lorsque deux quotidiens ont dévoilé un rapport confidentiel du Forum démocratique hongrois (MDF), le parti majoritaire de la coalition conservatrice au pouvoir. Ce document de vingt-deux pages, signé par M. Imre Konya, le chef du groupe parlementaire du MDF, prône la mise au pas des médias du service public et réclame des sanctions contre tous ceux qui ont travaillé activement ou passivement pour le compte des anciennes organisations communistes.

BUDAPEST

de notre correspondant

La divulgation de ce texte dans les colonnes du *Magyar Hírlap* et du *Népszava* a provoqué un tollé dans les rangs de l'opposition libérale et socialiste. Tous ont dénoncé les « relents autoritaires et maccarthystes » d'une politique fondée sur l'exclusion et l'intolérance. Et il est vrai que ce rapport remis aux députés du MDF à l'occasion d'une réunion de travail à huis clos, les 24 et 25 août dernier, est particulièrement virulent.

Rupture définitive

Depuis son arrivée au pouvoir, il y a seize mois, le gouvernement conservateur a toujours eu des rapports difficiles avec les médias, mais cette fois la rupture est définitive : le document du MDF demande « un changement fondamental de l'esprit de la radio et de la télévision. (...) La presse et les médias d'Etat sont dominés par la « profession » qui s'est compromise avec l'ancien régime et qui s'oppose aujourd'hui à la coalition gouvernementale (...) La dictature politique n'existe plus mais elle a été remplacée par une dictature de la « profession » qui est aussi impitoyable que celle de l'ancienne police secrète... Des propos acerbes qui ont semé un vent de panique et d'indignation dans les rédactions. Le représentant des

employés de la radio hongroise a immédiatement dénoncé « cette tentative de manipulation qui rappelle les pratiques du régime Kadar ». Un deuxième volet du rapport remet à l'ordre du jour le programme dit « Justitia ».

Ce projet de loi, entré depuis plus d'un an, exige des mesures punitives contre tous ceux qui de près ou de loin, avec le pouvoir communiste, « il faut renvoyer le plus tôt possible les anciens dirigeants compromis qui se trouvent toujours à la tête des sociétés d'Etat, dans les tribunaux ou bien dans l'administration ».

Autre revendication : ne pas tenir compte pour le calcul de la retraite des années passées au service du PC, des jeunes communistes, des fronts patriotiques ou de la milice ouvrière. Conséquence : des dizaines de milliers de salariés qui ont travaillé toute leur vie pour ces organisations, verront leur pension réduite à une peau de chagrin. Si une telle politique était appliquée, elle frapperait non seulement une multitude de citoyens ordinaires mais aussi de nombreux réformateurs communistes qui ont été à la pointe de la transition démocratique tels que MM. Miklós Nemeth et Imre Fosszgy.

Campagne de désinformation

« Le Forum démocratique agit désormais comme les communistes », estime M. Laszlo Kóvér, le président de la commission de sécurité nationale du Parlement et membre du parti d'opposition, Fidesz : « Derrière chaque frémissement de la société, il cherche un ennemi inexistant ».

En guise de réponse, le groupe parlementaire du MDF estime qu'il est victime d'une campagne de désinformation. Mais le contenu du rapport n'a pas été démenti par les dirigeants du parti, qui se bornent à critiquer la diffusion d'un document à usage strictement interne. De son côté, le gouvernement refuse de se prononcer sur cette affaire et s'enveloppe dans un silence suspect. Mais l'absence de toute condamnation officielle de cette dérive est en tout cas de mauvais augure pour l'équilibre de la jeune démocratie hongroise. Elle risque de radicaliser à outrance le débat politique et pourrait reléguer au second plan les problèmes économiques autrement plus inquiétants pour une majorité de la population effrayée par la dégradation de son niveau de vie.

YVES-MICHEL RIOLS

AUTRICHE

M. Wolf prêt à se rendre à la justice allemande

M. Markus Wolf, l'ex-chef des services secrets ost-allemands, réfugié en Autriche depuis le 30 août, se rendra « au plus tard en milieu de semaine prochaine » à la justice

allemande, a indiqué le ministre de la justice, M. Klaus Kinkel, jeudi 19 septembre. M. Wolf est inculpé pour espionnage contre la RFA. — (AP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Milan Kondr, nouveau maire de Prague

M. Milan Kondr, un conservateur proche du ministre des finances, M. Václav Klaus, a été élu maire de Prague, mercredi 18 septembre, en remplacement de

M. Jaroslav Koran. Ce dernier avait été démis de son poste la semaine dernière par le conseil municipal, dont la majorité a glissé à droite. — (AFP.)

DIPLOMATIE

En visite à Berlin

M. Mitterrand met en garde contre une dérive de la CEE

Dans le discours qu'il a prononcé mercredi 18 septembre à Berlin, M. Mitterrand a, en quelque sorte, mis tous ceux qui critiquent sa politique européenne en demeure de quitter le registre de la démagogie ou de la polémique et de s'expliquer honnêtement. Le chef de l'Etat n'a pas coutume de régler ses comptes avec l'opposition française en terre étrangère, et s'il a choisi Berlin pour lancer une énergique contre-offensive, c'est que la contestation des derniers temps ne vient pas seulement du RPR, mais — plus grave — de l'Allemagne. Son discours de mercredi ne laisse aucun doute sur la réalité des divergences franco-allemandes à propos de l'avenir de l'Europe.

BERLIN

de notre envoyée spéciale

M. Mitterrand ne s'adressait pas en effet à des journalistes allemands déchaînés ces temps-ci contre la France, mais à un homme très pondéré et parmi les plus conscients de la nécessité de l'entente franco-allemande, le président Richard von Weizsäcker. Ce dernier venait de prononcer un discours très polé, flatteur à plein d'égards, pour

M. Mitterrand. Un discours très européen aussi, mais dont le chef de l'Etat français, avec une méticuleuse vigilance, débouqua toutes les possibilités ambiguës, comme s'il avait soudain décidé de ne plus se satisfaire de ce qu'on de lui faisait et de rassurant les discours de tous les dirigeants allemands qui traitent de la relation Paris-Bonn et de l'avenir de l'Europe.

Rendait hommage à l'œuvre d'un grand Français, Jean Monnet, M. von Weizsäcker en avait, comme par hasard, cité deux phrases : « L'Europe n'est pas une fin en soi », et « Nous ne pouvons nous arrêter quand autour de nous le monde est en mouvement ». Il avait aussi fait allusion, bien qu'en termes très diplomatiques, à l'opposition de la France à l'augmentation de certaines importations en provenance d'Europe centrale, qui retarde en ce moment la conclusion d'accords d'association entre la CEE, d'une part, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie, d'autre part.

Il n'en fallut pas davantage à M. Mitterrand pour se lancer dans une vive argumentation par laquelle, en substance, il demande aux Allemands, et à tous ceux qui, de Paris à Londres, promettent aux pays de l'Est l'intégration dans la Communauté européenne, de dire clairement ce qu'ils veulent faire de cette Communauté (« Une zone de libre échange, sans autres structures? ») et d'oser enfin répondre précisément à quelques questions élémentaires : l'élargissement, avec qui? Quand?

Comment? S'il est effectivement de bon ton ces temps-ci de souhaiter que le grand vent de liberté soufflant sur l'Europe de l'Est ouvre les portes de la Communauté, il n'est pas encore en la franchise de dresser la liste des candidats éligibles, ni l'ordre d'éligibilité. S'agit-il des trois pays d'Europe centrale qui ont pris quelque avance sur leurs voisins dans le processus des réformes? Mais les autres? Et les Baltes? Peut-on imaginer que tous ceux-là passent avant l'Autriche, la Suisse, la Finlande, la Suède? Et qui osera dire à la Turquie qu'elle n'est pas du lot?

« La France, dit M. Mitterrand, ne s'arrêtera pas à dater du trois pays choisis sur leur carte de visite. » Aucun candidat ne peut être recalé dès lors qu'il a opté pour la démocratie, mais, ajoute le président de la République, « il y a des degrés divers de prospérité ou de pauvreté », qui supposent que soient étudiés pour chacun des aménagements et des délais particuliers.

C'est à cette démarche, à cet inventaire réaliste qu'il appelle la Communauté. Faire miroiter des adhésions prochaines et multiples, c'est, selon M. Mitterrand, vouloir tout simplement détruire la Communauté, qui ne résisterait pas à de telles disparités. Vouloir faire entrer, ne serait-ce que quelques-uns des pays de l'Est candidats, c'est, selon lui, pour les Douze s'exposer à des sacrifices de toutes sortes. « Les accepterez-vous? », demande M. Mitterrand, guettant ce moment-là

comme une salubre épreuve de vérité. « Que chacun en somme dise le prix qu'il est prêt à payer pour tenir ses promesses envers les pays de l'Est. »

Le président de la République ne pouvait manquer à ce stade d'évoquer l'affaire de la viande bovine polonaise et le reproche fait à Paris d'avoir torpillé les accords d'association avec l'Europe centrale par peur des manifestations paysannes qui s'annonçaient en France. De quoi s'agit-il? De mettre un terme à la « libusterie », aux exportations frauduleuses hors contingent, qui envahissent les marchés occidentaux, répond M. Mitterrand, qui réclame le respect des accords déjà conclus avant d'en conclure d'autres.

Divergences yougoslaves

L'argument ne convaincra sans doute pas ceux qui reprochent à la France d'avoir provoqué cet incident avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie au nom d'intérêts nationaux à courte vue, et au moment précis où les Douze voulaient leur adresser un signal politique fort. Du moins l'épisode aura-t-il contribué à mettre en évidence les contradictions, les dangers, que recèlent des promesses trop faciles d'ouverture de la Communauté tous azimuts.

L'autre danger majeur qui guette actuellement l'Europe des Douze, c'est à propos de la Yougoslavie, celui d'un désaccord entre la France et l'Allemagne en particulier, qui

aurait un puissant effet désintégrateur sur la CEE. Le président français ne s'y est pas très longtemps arrêté dans son discours de mercredi soir.

Il a seulement broché en quelques phrases le schéma de sa philosophie face aux mouvements d'indépendance nationale qui surgissent, et vont surgir, en Europe de l'Est. « Je ne pense pas, a-t-il dit, que le fin du fin du progrès humain soit de reconstruire l'Europe des états, des tribus. » La clé, selon M. Mitterrand, c'est la garantie internationale des droits des minorités, à partir de laquelle seulement on peut, selon lui, imaginer le règlement des problèmes des frontières et de dissociation des Etats.

La question de la Yougoslavie avait cependant occupé, lors de son escale à Bonn à la mi-journée, l'essentiel des entretiens qu'il a eus avec le chancelier Kohl. De cette rencontre, peu d'éléments ont filtré, sinon que le chancelier a tenté d'expliquer à son interlocuteur (notamment par la présence en Allemagne de sept cent mille Yougoslaves, dont les quatre cinquièmes sont croates), l'état actuel de l'opinion allemande.

A l'issue de l'entretien, M. Kohl a insisté sur le droit à l'autodétermination des peuples, et M. Mitterrand sur la nécessité de procédures d'arbitrage pour résoudre les conflits qui portent non seulement sur les minorités, mais sur la délimitation des frontières. C'était peut-être une façon de laisser entendre que la redéfinition négociée des frontières de la

Croatie est un des éléments nécessaires du règlement de la crise yougoslave.

Les deux hommes n'ont pas été plus explicites, mais après cette entrevue deux choses paraissent claires. La première, c'est qu'ils ont du problème deux approches différentes : la seconde, c'est qu'ils ont conscience des risques que recèle cette divergence pour l'Europe, et qu'ils sont décidés à tout faire pour la résoudre. C'est la raison pour laquelle on insiste tellement des deux côtés sur la volonté de consultations entre Paris et Bonn dans les jours qui viennent, sans en préciser le contenu.

CLAIRE TRÉAN

Le prochain secrétaire général de l'ONU « doit » être français. — Pour le gouvernement français, il est « hors de question » que le prochain secrétaire général de l'ONU ne soit pas français, a déclaré, mercredi 18 septembre à Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard. Plusieurs des candidats à la succession de M. Javier Pérez de Cuellar remplissent la condition posée par la France, a relevé M. Bernard : le prince Sadruddin Aga Khan, coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU dans le Golfe et ancien haut-commissaire aux réfugiés, M. Boutros Boutros Ghali, vice-premier ministre égyptien chargé des relations extérieures, M. Bernard Chazotte, ministre sénégalais des finances.

كذا من الأصل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'élection présidentielle de 1992

Deux nouveaux candidats à l'investiture démocrate tentent de sortir la campagne de sa torpeur

Annouciés ces derniers jours, les candidatures à l'investiture démocrate de MM. Tom Harkin et Douglas Wilder ont donné un petit élan à la campagne en vue de l'élection présidentielle de 1992. Plusieurs poids lourds du parti ont décidé de ne pas entrer en lice; le président George Bush paraissant assuré d'une réélection, à moins que la récession ne se prolonge et aggrave les problèmes intérieurs.

WASHINGTON

de notre correspondant

Portés par le vent d'Ouest, les premiers vrais cris de guerre sont venus de la pairie. En décidant d'aller tenir compagnie à M. Paul Tsongas, jusqu'alors seul candidat à solliciter l'investiture démocrate en vue de l'élection présidentielle de 1992, le sénateur Tom Harkin, de l'Iowa, État natal de John Wayne, a animé un paysage politique somnolent.

Car, à l'aube d'une année électorale, médias, militants, instituteurs de sondages et machines des partis parlementaires jusqu'à présent singulièrement passifs, comme si tout était joué à l'avance, le président George Bush s'est donné la peine de faire savoir que, sauf ennui de santé, il serait candidat et sa domination de la scène politique semble assurer sa réélection pour un deuxième mandat à la Maison Blanche. La situation est à ce point déprimante pour les démocrates que les principaux poids lourds du parti ont tout à tour renoncé à déclarer leur candidature — ce fut le cas du sénateur Albert Gore, du Tennessee, du chef du groupe parlementaire à la Chambre des Représentants, M. Richard Gephardt — ou assuré n'en avoir jamais eu l'intention — c'est le cas du gouverneur de New York, M. Mario Cuomo, ou du sénateur Lloyd Bentsen du Texas. En poursuivant une campagne solitaire, M. Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts, suscitait le respect des professionnels, quoique que son œuvre méritoire fût menée sans grand relief.

Veine populiste et vertes agressif, le sénateur Tom Harkin entend secouer la torpeur et combattre le défaitisme régnant dans le camp démocrate. Si le parti est en quête d'identité, il n'a pas, lui, d'états d'âme. Indifférent à l'air du temps, il se veut un démocrate « sans honte », un vrai de vrai, convaincu des mérites de l'État-providence, adepte de la justice sociale par l'impôt et contempteur de « cette obsession de l'argent » héritée des années Reagan. Il est partisan d'un « New Deal » nouvelle manière, pour remodeler une infrastructure (routes et aéroports) en plein état, réaffecter à un système d'éducation chancelant et à un système de santé qui laisse plus de trente millions d'Américains sans la moindre assurance médicale.

Agé de cinquante et un ans, ancien pilote de chasse, marié, père de deux enfants, ayant servi cinq mandats à la Chambre des Représentants, il est entré au Sénat en 1984 et a été réélu en 1990. Natif de l'Iowa, Harkin se veut « le candidat des petits »; le porte-parole d'une classe moyenne laborieuse qu'il aurait abandonné un Parti républicain asservi au « big business ». Harkin sait être un tacticien éloquent. Pour insister sur les origines riches et patriciennes de l'occupant de la Maison Blanche, le sénateur de l'Iowa ne désigne le président que par son nom complet, « George Herbert Walker Bush a des pieds d'argile », dit le sénateur, afin de convaincre que M. Bush ne serait pas aussi assuré qu'il y paraît d'une tranquille réélection. Il y aurait des failles dans l'assurance volontiers affichée par les républicains.

Sans démentir la popularité du président (70 % d'opinions favorables), les sondages soulignent qu'une majorité d'électeurs sont de plus en plus mécontents de la situation économique et de l'indifférence manifestée par l'administration devant les méfaits d'une récession plus durable et douloureuse que prévu. Or, nombre d'opinions de prévisions économiques ne sont pas optimistes pour l'année à venir: la reprise tant attendue s'annonce plus qu'hésitante. Si la récession devait perdurer l'an prochain, avertit le chroniqueur George Will (un conservateur de choc), les républicains pourraient avoir de sérieuses surprises en 1992.

Remarques isolationnistes

On ne dit pas que M. Bush est menacé; on dit que le président est « vulnérable ». On dénonce son manque d'intérêt supposé pour les problèmes intérieurs: « il est plus souvent sur la piste d'un aéroport que dans les rues de nos villes ».

M. Harkin martèle un argument qui sera au cœur de la rhétorique démocrate dans les mois à venir: avec la disparition de la menace soviétique, le moment de « toucher les dividendes de la paix », c'est-à-dire de tailler dans les dépenses militaires au profit des budgets sociaux du pays, est venu. « Si vous pensez comme moi que l'Europe est assez riche, assez forte et puissante pour se défendre elle-même, pour peu qu'elle en ait le

désir, et si vous pensez donc qu'il faut récupérer une partie de nos moyens et les investir en Amérique (...), alors, mettez votre bulletin de vote dans l'urne pour Tom Harkin. » Cette note isolationniste, de plus en plus fréquemment entendue aux États-Unis, touche à coup sûr une corde très sensible dans l'opinion.

Autre candidat à l'investiture démocrate à s'être déclaré en même temps que Tom Harkin, Douglas Wilder (soixante et un ans), gouverneur de Virginie, appelle lui aussi à engranger les fameux « dividendes ». Mais il développe un argumentaire moins populiste. Premier gouverneur noir du pays, arrière petit-fils d'esclave, la mémoire encore meurtrie de ces temps de ségrégation qu'il a bien connus, Douglas Wilder est, comme Tom Harkin, un défenseur acharné des droits civiques. Cependant, à l'instar de Paul Tsongas, il estime que le Parti démocrate a trop pâti d'une doctrine économique dépassée. En matière budgétaire, Douglas Wilder se veut « un conservateur » et, avec Paul Tsongas, il se refuse à céder à une quelconque idéologie « anti-business ». Si le pasteur Jesse Jackson ne se représente pas (il serait sur le point de devenir l'animateur d'une émission politique sur une grande chaîne de télévision), Douglas Wilder peut séduire une bonne partie d'un électoral noir qui, aux élections de 1988, a représenté plus de 20 % des suffrages démocrates. Le président d'un obscur gouverneur de Géorgie, un certain Jimmy Carter, impose de se méfier de tout jugement péremptoire.

Sans méconnaître les talents du sénateur de l'Iowa et du gouverneur de Virginie, on peut dire que MM. Tom Harkin et Douglas Wilder sont des candidats de calibre très moyen. Ils n'en ont pas moins le mérite d'être les volutiers d'un nouveau bataillon de candidats démocrates qui devrait se déclarer dans les semaines à venir: le sénateur du Nebraska, M. Robert Kerrey, le gouverneur de l'Arkansas, M. William Clinton, et le fantasque Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie et penseur zen, qui entend, lui, mener la bataille « contre un système politique corrompu ».

ALAIN FRACHON

□ BRÉSIL : un disciple de Chico Mendes grièvement blessé dans un attentat. — L'ingénieur agronome Guimercindo Rodrigues — l'un des principaux disciples de Chico Mendes, le leader syndicaliste et écologiste assassiné à Xapuri en 1988 — a été grièvement blessé, mardi 17 septembre, par deux balles tirées d'une voiture, à Rio Branco, capitale de l'État amazonien de l'Acre. L'ingénieur, qui se bat pour la protection de la forêt amazonienne, était inscrit depuis 1988 sur une liste de personnes menacées de mort par des tueurs

de la région, à la solde de grands propriétaires fonciers. — (AFP, AP)

□ PÉROU : sept morts dans un attentat. — Un attentat à la bombe a fait sept morts et deux blessés graves dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 septembre, dans un restaurant de la ville andine de Cuzco, près d'Ayacucho (600 km au sud-est de Lima). Selon la police, la bombe a été lancée dans la salle de l'établissement par un commando de la guérilla maoïste du Sentier lumineux, dont Ayacucho est le bastion. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE

Pour maintenir ses programmes de secours

La Croix-Rouge demande une aide supplémentaire d'urgence

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé, mercredi 18 septembre, à Nairobi (Kenya), un appel pour une aide supplémentaire d'urgence de 40 millions de dollars, sans laquelle le CICR sera contraint de réduire drastiquement ses programmes de secours aux victimes des guerres civiles et des famines, notamment dans la corne de l'Afrique.

« Sans l'action de la Croix-Rouge, dans certaines parties de la Somalie, du Soudan et de l'Éthiopie, des gens mourront de faim », a estimé le responsable des missions du CICR en Afrique, M. Pierre Gassmann. Environ 1,5 million d'Africains ne survivent qu'avec l'aide alimentaire et médicale d'urgence du CICR, les autres organisations humanitaires étant absentes en raison de l'insécurité.

Les régions dans la plus grande détresse sont la Somalie, théâtre d'affrontements ininterrompus entre clans rivaux depuis la chute du président Siyad Barre, en janvier, l'Éthiopie, qui ne compte pas moins de 250 000 soldats démobilisés, cantonnés dans des camps, et le Soudan, où la plupart des 100 000 réfugiés d'Éthiopie souffrent de malnutrition. — (AFP, Reuters)

□ ÉTHIOPIE : attaques meurtrières de courtes routes. — Cinq conducteurs de camions et le fils de l'un d'eux ont été tués en une semaine, à la suite d'attaques menées par des groupes armés, sur la route reliant Addis-Abeba et le port d'Assab, sur la mer Rouge, a annoncé, mercredi 18 septembre, le président de l'Association des chauffeurs. Selon les autorités d'Addis-Abeba, les assaillants pourraient être des anciens soldats de l'armée éthiopienne ou des maquisards du clan afar. — (AFP)

□ KENYA : les États-Unis annulent une partie de la dette. — Les États-Unis ont annulé 100 millions de dollars de la dette publique, non militaire, du Kenya à leur égard, a annoncé, mercredi 18 septembre, l'ambassade américaine à Nairobi. Six autres pays africains (Ghana, Madagascar, Malawi, Sénégal, Tanzanie, Ouganda) ont déjà bénéficié d'une réduction de leur dette vis-à-vis des États-Unis. — (AFP)

□ MAROC : Hassan II a reçu le représentant de l'ONU pour le Sahara occidental. — M. Johannes Manz, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, a été reçu, mercredi 18 septembre, par Hassan II, au palais royal de Skhirat, au sud de Rabat, à l'occasion d'une audience officielle. Aucune indication n'a été fournie sur cet entretien, qui a sans doute porté, selon les observateurs, sur le processus d'organisation du référendum, prévu début 1992, au Sahara occidental, sous les auspices des Nations unies. — (AFP)

L'UNION DE DEUX SPECIALISTES FAIT BAISSER LES TAUX

Dès la rentrée, Kaufman & Broad crée l'événement avec le Crédit Agricole d'Ile de France en baissant le taux des prêts immobiliers à 9,65 % sur tous ses programmes. Pour l'acquisition d'un appartement, Kaufman & Broad prend à sa charge la différence de taux sur la totalité de votre prêt principal. Cette offre représente un avantage financier important. Venez le mesurer avec nous !

9,65%



Le Victoria à Boulogne

PARIS 13^{ème}
34, rue des Peupliers
Tél. 45 65 07 50

PARIS 16^{ème}
5, rue Largillière
Tél. 45 20 29 48

PARIS 19^{ème}
67, bd Sérurier
Tél. 40 03 05 63

POISSY (78)
14-20, av. Fernand-Lefebvre
Tél. 30 65 92 29

LE CHESNAY (78)
42, bd St-Antoine
Tél. 39 55 73 80

BOULOGNE (92)
118, rue de Sully
Tél. 46 05 53 25

SURESNES (92)
Renseignements et ventes :
Tél. 45 20 29 48

ROSNY-SOUS-BOIS (93)
Rue Raspail
Tél. 48 54 46 58

NOGENT-SUR-MARNE (94)
28-30, bd de la Marne
Tél. 43 94 17 70

VINCENNES (94)
62, rue de Montreuil
Tél. 43 28 22 10

MONTMORENCY (95)
Rue du Panorama
Tél. 39 64 08 58

CRÉDIT AGRICOLE D'ÎLE-DE-FRANCE

KAUFMAN & BROAD

Bureaux de vente ouverts tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 20 h (été) ou de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h (hiver), et sur rendez-vous.

• Appartements décorés à visiter.

Pour 10.000 F empruntés : coût total du crédit (Hors Capital) : 8.960 F. Taux Effectif Global Hors Assurances : 9,65 %. Chiffres donnés pour un prêt principal Crédit Agricole d'Ile de France de 15 ans à taux fixe et mensualités constantes. Vous disposez d'un délai de réflexion de 10 jours et la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, Kaufman & Broad remboursera les sommes versées. Offre valable du 1^{er} au 30 septembre 91 pour une signature d'acte notarié avant le 30 novembre 91 et à l'exclusion de toute autre action promotionnelle.

PROCHE-ORIENT

Les préparatifs de la conférence de la paix

Les engagements encore secrets de M. Baker suscitent plus de doutes que de certitudes en Syrie

A quelques semaines de la convocation de la conférence de paix, prévue fin octobre, les « lettres d'assurance » remises à Jérusalem par le secrétaire d'Etat américain au gouvernement israélien et à la délégation palestinienne des territoires occupés semblent susciter plus de doutes que de certitudes.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Le secrétaire d'Etat a beau assurer que ces « lettres d'assurance » - d'autres seront adressées aussi à Amman et à Beyrouth (Le Caire n'en a pas demandé) - seront, après accord de leurs destinataires, communiquées à chacune des parties et qu'« il n'y aura pas de conflit entre les assurances que nous donnerons aux différentes parties », chacun tente d'anticiper sur les éventuelles garanties données aux autres.

Après six heures d'entretiens, mercredi 18 septembre, avec le président syrien Hafez El Assad, le chef de la diplomatie américaine a affirmé que les conversations qui avaient permis de faire « quelques progrès » se poursuivraient. Pour sa part le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charr, a déclaré que le gouvernement syrien « n'a pas encore étudié ce projet de lettres d'assurance » et que Damas fera savoir sa position d'éventuels amendements. Il ne fait pas de doute qu'en Syrie on craint notamment, à propos du Golan, l'« assurance » qui, dans la lettre donnée à Jérusalem, concernerait la prise en considération par les Etats-Unis des impératifs de sécurité israéliens, conformément à la déclaration faite en 1975 par le président Gerald Ford au premier ministre d'alors, M. Itzhak Rabin.

Rappelant une nouvelle fois que pour la Syrie la conférence doit se baser sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et que « la résolution 242 stipule la non

acquisition des territoires par la guerre », M. Charr a dit : « Cela signifie qu'à la fin Israël devra se retirer de tous les territoires arabes occupés. Le Golan, a-t-il ajouté, est une partie intégrante de la terre syrienne et il doit revenir à la Syrie pour que la paix règne dans la région ».

Pour les dirigeants syriens, le retour du Golan n'est pas négociable et Israël doit s'en retirer totalement, quitte à ce qu'un accord soit trouvé pour une forme de contrôle international qui devrait s'étendre sur les deux côtés de la frontière. Toujours dans une allusion à la lettre demeurée secrète du président Ford, M. Charr a précisé que la Syrie ne reconnaît aucune lettre secrète et qu'une telle lettre qui serait en contradiction avec les résolutions 242 et 338, ne serait pas acceptable. Revenant sur l'interprétation des résolutions 242 et 338, M. Baker a tenu à préciser que pour les Etats-Unis elles s'étendaient « à tous les territoires occupés, non seulement la Cisjordanie et Gaza, et qu'en tout état de cause Washington ne reconnaît pas l'extension en 1981 de la loi israélienne sur le Golan ».

La question de la colonisation

A l'embarras évident de M. Baker qui aurait visiblement préféré éviter ce sujet public, M. Charr a, au sujet de la demande de délai formulée par le président Bush quant aux garanties de crédit sollicitées par Israël, souligné qu'« un des éléments qui avaient encouragé la Syrie à accepter les propositions du président Bush (pour réunir une conférence de paix) était le sérieux de l'administration américaine dans la recherche d'un règlement juste et global. Nous considérons que la demande de délai est un reflet réel de ce sérieux et nous pouvons en conclure que si les Etats-Unis accordaient ces garanties, ce serait

un obstacle majeur à la paix ». M. Baker a toutefois profité de l'évocation de cette affaire pour démentir fermement un quelconque lien entre le gel de la colonisation des territoires occupés et la question de l'aide à l'accueil des immigrants en Israël. « Nous avons demandé un délai, a-t-il dit, pour donner une chance à la paix et aussi pour éviter ce lien. La question de la colonisation doit être débattue aux négociations. Nous avons fait savoir que, de notre point de vue, les colonies sont un obstacle à la paix, mais le bon moment pour en discuter sera celui des négociations qui doivent suivre la conférence de paix ».

Des pays arabes qui demandaient un arrêt de la colonisation avant la conférence ont mis une sourdine à cette revendication et M. Baker leur a sans doute donné une nouvelle satisfaction en affirmant que « le gouvernement croit que quand le Congrès débattrait de la question de l'aide à l'absorption des immigrants par Israël, sous la forme de garanties ou autrement,

nous aurons le droit de demander et de savoir comment cette aide et ces garanties seront utilisées, et nous comptons bien sur le demander ».

Le problème est toutefois que la confiance ne se discute pas et le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne règne pas. Si les dirigeants syriens ne manquent jamais une occasion de rendre hommage au président Bush, il n'en demeure pas moins qu'au fond ils savent bien que les Etats-Unis sont et demeureront avant tout l'allié d'Israël. Plus l'échéance de la conférence approche, plus chacun veut être certain de n'être pas floué au dernier moment, et la mise en d'autant plus forte pour Damas que la Syrie n'a pas véritablement le choix. Comme l'affirme un bon observateur, le président Assad se trouve devant une double contrainte politique dictée par des événements extérieurs : la confiance de paix et la libéralisation économique de son régime. Les deux étant moins liés qu'il n'y paraît.

FRANÇOISE CHIPAUX

Démission de deux membres du Conseil national palestinien

A quelques jours de l'ouverture à Alger, le lundi 23 septembre, du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), deux de ses membres, MM. Ibrahim Abou Lughod et Edouard Saïd, importantes figures de la communauté palestinienne des Etats-Unis, ont présenté leur démission de cette instance. A affirmé, mercredi 18 septembre, le président du CNP, Cheikh Abdel Hamid El Sakh, il a précisé que M. Abou Lughod avait invoqué des « raisons personnelles justifiées mais non politiques ».

M. Saïd a, pour sa part, indiqué avoir pris sa décision pour des « raisons de santé et afin de per-

mettre aux générations montantes de prendre la relève », en rappelant qu'il était membre du CNP depuis 1977. Proches du Fath, MM. Abou Lughod et Saïd ont fondé, il y a quelques mois à New-York, le Conseil américain pour les affaires palestiniennes, qui a notamment organisé, le 7 septembre, une rencontre à Londres entre des membres de l'OLP et des personnalités des territoires occupés par Israël, dont M^{me} Hanan Ashrawi et M. Fayçal Hussein. Ce dernier, qui a rencontré mardi M. Baker à Jérusalem, a entamé mercredi à Londres une série de consultations avec des représentants de l'OLP. (AFP)

IRAQ : sommant Bagdad de se conformer « sans conditions » aux résolutions des Nations unies

M. Bush envisage l'envoi de renforts aériens dans le Golfe

Les milieux officiels, à Bagdad, n'avaient pas encore réagi, jeudi matin 19 septembre, à la sévère mise en garde lancée, la veille, à l'adresse de l'Irak par le président Bush, qui a évoqué la possibilité de l'envoi de nouveaux renforts américains en Arabie saoudite. Pour sa part, le chef de la mission d'inspection nucléaire de l'ONU, M. Leslie Thorne, a estimé que les nouvelles en provenance de Washington « ne vont pas améliorer l'atmosphère ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Exaspérés par l'attitude du président Saddam Hussein à se maintenir au pouvoir et à tenir ainsi la victoire remportée dans l'opéra-

tion « Tempête du désert », les Etats-Unis ont entamé une nouvelle épreuve de force avec le chef de l'Etat irakien.

L'objectif est toujours le même : le pouvoir à Bagdad en faisant comprendre au parti Baas et à l'armée irakienne qu'il n'y aura pas de retour à la normale pour l'Irak tant que M. Saddam Hussein sera aux commandes. Ce dernier donne l'impression, à Washington, de vouloir tester la détermination des alliés et de la communauté internationale. L'envoi de ses troupes à Kirkouk, dans le Kurdistan, puis le refus de laisser travailler les enquêteurs de l'ONU sont interprétés comme autant de provocations. De même, le récent remplacement de M. Saoudoun Hammadi au poste de premier ministre serait le signe de la reconstitution d'une équipe de « durs » autour de M. Saddam Hussein.

Si le président irakien souhaitait

savoir jusqu'où il pouvait aller, il semble qu'il a maintenant franchi une « ligne rouge » et ne pourra poursuivre impunément la partie de bras de fer qu'il a engagée.

Message plus politique que militaire

Depuis quelques jours, les Etats-Unis ont entamé une campagne d'avertissements et de pressions destinée à forcer l'Irak à se soumettre « sans condition » aux résolutions de l'ONU imposant à Bagdad de se débarrasser de ses armes de destruction massive (chimiques et bactériologiques) et de laisser les enquêteurs des Nations unies se rendre sur les lieux de ces armes. Or les milieux bien informés assurent que les forces irakiennes ne cessent de transférer et d'enterrer du matériel suspect - opérations qui peuvent laisser penser que l'Irak s'efforce de repré-

dre son programme nucléaire militaire. Après une série de fautes dans la presse faisant état de l'impatience croissante des Etats-Unis, le président George Bush est intervenu à son tour, faisant savoir, mercredi 18 septembre, qu'il « en avait assez » du comportement irakien.

Les Etats-Unis sont prêts à faire escorter les hélicoptères de l'ONU, à leur assurer une protection aérienne afin que les enquêteurs puissent se rendre ou bon leur semble. A cette fin, ont indiqué des sources officielles, les Etats-Unis pourraient déployer des renforts aériens en Arabie saoudite. Certaines unités aériennes ont été placées en état d'alerte et des missiles antimissiles Patriot vont être envoyés en Arabie saoudite. Il ne s'agit pas, ou pas encore, de menace, ni d'ultimatum, encore moins de déploiement offensif, a expliqué la Maison Blanche, mais de faire comprendre à M. Saddam Hussein que « nous sommes sérieux ».

Dans une lettre aux dirigeants du Congrès, M. Bush souligne que les Etats-Unis « ne toléreront pas la poursuite de la situation actuelle et, si nécessaire, passeront à l'action ». Le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, estime qu'il est « très important » que M. Saddam Hussein comprenne bien ce qui se passe et « réalise qu'il n'a pas d'autre choix que celui de se plier aux résolutions de l'ONU ». Pour M. Robert Dole, chef de la minorité républicaine au Sénat, le président américain « donne une dernière chance à Saddam ».

L'envoi de renforts pourrait commencer rapidement. Il relève du message politique plus que militaire puisque les Etats-Unis disposent déjà du matériel adéquat et de quelque quarante mille hommes dans la région, notamment à bord de deux porte-avions, l'Abraham-Lincoln, dans le Golfe, et le Forrestal, en Méditerranée.

SERGE MARTI

ALAIN FRACHON

Le Conseil de sécurité exige que les Irakiens cessent d'entraver les missions de contrôle de l'ONU

NEW-YORK

de notre correspondant

En marge de la session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, le Conseil de sécurité s'est réuni mercredi 18 septembre pour examiner le texte d'une résolution concernant les exportations de pétrole irakien à des fins humanitaires, laquelle sera vraisemblablement approuvée le 21 septembre. Mais cette réunion a surtout permis au président du conseil, M. Jean-Bernard Mérimée, l'ambassadeur de France, de rappeler que cette instance attendait « le plus vite possible » une réponse « écrite » de l'Irak déclarant que Bagdad est disposé à se conformer « de façon inconditionnelle » à l'application des résolutions votées par l'ONU. Le gouvernement irakien est notamment sommé de ne pas

empêcher le survol du pays par les hélicoptères affrétés par les Nations unies et ayant à bord les experts chargés de veiller à la destruction des armes irakiennes non conventionnelles.

Une forme mise au point que le président du Conseil avait communiquée dans la matinée à l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdel Amir El Anbari, qui avait fait part de la volonté de son gouvernement d'« étudier de façon constructive » avec les membres du Conseil les modalités d'application de cette directive. L'Irak avait, dans un premier temps, posé des conditions visant à limiter le survol de son territoire, « notamment afin d'assurer la sécurité du leader irakien », rapporte un diplomate occidental.

Le Conseil de sécurité a ensuite examiné le projet de résolution confirmant les termes de la résolu-

tion 706 ayant trait à la reprise des ventes de pétrole irakien pour couvrir l'achat de « denrées alimentaires, de médicaments et de produits de première nécessité destinés à la population civile ». Ce texte précise que le montant « autorisé » est bien celui prévu dans la précédente résolution, à savoir 1,6 milliard de dollars, mais il prévoit une éventuelle révision « sur la base de l'évaluation des besoins » de l'Irak. Une formule qui s'inspire du rapport sur ce sujet précédemment établi par le secrétaire général et dans lequel M. Javier Perez de Cuellar évaluait à la hausse les besoins actuels du pays, au regard de la « situation alimentaire et sanitaire critique » constatée par son envoyé spécial, le prince Sadruddin Agha Khan, de retour d'une nouvelle mission dans le pays.

ASIE

PHILIPPINES : en refusant le verdict du Sénat contre le maintien des bases américaines

La présidente Aquino a provoqué une grave crise politique

BANGKOK

de notre correspondant

Alors qu'elle se trouve presque au terme de son mandat de six ans et qu'elle affirme ne pas être candidate à l'élection présidentielle de juin 1992, M^{me} Cory Aquino a engagé un pari très risqué. Elle entend tenir un référendum populaire pour triompher de l'hostilité du Sénat de Manille au maintien d'une présence militaire américaine aux Philippines.

La présidente a sans doute les moyens de recueillir les trois millions de signatures (10 % de l'électorat) nécessaires à la tenue du scrutin. Encore faut-il que la Cour suprême, dont elle a dit qu'elle accepterait le verdict, juge ce référendum conforme à une Constitution selon laquelle le Sénat doit ratifier, à une majorité des deux tiers, tout traité sur le stationnement de forces étrangères sur le sol philippin. Or, le 16 septembre, douze sénateurs sur vingt-trois se sont prononcés, contre le traité américano-philippin du 17 juillet, qui prévoyait un renouvellement du bail de la base aéronavale de Subic pour dix ans et moyennant un loyer annuel de 203 millions de dollars.

Vote-face de Washington

Il y a donc, déjà, crise constitutionnelle. Non seulement M^{me} Aquino met en cause la représentativité du Sénat mais elle interprète, à sa manière, une Constitution qui ne prévoit pas, explicitement, un scrutin populaire chargé de sanctionner un vote négatif du Sénat. En outre, le fait d'apparier de nouvelles fractures, y compris au sein du cabinet, de M^{me} Aquino, dont plusieurs membres sont hostiles à la convocation des électeurs. Dans le climat passionnel actuel, font-ils valoir, une campagne sur la présence militaire américaine risque de laisser de profondes cicatrices, et M^{me} Aquino n'est pas assurée qu'au bout du compte les partisans du traité l'emportent haut le main.

Tout en voulant éviter de se retrouver au cœur d'une polémique entre Philippines, Washington a décidé d'appuyer M^{me} Aquino. Les Américains avaient fait savoir, avant le vote du Sénat, qu'en cas

de rejet du traité ils amorceraient immédiatement le retrait de leurs soldats. Ils ont procédé à une volte-face depuis, annonçant qu'ils « soutenaient complètement les efforts continus » de M^{me} Aquino « pour mettre en place le nouveau traité ». Le gouvernement philippin ayant révoqué l'ordre d'évacuation de Subic, dont l'application devait être automatique et immédiate en cas de non-ratification du traité, les Etats-Unis ont décidé de surseoir à l'évacuation de la base puisque leur présence militaire n'est plus extra-constitutionnelle pour une période d'au moins un an.

M^{me} Aquino s'est laissée prendre à son propre piège. A l'époque de la rédaction de la Constitution, elle était elle-même défavorable au renouvellement du bail des bases américaines et avait plaidé pour que le Sénat ait le dernier mot à ce sujet. Elle a changé d'avis depuis. Si le projet de référendum est déclaré inconstitutionnel par la justice, elle terminera son mandat par un échec humiliant.

Dans le cas contraire, une belle empoignade s'annonce en l'ave de la campagne présidentielle. Le référendum, en effet, ne pourra pas avoir lieu avant le 2 février 1992, soit cinq ans après l'entrée en vigueur de la Constitution. Les esprits s'échauffent déjà. Des dizaines de millions de dollars partiront en fumée. Le verbe le disputera une fois de plus aux intérêts. Chaque Philippin se sent écartelé entre son nationalisme et son attachement à l'Amérique.

JEAN-CLAUDE POMONTI

à CAMBODGE : précision. - Réagissant à l'article de Jean-Claude Pomonti où il était fait état de la restitution au gouvernement français des locaux de l'ancienne Ambassade de France à Phnom-Penh (le Monde du 13 septembre), M. Charles Fejtó, directeur de programme de l'Association de parrainage d'enfants du Cambodge (ASPEC), nous demande de préciser que cet organisme continue de faire vivre actuellement dans ces lieux 130 enfants. L'association est en négociation avec l'Etat français pour reloger les enfants de cet orphelinat qui ne quitteront l'ambassade que si un accord financier est conclu à ce sujet.

L'ÉTAT DU MONDE 1992

Annuaire économique et géopolitique mondial

L'ÉTAT DU MONDE 1992

Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les Etats du monde. Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

270 articles inédits rédigés par 130 spécialistes. 43 pages de cartes. 75 pages de tableaux statistiques. 90 bibliographies. présentant plus de 800 références. 14 chronologies thématiques. un index de plus de 3000 entrées. des dessins de Plantu...

Le dossier de l'année : "Le fait national en question".

LA DÉCOUVERTE

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

Le PS et le projet de budget

Les socialistes veulent garder leur «capacité d'amendement» de la politique gouvernementale

M. Pierre Mauroy a exprimé, mercredi 18 septembre, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, la «solidarité» de celui-ci avec le gouvernement dans le débat budgétaire, mais il a souligné que les socialistes entendent conserver leur «capacité d'amendement». Le bureau exécutif a décidé, d'autre part, de reporter aux 12 et 13 octobre prochains les réunions du comité directeur et de la convention nationale, qui étaient prévues pour les 28 et 29 septembre.

Devant un bureau exécutif du PS qui avait déjà exprimé, la semaine dernière, ses inquiétudes devant la politique économique et sociale de M. Edith Cresson, M. Mauroy a commencé par rappeler, mercredi, que les socialistes devaient se montrer solidaires du gouvernement et qu'une «tenacité positive» devait ressortir de leur réunion, le jour même où le projet de budget pour 1992 était rendu public. On s'est donc accordé à observer que, dans un contexte difficile de croissance faible, le gouvernement maintenait les priorités que sont l'éducation, la recherche et l'environnement. Dans le compte rendu que le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a fait de la réunion, il a quand même été précisé que le premier secrétaire reprend à son compte les souhaits des socialistes : des relances «ciblées» en faveur de l'investissement dans le domaine du logement, un effort pour l'aide à la recherche, davantage de moyens pour le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les dirigeants socialistes acceptent mal, surtout, ce qu'ils considèrent comme une absence de concertation avec le gouvernement dans la préparation de ce budget. «Il faut d'autres modalités de travail», a souligné M. Mauroy, répondant aux critiques formulées notamment par M. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et par M. Claude Allègre, conseiller de M. Lionel Jospin, mais aussi par M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée. Le premier secrétaire a souligné que les socialistes ont des propositions à faire, particulièrement pour ce qui est de la lutte contre le chômage et de l'utilisation du produit des privatisations partielles, et qu'ils ne renonceraient pas à les mettre en avant et à les défendre.

M. Bernard Roman, membre du secrétariat national, proche de M. Mauroy, a mis en cause, en outre, le non-remboursement par l'Etat aux collectivités locales des exonérations de taxe professionnelle visant à favoriser l'emploi. Il s'agit, au total, d'une somme de 4 milliards de francs, dont la perte par les collectivités locales, dans une année d'élections régionales et cantonales, est jugée pour le moins inopportune par les socialistes.

La presse hostile ?

Sur ces questions comme sur la préparation du projet de loi relative à la loi de finances, M. Mauroy a souligné que les difficultés de «méthode» sont assez importantes pour justifier le report des réunions prévues à la fin de la

semaine prochaine. Le comité directeur, qui devait adopter, le 28 septembre, l'avant-projet soumis ensuite à la discussion des militants, est finalement convoqué pour le 12 octobre. La convention nationale, chargée d'avaliser les candidatures aux élections régionales et cantonales, est retardée du 29 septembre au 13 octobre.

Le bureau exécutif a entendu, d'autre part, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, qui leur a annoncé notamment l'adoption par un prochain conseil des ministres du projet de loi sur l'exercice des mandats locaux, actuellement en cours d'examen au Conseil d'Etat. M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a indiqué que la proposition de modification du mode d'élection des sénateurs, envisagée par le président de la République lors de sa conférence de presse du 11 septembre, peut être inscrite à l'ordre du jour de la session parlementaire d'automne.

La réunion du bureau exécutif a été l'occasion aussi, pour M. Mauroy, de revenir sur le suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire, Yves Laurent, de parler des «affaires», du rôle de la presse et des médias. Plusieurs responsables du PS ont exprimé le sentiment que ceux-ci seraient généralement hostiles aux socialistes et regretté qu'ils exercent leur fonction sans «contre-pouvoir». D'autres ont observé que la presse est elle-même un contre-pouvoir, qui ne peut donc être soumis à son tour à un contrôle, et qu'il conviendrait de s'interroger plutôt sur le fait qu'elle tende à devenir le seul contre-pouvoir, faute, pour les autres — le Parlement, la justice, les syndicats... — de jouer leur rôle.

PATRICK JARREAU

Devant la commission d'enquête sur le financement des partis

M. Nallet assure qu'aucun «argent occulte» n'a servi à la campagne de M. Mitterrand

Au deuxième jour des auditions publiques sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, mercredi 18 septembre, les députés, membres de la commission d'enquête, n'étaient pas très contents. Non seulement, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, la veille, leur avait ravi, comme prévu, la vedette (le Monde du 19 septembre), mais, de plus, la grande première que devait constituer la nouvelle procédure des auditions publiques ne s'était guère traduite que par quelques échos fugaces lors de grand rendez-vous du 20 heures à la télévision, ou par quelques bouts de phrases plus ou moins bien rapportés dans leurs journaux favoris.

Le premier, M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), qui avait été hostile à l'instauration de la publicité des travaux des commissions d'enquête, s'est inquiété : «On cumule tous les inconvénients. La représentation nationale se présente dans les pires conditions. La publicité a été adoptée, à encore expliqué, en substance, l'ancien ministre, il faut passer un contrat avec une chaîne de télévision pour retransmettre les débats, comme cela s'était passé pour la «commission Marceau Long» pour la réforme du code de la nationalité.

Mais, cette fois, les chaînes de télévision ne sont pas intéressées par ce grand déboulage d'automne de la démocratie représentative. «Et on ne peut pas les y contraindre. Nous ne sommes plus au temps de l'ORTF», a rappelé M. François

Loncle (PS, Eure), «La publicité est un gain pour la démocratie, a réaffirmé, de son côté, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône). C'est difficile au début, cela demande des efforts. Une espèce de déontologie devra progressivement se mettre en place. Le message renvoyé par les médias, après la désastreuse première journée, avait, en somme, été compris.

C'est en effet dans le plus grand calme que les trésoriers de campagne respectifs de M. Raymond Barre et de M. François Mitterrand ont pu être entendus (1), à la différence de ce qui s'était passé, une journée auparavant, pour le représentant de M. André Lajoinie. Et c'est à peine si une petite polémique, interne à l'opposition, a pu apparaître au terme de l'audition de M. Gilbert Beaux, trésorier de la campagne de M. Barre en 1988, après que celui-ci eut rappelé que, dès 1979, l'ancien premier ministre avait proposé, en vain, un projet de loi sur le financement des partis politiques. Placide, M. Beaux s'est d'ailleurs montré elle-même, un terme à la controverse engagée par M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) sur la véritable portée de ce projet demeure moribond, par cette réplique, «barrienne» en diable : «C'est une polémique dans laquelle je n'entrerai pas».

En finir avec la rumeur

La longue, très longue audition de M. Henri Nallet, garde des sceaux, en sa qualité d'ancien trésorier de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand, n'a pas davantage soulevé de passions. Comme si les querelles hebdomadaires de questions d'actualité du mercredi après-midi étaient définitivement rangées dans les placards. Décidé à en finir au plus tôt avec

la rumeur, le rapporteur (socialiste) de la commission, M. Jean L. Garrec, a attaqué d'entrée de jeu «Ce fut la campagne la plus courte et la plus chère. Pourquoi?»

Cela permit une longue réponse, assurée, du trésorier de campagne de l'actuel chef de l'Etat. Evitant les accusations portées par l'opinion de police Antoine Gadin, selon lequel 24 millions de francs prélevés par le bureau d'études Urb-Techinc auprès de collectivités locales auraient permis, à les caisses du Parti socialiste, de financer, pour un quart, la campagne de Mitterrand, le ministre de la justice a ainsi assuré solennellement, et pour la première fois sous la foi du serment : «J'affirme jurement, je vous jure que la campagne de François Mitterrand n'a pas reçu, directement ou indirectement, d'argent occulte».

M. Nallet a expliqué un nouveau fois que quatre chèques seulement ont été versés par Urb-Techinc pour un montant de 17000 F. Son compte de campagne fait état de dons par chèques (2600 F, émanant d'entreprises ou de particuliers) pour un montant de 16 millions de francs et de dons en espèces pour 11 millions. Il qualifie de «diffamation» l'attaque contre la campagne de M. Mitterrand «et ce que j'ai fait Urb, dont le rôle, a-t-il assuré, consistait à prendre des faits en charge, à non pas à verser de l'argent».

En complément de sa démonstration, déjà souvent développée devant l'Assemblée nationale l'ancien trésorier a même confessé : «Mais l'argent, c'était fait d'en trouver, y compris auprès de chefs d'entreprise peu favorables aux socialistes, dès lors que les chances du candidat ne cessent de tinter dans les sondages». Déterminé et sûr de son fait, le ministre a su mettre les rieurs de son côté lorsqu'un député, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), a cru bon de rappeler, «sur la foi d'articles de presse», que les fonds secrets de l'hôtel Matignon (alors occupé par M. Chirac) auraient pu être transférés, à l'époque de la «combattition», vers le palais de l'Élysée. A propos des déplacements du candidat-président, M. Nallet a même le souvenir d'avoir payé les billets d'avion des officiers chargés de la sécurité de M. Mitterrand, compris celui de la cage réservée à un chien policier. Non, venant, concernant les avantages dont aurait pu bénéficier le président et le premier ministre de l'époque, par rapport aux autres candidats, tous ont été fournis. C'est à Pandraud qui le dit : «Les sondages des renseignements généraux les donnaient aux deux».

JEAN-LOUIS IAUX

(1) Compte tenu du retard pris par la commission d'enquête, l'audition du trésorier de campagne de M. Jacques Chirac a été renvoyée à la semaine prochaine.

Une confirmation de l'Humilité

M. Marchais participera hier à la commémoration de la fusillade de Châteaubriant

Dans son numéro du jeudi 19 septembre, l'Humanité a publié de larges extraits d'un compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouilly qui s'est tenue le 13 septembre pour examiner la préparation de l'édification, le 20 octobre prochain, à Châteaubriant (Loire-Atlantique) du cinquantième anniversaire des exécutions par les nazis de vingt-sept otages en 1941.

Il y est précisé que la cérémonie se déroulera «sous la présidence de Fernand Grenier, président, et Maurice Niles, président délégué» et qu'un hommage sera rendu à la Résistance française par Albert Chambrion, vice-président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, secrétaire général adjoint du Conseil national de la Résistance, Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, député du Val-de-Marne, et Henri Kravitsky, secrétaire général de la CGT.

Ces précisions visent à souligner que la participation de M. Marchais à cette cérémonie, agée scandaleuse par d'anciens résistants communistes (le Monde du 7 septembre), est soumise à ses organisateurs. «J'irai là-bas haute» avait affirmé, le 5 septembre, le secrétaire général du PCF.

Selon un sondage de BVA

Une majorité de militants et de sympathisants du PCF sont favorables au remplacement de M. Marchais

Dans son numéro paru le jeudi 19 septembre, le Nouvel Observateur publie les résultats d'un sondage de BVA réalisé au cours de la Fête de l'Humanité auprès de six cent quatre-vingt-deux militants du PCF et de cinq cent soixante-quinze sympathisants. Selon cette enquête, la grande majorité des personnes interrogées approuvent (83 % des militants et 53 % des sympathisants) les prises de position de la direction du PCF au moment de la tentative de coup d'Etat en Union soviétique et elles estiment également que la dissolution du PCUS après ce putsch raté constitue «une mauvaise chose» (65 % des militants et 47 % des sympathisants). De même, la majorité des militants et des sympathisants communistes se trouvent grosso modo d'accord

pour souhaiter «des changements en profondeur dans la ligne politique du PCF» (51 % chez les militants et 79 % chez les sympathisants), ainsi que le remplacement de M. Georges Marchais à la tête du parti (43 % des militants y sont favorables, contre 41 % d'avis contraire; 79 % des sympathisants le demandent, contre 22 % d'avis contraire).

Les points de vue sont partagés, en revanche, lorsqu'il s'agit de juger le bilan de M. Marchais à la direction du PCF. Pour 80 % des militants il s'agit d'un bilan positif alors que 51 % des sympathisants le jugent négatif. De même, 49 % des militants estiment positif le bilan des régimes communistes de l'Est alors qu'il apparaît négatif à 53 % des sympathisants. Qui devrait éventuellement remplacer

M. Marchais à la tête du parti? Quand on leur pose la question, les militants privilégient, dans l'ordre, M. Jean-Claude Gayssot (25 %), M. Philippe Herzog (18 %), M. André Lajoinie (11 %), M. Charles Fiterman (8 %) et M. Roland Leroy (6 %). Aux yeux des sympathisants, c'est M. Fiterman qui offre la meilleure image (29 %), suivi de M. Herzog (17 %), Lajoinie (9 %), Leroy (7 %) et Gayssot (4 %).

Selon 48 % des militants, l'action des «réformateurs», conduits par M. Fiterman, est plutôt «utile» tandis que 70 % des sympathisants la jugent, au contraire, «utile». Les uns et les autres se rejoignent pour estimer que le communisme a «encore un avenir en France ou ailleurs». Tel est l'avis de 87 % des militants et de 57 % des sympathisants.

Les «rénovateurs» et «reconstructeurs» communistes veulent créer une nouvelle structure de «rassemblement»

Ceux des communistes qui, en dépit des efforts des uns et des autres pour le réformer, ce parti apparaît comme intransformable. Nous en tirons les conséquences et nous souhaitons que puisse se constituer un rassemblement des forces progressistes.

Ils ont également confirmé leur intention de participer aux prochaines élections municipales. C'est pour représenter les populations qui nous ont fait confiance, pour contribuer à l'émergence d'une alternative progressiste dans notre pays que nous serons amenés à soutenir dans différents départements des candidats et des listes qui concrétiseront le rassemblement de forces transformatrices issues de divers courants de la gauche, de mouvements écologiques et pacifistes. Dans cette perspective nous sommes prêts à soutenir les candidatures de celles ou ceux qui auront pris leur distance avec les grands appareils et pour ce qui nous concerne avec la direction du PCF.

M. Viens, maire d'Orly, exclu du PCF en 1989, a notamment affirmé : «Les formules en «ré» — «reconstructeurs», «réformateurs», «rénovateurs» — sont devenues inutiles. Le terme de «réfonder» a été utilisé par certains de nos amis

l'étiquette PCF, en dépit des efforts des uns et des autres pour le réformer, ce parti apparaît comme intransformable. Nous en tirons les conséquences et nous souhaitons que puisse se constituer un rassemblement des forces progressistes.

Ils ont également confirmé leur intention de participer aux prochaines élections municipales. C'est pour représenter les populations qui nous ont fait confiance, pour contribuer à l'émergence d'une alternative progressiste dans notre pays que nous serons amenés à soutenir dans différents départements des candidats et des listes qui concrétiseront le rassemblement de forces transformatrices issues de divers courants de la gauche, de mouvements écologiques et pacifistes. Dans cette perspective nous sommes prêts à soutenir les candidatures de celles ou ceux qui auront pris leur distance avec les grands appareils et pour ce qui nous concerne avec la direction du PCF.

M. Viens, maire d'Orly, exclu du PCF en 1989, a notamment affirmé : «Les formules en «ré» — «reconstructeurs», «réformateurs», «rénovateurs» — sont devenues inutiles. Le terme de «réfonder» a été utilisé par certains de nos amis

en l'appliquant aux formations politiques de gauche, cela nous paraît dépassé, a estimé, pour sa part, M. Darnette, ancien membre du comité central. Par contre, il s'agit que parfaitement aux valeurs profondes qui constituent nos références éthiques et politiques. Ces valeurs doivent être maintenues fermement; il est de notre devoir de ne pas les laisser entraîner dans la tourmente. Mais cela passe par un travail considérable pour réinsérer ces valeurs dans la modernité et la démocratie».

□ Législative partielle de Loire-Atlantique : le PCF soutient M. Evin. — Le Parti communiste a annoncé, mercredi 18 septembre, qu'il demandait à ses électeurs de voter pour M. Claude Evin lors du second tour de l'élection législative partielle du dimanche 22 septembre en Loire-Atlantique. «Seul le barrage à la droite n'est, cette invitation» qui ne doit, précise le PC, «en aucun cas être interprétée comme un soutien à la politique d'austérité, de chômage, de répression sociale à laquelle Claude Evin a contribué», au temps où il était ministre des affaires sociales et de la solidarité dans le gouvernement de M. Michel Rocard.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vite s/sais. Pal. Just. PARIS JEUDI 3 OCTOBRE à 14 h 30
BOUTIQUE avec sous-sol et ARRIÈRE-BOUTIQUE à PARIS 17^e
DANS IMME. 3 boulevard Pershing - Lot n° 65 - Bât. A
M. à Px. : 300 000 F Sadr. M. J.-C. ABADIE
23, bd Henri-IV à PARIS 4^e. Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h)

VENTE d'auvent après saisie immob. Palais de Justice
de PARIS, le JEUDI 3 OCTOBRE 1991, à 14 h 30
UN TERRAIN de 6 184 m² à TORCY-LE-GRAND (76)
lieudit «Le Buc» av. imm. à us. d'habitation
M. à Px. : 148 500 F Sadr. M. Yves-Marie LE CORFF, avo-
cat, 23, r. La Boétie, PARIS (75008)
Tél. : 45-63-18-10

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 3 OCTOBRE 1991, à 14 h 30
APPARTEMENT 2 P.P. - 52, r. DES POISSONNIERS
à PARIS (19^e) - 3^e EMBLEME AUTOMOBILE - CAYE SECHOIR
M. à Px. : 400 000 F Sadr. M. J.-C. ABADIE
2, Carrefour de l'Odéon 75006 Paris - Tél. : 43-26-82-98 de 9 h à 12 h
Tous avocats près T.G.I. Paris - S/lieux pour visiter.

Vite s/sais. Pal. Just. PARIS JEUDI 3 OCTOBRE à 14 h 30 en un seul lot
à PARIS 2^e 2 LOGEMENTS
112, rue Saint-Denis et 2-4, et 12 impasse des Peintres
Bât. «B» au 4^e étage (Lot n° 107) - S. de séjour - 1 ch. (Pleine 46 m²)
Bât. «B» au 4^e étage (Lot n° 108) - S. de séjour - 1 ch. (39 m²)
Esc. B.P. Face - 1 Confort - W.C. 1 Débaras (11 m²) accès au 2^e Logement
M. à Px. : 800 000 F Sadr. M. J.-C. ABADIE
23, bd Henri-IV à PARIS 4^e. Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE,
le JEUDI 3 OCTOBRE 1991 à 14 heures
EN UN SEUL LOT :

APPARTEMENT de 5 PIÈCES
en duplex au rez-de-chaussée et 1^{er} étage
droit à la jouissance exclusive d'un jardin
comprisant : sous-sol : une cave, dégagement avec escalier
descendant le rez-de-chaussée et le premier étage.
Rez-de-chaussée : séjour, coin-repas, cuisine, une chambre, salle de bains,
w.c., placards, dégagement et escalier descendant les différents niveaux,
patio et droit à la jouissance exclusive du jardin situé devant le séjour.
Premier étage : deux chambres dont une avec jardinière, salle de bains,
w.c., un dressing (placard), un placard, un dégagement avec l'escalier.
D'une surface de 120,50 mètres carrés environ, 12,50 mètres carrés environ
de patio, 17 mètres carrés de sous-sol.

PARKING DOUBLE en SOUS-SOL
dans un ensemble immobilier sis à

SAINT-CLOUD (92)
5 et 9 à 13, avenue de la Foulleuse, 4 et 8, avenue F.-Clavelon
3 et 5, boulevard L.-Louchet et carrefour de la Croix-du-Roy sans numéro
(taxis principal au 13, avenue de la Foulleuse)
dans le bâtiment «PLOT UN» - également dénommé «VILLA N° 10»
en bordure de l'hippodrome de Saint-Cloud
LIBRE - MISE A PRIX : 2 500 000 F

S'adresser pour tous renseignements à :
M^{re} Mercedes CANETTI, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, demeurant
à SURESNES (92150), 24, rue de la Cerisaie - Tél. : 40-39-97-00
M^{re} Jean NOUËL, avocat au Barreau de Paris, demeurant à PARIS (7^e)
26, boulevard Raspail - Tél. : 45-49-00-79 - Sur place pour visiter

مكتبة من الأصل

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

L'épilogue de l'affaire Gallo

Le gouvernement n'exclut plus une renégociation de l'accord Reagan-Chirac de 1987 sur le sida

La récente mise en cause du professeur américain Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda) par l'un de ses plus proches collaborateurs, le docteur Mikulas Popovic, qui, à l'époque de la découverte du virus du sida, exerçait les fonctions de virologue en chef (le Monde du 18 septembre), amène les autorités françaises à intensifier la pression diplomatique qu'elles avaient commencée d'exercer - fort discrètement - il y a un an auprès de leurs homologues américains.

Même si la position officielle du gouvernement français est d'attendre la publication du rapport définitif du National Institute of Health (NIH) pour voir s'il convient d'entamer des discussions en vue d'une renégociation de l'accord franco-américain de 1987 mettant fin provisoirement à la querelle sur la découverte du virus du sida, on indiquait mercredi 18 septembre dans l'entourage de M. Hubert Curien, ministre de la recherche, que ce rapport était attendu avec « la plus grande impatience ». On ajoutait que l'article, publié dimanche 15 septembre par le *Chicago Tribune*, révélant le contenu d'un rapport préliminaire du NIH accablant pour le professeur Gallo, « pose de graves questions » quant aux conditions dans lesquelles la découverte du virus du sida a eu lieu. S'il s'avérait, dit-on en substance au

ministère de la recherche, que la recherche française a bel et bien, à cette occasion, subi de graves préjudices, il faudrait alors s'interroger pour savoir dans quelle mesure l'accord de 1987 rend réellement compte des contributions respectives des uns et des autres dans cette découverte. On remarque enfin que si ces faits avaient été connus dès 1984, cela aurait permis d'éviter de longues et coûteuses procédures qui, inévitablement, ont contribué à ralentir la recherche sur le sida.

C'est la première fois que le gouvernement français, même de manière indirecte, fait connaître sa position dans cette affaire. Il le fait à un moment où il ne semble plus guère faire de doute que des irrégularités ont été commises par l'équipe du professeur Gallo. Selon nos informations, il ne resterait plus aux enquêteurs du NIH qu'à terminer l'analyse des souches virales que le professeur Gallo dit avoir utilisées pour isoler « son » virus avant de boucler définitivement leur rapport. On saura alors s'il s'agit vraiment d'une contamination accidentelle ou si l'on peut parler de fraude. Contrairement à ce qu'on pensait il y a encore quelques semaines, les experts du NIH ne désespèrent pas de parvenir à trancher entre ces deux solutions.

FRANCK NOUCHI

Les travaux d'une équipe de chercheurs français

Découverte d'un nouveau gène de prédisposition au diabète

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur Jean-François Bach (Unité 254 de l'INSERM, hôpital Necker à Paris) vient de localiser chez la souris un des gènes prédisposant à l'apparition du diabète insulino-dépendant.

Depuis plusieurs années, de nombreuses équipes de recherche tentent, en particulier aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, de comprendre quel rôle joue l'hérédité dans cette maladie due à la destruction des cellules du pancréas (les cellules bêta des îlots de Langerhans) responsables de la production d'insuline.

On sait aujourd'hui qu'à la différence d'autres maladies comme la mucoviscidose ou la myopathie - dont l'apparition est liée à la présence d'un seul gène anormal - le diabète insulino-dépendant est lié à la présence simultanée de plusieurs gènes. Ce serait la rencontre fortuite de ces gènes qui expliquerait, tout au moins en partie, le caractère « anormal » de l'un ou l'autre de ces gènes.

Dans un premier temps, ce sont des gènes HLA qui ont été découverts, en particulier par les équipes

de Hugh McDavitt et John Todd en Grande-Bretagne et de Laurent Dégos et Jacques Hiers en France (le Monde du 25-30 avril 1990). Ces équipes ont pu montrer que 90 % des diabétiques insulino-dépendants sont HLA-DR3 et/ou DR4 (contre 40 % de la population générale), ces gènes jouant vraisemblablement un rôle-clé dans le déclenchement de la réaction auto-immune conduisant à la destruction des îlots de Langerhans.

Dépistage précoce

Dans le prochain numéro de la revue scientifique britannique *Nature*, le groupe de chercheurs dirigé par le professeur Jean-François Bach (1) annonce qu'il a localisé un gène qui semble contrôler cette fois une étape très précoce de la maladie. Cette découverte a été faite sur des souris de souche NOD (Non Obese Diabetic) qui constituent un excellent modèle animal du diabète humain. Ce gène, situé sur le chromosome 1, aurait sous sa dépendance l'apparition de lésions inflammatoires du pancréas (insulinite) ainsi que des glandes salivaires par des lymphocytes T (syndrome de Sjögren). Dans le même temps, et en utilisant la même technique, des chercheurs anglais du groupe de Todd ont découvert deux autres gènes de prédisposition au diabète situés sur les chromosomes 3 et 11.

Reste maintenant à rechercher sur l'homme les équivalents de ces gènes découverts sur la souris, à tenter de comprendre leurs liens éventuels et surtout à isoler les molécules dont ils assurent la production. Ainsi peut-on espérer sous peu mieux comprendre la physiopathologie du diabète et envisager la mise au point d'un test diagnostique précoce. Le jour où l'on disposera d'un traitement permettant d'entraver les phénomènes de destruction des îlots de Langerhans, il sera possible d'intervenir très tôt et d'espérer ainsi préserver une large partie du pancréas.

F. N.

(1) Les signataires de cet article sont Jean-François Bach, Pierre Bodossa, Laure Eloy et Jean-François Bach.

Une commerçante proteste contre la tarification du don du corps

La générosité est-elle un luxe ? C'est la question que se pose M^{me} Gisèle Cosquerie, une boulangère lyonnaise, après avoir renoncé à faire don de son corps à la science. Les sommes que lui réclamait récemment l'association des dons du corps de l'université Claude-Bernard, à Lyon, l'en ont dissuadée.

Dans un courrier-type non personnalisé reçu le 7 septembre, l'association lui demandait de s'acquitter de 1 000 francs qui devaient servir, le moment venu, à couvrir les frais relatifs à la levée et au transport du corps. Si la mort survient à plus de 100 kilomètres de Lyon, la totalité des frais de transport sera à la charge de la famille, indiquait le document. Au moment du décès, 2 000 francs supplémentaires seront demandés à la famille pour faire face aux frais d'incinération après les travaux de recherche. Si la donatrice le souhaite, précisait la lettre, elle peut s'acquitter dès maintenant de cette somme, qui sera reversée à la ville de Lyon chargée de l'incinération.

Depuis 1972, date à laquelle M^{me} Cosquerie avait décidé de faire don de son corps à la science, la situation a changé. Les dons se sont multipliés alors que les crédits alloués aux

laboratoires d'anatomie diminuaient. Résultat, la gratuité du transport et de l'incinération, qui pouvait par ailleurs inciter les familles au don du corps, n'est plus possible pour certains laboratoires d'anatomie depuis une dizaine d'années. Au service des dons du corps de l'université René-Descartes de Paris, René-Descartes de Paris, a demandé une participation minimum de 500 francs aux donateurs pour couvrir les frais d'ensevelissement. Sans compter les frais de transport qui restent à la charge de la famille. « Nous avons de moins en moins de moyens », déplore le professeur Jean-Pierre Lassau, directeur du laboratoire d'anatomie de l'université René-Descartes. Avant 1987, avec quatre employés, nous pouvions assurer le transport des corps vers Paris. Maintenant, avec deux personnes seulement, ce n'est plus possible.

A Lyon, le transport est payant depuis 1981 et l'incinération est devenue obligatoire depuis 1987. « Je comprends très bien les problèmes des laboratoires d'anatomie, mais je trouve indigne qu'un pays comme la France ne puisse pas assumer sa recherche », proteste aujourd'hui M^{me} Cosquerie.

M. L.

SCIENCES

A l'Observatoire de Paris

L'horloge parlante s'est mise à l'heure du son numérique

A l'occasion du centenaire de l'heure légale en France, France-Télécom, le Centre national d'études des télécommunications (CNET) et l'Observatoire de Paris ont inauguré, mercredi 18 septembre, une nouvelle horloge parlante. Cinquante-huit ans après son installation, elle remplace la voix issue du cinéma parlant par une autre, plus moderne, faisant appel aux techniques du son numérique.

C'est une vieille dame très courtisée. Certains l'appellent sans vraie raison. D'autres la sollicitent seulement le 31 décembre tout à la joie de basculer avec elle dans la nouvelle année. Beaucoup enfin, comme la SNCF, les services de police, les compagnies aériennes ou les utilisateurs de réseaux informatiques l'écoutent avec tout le respect dû à son rang. Ils sont ainsi près de deux cent mille à composer chaque jour son numéro pour écouter sa voix indifférente répondre le fameux : « Au quatrième top, il sera exactement... » Sien à l'abri dans des bâtiments de l'Observatoire de Paris, madame « l'horloge parlante » égrène ainsi le temps. Depuis cinquante-huit ans, jour et nuit, sans une interruption depuis sa mise en service, elle rythme la seconde sans un brin de fantaisie.

Ce n'était pas le cas lorsque, dans les années 30, le personnel de l'Observatoire de Paris donnait l'heure par téléphone : on lisait alors, avec la précision que l'on imagine, celle affichée par la pendule. Cette approximation égarait le directeur de l'Observatoire de l'époque, Ernest Esclangon. Connu pour avoir mis au point pendant la première guerre mondiale un système de détection par le son des batteries ennemies, celui-ci décida donc de mettre fin à ces à-peu-près au nom, bien sûr, de la rigueur scientifique... mais aussi, dit-on, d'une irritation croissante à ne pas pouvoir utiliser la ligne occupée par les nombreux appels des demandeurs d'heure.

Tirant profit des possibilités offertes par le cinéma parlant, Ernest Esclangon adapta donc un système vocal à une horloge réalisée par la maison Brillié (1). Pour l'occasion on fit appel à l'un des speakers vedettes de Radio-Paris, Marcel Laporte, dit « Radiolo ». Lors de sa mise en service, le 14 février 1933, le succès de l'horloge parlante fut tel que sur les cent quarante mille demandes enregistrées, vingt mille seulement purent être satisfaites. Et l'on entendit ainsi Marcel Laporte jus-

qu'en 1965 ! A une exception près cependant : en 1954, on décida de remplacer sa voix par celle d'une comédienne, Hélène Garaud. Là ! elle ne put tenir le rôle que vingt-quatre heures et dut s'effacer devant les protestations des usagers. Non pas en raison de la qualité de sa diction, mais de celle médiocre des récepteurs téléphoniques « qui ne passaient pas les aigus ». Radiolo revint donc jusqu'en 1965. Son « interprétation » fut alors remplacée par celle, anonyme, d'un agent des PTT, membre d'une troupe de théâtre amateur. Et comme l'heure était, pourrait-on dire, au changement, on en profita pour installer deux nouvelles horloges, plus précises, dont le top était commandé par des horloges atomiques au césium. Cinq ans plus tard, une troisième machine, plus moderne encore, vint épauler l'installation existante.

Toujours fidèles depuis 1970, ces trois horloges ont donné, jusqu'à mercredi, le quatrième top au dix millièmes de seconde près. Elles sont aujourd'hui remplacées par quatre nouvelles horloges atomiques, précises jusqu'au millionième de seconde, et reliées à une machine parlante dont la voix, distillée dans les laboratoires du CNET, fait entièrement appel aux techniques de traitement numérique du son. Coût de l'opération : 300 000 F.

Tous les mots nécessaires à la construction des messages sont enregistrés par un homme et par une femme, puis stockés dans les mémoires électroniques de la machine sous la forme de locutions élémentaires, comme « vingt, trois, le dix », qui, une fois regroupées, donnent les mots reformés. Le dictionnaire complet, nécessaire à cent ans de messages, tient, en fois les sons mis bout à bout, en quatre minutes d'enregistrement pour une voix ! Pour une voix seulement car il est prévu qu'une voix féminine alterne avec une voix masculine. Toutes raisons qui militent en faveur d'un appel du 3699 plutôt que d'un 3615 code Viviane, plus fripou mais pas forcément aussi fidèle au rendez-vous.

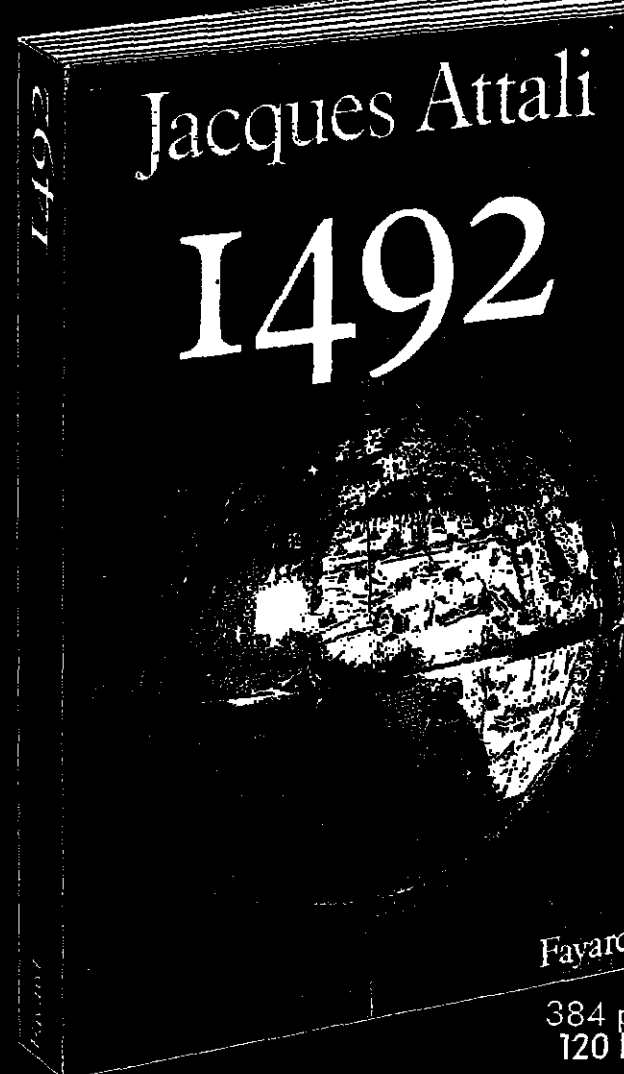
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette technique ne fait pas appel à un enregistrement magnétique de la parole analogue à ceux lus par les magnétophones et les baladeurs - la bande ne résisterait pas au nombre des appels - mais à un enregistrement optique sur support film où la voix « apparaît » sous forme de plages plus ou moins sombres. Chacun des mots, heure, minute et seconde, ainsi que le fameux « au quatrième top, il sera exactement... », est enregistré et lu à la demande pour reconstitution des phrases nécessaires.

JACQUES ATTALI



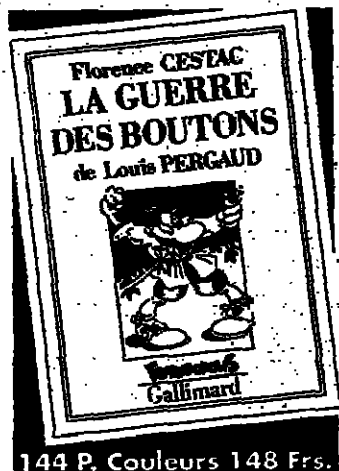
Photo L. Monier



"I492" est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel. Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud,
Le Journal du Dimanche

FAYARD



144 P. Couleurs 148 Frs.

590 F

CHARTER
PARIS/ATHENES
Départ le 22 ou le 23 septembre 1991
Renseignements et réservations au
(1) 43 37 85 90
air sud
105, rue Marguerite 75005 PARIS - Lc. A 1240

SOCIÉTÉ

SPORTS

FOOTBALL : les victoires des clubs français en coupes d'Europe

Ambitions lyonnaises à la baisse

Tandis que l'Olympique de Marseille a pratiquement assuré sa qualification pour le deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs champions de football en s'imposant (5-0), mercredi 18 septembre à Luxembourg, l'Olympique lyonnais a obtenu une difficile victoire face aux Suédois d'Oster Vaxjö (1-0), au stade de Gerland, en Coupe de l'UEFA. Les Lyonnais, qui n'avaient plus disputé de compétition continentale depuis 1975, renouent sans illusions avec l'Europe. Pour Jean-Michel Aulas, président du club, l'OL n'est pas assez soutenu par la municipalité.

modestes Suédois d'Oster Vaxjö, mercredi 18 septembre, lors du match aller du premier tour de la Coupe d'Europe de l'UEFA, l'OL a manqué ses retrouvailles avec les compétitions continentales. Il s'attendait pourtant à un tout autre scénario, seize ans après sa dernière apparition, en 1975, à Bruges (Belgique). Au cours de ces seize années de «jeûne», l'OL ne s'est guère mis en évidence. Il a même séjourné en seconde division. Il a fallu attendre juillet 1989 et le retour parmi l'élite pour qu'il reprenne quelques couleurs. Dès lors, il a suivi une trajectoire idéale. Huitième du championnat 1989-1990, cinquième lors de l'exercice suivant et donc qualifié en coupe de l'UEFA.

Un centre de formation efficace

LYON

de notre envoyé spécial
L'Olympique lyonnais rêvait d'un retour triomphal, d'un stade plein et d'un succès inoubliable. Il s'est contenté d'un «come-back» sans éclat et d'une victoire étonnante (1-0) devant à peine dix mille spectateurs. En ne marquant qu'un seul but (Rémi Garde à la dix-septième minute) aux

Cette progression n'a subi qu'un seul accroc : le début de l'actuelle saison. L'équipe occupe une place glorieuse quatorzième en première division. Elle a vécu plusieurs conflits entre joueurs.

La formation lyonnaise est encore apparue bien fébrile contre Vaxjö au point de s'attirer, en seconde période, les sifflets

d'un public guère indulgent avec une équipe dont le potentiel est pourtant intéressant.

A condition d'éviter l'élimination, le 2 octobre, en Suède, le club devrait surmonter cette mauvaise passe. Il est désormais doté de structures solides. Avec un budget de 100 millions de francs, il se situe au quatrième rang national derrière Marseille, Monaco et Paris. Il peut compter sur 9 000 abonnés (21 000 spectateurs de moyenne la saison dernière) et dispose de loges réservées aux entreprises. Il s'efforce de recruter des jeunes joueurs dans la région. Des accords passés avec six lycées de l'agglomération permettent aux adolescents de suivre une scolarité normale tout en s'entraînant.

Cette politique porte ses fruits : sur les treize joueurs alignés au cours du match de mercredi, huit ont été formés au club. Ils sont encadrés par des joueurs expérimentés tels d'Alim Ben Mabrouk ou Aziz Bouderbala. Bernard Lacombe, l'ancien avant-centre devenu directeur sportif, rappelle que du temps des Verts de Saint-Etienne, des «vieux brisards comme Curkovic ou Piazza encadraient aussi les jeunes du cru».

9 millions de francs de subvention

Tout serait pour le mieux si l'Olympique lyonnais n'avait d'autres ambitions que les places d'honneur. M. Jean-Michel Aulas, PDG de la CEGID (Compagnie européenne de gestion informatique décentralisée) et président de l'OL depuis juin 1987, estime qu'une telle métropole mériterait un club champion de France et prétendant un titre continental. Pour cela, il faudrait, selon lui, que la mairie soutienne davantage le club.

Les rapports entre M. Aulas et M. Michel Noir, le maire de Lyon, n'ont jamais été très cordiaux. Le premier a souvent reproché au second de ne pas verser une subvention assez généreuse (9 millions de francs cette année).

Ce qui a engendré bien des conflits. Le 29 juillet 1989, alors que le président de l'OL réclamait une «rallonge», M. Noir déclarait au Monde : «S'il veut zéro franc, qu'il renouvelle ce genre de déclarations. Ce sera vite fait. Je suis prêt à tout arrêter».

M. Noir n'a pas «tout arrêté». Il s'est même rendu souvent au stade. Quant à M. Aulas, il dit «comprendre» cette rigueur et assure que les relations se sont «améliorées». Mais il estime qu'il n'est pas assez aidé : «La mairie avait promis un «bonus» de 3 millions de francs en cas de qualification pour une coupe d'Europe. Nous n'avons toujours rien reçu. La subvention est la même qu'à l'époque de la seconde division : 9 millions. Cannes en touche 40 et le Paris SG 80. Lorsqu'on sait ce que représente le budget de communication pour annoncer la «fin du bouchon de Fourvière», cela laisse rêveur. M. Noir doit com-

prendre qu'une grande équipe apporte dix fois plus de notoriété qu'un départ du Tour de France qui n'a attiré aucun Lyonnais».

Le président a personnellement financé l'achat de certains joueurs : «La ville n'a pas envie d'avoir une grande équipe. Avec 20 millions de subvention, nous aurions pu engager les deux très grands joueurs qui nous manquent». Selon M. Aulas, cette situation ne saurait durer au-delà du mois d'août 1993, date à laquelle il abandonnera son poste. Il dit être en contact avec des entreprises intéressées par un club dont la situation financière sera équilibrée en juin 1992. A l'avenir, l'OL pourrait donc imiter le Paris SG qui s'est associé à un partenaire fortuné (Canal Plus).

PHILIPPE BROUSSARD

Quatorze mois de prison avec sursis pour Diego Maradona. Le tribunal de Naples a condamné, mercredi 18 septembre, le footballeur argentin Diego Maradona à quatorze mois de prison avec sursis pour trafic de stupéfiants. L'ancien capitaine de l'équipe italienne, suspendu pour quinze mois par la Fédération italienne et la Fédération internationale de football (FIFA) pour usage de cocaïne, devra par ailleurs verser une amende de 4 millions de lires (environ 20 000 F). Le procès avait commencé le 6 juin mais avait été reporté à deux reprises, la défense expliquant qu'il ne pouvait être présent à l'audience. Maradona avait quitté l'Italie pour l'Argentine en avril. La peine a été prononcée après un accord à l'amiable, conformément au nouveau code pénal italien.

CYCLISME : Paris-Bruxelles. Le Danois Brian Holm a gagné, mercredi 18 septembre, la course Paris-Bruxelles. Il a précédé de 7 secondes l'Allemand Olaf Ludwig qui a remporté le sprint du peloton devant le Belge Johan Museeuw et le Français Christophe Capelle.

OLYMPISME : les pays baltes réintégrés par le CIO. Le bureau exécutif du Comité international olympique (CIO) a décidé à l'unanimité, mercredi 18 septembre, à Berlin, de redonner à la Lituanie, à la Lettonie et à l'Estonie le statut olympique qu'elles avaient perdu après leur annexion par l'URSS en 1940. L'Estonie et la Lettonie ont déjà été admises au sein de la Fédération internationale de natation. La Lettonie et la Lituanie ont intégré la Fédération internationale de tennis de table. Les trois pays baltes sont assurés de pouvoir participer aux Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et d'été de Barcelone en 1992. La Lituanie a aussi indiqué que sa délégation à Albertville comprendra douze personnes, dont Vica Ventsene, championne olympique du 10 kilomètres en ski de fond à Calgary (1988). Les délégations lettonne et estonienne devraient être respectivement de trente et vingt-deux personnes.

ENVIRONNEMENT

Au Groënland

La pollution par le plomb de la calotte glaciaire a sensiblement diminué

En vingt ans, la teneur du plomb dans les neiges accumulées au Groënland a diminué d'un facteur de 7,5. Ce qui prouve que la pollution de l'atmosphère de l'hémisphère Nord n'est pas irréversible : elle a ainsi sensiblement diminué grâce en partie aux mesures de diminution des additifs au plomb dans l'essence prises depuis les années 70 aux Etats-Unis et dans divers autres pays du monde occidental, en partie aux réglementations des émissions des incinérateurs, en partie à de nouveaux procédés industriels moins polluants.

En 1969, C. Patterson et d'autres chercheurs du Caltech (California Institute of Technology) avaient publié les résultats alarmants des analyses de carottes de glace prélevées au Groënland. De l'an 800 (donc bien avant la révolution industrielle) au milieu de la décennie 60, la teneur en plomb, métal toxique, était passée de 1 à

200 parties par milliardi de milliardi, soit une augmentation de 200 fois. Cette découverte inquiétante avait conduit les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux à prendre de sévères mesures de restriction qui ont, notamment, fait diminuer de 90 % les additifs de plomb dans l'essence.

En 1989, une équipe franco-danoise, dans le cadre du programme Eurocor, est allée au centre du Groënland faire d'autres carottes dans la calotte glaciaire en un endroit situé à 3 250 mètres d'altitude. L'analyse d'une carotte de neige longue d'une dizaine de mètres (correspondant à cet endroit à la neige qui est tombée de 1967 à 1989 et qui se transforme peu à peu en glace) a montré qu'en 1967 la teneur de la neige en plomb était en moyenne de 200 picogrammes (millième de milliardième) par gramme et qu'elle n'était plus que d'environ 25 picogrammes par gramme en 1988.

Dans le même temps, la teneur en cadmium et en zinc (émis par l'usage des combustibles fossiles) a diminué d'un facteur d'environ

DÉFENSE

Selon les sondages SOFRES-BVA commandés par le ministère

La menace du Sud l'emporte sur celle de l'Est

«L'Est ne fait plus peur, le Sud est de plus en plus redouté». C'est en ces termes que le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) commente la série de sondages qu'il a commandés, pour le compte du ministère de la défense, à la SOFRES et à BVA, comme il le fait chaque année pour évaluer la perception que les Français ont de la défense et de leur armée. La guerre dans le Golfe et le démantèlement de l'empire soviétique aidant, les Français ont évolué par rapport à l'an passé et ils ressentent davantage les risques d'ordre politique, économique, démographique, religieux, voire militaire, qui résultent des déséquilibres dans le monde.

Invités, pour la première fois, à se prononcer en termes de menaces entre l'Est et le Sud, 58 % des Français interrogés désignent le Sud, 22 % les mettent à égalité et seulement 8 % pensent que l'Est est la menace principale. L'Irak vient en tête des citations (avec 52 %), loin devant l'Iran (35 %, soit moins 25 points par rapport à 1990) et la Libye (26 %). Mais on note la progression sensible de l'Algérie (qui passe de 6 à 22 %), avec la poussée islamiste perçue comme une menace diversifiée, ainsi que celle d'Israël (de 22 % à 26 %). L'Union soviétique (avec 12 %) n'est plus ressentie comme un perturbateur de paix.

L'image de la gendarmerie en baisse

Les Français interrogés se montrent plus enclins à la circonspection, à accepter le risque d'une guerre. Ainsi, 61 % (soit 10 % de plus qu'en 1990) estiment qu'il vaut mieux risquer un conflit plutôt que de se soumettre à la domination d'une puissance extérieure. Mais, pour autant, ils ne

sont pas prêts à engager des appels dans tous les cas, hormis, pour 58 % d'entre eux, la protection des intérêts de la France réduits à la défense des frontières.

La force nucléaire est jugée indispensable par 64 % des «sondés» et la majorité (73 %) souhaite qu'elle soit constamment modernisée, et même renforcée, en tout cas maintenue. A l'inverse, la politique d'exportation des armements est de plus en plus dépourvue (69 % au lieu de 46 % en 1985) et les importations au profit des armées françaises ne sont pas mieux tolérées (53 % de refus). Quant à l'image des armées dans la nation, le SIRPA estime que l'institution militaire «a le vent en poupe» : 75 % des Français interrogés émettent à son sujet un jugement positif et cette appréciation est de plus en plus partagée par des catégories (les jeunes, les femmes et les diplômés d'études supérieures) traditionnellement les moins favorables. Au total, 84 % des «sondés» approuvent le comportement des armées françaises lors de la guerre contre l'Irak. Seule la gendarmerie, par rapport aux trois armées, a une image en baisse dans la population, notamment chez les jeunes, les artisans, commerçants, industriels et chez les employés. Les Français considèrent, à 62 %, que la défense de leur pays ne peut être assurée correctement sans le service national, même si la mission militaire de cette institution perd du terrain au profit de la fonction d'intégration socioprofessionnelle.

Sondages SOFRES et BVA réalisés entre le 24 mai et le 8 juin 1991 par la méthode dite des quotas (sexe, âge, profession et localisation géographique) sur un échantillon national représentatif de mille personnes de dix-huit ans et plus.

Au conseil des ministres

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 18 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :
• Terre. — Sont promus : commissaire général de division, le commissaire général de brigade Jacques Augusseau ; général de brigade, le colonel Robert Renier ; commissaires généraux colonels Guy Rivat et Bernard Lacombe.

Est nommé commandant de la circonscription militaire de défense de Rennes, le général de division Jean Pons.

• Air. — Sont promus général de brigade, les colonels Michel Nicolas, Michel Baudoux et Jean Remignon.

• Armement. — Sont nommés :

inspecteur de l'armement pour les constructions navales, l'ingénieur général de première classe Joseph Tretout ; directeur des constructions navales de Brest, l'ingénieur général de première classe Robert Mesnet ; chargé de mission auprès du directeur des constructions navales, l'ingénieur général de première classe Jacques Pons ; chargé de mission auprès du directeur des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Alfred Duméz ; chargé de mission OTAN auprès du directeur des constructions aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Laborde ; directeur des constructions navales de Saint-Tropez, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Romain.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 83 12 66.

LUNDI 23 SEPTEMBRE

S. 8 - Radios américaines des années 40, 50 et 60. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 14 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
S. 16 - Livres, tableaux, bijoux, violons, mobilier de style. - M^{re} CARDINET-KALCK.

MARDI 24 SEPTEMBRE

S. 2 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
S. 4 - Estampes anciennes et modernes du XVIII^e au XX^e. - M^{re} ADER, TAJAN, M^{re} Rousseau, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
* S. 6 - Tapis - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 7 - Cadres et tableaux. - M^{re} LOUDMER.
S. 13 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

S. 8 - Tableaux. - M^{re} Catherine CHARBONNEAUX.
S. 14 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
S. 15 - Meubles, objets mobiliers. - M^{re} DAUSSY, de RICQUES.
S. 16 - Dessins, tableaux XIX^e et XX^e, bijoux, argenterie, bibelots, bon mobilier. - M^{re} BOSCHER, STÜDER, FROMENTIN.

JEUDI 26 SEPTEMBRE

S. 1 - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 3 - Livres anciens et modernes. - M^{re} COUTURIER, DE NICOLAY, M^{re} Guy Marin, expert.
S. 5 - Avant-Garde. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

* S. 1 - Tapis d'Orient. - M^{re} ROGEON.
S. 9 - Beaux livres anciens et modernes. - M^{re} ADER, TAJAN, M^{re} Meaudre, expert. Exposition chez l'expert : Librairie Lardanchet, 100, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 32-66-68-32, fax : (1) 49-24-07-83 les 23 et 24 septembre de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 13 - Antiques. Mobilier. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 15 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16 - Tableaux modernes, sculptures et tapisseries. - M^{re} MILLON, ROBERT.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STÜDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré (75008), 43-99-66-56.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LARIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-49-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HIPPODROME DE VINCENTES
MERCREDI 25 SEPTEMBRE à 15 h 30
88 yearlings, issus de jeunes étalons
M^{re} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

مكتبة من الأصل

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les suites d'une tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977

L'embarrassant procès de Bob Denard

Près de quinze ans après les faits, la 14^e chambre correctionnelle de Paris jugeait, mercredi 18 septembre, les mercenaires Bob Denard et Philippe Boyer, accusés d'associations de malfaiteurs pour leur participation, le 17 janvier 1977, à une tentative de coup d'Etat au Bénin. Contre Bob Denard, absent à l'audience, le parquet a demandé une peine de cinq ans de prison, et, contre Philippe Boyer, trois ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis.

Quinze ans après le débarquement des mercenaires sur l'aéroport de Cotonou, l'audience a des allures de flagrant délit : « Il faut finir », soupire la présidente, M^{me} Martine Azzani, visiblement irritée. L'avocat de Bob Denard, M^{me} Michel Alexandre, tente d'obtenir un renvoi, en soutenant que son client n'a pas reçu la citation. Il brandit une lettre du mercenaire précisant que « tout le monde » sait qu'il est en Afrique du Sud. Mais, en l'absence de Bob Denard, l'avocat n'a aucune qualité pour prendre la parole. Le jugement sera rendu par défaut. Aussi le magistrat fait taire l'avocat et expose les faits rapidement.

Boyer explique comment, à vingt-

deux ans, il a répondu à une annonce parue dans le *Républicain français* qui demandait pêle-mêle des agents de sécurité et des « éléphants » pour « travailler en Afrique ». Après un rendez-vous dans un grand hôtel parisien, il est parti pour le Maroc, où il a subi un entraînement militaire pendant un mois dans le camp de Ben-Guedir, à proximité de Rabat. Il ne savait pas pourquoi il était là. « J'étais naïf », admet Boyer. Certes, on a fini par lui parler d'un coup d'Etat, mais c'est seulement dans l'avion que la destination lui a été révélée. Il s'agissait de renverser le président du Bénin, Mathieu Kérékou, pour le remplacer par M. Gratien Pogon.

Le 17 juin 1977, vers 7 heures du matin, l'avion atterrit à Cotonou. Quarante-dix hommes, dont cinquante-huit Européens et vingt-deux Africains, dirigés par Bob Denard, qui, pour la circonstance, se fait appeler « colonel Maurin », investissent l'aéroport. Puis ils se dirigent vers la ville, mais ils rencontrent une si vive résistance que le commando doit se replier et repartir en avion vers sa base de départ à Franceville, au Gabon. Deux mercenaires sont morts et, dans les cantines abandonnées sur place, la mission spéciale de sécurité de l'ONU a trouvé des armes et des documents permettant d'identifier

chacun des membres du commando, et même le numéro de l'arme dont ils étaient dotés. Au cours des accrochages qui ont accompagné la fuite des mercenaires, trois militaires béninois sont morts. C'est par la plainte avec constitution de partie civile de leurs familles que la justice française a été saisie, le 10 juin 1979.

Où sont les commanditaires ?

L'information, d'abord ouverte pour homicides volontaires, n'a pas permis d'établir comment les trois hommes avaient été tués et seuls Bob Denard et Philippe Boyer furent poursuivis pour association de malfaiteurs. « Je suis resté sur l'aéroport pour m'occuper du déchargement, de la logistique », raconte brièvement Boyer. A son retour, il a été agent de surveillance avant de commettre un hold-up qui lui a valu six ans de réclusion criminelle. Maintenant, c'est le chômage. Le tribunal, qui donne l'impression de se dépêcher, parle peu de Bob Denard, qui aurait monté cette opération pour 1 million de dollars. Il est vrai que jugé par défaut, il devait comparaître à nouveau s'il était arrêté un jour. La parole est donc à M^{me} Joë Nordmann, conseil des victimes, qui plaide essentiellement la recevabilité des parties

civiles, incertaine dans une poursuite pour association de malfaiteurs. L'avocat insiste aussi sur « le caractère criminel », mais ce procès-là n'a pas eu lieu. Pour le substitut, M^{me} Nathalie Bécache, le « délit d'entente dans le but de commettre des crimes » est juridiquement constitué. Mais, dans son bref réquisitoire, le magistrat regrette cependant la longueur et « le caractère tortueux de la procédure ».

C'est M^{me} Jérôme Hercé, commis d'office pour M. Boyer, qui, seul, aura le ton de la sérénité, dans une audience où chacun paraît pressé ou embarrasé. « Pourquoi cette instruction s'arrête-t-elle à M. Boyer ? », s'étonne l'avocat, en s'interrogeant sur la responsabilité des pays qui semblent avoir facilité l'opération : la France, le Gabon, le Maroc. Et le défenseur voudrait bien savoir où sont les commanditaires. Mais l'ultime argument de M^{me} Hercé est sur-tout juridique. Car il a relevé que si la loi permet de juger un Français pour un délit commis à l'étranger, il faut que ce délit soit puni dans le pays où il a été commis, et rien, dans le dossier, ne montre que le Bénin ou le Gabon réprime cette « association de malfaiteurs ». Quant au Maroc, l'avocat souligne que l'entraînement s'y déroulait très officiellement dans un camp militaire.

Jugement le 16 octobre. MAURICE PEYROT

L'épilogue d'un conflit entre deux présidents de cour d'assises

M. André Giresse est condamné à verser 100 000 F à la famille de Guy Floch

Après quatre ans de procédure, M. André Giresse, ancien président de la cour d'assises de Paris, a été condamné par la cour d'appel de Rouen à verser 100 000 F de dommages et intérêts à la famille de Guy Floch, qui fut, lui aussi, président de la juridiction criminelle de Paris.

Cette somme est destinée à réparer le préjudice subi par Guy Floch, gravement mis en cause par M. Giresse dans son ouvrage *Seule la vérité bleue*, paru chez Pion en 1987. Engagée le 4 août 1987, la procédure a été continuée par la famille de M. Floch, décédé le 8 août 1988. Un premier jugement rendu le 17 février 1989 par le tribunal correctionnel de Versailles, condamnait M. Giresse à 80 000 F de dommages et intérêts. Mais il fut infirmé le 8 décembre 1989 par la cour d'appel de Versailles. Cet arrêt était cassé le 8 janvier 1991 par la Cour de cassation, qui désignait la cour d'appel de Rouen pour statuer à nouveau.

Dans son arrêt daté du 9 septembre 1991, cette dernière juridiction, présidée par M. Franz Monnier, déclare, après avoir analysé les passages litigieux : « de telles imputations, qui font apparaître Guy Floch comme manquant d'objectivité et d'indépendance, et se soumettre au pouvoir politique et parfois aux pressions, ont gravement porté atteinte à l'honneur et à la considération de ce magistrat ». La cour ajoute : « André Giresse est fort mal venu d'invoquer une bonne foi vainement recherchée dans son désir de critiquer, même vivement, l'institution judiciaire. Un tel désir ne pouvait le conduire à personnaliser de la sorte son jugement qui apparaît empreint d'une acrimonie sourde ».

Amnistié sur le plan pénal, M. Giresse ne pouvait encourir qu'une condamnation civile. Mais, outre les dommages et intérêts, la cour a condamné l'ancien magistrat à faire publier à ses frais des extraits de l'arrêt dans le *Monde*, *Libération*, *Le Figaro* et la *Gazette de Paris*. Enfin, les phrases « juges diffamatoires » figurant dans cinq pages de l'ouvrage doivent être supprimées des exemplaires actuellement diffusés, avant leur mise en vente.

M. P.

La chambre criminelle de la cour de cassation est saisie après la mort d'une détenue à Nancy

NANCY

de notre correspondant

Le parquet général de la cour d'appel de Nancy a transmis, jeudi 19 septembre, le dossier de la mort de Corinne Hellis à la chambre criminelle de la cour de cassation. La jeune femme, âgée de trente et un ans, morte jeudi 11 septembre des suites d'une crise d'asthme, était détenue à la maison d'arrêt Charles-III de Nancy pour 100 000 F de ché-

ques sans provision, sur décision d'un juge d'instruction de Metz.

Me Liliane Glock, avocate de M. Slimane Hellis, estime en effet qu'« un ou plusieurs magistrats sont susceptibles d'être mis en cause dans le décès de la jeune femme ». Elle se réfère aux articles 679 et 681 du code de procédure pénale, qui prévoient notamment que, lorsqu'un magistrat de l'ordre judiciaire est susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de ses fonctions, le procureur de la République, saisi de l'affaire, présente sans délai requête à la chambre criminelle de la cour de cassation.

Responsabilité du magistrat ?

Me Glock considère que l'état de santé de sa cliente était incompatible avec la détention et soulève la responsabilité du magistrat. Elle joint à sa demande trois lettres de M^{me} Corinne Hellis envoyées de prison à son mari dans lesquelles, ne parvenant plus à respirer, celle-ci affirmait qu'elle n'arrivait pas à obtenir son médicament.

Au parquet de Nancy, on précise que la transmission de la requête « ne préjuge en rien la responsabilité du juge d'instruction ». Il appartiendra à la chambre criminelle d'apprécier le bien-fondé des arguments de l'avocat et éventuellement de désigner une chambre d'accusation chargée de procéder à l'instruction du dossier.

MONIQUE RAUX

EN BREF

□ M^{me} Elisabeth Arnault condamnée à quatre ans de prison par défaut. — M^{me} Elisabeth Arnault, une proche de l'ancien maire de Nice, M. Jacques Médéric, a été condamnée par défaut, mercredi 18 septembre, à quatre ans de prison ferme pour fraude fiscale et complicité d'abus de biens sociaux par le tribunal correctionnel de Nice. Assistante de direction de la société Europ-Show, dirigée par M. Lucien Salles, la jeune femme, actuellement aux Etats-Unis, a été la principale bénéficiaire d'une commission de plus de 3 millions de francs, versée à l'association Club Sud qu'elle dirigeait, dans le cadre de la renégociation de la dette de la ville de Nice (le *Monde* du 14 septembre). La justice lui reproche aussi d'avoir émis des fausses factures au nom de Club-Sud pour un montant de 235 000 F à l'attention d'Europ-Show.

□ M. Serge Alberny, nouveau secrétaire général de FO-pénitentiaire. — M. Serge Alberny, trente-cinq ans, a été élu, mercredi 18 septembre, secrétaire général de FO-pénitentiaire lors du congrès de

ce syndicat à Evry (Seine-et-Marne). Premier surveillant au centre pénitentiaire de Perpignan, M. Serge Alberny, qui était membre de la commission exécutive, a été élu au deuxième tour par 165 mandats contre 164 à M. René Champagne. M. Alberny succède à M. Jacques Vialette, qui s'était suicidé le 20 février dernier. Lors des élections professionnelles de janvier 1991, FO avait recueilli 32,48 % des voix, perdant la première place dans les syndicats de surveillants.

□ La campagne antitabac à Quimper. — Le tribunal des référés de Quimper a annulé, mercredi 18 septembre, un jugement du tribunal de grande instance de la ville ordonnant, sur demande du fabricant de cigarettes Philip Morris, le retrait d'une série d'affiches conçues par des lycéens locaux et dénonçant avec humour les dangers du tabac (le *Monde* du 2 mai 1991). C'est le Comité national de lutte antitabac qui avait assigné la société américaine pour obtenir l'annulation de la décision du tribunal. Philip Morris a annoncé qu'il allait faire appel de l'ordonnance de référés.

CLIO BACCARA



3 et 5 portes

1.4 automatique et 1.7

De série :

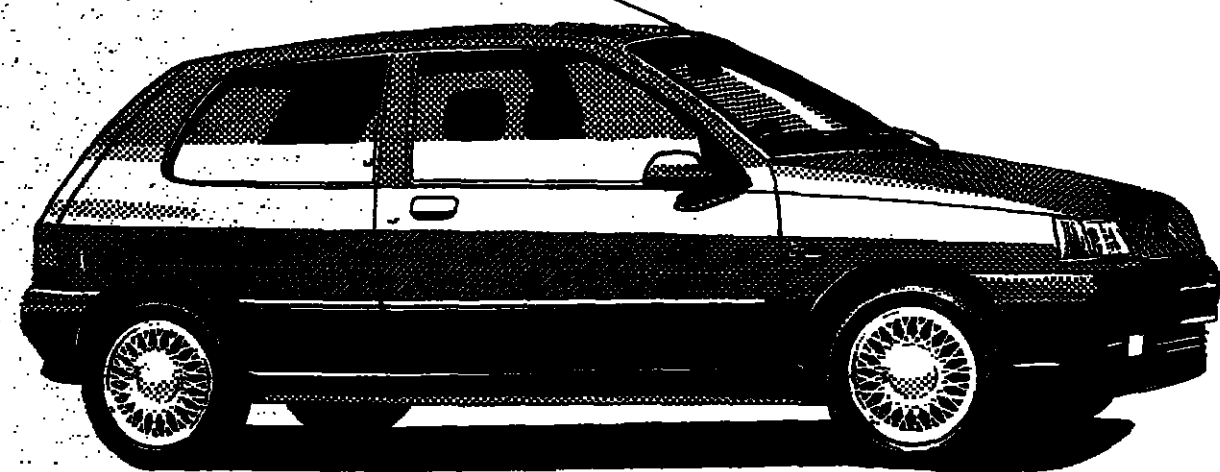
Climatisation

Sellerie cuir

Console stéréo 4x6 W

Direction assistée

MODÈLE PRÉSENTÉ : CLIO BACCARA 3 PORTES 1.4 AUTOMATIQUE



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Essayez-la dans tout le Réseau Renault Paris-Ile-de-France.

CULTURE

MUSIQUES

Un nouveau temple pour Wagner

Giuseppe Sinopoli établit ses quartiers d'été en Sicile.
Son orchestre, le Philharmonia, signe un contrat de collaboration avec le Châtelet. Offensives multiples d'un chef napoléonien

TAORMINA

de notre envoyée spéciale
C'est le plus curieux mélange de Don Pétrone et de Cocca-Coca que l'on puisse voir au bord de la grande bleue. Un Marienbad marin reconstruit en Palavas sicilien, une baie hyperbolique couchée sous l'Etna, des ruelles serpentineuses plantées de jacinthe, le café Wunderbar que fréquente Gide, des palais muets où Strauss termina *Salomé*, où Szymanowski croisa ses Apollons bronzés. Debussy joua à quatre mains dans l'arrière-boutique de Chez le Français (l'antiquaire chic). Mais, plus en monte vers le théâtre antique, plus les échoppes débordent de mécaniques céramiques, de panamas en nylon, de corail en plastique... Lieu de villégiature mondaine à l'époque des gants bourrés, Taormina subit comme une fatalité l'offensive moderne du «voyagisme» de masse.

Il fallait peut-être s'appeler Giacomino Lanza Tomasi (1), soit être le descendant de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, l'auteur du *Guépard*, pour regarder un peu plus loin que cette flambée touristique et se demander si elle n'allait pas bientôt tuer l'esprit du lieu, irréductiblement aristocratique. Un Festival de cinéma existe à Taormina, il n'attire plus les stars depuis des lustres. La section théâtre, confiée à la direction artistique d'un Lavia, acteur et metteur en scène très populaire en Italie, inscrivait le Festival dans la même «crise d'idée».

Restait le programme musical qui conclut le Festival en septembre. Il est passé, depuis l'an dernier, sous la présidence de Lanza Tomasi et sous la direction artistique de Giuseppe Sinopoli, compositeur converti à la direction d'orchestre, sujet de polémiques passionnées en Italie, classé en France dans la catégorie amateurs après un seul concert avec l'Orchestre de Paris. Même s'il n'a fait rien comme personne, ce musicien incontestable est un stratège redoutable sur le marché discographique (à écouter absolument, la *Salomé* avec Cheryl Studer qui vient de paraître chez DG). Ce Bonaparte aux ambitions napoléoniennes, solidement implanté au Japon dit-on, vient d'hériter de la

Staatskapelle de Dresde, en plus du Philharmonia londonien.

Lanza di Tomasi veut faire de Taormina un anti-Vérone : 6 500 places à un tarif raisonnable (450 F maximum), pas d'atmosphère de cirque, pas d'amplification sournoise, pas de gossiers monstrueux, pas de concessions aux «facilités» belcantistes du goût transalpin, pas d'éléphant sur le plateau.

Sinopoli entend, lui, utiliser Taormina comme son second point de chute estival après Bayreuth, y convier les grands chanteurs qu'il a fréquentés là-bas et, foin d'italianisme facile, y diriger un répertoire mal aimé dans la péninsule : le *Ring*, dont il vient de donner l'ex-

clusivité à Rome et qu'il remettra sur le métier, si tout va bien, en Sicile ; *Elektra*, que son ami Luca Ronconi mettra en scène l'an prochain. Pour revenir à *Norma* en 1993.

Malgré son mur de fond coupé en deux par un éboulement, le théâtre grec de Taormina est acoustiquement l'une des meilleures salles d'opéra du monde : chaque parcelle instrumentale et vocale prend son envol droit vers l'oreille, sans déperdition sensible de nuances ou d'énergie. Il y a là, conçu par les architectes grecs, une sorte de studio expérimental moderne, avec réverbération minimale et limpidité maximale (un rabat amovible sera

adapté l'an prochain à la fosse pour garantir un peu plus d'unité et de fond à la messe orchestrale).

Un «Lohengrin» dirigé au scalpel

La rencontre du majestueux monument - l'œil plonge des gradins droit sur l'immense baie en contrebasse - et de l'attendrissante mise en scène de Wolfgang Wagner - mélange de hiératisme géométrique Bauhaus et de luxuriance Art nouveau - s'est faite, du 9 au 13 septembre, dans un *Lohengrin* dirigé au scalpel, aux limites supportables de la lenteur, dans des nuances d'une subtilité inmatérielle,

comme une suite hors temps de lieder ou d'ensembles vocaux, dédramatisés n'est pas le mot, mais transposés dans un univers peuplé d'apparitions, d'abstractions métaphysiques. Un mélange détonnant, bien dans le style imprévisible de l'insubmersible Sinopoli, wagnérien nouvelle vague peut-être, chef lyrique à suivre assurément.

Ténor en péril, Siegfried Jerusalem avait perdu sa voix dès le milieu du second acte, mais tint jusqu'au dernier round. La performance est remarquable quand on sait que ce problème de Trifan (il prendra le rôle l'an prochain à Bayreuth) n'a pas, et n'a sans doute jamais eu, la voix de Lohengrin.

Pour le reste, conformément à l'esthétique sinopolienne, de belles voix maintenues dans un certain anonymat : Luana Devoti (Elsa un peu banale), Uta Friew (impressionnante Ortrud), Oskar Hillebrandt (Friedel Telcmand), le grand Manfred Schenk, König Heinrich vraiment royal. Le chœur de Bayreuth, en démonstration de perfection. La Philharmonia, enfin, d'une précision acrobatique, jouant Wagner comme du Debussy avec tout le flegme britannique, pas une ombre de sentiment tragiopé, sans les amonies, le gigantisme et l'absence de «blanca» propres aux orchestres allemands dans Wagner.

Hué à Paris, Sinopoli avait juré qu'il n'y reviendrait pas. En 1994, il dirigera au Châtelet la *Femme sans ombre* de Strauss, au pupitre de sa fine équipe londonienne, avec Ronconi à la régie. Ce revirement est le fruit des efforts conjugués du président du Philharmonia (Vincent Meyer, un Français) et de la direction du Châtelet, en quête d'une formation symphonique qui fasse rouler son théâtre quelques mois par an. Le contrat, signé à l'été, prévoit la collaboration des Anglais pour deux opéras en version scénique par an, et pour dix à quinze concerts (tous doublés à Londres), soit six semaines de présence assurées annuellement. Rodage en temps réel dès la prochaine saison, dans les cycles symphoniques Schumann et Bartok, avec des chefs invités dans la *Traviata* et le *Chevalier à la rose*. Sinopoli se donne un an de plus pour apparaître. Il soignera sa rentrée.

ANNE REY

(1) Ancien directeur artistique de l'Orchestre de Rome, Giacomino Lanza Tomasi succède en 1992 à Carlo Fontana (nouveau surintendant de la Scala de Milan) au poste de directeur artistique de l'Opéra de Rome. Avec Mario Mossini, qui a hérité du Festival de l'Opéra de Monte Carlo (12 août 1991) après s'être occupé de la Biennale de Venise, il est de ceux qui ont fait le plus en Italie pour la musique contemporaine.

■ Festival «Taormina arte», tél. 19/39 942 21142. L'Orchestre Philharmonia donne trois concerts en octobre au Châtelet, sous la direction d' Esa-Pekka Salonen. Tél. : 40-28-28-28.

L'Ulysse de Berio

Le Festival musical de Taormina est ponctué par quelques beaux concerts symphoniques. A la tête de l'Orchestre Philharmonia, Luciano Berio dirigeait le 12 septembre deux de ses œuvres : la déjà très célèbre *Sinfonia* et *Folk Songs 2*, concerto grosso pour alto solo (Aldo Bernini), voyage à travers l'histoire et la géographie de la musique (Vivaldi, Paganini, tézanes, Bartok), magistrale leçon d'orchestration, condensé du style Berio actuel dont on se demande comment il peut être aussi référentiel et aussi personnel. Nous avons demandé à l'auteur de la *Varia Storia* et d'*Un Re in ascolto* des nouvelles de son troisième opéra.

«L'idée générale s'appuie sur la Morphologie du conte de Vladimir Propp, structuraliste russe qui répertorie les situations dramatiques, toujours les mêmes, et en très petit nombre, des récits populaires et des histoires pour enfants. Leur lien est très profond avec la mythologie.

«Je prends comme modèle l'*Ulysse d'Homère*. J'en extrais les situations-clés et je les fais évoluer sous des éclairages dramatiques sans cesse renouvelés : une unité d'action sans unité de

temps. Certains rôles de cet archipel peuvent s'animer simultanément.

«J'ai pensé comme sous-titre à *Musio-hell*. On ne chantera pas comme à l'Opéra ; il y aura des voix de poitrines napolitaines, des chanteurs de variétés, des clins d'œil à la musique commerciale qui maintiendront un niveau très simple de communication. Il y aura un héros, Ulysse : le baryton américain Thomas Hampson. Il y aura aussi des allusions claires à des personnages célèbres, au clown Groucho par exemple.

«J'ai toujours pensé que le théâtre chanté devait provoquer la rencontre d'éléments hétérogènes, porter les blessures du temps. Mais je crois davantage, maintenant, à un théâtre homogène, comme *Lohengrin*. Cette fois, j'ai travaillé comme un compositeur du dix-neuvième siècle. Avant même d'être terminé, mon opéra a un metteur en scène - Peter Zadek - et un calendrier de coproductions : création en avril 1994 à la Scala, puis Covent Garden, Bastille, Frankfurt, Bruxelles et dernière, en mai 1995, à Florence.»

A. R.

Mozart en Bourgogne

En montant «L'Enlèvement au sérail» Semur-en-Auxois cultive le lyrique convivial

Tours rondes, remparts, belles maisons classiques, magasins aux cadres de bois : Semur-en-Auxois, 4 500 habitants. Au cœur de la cité, le théâtre propose, pour la deuxième année, son «opéra d'automne» dans une salle à l'italienne de trois cents places reliée à neuf et, cet hiver, dotée d'une fosse. On y vient de Dijon, d'Auxerre, même de la Capitale, à une heure de train par le TGV. Quelques personnalités, une brochette de mélomanes parisiens, les invités du principal sponsor (les laboratoires Beecham, de la famille du célèbre chef d'orchestre, sir Thomas), se joignent ainsi aux spectateurs du crépuscule.

Pour *L'Enlèvement au sérail*, les chanteurs, anglo-saxons, travaillent sur place depuis les premiers jours d'août. L'orchestre (les Polonais de la Philharmonique de Cracovie en formation de chambre) est, pour un mois, en résidence sous l'autorité de son premier chef invité, le Français Jean-Paul Penin. On répète chez l'adjoint au maire.

Dans un décor de mur découpé qui permet de belles images, la

mise en scène (due à deux jeunes gens, Louis et Xavier Bachelot) écarte la turquerie, mais, à vouloir faire mode, accumule les malvetés. La musique est servie tout à fait correctement par un quintette de jeunes chanteurs, qui font leurs premières armes dans ces rôles. La direction de Jean-Paul Penin est assez vive, pour culminer dans le quatuor du deuxième acte qui atteint une intensité émouvante. Le succès remporté ne donne pourtant pas la grosse tête au directeur artistique de cette manifestation, M. Benoît Goussau. Il précise sagement : «Notre ambition est de présenter chaque année un spectacle de niveau professionnel et de le faire tourner en Bourgogne». Ce sera *Don Pasquale*, de Donizetti, l'an prochain.

PIERRE MOULINIER

■ Théâtre de Semur-en-Auxois. Vendredi 20 et mercredi 25 septembre à 20 h 45 ; dimanche 22 à 15 heures. 100 705 056. Autour de représentations : Dôle, les 25 et 29 ; Chalon-sur-Saône, le 2 octobre ; Auxerre, les 4 et 6.

EN BREF

■ Concerts lituaniens pour Tchernobyl. - L'Orchestre symphonique de Lituanie donne deux concerts exceptionnels, dimanche 23 septembre, au profit du programme UNESCO-Tchernobyl. A 15 heures, un programme Curionis, Mozart, Tchaïkovski sera dirigé par Gintaras Rinkevicius. A 21 heures, Hugues Reiner montera à la tribune pour des œuvres de Landowski, Beethoven et Mahler. (Maison de l'UNESCO, 127, avenue de Suffren, 75007. Prix des places : 120 F).

■ France Musique joue Mozart. - La chaîne musicale de Radio France mobilise ses studios et ses producteurs pour Mozart. De 7 heures à 0 heure, toute la journée du samedi 21 septembre sera consacrée à la célébration du musicien salzbourgeois. Les émissions régulières du samedi seront centrées sur son œuvre, sa discographie ou sa biographie : «Il était une fois», de Dominique Jameux, «Désaccord parfait», de Jean-Michel Damjan, jusqu'à «Jazz», de Lucien Malson, qui explorera les rapports des Swingle Singers avec le répertoire classique. L'angle choisi pour les concerts de la journée étant «les Français jouent Mozart», le quatuor à vent Maurice Bourgue, le violoniste Jean Mouillière, les pianistes Michèle Boegner, Pascal Devoyon, Pierre Amoyal, le Quatuor Kandinsky se succéderont pendant l'après-midi dans les studios 103, 105 et 106 (entrée libre). A 20 h 30, un concert gratuit, sur invitation, de l'Orchestre philharmonique, dirigé par Frédéric Chaslin, verra notamment la participation, dans le concerto K. 173, d'un pianiste canadien de neuf ans, élève du conservatoire de Nice, Jean Dubé. Enfin, une exposition-jeu s'installe pour le bicentenaire jusqu'au 13 octobre dans la maison ronde. (Rens. : 42-30-21-80).

■ Automates mozartiniens à Reims. - Encore Mozart pour un spectacle-promenade gratuit qui sera organisé le 21 septembre dans les jardins de Reims. Lanterne géante, parade de cavaliers et costumes autrichiens, concerts du Wiener Akademie et de l'ensemble Harmonia Nova, reproduction géante de la descente aux enfers de Don Giovanni... «Mozart dans les jardins» est une création du Centre national art et technologie et de la Maison de la culture de Reims. (Tél. : 16/26-40-54-53 et 43-25).

THÉÂTRE

Les mutants d'Abidjan

Mythes et miracles dans un spectacle brillant

L'OPÉRA MANDINGUE au Théâtre Renaud-Barraut

Ils viennent d'Abidjan. Ils sont, sur la scène, presque une multitude. Chants, danses, et quelques segments d'un film conducteur : un parapluie qui retrouvera ses jambes, une femme fiancée contre son gré s'insurgera...

Actrices et acteurs ont des corps superbes, de très belles voix, des vêtements d'une grâce légère et une distinction d'une gravité souriante. La musique, qui allie tam-tam et synthétiseurs, est envoiissante. Cela s'appelle *Waramba* (1), mais ce serait plutôt du musio-hell : danses afro-Broadway, tintamarre un peu rock, et par moments un accent plus vrai, plus violent, on pense aux vers de Cocteau :

«Quelquefois sur la piste un jeune épileptique
Se battait contre l'ange et poussait des clameurs.»

Bref, un show à grand spectacle, très public. Et qui suscite une nostalgie amère. Celle d'une certaine Afrique, autrefois...
Dien sait combien vives furent les protestations lors de l'exposition coloniale, en 1931 : conditions de voyage et de séjour inacceptables pour tous les participants venus de loin, pas toujours de bon gré, et aussi la honte de tels propos de responsables politiques qui, carrément, attribuaient à la France le mérite d'arts magnifiques alors qu'elle n'y était pour rien. Et les surréalistes présentèrent aussitôt, dans l'ancien pavillon soviétique de l'Exposition des arts déco, une contre-exposition sur les méchantes manières du colonialisme.

Mais les œuvres, les danses, présentées alors, étaient authentiques, de toute beauté, très émouvantes, et cette poésie si riche eut un ascendant considérable sur l'évolution de la peinture, de la sculpture, de la danse, du théâtre, chez



Un show à grand spectacle

nous. Il n'y a qu'à lire Antonin Artaud, enthousiaste. Bon, quand les pays se retrouvent libres, ils sont libres de ce qu'ils veulent. Cette ville d'Abidjan, d'où vient cet «opéra», *Waramba*, c'est là même qu'en 1958 Jean Rouch tourna *Moi un Noir*, et les garçons de la Côte d'Ivoire ne songaient qu'à Hollywood, ils s'étaient donné des pseudos, «Dorothy Lamour», «King-Kong». Et cette «dérive» était si vraie, filmée par Rouch, que les monologues des jeunes d'Abidjan auront été l'une des sources du cinéma de Godard.

Pourquoi donc se plaindre ? *Waramba*, c'est très brillant, très scandé, et, redisons-le, tous les danseurs et chanteurs sont d'une classe suprême. N'allons pas boudier ce fast-food-banania.

MICHEL CURNOT

(1) Spectacle écrit et mis en scène par Souleymane Kéita et Ware Wore Lising. Direction musicale Paul Wassaba. Costumes de Chris Seydou.

■ Théâtre Renaud-Barraut. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70.

DANSE

Merce la vie

L'œuvre ouverte en évolution continue de Merce Cunningham

Pour son deuxième programme au Théâtre de la Ville, dans le cadre du Festival d'Automne, Merce Cunningham réserve encore la surprise de créations fraîches de l'année, inédites en France. A l'aube de la vieillesse, cette productivité fait penser à l'insaisissable énergie de Picasso.

Tout d'abord, *Beach Birds* est une chorégraphie imaginée pour le Festival James Joyce/John Cage qui a eu lieu à Zurich, en juin 1991. Gestuelle d'envol, jambes de héron frémissantes, bras battant l'air : impossible de ne pas comprendre qu'il s'agit d'oiseaux. Presque trop illustratif. L'intérêt de cette pièce est de voir comment le chorégraphe agence et combine, à l'infini, les jeux de pas et de séduction de ces oiseaux, tour à tour grégaires ou solitaires. La musique de Cage, minimale à souhait, qui vient ponctuer de longues plages de silence, suit, elle aussi, l'explication du sous-titre : *Entre rivière et océan* ; frémissement de l'eau vive et bruits assourdis des vagues, tels qu'on les entend juste avant que le jour se lève.

La lumière, nocturne au lever de rideau, se mélange de rose, pour devenir jaune brumeux, irlandais, au final. On ne dira jamais assez la volupté de la nature chez Cunningham. Les costumes, inhabituellement sexy - justaucorps blancs dont le haut noir aux manches étroites se termine par des gants - donnent à ces drôles d'oiseaux des silhouettes de musio-hell. Un hommage marin et ombreux rendu à James Joyce, aux antipodes des splendeurs barbares et médiévales de Roaratorio, chorégraphie-opéra de 1985, inspirée de l'œuvre du romancier.

Neighbours, comme son nom l'indique, est l'histoire de trois couples de voisins : chaises-croisés, chaussons, idylles. On n'est jamais loin des couples vaguement échangistes des romans de Updike. Impossible de quitter des yeux le duo Helen Barrow/Alan Good. Faisant figure d'anciens de la compagnie, ils dansent les complexités cunnighamiennes en se jouant, imperturbables ou souriants, avec des jambes d'acier dans les équilibres, possédant à fond cette capacité - qui est la signature du maître - d'arrêter le mouvement, à la seconde où il est beau, juste avant qu'il ne devienne simplement joli. Le rideau de scène de Mark Lancaster, qui reprend le losange d'Arlequin, et les costumes bicolores, renchérissent sur l'esprit de comédie qui habite la pièce. On n'a pas l'habitude d'une telle surcharge de sens : comme si Merce Cunningham décidait, sans perdre une once de sa rigueur, d'ouvrir son œuvre. Cette sympathie utile, surtout dans les dernières créations, un homme qui a dépassé ses tourments.

Ambiance très différente avec *Trackers*, une œuvre qui a été réalisée pour un tiers avec le système informatique «Life Forms», mis au point à l'université de Vancouver par Tom W. Calvert, aidé des chorégraphes Catherine Leo et Theola Schiphout. Il est amusant de noter que Cunningham a demandé un aménagement afin qu'une touche sorte arbitrairement une partie du matériel utilisé. Quand on aime le hasard, on sait s'en faire un allié !

La construction de *Trackers* débore à partir de la forme de l'arc et de l'arrondi. La figure centrale est celle du «pont» qu'on s'amuse à faire quand on est stupide, accompagnée de «roues» intérieures. Autant de passerelles entre la vie et la mort, de symboles du temps qui tourne, traquant le genre humain. (*Trackers*, *Trackers*). La musique de Melo Pimenta, jouée par David Tudor, rythme un état d'urgence.

Merce Cunningham est quasi omniprésent dans cette pièce, comme il bouge avec difficulté, ne que plus personne ne peut ignorer, toute sa danse s'est réfugiée dans le haut de son corps, ses bras et son cou. C'est étonnement très beau.

DOMINIQUE FRÉDARD

■ *Beach Birds*, *Neighbours*, *Trackers* jusqu'au 21 septembre. Théâtre de la Ville. 20 h 30. Tél. : 49-87-54-43.

هكذا من الاجل

CULTURE

CINÉMA

Ah! quelle merveille, cette vieille-là!

Jeanne Moreau impériale dans une adaptation d'un San Antonio

LA VIEILLE QUI MARCHAIT
DANS LA MER

de Laurent Heynemann

Depuis bien des années, Lady M. pratique l'arnaque de haute volée avec un diplomate romain, Pompi-
lus, presque aussi âgé qu'elle. A la
Guadeloupe, où elle soigne son
arthrose de la hanche, Lady M. a le
coup de foudre pour Lambert,
vingt-cinq ans, plasticien, qui l'aide à
entrer dans la mer jusqu'à la taille
et à y marcher à petits pas. Lam-
bert ayant quelques dons pour la
fauche, il devient le complice, puis
le « dauphin », de cette vieille éner-

gique, forte en gueule, roublarde,
pervers parfois, qui, si elle ne peut
plus rien espérer ou exiger de
sexuel, retrouve la jeunesse du cœur
pour une ardente passion. Pompi-
lus, jaloux, n'a plus qu'à s'acharner.
En attendant de se sacrifier.

Tout le monde sait que San
Antonio est l'autre nom du roman-
cier Frédéric Dard. Or, il arrive à
San Antonio d'écrire d'étranges his-
toires d'amour, et celle-ci en est
une, sous la fantaisie d'une intrigue
parodiant savoureusement les
exploits d'Arsène Lupin (le roi du
diadème). Monde de riches, décors
de rêve, amours et coups fourrés.
Au milieu de tout cela, un couple

de vieillards qui se défait et un
jeune homme qui, après avoir pro-
fitté cyniquement des « facilités »
qu'on lui offrait, renoue volontaire-
ment à sa liberté et se transforme
en chevalier servant. C'est d'autant
moins banal que les personnes par-
lent le langage cru, argotique, volon-
tiers obscène et très humoristique
depuis longtemps pratiqué par San
Antonio. Façon d'introduire une
distance, un décalage.

Laurent Heynemann l'a bien
senti. Mais, pitié de respect pour
ces deux interprètes formidables que
sont Jeanne Moreau et Michel Ser-
raut, il les a le plus souvent filmés
« à plat », en train de dire leur
texte. Sa mise en scène ne prend la
distance nécessaire qu'avec Luc
Thullier. Et ne s'anime vraiment
que dans la dernière partie, à cause
du changement de ton émouvant,
dramatique. On ne s'ennuie certes
pas. Mais on espère un style ciné-
matographique moins sage (pour ne
pas dire conventionnel). Livré à lui-
même, Serrault a de beaux
moments, des gourmandises ver-
beuses qu'il nous fait savourer. Pour-
tant, on dirait qu'il a cherché, sans
la trouver, une autre dimension.
Luc Thullier, mieux loti dans un
rôle nouveau pour lui, étonne.
Mais, évidemment, Jeanne Moreau
est l'âme du film.

Le jardin magique

Une marche vers la perfection et la mort
jalonnée de somptueux symboles

LE ROI DES ROSES
de Werner Schroeter

C'est un songe funèbre, un rêve
crépusculaire de beauté et de mort.
Dans une grande maison, vivent une
femme vieillissante, superbe, et son
fils adolescent. Dans le jardin sont
les roses que cultive le garçon, san-
glantes boutons de purée. Dans la
grange somnolent un jeune homme,
prisonnier consentant, amant fasciné,
médiun nécessaire et victime expia-
toire du mystère cruel qui se joue.

L'expressionnisme exacerbé de
Werner Schroeter tisse un tissu d'
images, chamarré et pesant comme
un brocard, pour son scénario tant
sûr que son film. Maguelaine Mon-
zaum mourra aussitôt le tournage
achevé. Les images de fille et de
décapité, les fureurs de l'incendie,
une orgie de symboles, une Babel de
langues tournoient autour de son
visage illuminé, de son corps filmé
comme celui d'une déesse.

Cela se passe au Portugal, ce qui
n'importe guère, mais surtout au
bout d'un continent, face à la mer.

Pourtant, malgré ses touffeurs et ses
ombres du Sud, malgré ses jeux
sophistiqués sur le message et son
kaléidoscope de références, *Le Roi
des roses* qui s'ouvre sur une image
de burg germanique, explore surtout
les chemins secrets du romantisme
allemand, ses fascinations et ses
dévilements. La cruauté et la mort
sont au bout du chemin de la per-
fection, là où luit l'impossible rose
idéale traquée par l'adolescent. « Tu
n'es pas un jardinier, tu es un
rêveur », lui dit sa mère. Et ce
rêve-là est sans retour.

Werner Schroeter ne cherche pas
à captiver son spectateur par le
déroulement et les rebondissements
d'un récit, mais à l'envoûter par
accumulation de signes, tout en
dénouant les propres procédés et
en soulignant les dangers de tels ver-
tiges, auxquels ses personnages suc-
cumbent en de tragiques embas-
sements de couleurs. Expérience
érigée, troublante et malaisée, *Le
Roi des roses* recèle pour qui s'y
abandonne de somptueux éclats.

JEAN-MICHEL FRODON

JACQUES SICLIER

Souvenirs vidéo

Une abondance de grands cinéastes, de « nanars »
et de titres cultes, un bonheur pour les collectionneurs

La politique d'édition de Fil à
film reste celle de la quantité.
Jointe, le plus souvent, il est vrai,
à la qualité. Mais c'est l'abondance
qui surprend. Jean-François Davy a
toujours plusieurs fers au feu.
Depuis le dernier trimestre 1990, il
a sorti, dans la collection « Les
films de ma vie », des œuvres de
Roberto Rossellini et une nouvelle
série Louis Malle, une collection de
films américains produits par
Samuel Goldwyn dans les années
1930-1940.

On y trouve beaucoup de raretés,
dont *Nana* de Dorothy Arzner (libre
adaptation de Zola) et *Nuit de
noce* de King Vidor, tous deux
avec l'étrange Anna Sten, star-venue
d'Europe dont on a voulu faire la
nouvelle Marlene. On trouve égale-
ment *Rue sans issue*, les *Hauts de
Havre*, le *Canal du diable*, la
Vipère, les *Plus Belles Années de
notre vie*, *Ils étaient trois* de Wil-
liam Wyler, le *Vandale* de Hawks
et Wyler, *Stella Dallas* de King
Vidor, superbe mélo avec Barbara
Stanwyck. Ces films n'existent qu'en
version française.

Sont éditées une vingtaine d'autres
avec Belmondo, réalisés par Jean
Becker, Georges Lautner, Henri
Verneuil, Claude Chabrol, Gérard
Oury, Marcel Ophüls et Peter
Brook (*Moderato Cantabile*), d'après
Marguerite Duras. Plus une collec-
tion de films d'épouvante, « Au-
delà du réel », déjà signalée (*Le
Monde* du 15 janvier 1991).

Enfin, on trouve plusieurs films
de Jean Dréville, qui appartiennent
à l'histoire du cinéma français : *Un
homme en or* avec Harry Baur,
Maman Colibri avec Huguette
Duflos et Jean-Pierre Aumont, *Les
Roquevillards* et *Tornavara* (tournés

sous l'Occupation) où l'on revoit
Mila Parely, Charles Vanel et Bour-
vil débutant. *Horizons sans fin*, avec
Gisèle Pascal dans le rôle de l'avi-
atrice Hélène Boucher, la *Bataille de
l'eau lourde*.

Et une collection « Stars » où
figurent, un peu pêle-mêle, des films
interprétés par Isabelle Adjani,
Alain Delon, Brigitte Bardot,
Gérard Philipe, Lino Ventura,
Yves Montand, Bourvil, Jean Gabin
(pour celui-ci, seul *la Horse* est inté-
ressant) et Romy Schneider. Plus
onze films de Wim Wenders sous le
label Argos Films - label du pro-
ducteur Anatole Dauman qui en
détient les droits. La collection
« Les grands cinéastes » propose
actuellement six films de Jean-Luc
Godard, onze d'Alain Resnais, onze
d'Akira Kurosawa, en attendant...
seize films d'Ingmar Bergman.

Comment
choisir?

C'est beaucoup. Trop peut-être.
Comment choisir, à la rigueur? Les
prix des cassettes Fil à film varient
de 139 francs à 159 francs, pour les
collections citées. La sélection des
films de Rossellini, qui va de *Rome
ouverte à la Peur*, n'est pas
entièrement satisfaisante. Le film à
sketches *Nous les femmes* (où Ros-
sellini filme la loge Bergman dans
son jardin, aux prises avec une
poule mangeant ses rosiers) est pré-
senté, au contraire des autres, en
version française. A noter que la
véritable version originale de
Voyage en Italie n'est pas l'italienne
qu'on nous propose, mais celle où
Ingrid Bergman et George Sanders
parlent anglais. Et la version origi-
nale de *la Peur* (tourné à Munich

avec Ingrid Bergman et Mathias
Wieman) est la version allemande.
Fil à film a édité la version ita-
lienne, affligée d'une fin différente,
qui se voulait plus « commer-
ciale ».

On n'a pas de réserves à faire, en
revanche, sur les nouveaux titres de
Louis Malle. Il s'agit d'une très
remarquable série de documen-
taires : *Calcutta*, *l'Inde fantôme* en
trois parties, *Humain trop humain*
(le travail à la chaîne, en France, en
1972), *Place de la République*
(curieux essai de cinéma direct),
God's Country et *A la poursuite du
bonheur* où apparaît la réalité de
l'Amérique profonde des années 80.
Tous indispensables, comme la série
Wim Wenders, qui constitue pres-
que une intégrale. Il y manque le
premier long métrage en 16 mm
Summer in the City (1971) et,
bizarrément, *Hammett* (1979-1982).
Sino, il est étonnant de pouvoir se
constituer un programme Wim
Wenders (en version originale sous-
titrée) à partir de l'angoisse du
gardien de bus au moment du
penalty. Exaltant de refaire, après la
« parenthèse » de la *Lettre écarlate*,
l'itinéraire d'un auteur, de l'Alle-
magne aux Etats-Unis, en passant
par Nick's Movie, journal et film,
poème de la mort de Nicholas Ray,
pour aboutir à cette merveille : *les
Attes du désir*.

J. S.

► Vente en vidéo-clubs, maga-
sins spécialisés, grandes sur-
faces. Fil à film pratique, de
plus, la vente par correspon-
dances, avec offres promotion-
nelles et accès à un Club Privi-
lège. BP 120, 27600 Gailion.
Tel. : (18) 32-64-80-24.

Quelques modèles 91 encore disponibles
à des prix très préférentiels!



- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Gratic (5p)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 011 48 21 50 21

FESTIVAL D'AUTOMNE
■ A PARIS ■

MERCE CUNNINGHAM
JUSQU'AU 21 SEPTEMBRE
LUCINDA CHILDS
DU 24 AU 28 SEPTEMBRE
THEATRE DE LA VILLE

JE SUIS
VALERE NOVARINA
DU 17 SEPTEMBRE AU 13 OCTOBRE
THEATRE DE LA BASTILLE

LES ENFANTS TANNER
ROBERT WALTER
JOEL JOUANNEAU
DU 21 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE
T.S. CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL DE MONTREUIL

LA RONDE
ARTHUR SCHNITZLER
25, 26 SEPTEMBRE
BORISLAV TCHAKRINOV

PÈRE UBU
ALFRED JARRY
27, 28, 29 SEPTEMBRE
BORISLAV TCHAKRINOV
EN LANGUE BULGARE - TRADUCTION SPONTANÉE
CENTRE GEORGES POMPIDOU

LE GRAND CAHIER
AGOTA KRISTOF
JEANNE CHAMPAGNE
DU 24 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE
THEATRE GERARD PHILIP SAINT-DENIS

LOCATION DANS LES THEATRES. PAR CORRESPONDANCE FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 156, RUE DE RIVOLI 1^{er}

POURQUOI
ATLANTIS

N'A QUE DES ECRANS GEANTS

AVEC LE MEILLEUR SON,
DANS LES PLUS GRANDES
SALLES ?

PARCE QU'ON L'AIME !

SIGNÉ:

LE GRAND REX

KINOPANORAMA - GAUMONTRAMA MONT-PARNASSE
GRAND PUBLICIS CHAMPS ELYSEES



LION D'ARGENT VENISE 91

J'entends plus la guitare

Un film de PHILIPPE GARREL

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Alex
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régis Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-33-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs nominales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
nouveau numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel



Le feuillet
de l'été
disponible
en un seul
volume

Les trente étapes du reportage
d'Edwy Plenel sur les traces de
Christophe Colomb réunies en
un seul volume.
D'Europe aux côtes africaines,
des Caraïbes à l'Amérique
centrale, des ruelles de Gènes à
la côte des Moustiques, ce
numéro spécial invite à un
voyage entre deux mondes,
dans un jeu de miroirs où le
présent se dévoile à la lumière
du passé.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE « VOYAGE AVEC COLOMB »

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) : _____ Nombre d'ex. : _____ X 35 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER : _____ Nombre d'ex. : _____ X 40 F (port inclus) = _____ F

Bulletin et règlement à retourner à : _____

Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 15 - FRANCE. LM 1/4

SPECTACLES

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

OUVRAGES EDF : DESIGN INDUSTRIEL ET PAYSAGES. Centre d'information CCI. Jusqu'au 27 octobre.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES II. Photographie masquée. Galerie du Forum - rez-de-chaussée. Jusqu'au 3 novembre.

RIDEAU DE PARADE DE PICASSO. Salle d'actualité jeunesse. Jusqu'au 19 novembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCI. Jusqu'au 30 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPEAUX : DESSINS DES COLLECTIONS DU MUSÉE DE VALENTIENNES. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 24 septembre au 1^{er} janvier 1992.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 24 septembre au 18 décembre.

EDVARD MUNCH, PHOTOGRAPHIE. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Du 24 septembre au 18 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 20 h 30. EL LISITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Musées

CHEFS D'ŒUVRE RETROUVÉS. Musée Marmottan et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

DE L'IMAGE À L'IMPRIMERIE. Palais de la Découverte, pourtour de la rotonde, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre.

JEAN DUBUFFET, LES DERNIÈRES ANNÉES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre.

EN BATEAU. 150 ans de photographies de bateaux, activités navales et

vie maritime. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-35-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 novembre.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Mordant (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Du 20 septembre au 30 octobre.

PASSION DES MANUSCRITS ENLUMINÉS. Bibliothèque nationale (1280-1580). Bibliothèque nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-61-10). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 septembre.

PICASSO, JEUNESSE ET GÉNÈSE. Dessins 1893-1905. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 novembre.

Centres culturels

GUILLAUME APOLLINAIRE, SES LIVRES ET SES AMIS. Bibliothèque de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Du 24 septembre au 11 octobre.

L'ÉCOLE DE POZNAN. Institut polonais de Paris, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Du 24 septembre au 11 octobre.

FRANCO FONTANA. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carreau - à l'8. Grande Galerie (40-26-87-12). T.l.j. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Du 19 septembre au 19 octobre.

LA FRANCE AUX PORTES DE L'ORIENT. Chypre XII - XV siècles. Musée de la Ville de Paris, hôtel de la Marine du V^e, 1, place du Panthéon (42-71-25-21). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 3 novembre.

LÉON GISCIA. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 2 novembre.

GRANDES LIGNES. Gara de l'Est, hall arrivées et hall départs (40-18-20-00). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h. Du 21 septembre au 24 octobre.

KILIMS ANATOLIENS. UN ART ANCESTRAL. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (42-38-38). T.l.j. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 novembre.

JEAN DANIEL LORIEUX. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lohu, porche côté Seine. T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 13 octobre.

Vladimir Markovic. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

NATURE MORTE. Goethe Institut de Paris, 17, av. de l'Élysée (42-72-50-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

BERNARD PIFFARETTI, HEIMO BART, 1901-1991. D'une décennie... L'Atelier, 42, rue de Valenciennes (42-74-38-00). Jusqu'au 19 octobre.

ARCADY GENEVIÈVE LEBON, ANDRÉE CHAUVIN. Galerie Civiques, 46, rue de l'Université (42-96-69-67). Du 19 septembre au 31 octobre.

ARCHÉOLOGIE CHINOISE ET ÉCRITURES DE WU DE CHU. Galerie Civiques, 13 et 36, rue Mazarine (43-26-57-61). Du 20 septembre au 30 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Galerie Fendler-Cador, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 14 octobre.

ARTE CONCRETO INVENCIÓN ARTE MADI. Peintures - sculptures (1945-1953). Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles (47-63-03-95). Du 24 septembre au 2 novembre.

BABOU. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Jusqu'au 14 octobre.

MICHAEL BASTOW. Galerie Alan Bon- del, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 19 octobre.

GILBERT BOYER. La collection de galeries. Galerie Michèle Chomente, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 12 octobre.

MARTIN BRADLEY. Galerie Samy Kéne, 54, rue de Verneuil (42-81-19-37). Du 19 septembre au 30 octobre.

COLETTE BRUNSWIG. Galerie Jaquester, 153, rue Saint-Martin (45-08-51-25). Jusqu'au 19 octobre.

CHRISTOPHE CIZIN. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 5 octobre.

HUBERT DE CHALVIRON. Galerie Mont-teney, 31, rue Mazarine (43-54-85-30).

Jusqu'au 28 septembre.

PICCI DE ROSSI. Galerie Néotu, 25, rue du Renard (42-78-86-97). Jusqu'au 13 octobre.

GÉRARD DESCHAMPS. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 19 octobre.

DIVERSITÉ LETTRISTE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-34-20). Jusqu'au 28 septembre.

BERNARD DUFOUR. La Belle Né- seuse. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 12 octobre.

RAOUL DUFY. Galerie Fanny Guillen- caud, 4, avenue de Ménessier (45-63-52-00). Jusqu'au 5 octobre.

EXPOSITION DE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE. Galerie O-Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 16 novembre.

SEAMUS FARRELL. Galerie Sylvana- Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 10 octobre.

FRANÇOIS FIEDLER. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Du 19 septembre au 12 octobre.

VOLANDE FIEVRE. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 16 novembre.

PETER FLETCHER. Galerie Langer Pain, 14, rue Debelleyme (42-72-08-17). Jusqu'au 15 octobre.

LÉON GISCIA. Galerie d'art internatio- nal, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 2 novembre.

MAN GOLDIN. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turanne, 2 étage, escalier B (42-74-56-36). Jusqu'au 5 octobre.

GARY HILL. OCO, 3, rue Houdart (40-23-95-65). Jusqu'au 2 novembre.

Galerie des Archives, 46, rue des Archi- ves (42-78-05-77). Jusqu'au 19 octobre.

GOTTFRIED HONEGER. Galerie Gil- bert Brownstone et Cie, 9, rue Saint- Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 octobre.

ALAIN JACQUET. Galerie Jousse- Sa- lade, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 19 octobre.

DONALD JUDD-FREDERIC MATYS THURSZ. Galerie Lelong, 13, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Du 24 septem- bre au 26 octobre.

ANSELM KIEFER. Galerie Yvon Lam- bert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 29 octobre.

JÜRGEN KLAUKE. Galerie Claudine Fautou, 59, rue de Turanne (40-28-98-90). Jusqu'au 19 octobre.

MARK KOSTABI. Galerie 1900-2000, 9, rue de Pantelèvre (47-42-93-06). Jus- qu'au 26 septembre.

JOSEPH KURHAJEC. Galerie Caroline Corra, 14, rue Guénégaud (43-54-57-87). Jusqu'au 12 octobre.

FRANÇOIS LETAILLEUR, GÉRARD PHILIPPE BROUTIN, ROBERT SABA- TIER. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 5 octo- bre.

THOMAS LOCHER. Galerie Annie de Vilpote, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 12 octobre.

ROBERT LONGO. Galerie Gordon Pim & fils, 1, rue Keller (47-00-21-98). Jus- qu'au 16 octobre.

MARCELLE LOUBCHANSKY. Galerie Carole Brimard, 25, rue de Pantelèvre (45-65-40-90). Du 24 septembre au 26 octobre.

MAX NEUMANN. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 9 novembre.

Galerie Vidal-Saint-Philippe, 10, rue du Trévise (42-78-06-05). Jusqu'au 17 octobre.

ANTON OLSHVANG. Galerie Farid- Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Jusqu'au 14 octobre.

MICHEL PELLOULE. Galerie Barcovy- Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 15 octobre.

PIERRE PETIT. SUR LA ROUTE DE L'ORIENT. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 5 octobre.

FRANÇOIS QUARDON. Galerie Pra- z...

Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 19 octobre.

BERNARD QUESNIAUX. Galerie Guitharc Balin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 19 octobre.

GERHARD RICHTER. Galerie Durand- Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Jusqu'au 12 octobre.

DURAND-DESSERT, 3, rue des Haudriettes (42-77-53-60). Jusqu'au 12 octobre.

DAVID ROBBINS. Galerie Chars Burns, 18, rue de Lappe (43-55-38-50). Jus- qu'au 12 octobre.

DAVID ROW. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Jusqu'au 18 octobre.

TOMIO SEIKE. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 12 octobre.

TONY SOULIE. Galerie Françoise Pal- lual, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 18 octobre.

YULI TAKEOKA. Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jus- qu'au 31 octobre.

NATHALIE TALE. Galerie Lago-Salo- mon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 15 octobre.

JEAN TINGUELY ET EVA AEPPLI. Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard (43-04-34-40). Jusqu'au 9 novembre.

JEAN-CLAUDE VIGNES. Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 12 octobre.

JACQUES VILLON. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-52-57-07). Du 24 septembre au 2 novembre.

JOLI-PETER WITKIN. MONIQUE FRYDMAN. Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-08-10). Jusqu'au 12 octobre.

YOON-HEE. Galerie Nikki Diana Mar- quardt, 9, place des Voies (42-78-21-00). Jusqu'au 12 octobre.

PIERRE ZARCATE. Suite égyptienne. Galerie Lamagnère, Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (46-04-58-44). Du 21 septembre au 9 novembre.

Divers

LES THÉÂTRES DE PARIS. Mairie du X^e, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin. T.l.j. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

Périphérie

CHATELAIN-MALABRY. Château- briand et le Sentiment de la nature. Maison de Chateaubriand, la Vallée-sur-Loire, 87, rue Chateaubriand (47-02-58-61). Mer., jeu., ven., sam., dim., mar. de 14 h à 17 h. Du 24 septembre au 22 décembre.

ÉCOLENN. Livres du Connétable. Bibliothèque d'Anne de Montmo- renoy. Musée national de la Renais- sance, château d'Écouen (89-90-04-04). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 16 décembre.

JOYEUX-JOSAS. La Vitasse. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 septembre.

LEVALLOIS-PERRET. Sergei Volkov. La Bese, 6 bis, rue Vergniaud (47-58-48-58). Jusqu'au 28 octobre.

MAGNY-LES-HAMEAUX. Mère Angé- lique Arnaud. Musée national des Granges de Port-Royal, saint-Quentin- en-Yvelines (30-43-73-05). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 11 F, prix d'entrée du musée. Jusqu'au 4 novembre.

SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE. Genèse d'une sculpture. Le monument dédié à Michel Servet par Joseph Bernard 1908-1911. Fondation de Couberlin, domaine de Couberlin (90-89-89-89). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 novembre.

LA VARENNE-SAINT-HILAIRE. Marie-Thérèse Fayet, Laurent Hours. Musée de Saint-Maur-des-Fossés, villa Médicis, 5, rue Saint-Hilaire (48-86-33-28). T.l.j. et mar. de 14 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Du 21 sep- tembre au 17 novembre.

PARIS EN VISITES

VENREDI 20 SEPTEMBRE

«Promenade au Père-Lachaise suivant l'humour du conférencier», 10 h 30 et 14 h. Porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

«Promenade dans le quartier chi- nois de Paris», 11 h, métro Porte-de- Choisy (P.-Y. Jeslé).

«Coutumes et couturiers de la mar- taine Sainte-Geneviève» (lampe de poche), 14 h 30, métro Cardinal- Lemoine (M.-C. Lasserre).

«Au Marais. Le quartier du Marais- Saint-Germain du Moyen Âge au dix- septième siècle. Visite du cimet

LIVRES • IDEES

Le bonheur selon Duby

Le témoignage d'un historien qui dit l'exaltation de travailler dans la France de cette seconde moitié du siècle

L'HISTOIRE CONTINUE
de Georges Duby.
Ode Jacob, 224 p., 120 F.

Le sentiment du bonheur, sous toutes ses formes, voilà d'abord ce qui donne sa tonalité dominante à l'autobiographie professionnelle de Georges Duby. Bonheur de la recherche, bonheur d'enseigner, bonheur d'écrire, bonheur d'une vie qui ne se confond pas avec la réussite ni avec la gloire mais qui ne se donne pas le ridicule d'accueillir par le mépris les doux signes de la renommée et de la reconnaissance sociale. *L'Histoire continue* est le témoignage d'un intellectuel qui dit l'exaltation de travailler dans la France de cette seconde moitié du siècle.

Ce sentiment d'une harmonie, d'une grâce, d'un privilège est d'autant plus vif que l'auteur en mesure la fragilité et qu'il n'ignore pas les zones d'ombre qui ont envahi le paysage d'aujourd'hui : l'effondrement de l'Université, la médiatisation outrancière, le déclin de l'école historique française — même s'il est moins marqué qu'on veut bien le proclamer — et l'essoufflement de ce qui en fut le principal moteur, la V^e section de l'Ecole pratique des hautes études, par les querelles de chapelle et de clientèle. Mais Duby n'est pas non plus homme à se laisser dominer par les fanfares de la catastrophe. L'histoire continue : les nouvelles générations d'historiens finiront bien, en tâtonnant, en bricolant, en s'adaptant aux données du temps, à dégager à leur tour un espace de liberté et de débat, d'audace et de provocation où ils feront rebondir la recherche.

L'Histoire continue est un livre d'élan, d'optimisme, de conquête. Certes, lorsqu'il raconte ses aventures de géographe débutant converti aux études médiévales, ses premiers travaux de déchiffrement et d'interprétation du « Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny », sa rencontre avec ses

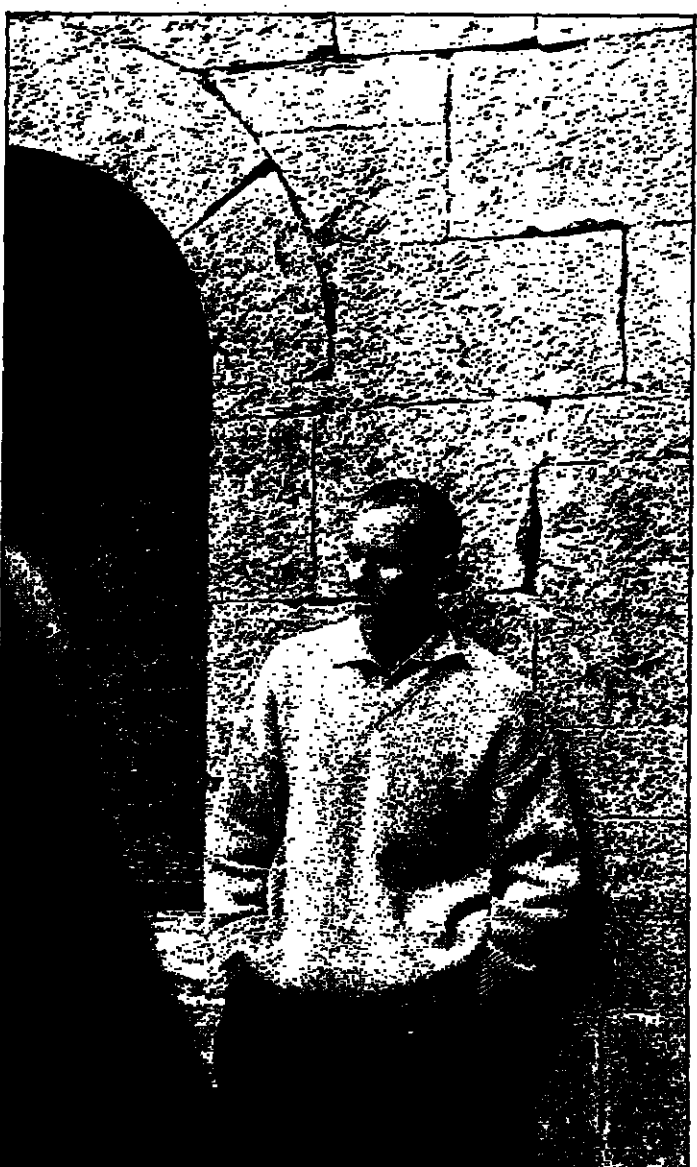
premiers « patrons », Déniau, Perrin, et avec l'école des Annales de Marc Bloch et Lucien Febvre, Duby ne cherche pas à minimiser les difficultés de l'entreprise à laquelle il s'est attelé. Ni à cacher les risques de tous ordres qui s'attachent aux explorations pionnières. Se lancer, à la fin des années 40, dans l'histoire sociale des onzième et douzième siècles — et pas seulement dans l'histoire économique — supposait affronter des obstacles — techniques et intellectuels — à la mesure de la provocation que constituait ce type de recherche. Duby en donne un exemple, entre des milliers, à propos d'un document, le n° 3649, du « Recueil des chartes de Cluny ».

Maïs la description des obstacles, l'énumération critique des lacunes et des erreurs, le rappel du labeur barbant, vétilleux que réclame la matière première des historiens pour accepter de livrer du sens, tout cela trouve sa place dans un paysage qui est comme une apologie de la lumière, de la force tranquille, de la prospérité harmonieuse.

Sans frontières

Il est frappant, par exemple, de voir comment Duby rend compte d'un parcours, relativement mouvementé, qui l'a conduit, tout en demeurant dans l'aire historique choisie à ses débuts, à passer de l'histoire des relations sociales dans une économie rurale à celle des mentalités, à celle des productions artistiques, à celle des formations idéologiques, à celle des rêves ; demain à celle de ce « continent noir » que demeure l'histoire des femmes.

Pas de rupture, pas de crise pour sauter d'un chantier à l'autre, d'un défi à l'autre, pas de révolution fracassante ponctuée d'abandons, de reniements et d'autocritiques, mais plutôt la conscience nette d'une logique qui conduit naturellement à aller « du plus clair au plus obscur » en inventant au fur et à mesure les



Georges Duby à l'abbaye de Thoronet vers la fin des années 50.

instruments conceptuels et les méthodes qui permettent de répondre aux questions de plus en plus complexes que les résultats précédemment obtenus per-

mettent et exigent de poser. En ce sens aussi, l'histoire (est) continue.

Une même aptitude synchrétique conduit Duby à ingérer avec gourmandise et profit la nourriture accumulée par les autres sciences humaines. Comme ces chevaliers médiévaux qui allaient guerroyer sur les terres voisines et redistribuaient en largesses les fruits de leur pillage, Duby n'a cure des frontières qui cloisonnent universitairement les disciplines. Il fait son miel de Lévi-Strauss comme de Dumézil, de la même façon qu'il profite de ses voyages ou qu'il répond aux sollicitations d'un éditeur lorsque celui-ci lui propose de faire un livre différent de ceux qu'il a signés jusqu'alors. Et, contre la

Le plaisir d'écrire

S'interrogeant un moment sur la rencontre de l'école historique française avec un large public, sur ses causes et sur ses effets négatifs et positifs, Duby, reconnaissant que cette rentrée de « l'histoire sérieuse » dans « le champ des productions littéraires de forte consommation (est) une inflexion considérable dans le cours de l'histoire culturelle française », ajoute : « Nous n'en sommes en rien responsables. » C'est accorder trop peu de poids à un bonheur qui irradie pourtant chaque page de *L'Histoire continue* : celui d'écrire. Le conquérant des espaces nouveaux de l'histoire est aussi, inséparablement, un séducteur. Et l'écriture, celle qui clarifie sans simplifier, celle qui sait jouer des émotions avec tact, celle qui orne d'un sourire complice l'apreté d'une démonstration savante, celle qui frappe une formule avec élégance : en un mot, celle qui sait transformer le savoir en plaisir est la plus irrésistible des séductions.

Pierre Lepage

Un autre historien, François Bluche, publie également une autobiographie sous le titre *Le Granier à sel*. Autre école, autre méthode, autre livre : le spécialiste de Louis XIV ne propose qu'un recueil d'anecdotes. (De Fallois, 292 p., 125 F.)

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Au grand vent romanesque

Pierre Combescoit connaît bien Paris. Ses *Filles du calvaire* auraient pu être une version parisienne et boulevardière de *Chronique d'une mort annoncée*, mais l'auteur n'a pas trouvé la juste mesure pour s'approcher de l'œuvre de Garcia Marquez. Lucien Bodard connaît bien la Chine. Avec *les Dix Mille Marches*, il s'attaque aux folles aventures de la veuve de Mao.

Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le jardin sauvage de Montesquieu

De 1720 à 1755, Montesquieu remplit trois volumes manuscrits de ses *Pensées*, qui sont reprises aujourd'hui en collection « Bouquins », accompagnées du *Spicilège*. Ces textes n'étaient pas destinés à la publication — ils étaient le laboratoire secret de l'écrivain.

Page 18

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

A la recherche du temps hippy

En 1990, paraissait aux Etats-Unis *Vineland*, un roman qui mettait fin à dix-sept ans de silence d'un des écrivains américains les plus mystérieux : Thomas Pynchon. Vision infernale de la dérive des descendants de la beat generation, Salman Rushdie voit dans *Vineland* « un grand roman politique sur ce que l'Amérique a fait à elle-même, à ses enfants, durant toutes ces années ».

Page 24

L'invitation à la littérature

PERSONNAGES DANS UN RIDEAU

de Jean-Louis Baudry.
Seuil, « Fiction et Cie »,
416 p., 130 F.

On peut choisir de rester au bord d'un livre. De ne pas pénétrer dans l'univers dont il invente le paysage et suscite la lumière. Beaucoup de livres, il est vrai, ne proposent qu'une telle lecture de bordure, plus ou moins bien ouvragée, au-delà de laquelle ne s'étend qu'un grand vide, une surface sans épaisseur, désespérément blanche : le volume fermé, la déception traversée, tout rentre dans l'ordre, comme si rien ne s'était passé.

Mais un autre motif peut présider à ce choix prudent : celui de conserver, en toutes circonstances, en tous lieux et temps, son quant-à-soi critique, ce regard froid et vierge de tout saisissement. A maintenir cette position toujours légèrement surplombante, on gagne probablement une assise, une assurance, et même une plus improbable autorité... On perd en revanche ce qui fait le prix de la littérature : la capacité de donner à éprouver ce saisissement, de conduire jusqu'en ce paysage inconnu, jusque sous cette surprenante lumière.

Certains livres, fort heureusement, invitent d'emblée au

contraire de cette prudence. Si elle sait se faire pressante et convaincante, l'invitation relève même au second plan la question, froidement surplombante, de la réussite littéraire. Le roman de Jean-Louis Baudry *Personnages dans un rideau* engage, sans préliminaire, à une telle lecture, qu'il convient presque d'assimiler à une immersion. Il importe peu dès lors de porter un jugement équilibré sur le livre ; il importe davantage d'y substituer l'effet de cette immersion, de ce saisissement.

De fait, on peut dire de *Personnages dans un rideau* qu'il est un roman sans bord clairement dessiné. Son propos et la manière de le traiter se confondent ; son objet, seules l'écriture et la forme choisies par l'auteur sont aptes à le rendre visible : « *Contrairement à ceux qui racontent des histoires, l'écrivain est celui qui aura livré l'imagination aux seuls pouvoirs de l'écriture.* »

Cet objet, Jean-Louis Baudry lui donne un nom, un nom qui n'arrête pas plus la pensée et l'imagination que le désir, un nom en forme de mise en abîme : le « jeu fatal et éternel de l'homme et de la femme ». Seuls quelques naïfs et autres ricanes ont pu penser le sujet usé. A partir de ce degré zéro de la matière romanesque, de cette unité minimale de la fiction, *Personnages dans*

un rideau — titre assez pauvre et « objectif » pour bien désigner ce noyau initial — développe son propre jeu narratif, riche, vaste et complexe ; aussi complexe qu'est simple le motif de base ; mimant, pour tenter de les faire coïncider, la fatalité et l'éternité de l'autre « jeu ».

Deux silhouettes, deux motifs, un homme et une femme, brodés sur les rideaux d'une fenêtre, courent l'un vers l'autre. Immobiles et en mouvement. Proches pour toujours. Séparés pour toujours. Edith, une femme encore jeune que la maladie peu à peu immobilise chez elle, s'entrouvre, à l'ombre des médaillons brodés, avec son ami Gardini. Ce colloque singulier, dans la pénombre d'une vie qui s'incline lentement vers la mort, repris à chaque visite de ce dernier, n'a qu'un seul sujet, ou plutôt deux : Sylvia et Simon, les péripéties de leur rupture amoureuse, les épisodes de leur réconciliation. « *Prisonnière, tenue à l'immobilité, [Edith] était la pièce maîtresse autour de laquelle les autres pièces avaient la faculté de se déplacer et de permuter.* » Et pour définir cet exo : « *C'était toujours la même question, la question qui travaillait, rongerait chaque existence, celle du changement, de la continuité, de la répétition.* »

Patrick Kéchichian
Lire la suite page 20

TAHAR BEN JELLOUN

La remontée des cendres

POÈMES

Chaque guerre laisse derrière elle des restes. Celle du Golfe en a laissé beaucoup. Et le monde, la conscience du monde ont déjà les yeux posés ailleurs. Alors la poésie se soulève. Par nécessité. Elle se fait parole urgente dans le désordre où la dignité de l'être est piétinée.

Édition bilingue. Version arabe de K. Jihad.
75 F

Editions du Seuil

LES FILLES DU CALVAIRE

de Pierre Combescot, Grasset, 428 p., 130 F.

LES DIX MILLE MARCHES

de Lucien Bodard, Grasset, 390 p., 125 F.

PIERRE COMBESCOT jouit d'un grand capital de sympathie dans le monde littéraire parisien. C'est un homme drôle et brillant, fantasque et cultivé, caustique et sans doute inquiet, qui signe dans le *Canard enchaîné* des chroniques de ballets sous le pseudo charmant de Luc des Cygnes. Il a obtenu le prix Médicis en 1986 pour son deuxième roman, *les Funérailles de la Sardine*, dans lequel il faisait montre d'une belle érudition et d'un goût du baroque échoué, à rebrousse-poil des courants minimalistes dominants, qui apportaient une bouffée d'air pur et parfumé dans le ciel romanesque. De ces bols d'air enivrants et sulfureux on n'aura jamais assez, et on ne peut que louer ceux qui nous les prodiguent.

Il revient aujourd'hui en force avec un roman tumultueux de plus de quatre cents pages bien tassées, dont l'héroïne, si l'on peut dire, est M^{me} Maud Boulañère, née Rachel Aboulaña, il y a déjà un bout de temps de cela, à La Goulette, en Tunisie, et patronne du bar-tabac des Trapézistes à Paris, boulevard des Filles-du-Calvaire. M^{me} Maud, fille d'un boucher juif, petite-fille d'une tenancière de claques, est une créature explosive et qui a d'ailleurs pas mal explosé.

Son énergie farouche, sa chevelure rousse, une belle paire de jambes la mèneront à travers tous les obstacles, des ruelles de La Goulette au zinc des Trapézistes en passant par les cabarets touchés de l'Occupation, qui auraient bien pu lui coûter très cher sans la protection d'un commissaire aussi pourri qu'elle, le douteux et mélancolique «Chinois».

De son trône bistrotier, elle règne sur le quartier et sa population composite. Elle trame ses intrigues, tisse ses fils, avec un mélange de patience insoufflable et de méchanceté experte qui est rarement pris en défaut. D'où la sidération qui frappe le petit peuple de crapules dont elle est souveraine le jour de son arrestation, à la première page du livre. Pierre Combescot lance son roman avec vigueur, élan et maints détails choisis pour leur précision pittoresque et prometteuse, dans la grande tradition marquezienne. On se prend à rêver d'une version parisienne et boulevardière de l'incomparable *Chronique d'une mort annoncée*.

Ce n'est pas faire injure à Pierre Combescot que de penser qu'il n'a pas trouvé la juste mesure pour égarer un tel maître. Peut-être n'y a-t-il pas songé, du reste, la mesure n'étant pas dans son tempérament. Reste néanmoins une impression de décalage entre l'espoir que ce fort talent fait naître et la perplexité qui se lève comme un brouillard au fil de la lecture.

Tout est en place. Le cadre : celui du Paris gris des boulevards et du Cirque d'hiver, le petit monde des voyoux, des poignards, des acrobates et des paumés. Les anecdotes : la mercière embobinée et la femme-tronc écrasée par un éléphant, les écrivains catholiques académisés dont on apprend le

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Lucien Bodard en Chine.

Au grand vent romanesque

trouble passé sexuel pendant la guerre, le suicide du clown Zamponi, etc. La langue : tour à tour précieuse et grossière, charriant toutes sortes d'argots, vive et comique, riche d'injures et de noms d'oiseaux. Les personnages : maîtres et fripouilles en soldes, mais surtout la Maud et son Chinois, couple infernal. Et bien sûr l'auteur, qui fait tous les gestes de l'écrivain, avec culot et générosité.

Mais, bon ! on ne sait pas à quoi cela tient, une mayonnaise qui ne prend pas. Un peu trop de sel, un coup de vent, de poignet, le mauvais œil. Peut-être aussi la fatigue du lecteur, il ne faut rien exclure. Il n'a pas si faim, après tout, il a le foie fragile, et M^{me} Maud est une personne coquette.

LUCIEN BODARD jouit d'un gros capital chinois. Il l'a fait fructifier en maints ouvrages, *la Vallée des roses*, entre autres, qui traitait du personnage sanglant de l'impératrice Tseu-hi. Lui-même est né en Chine où son père était consul, et il n'a pas craint d'apparaître dans le *Dernier Empereur* de Bertolucci en dignitaire coiffé de clochettes et chamarré comme un arbre de Noël. Avec *les Dix Mille Marches*, il s'attaque à une autre petite vertu de grand format, qui faillit devenir elle aussi

impératrice rouge, Jiang Qing, plus connue chez nous comme la veuve du président Mao.

L'avantage d'un modèle réel dont on ne sait pas tout est de laisser des libertés tout en garantissant une authenticité que n'a pas d'emblée la fiction. Le cadre de la Chine et l'épopée que vécurent ces deux-là, la danseuse et son Chinois, sont en eux-mêmes si extraordinaires qu'il faut de l'audace, encore de l'audace et pas mal d'estomac pour les mettre en scène. Lucien Bodard a tout l'appétit qu'il faut.

La construction du livre est ingénieuse. On commence par la mort interminable du Grand Timonier et la ronde des prétendants autour de son lit, dont sa bientôt veuve qui espère que d'un mot il lui confiera la couronne et le pouvoir. Dès le deuxième chapitre, on reprend Jiang Qing dans ses jeunes années, alors qu'elle sort du néant, quelque part dans les bas-fonds de Shanghai, petite comédienne, petite putain, dévorée d'ambition. A la dernière ligne de la dernière page, elle rencontre un jeune Mao qui a de l'avenir.

On peut raisonnablement penser que si ce roman trouve son public, Lucien Bodard lui donnera suite et qu'on aura un ou deux autres tomes des folles aventures de la veuve Mao. Il y a amplement matière à cela.

L'ascension de Jiang Qing est intéressante et complexe, certes, mais le morceau de bravoure est au début. Cette petite femme qui n'est plus toute jeune, insatiable, colérique, cupide, cruelle, tournant autour du vieux Mao, est un monstre d'énergie fascinant. Mao est usé, mourant, par moments dans le cirage, lucide à d'autres. Elle le fatigue. Il la chasse, la fait revenir, espérer, puis craindre. Elle se croit à peu près certaine d'hériter du sceptre, elle et ses trois compères de la « bande des quatre ». Elle épuise son amant en longues nuits de fêtes dans son palais. Et finalement Mao nomme Hua Guofeng, que Bodard qualifie aimablement de racleur, de « créature sans prestige ». On connaît la suite, et on se souvient encore des images télévisées du procès de Jiang Qing.

L'Histoire est un long fleuve paisible du tout, et Lucien Bodard l'écrit comme un torrent souvent boueux. On se doute que Mao n'est pas mort en bonne santé. Mais Lulu ne le gâte pas : « Il se sent énorme, gonflé de partout, une gigantesque baudruche, ses traits se sont encore plus enlaidis, ils sont désormais exorbitants de graisse. [...] Son ventre est une montagne où les intestins se nouent en un tas grouillant. [...] Son trop-plein de vapeurs et de mauvais liquide, son obésité visqueuse semblent s'écouler hors de lui. » Bref, Mao réinvente sur le tard le moteur à gaz, à moins que ce ne soit le vent de l'Histoire qui souffle entre les larges masses. Quant à la chère Jiang Qing, c'est « une couleée sans hanches qui mène à la chère pubis au poil rare, à un sexe blet, gonflé, démantelé par l'usage ».

Démantelé, on vous le dit. Elle est bien dure, la mort des grands et des gros de ce monde entre les mains d'un biographe visionnaire et scatologique. Tout ce que l'on peut se dire est qu'ils ne l'ont pas volée.

PENSÉES

de Montesquieu, suivies du *Spicilège*. Edition établie et présentée par Louis Desgraves. Laffont, coll. « Bouquins », 1 200 p., 150 F.

PAR un de ces concours de circonstances qui sont les jeux olympiques du hasard, Charles-Louis de Secondat de Montesquieu naquit en 1689, l'année où Bossuet publia ensemble ses *Oraisons funèbres*. Les siècles ont une manière mystérieuse de se « passer la témoin ». Le seigneur de La Brède et le prédicateur n'eurent pas le temps de s'apercevoir, car Bossuet mourut en 1704. Rendez-vous manqué. Montesquieu trouvait que « M. de Meaux [c'est-à-dire Bossuet] avait des façons de parler du séminaire ». Quelle tournure aurait prise leur conversation ?

Toute sa vie, Montesquieu fut partagé entre La Brède et Paris. Il aimait autant le remue-ménage des salons que la tranquillité de la campagne. La Brède lui offrait le loisir et le silence nécessaires à l'étude. « Je suis ici au milieu des bois », disait-il, et « je n'ai d'autres ressources que la géométrie ». Loin de la campagne bordelaise, il regrettait les bonheurs de cette vie studieuse. Loin de Paris, il déplorait de ne plus éprouver le plaisir des rencontres ni la saveur des mots d'esprit ; il se plaignait surtout d'être privé de ces femmes qui charment votre existence et donnent du brillant à ce qui les entoure.

Il aimait beaucoup les dames. Il fréquentait les salons de M^{me} de Lambert, de M^{me} de Daffand et de M^{me} de Tencin. Il se plaisait à « surprendre l'estime » de la première. Il partagea avec la deuxième, vers la

fin de sa vie, l'infortune de la cécité. « Ce qui doit nous consoler, disait-il à Marie du Deffand, c'est que ceux qui voient clair ne sont pas pour cela lumineux. » Quant à la troisième, Alexandrine de Tencin, elle appelait Montesquieu « mon petit Romain » depuis qu'il avait publié ses *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*.

Alexandrine reprochait à ce campagnard de s'isoler trop souvent sur ses terres. « Je suis tout à fait alarmée, mon petit Romain, du goût que vous paraissez avoir pour votre pays, lui écrivait-elle le 8 novembre 1734. Il est vrai que vous y occupez plus de terrain qu'ici. Mais il est vrai aussi que vous avez ici une place dans le cœur d'une infinité d'honnêtes gens qui doivent vous dédommager de ce surplus de terrain que vous occupez ailleurs. Je vous dis ce que Saint-Evremond dit à un de ses amis : il n'y a de séjour pour les gens d'un certain mérite que les capitales, et les capitales, selon lui, se réduisent à Paris, Londres et Rome, et, selon moi, à Paris seulement. »

C'est le ton du siècle, et c'est admirable. Cependant, à La Brède, Montesquieu se trouvait parmi ses vignerons, et ce n'était pas rien. « Ce qui fait que j'aime La Brède », écrivait-il, « c'est qu'à La Brède il me semble que mon argent est sous mes pieds. » Il avait le goût des affaires et ne dédaignait pas de gérer sa fortune.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le jardin sauvage de Montesquieu



Quelques femmes servaient ses intérêts, avec bienveillance. A Londres, il eut comme « représentant de commerce » M^{me} de Mirepoix, l'épouse de l'ambassadeur. Elle voulait « mettre le vin de La Brède à la mode », chez les Anglais. Elle suivait, elle aussi, l'exemple de Saint-Evremond, qui avait répandu le champagne chez les Stuart. A l'époque, la littérature se conciliait très bien avec le négoce du vin...

« Quel coup d'œil rapide et profond ! », disait Benjamin Constant à propos de Montesquieu. Celui-ci avait commencé sa carrière littéraire avec une étude sur les mœurs qui offrait

les agréments de l'exotisme. Les *Lettres persanes* étaient un chef-d'œuvre d'ironie et de fantaisie. Montesquieu termina cette même carrière avec un monument, *De l'esprit des lois*, qui avait la belle ordonnance des jardins à la française.

Les *Pensées* et le *Spicilège*, que Louis Desgraves réédite dans la collection « Bouquins », c'était le jardin sauvage du seigneur de La Brède, et la matière première de ses autres ouvrages. Les *Pensées* occupèrent l'espace de trois volumes manuscrits. Montesquieu les consigna de 1720 à 1755, l'année de sa mort. Quant au *Spicilège*, il l'avait

entrepris dès 1718. Il ne destinait pas ces textes à la publication. Il les considérait comme des ébauches dont il se servirait plus tard. C'était en quelque sorte son laboratoire clandestin. Tous les sujets y sont abordés : l'histoire, l'économie, la science politique, la géographie, l'anthropologie, les religions et la philosophie. Des réflexions sur la littérature ou les arts se mêlent à des commentaires sur l'astrologie. « L'entêtement pour l'astrologie est une orgueilleuse extravagance », note Montesquieu. Nous croyons que nos actions sont assez importantes pour mériter d'être écrites dans le grand livre du ciel. Le moindre artisan s'imaginer que les étoiles servent à indiquer « l'heure où il sortira de sa boutique »...

Dans ces pages, Montesquieu rejoint le club de nos meilleurs moralistes. Il rivalise avec La Rochefoucauld et Vauvenargues lorsqu'il affirme ne point aimer « les petits honneurs ». « On ne savait pas, auparavant, ce que vous méritiez ; mais ils vous fixent et décident au juste ce qui est fait pour vous. » Traitant de l'ambition sociale, il constate que les gens qui « rampent » et ceux qui « grimpent » adoptent « la même posture ». L'usage qui était fait, à Paris, de ces deux verbes lui donnait sans doute envie de retourner très vite parmi ses vignerons de La Brède. Mais il avait un heureux caractère. Il était ravi, chaque

matin, de se réveiller, de consulter le ciel et de retrouver la lumière. Le soir, il s'endormait facilement et décourageait ainsi les idées noires. Elles allaient tourmenter quelque un d'autre. Comme M^{me} du Châtelet employait ses nuits à « apprendre la philosophie », Montesquieu lui fit entendre que l'on devait, à l'inverse, « étudier la philosophie pour apprendre à dormir ».

DANS le *Spicilège* (qui désigne l'action de glaner), il faisait sa revue de presse. Il rassemblait des extraits de journaux (souvent étrangers) sur les dettes de l'Angleterre ou sur la mortalité à Vienne. Il préfigurait cet homme moderne dont « la prière maternelle », d'après Hegel, serait la lecture des gazettes. Il avait la vocation de l'universel. Il préférait l'espèce humaine à sa propre nation. « Je suis homme », disait-il, « avant d'être français ».

Cependant, le *Spicilège* et les *Pensées* nous font découvrir aussi les bizarreries de cet écrivain tellement raisonnable. Les propos qu'il tient, dans ce jardin sauvage, ressemblent souvent à des extravagances ou à des lubies. Montesquieu s'amuse. Et nous avec lui. Il assure, par exemple, que les revers militaires des Français en Italie venaient de leur « indiscret » à l'égard des Italiens. Il relate également des histoires peu communes, comme cette mésaventure sicilienne dans laquelle un homme, qui avait jadis couché avec sa mère et lui avait « fait une fille », se trouvait être à la fois le père et le frère de son épouse. Naturellement, il n'en savait rien. Et sa femme-sœur-fille non plus. Consultés sur la question, les prêtres de Rome jugèrent qu'il valait mieux « laisser les parties dans la bonne foi ». On appelle cela, je crois, de la prudence ecclésiastique.

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Le délire de la tyrannie

Rachid Mimouni, romancier des opprimés, cherche à comprendre le mal des oppresseurs

PEINE À VIVRE
de Rachid Mimouni.
Stock, 276 p., 120 F.

Depuis le *Fléau détourné* (1), Rachid Mimouni s'est toujours placé du côté des opprimés, à su exprimer dans ses romans leurs souffrances, leur désir inassouvi de liberté. Avec cette *Peine à vivre*, il s'aventure du côté du Pouvoir. Il met en scène le dictateur d'un pays imaginaire qui, face au peloton d'exécution, se souvient de sa vie. Une vie gouvernée par le mépris, le goût de la terreur et la volupté du mal.

Enfant rescapé d'une tribu de Bohémiens, son triste héros a très tôt acquis la conviction que c'est dans le « sordide que s'ancrent les ressorts essentiels du genre humain ». Il ne se prive pas de les faire jouer dans son ascension à travers une société qui lui paraît fondée sur la duplicité.

Rachid Mimouni retrace les étapes de cette marche au pouvoir : la jeunesse à l'armée où il acquiert ses galons par le chantage et la ruse, l'Académie militaire où il se spécialise dans le renseignement, le poste de chef de la sécurité d'Etat, la proximité du Maréchalisme, dont il écoute les leçons de cruauté, avant de l'abattre au cours d'un putsch. Cette première partie, conduite sur un ton de cynisme cinglant, et dans laquelle l'apprenti dictateur met au point ses tactiques haineuses et affine son instinct de tueur — est rapide, efficace.

Mimouni a voulu ensuite pénétrer au cœur de l'exercice du pouvoir, en cerner la « maladie ». Le dictateur retranché dans son palais, en proie à d'incessantes insomnies, devient peu à peu victime du soupçon qu'il a institutionnalisé. Cerné par le mensonge, dont il a fait une stratégie de gouvernement, il perd de vue les balises du réel. Il fait exécuter les participants de complots imaginaires, invente des bagues de plus en plus infernales, transforme son pays en un cirque de mort.

Le roman devient une comédie macabre, une pantomime pleine d'une bouffonnerie noire, où le tyran n'apparaît plus que comme un pitre sanglant. Comme s'il avait senti ce que les gesticula-



Rachid Mimouni par Imeli Jung.

tions de son personnage pouvaient avoir de mécanique, Mimouni lui donne un cœur, le lance dans la recherche tourmentée d'une jeune femme qu'il a jadis connue. Mais l'amour n'est que le masque boursoufflé de son impuissance et bascule dans une démesure sans âme, qui finit d'ailleurs par le perdre.

Il aurait fallu, pour nous rendre ces délires de tyran aux abois, qu'une sorte de souffle infernal emporte le roman, que l'anecdote soit soutenue par un style d'une ampleur barbare. Ce n'est pas le cas. Rachid Mimouni n'est pas à l'aise dans l'excès, et le baroque

sulfureux ne lui convient pas. La phrase se contorsionne au lieu de se déployer. Le véritable registre du livre, sa meilleure part, c'est le réalisme glacé. L'écrivain y revient lorsque, au terme de sa confession amère, juste avant que la salve n'éclate, le dictateur se souvient de sa « peine à vivre », c'est-à-dire de son incapacité à rejoindre la plus élémentaire humanité. Là, on retrouve la prose épurée, le talent de l'auteur de *L'Honneur de la tribu*.

Jean-Noël Pancrazi

(1) Le roman paru chez Robert Laffont en 1982 est réédité en poche chez Presses-Pocket.

La peur de Volodine

La parabole noire de ce qui nous menace : l'écrasement de l'intelligence et du goût

ALTO SOLO
d'Antoine Volodine.
Minuit, 126 p., 58 F.

Antoine Volodine avait publié l'an dernier un beau livre, un peu fourre-tout peut-être, *Lisbonne, dernière marge*. Ce premier roman, paru aux éditions de Minuit, avait fortement pâti de sa proximité avec l'autre premier roman du même éditeur, *les Champs d'honneur*, de Jean Rousaud, qui obtint le prix Goncourt. Volodine revient cette année avec un court texte, effrayante parabole de l'écrasement de la culture, de la singularité, du goût par « des imperméables animés, des êtres factices, délégués par des millions d'hommes et de femmes très ordinaires pour irradier, en public, au nom de tous, la mort ». Pour le dire en peu de mots : par la brutalité du fascisme, quel que soit le terme dont on habille cette réalité sous telle ou telle latitude.

Le récit, qui se place « l'après-midi du 27 mai », « le soir du 27 mai » et « le matin du 27 juin » — on ne sait quand exactement, mais aux abords des années 90, — se situe quelque part « au Nord », où l'on rêve « à la pugnacité mythique du Sud », « aux résistances encore possibles, mais de moins en moins vives ».

Trois hommes sortent de prison, l'après-midi du 27 mai, dans

ce pays indéterminé, aux mains des « frondistes ». Intolérants, brutaux, démagogues, pourchassant « les nègres » et « les oiseaux » (migrateurs, bien entendu), les frondistes sont les stéréotypes de tous ceux qui menacent la liberté et la démocratie. L'histoire commence, volontairement sans doute, de manière un peu lente et énigmatique, comme pour installer une angoisse diffuse. En dépit des noms des personnages, aux consonances peu françaises, il n'est peut-être pas si loin de ce pays où « alors qu'on abordait les années 90, l'air avait des relents d'années 50 et même 40, et des lueurs de gabardines en cuir ».

Désigner
ce qui s'annonce

Tout est dit avec l'entrée en scène de Jakoub, l'écrivain : « Aux hideurs de l'actualité Jakoub Khadjbakiro avait coutume, dans ses livres, de substituer ses propres images absurdes (...). La plupart du temps, mais pas toujours, évidemment, il obéissait à des règles logiques. Il dépeignait le monde contemporain, sur les mots il réfléchissait son expérience personnelle, il scrutait sa génération, celle qui s'était sabordée dans la veulerie et les renoncements (...). Il souffrait de rédiger des ouvrages peu conformes au goût du public, remplis

d'énigmes que peu de lecteurs décortiquaient, des textes pour oiseaux perdus qui ne lui assuraient aucun succès et lui auraient la réprobation des services frondistes (...). En outre, écrire selon la mode du jour (...) correspondait pour lui à une lâcheté (...), à une capitulation devant la forme, les couleurs, la respiration, l'intelligence, la sensibilité et la langue mensongères d'un système où rien n'était innocent et impol-

lué. » Rien alors ne peut plus arrêter le terrible récit qu'Antoine Volodine mène sans un écart. Les frondistes ont trouvé le moyen de combattre ceux qui leur résistent en préservant au moins leur attachement à la culture, ceux qui ont pris des places pour le concert du merveilleux Quatuor Djylas — dont l'un des torts est de jouer des œuvres de compositeurs « oiseaux ». Pour casser cet flot, ce refuge du raffinement, les frondistes ont convoqué, devant le théâtre, un cirque. Pour des « jeux » tragiques.

Antoine Volodine montre ainsi, sans jamais moraliser, jusqu'où peut conduire le populisme, le poujadisme, le mépris des intellectuels. Son roman vaut toutes les plaintes, tous les prétendus discours de conjuration, qui oublient de désigner ce qui s'annonce.

Jo. S.

Londres, l'enfer du jeu

L'itinéraire d'un escroc dans l'Angleterre prépuritaine

JEUX D'ENFER
de Yves-Michel Ergal.
Calmann-Lévy, 296 p., 100 F.

13 juillet 1837 : une jeune reine s'installe à Buckingham Palace; elle y restera les soixante-quatre ans d'une « ère victorienne » qui allait modifier profondément le visage, les mœurs de la société britannique. Au même moment, le patron de la plus célèbre maison de jeu — et autres plaisirs — de Londres juge à raison que son temps est passé et décide de se retirer des affaires : William Crookford appartenait à un autre âge et son destin s'arrête là où commence « l'ordre nouveau ».

C'est ce destin hors série qui a inspiré Yves-Michel Ergal dans un roman mené à un rythme trépidant qui tient en haleine comme on peut être suspendu aux hasards de jeux dont les enchevêtrements ne cessent de monter. Car le jeune William est parti d'une poissonnerie de Temple Bar et du trottoir voisin où, sur une caisse recouverte, il fait ses premières armes au bonneteau. Joueur, il l'est au fond de l'âme, mais ce n'est certainement pas un de ces flambeurs à l'aveuglette. Au contraire, William est un véritable artiste du hasard, doué d'une mémoire phénoménale des chiffres, qui n'avance qu'à pas comptés, assure ses gains, les multiplie et tire autant profit — sinon beaucoup plus — de la passion des autres que de la sienne propre.

L'itinéraire n'est pas simple qui le conduira des plus bas quartiers jusqu'à la très aristocratique demeure de Carlton House Terrace où il s'éteint le jour du Derby de 1844. D'abord parce que les succès de William Crookford lui valent trahisons et inimitiés, que des pièges lui sont donc tendus auxquels il n'échappe que d'extrême justesse — et au prix fort. Ensuite, parce qu'on joue, on parle sur tout et que la mémoire des chiffres, la science des probabilités peuvent à l'occasion être d'un piètre secours. Dans les combats d'animaux ou les matches de boxe par exemple, mais surtout dans les courses de chevaux.

Or, écrit Yves-Michel Ergal, « le rêve de Crookford était de s'établir en gentleman-farmer, possesseur de terres, on ne change pas facilement de talent : on peut réussir une vie sur un principe, mais le don n'est

pas universel ». Et nous voilà du côté de Newmarket où Crookford « tâtonnait pour trouver une nouvelle existence, se laissait emporter par sa passion du cheval, son cœur parlait avant sa raison ». Jamais ce maître du tapis vert, si expert à raser les mises et dévorer les fortunes qu'on l'avait baptisé le *Requin*, ne l'emportera sur ce terrain. Il y frôlera même la catastrophe et la ruine.

On imagine que ce roman n'a rien de moral : ce n'est pas dans les tripots, fussent-ils fréquentés par la plus haute noblesse, que l'on va chercher des certificats de bonne vie et mœurs. Crookford est un escroc — même si la justice ne parviendra jamais à le prouver, — mais de quelle taille ! « Il existe des vocations », écrit encore Yves-Michel Ergal, « qui ne lâchent pas leurs victimes : pour Crookford, le jeu en était une. Cette sincérité donne à l'homme sa dimension, dépassant la splendeur de la réussite, alors que la cohorte des frustrés, des incapables, des velléitaires — la majorité du monde — désire le pouvoir et l'argent pour l'éclat, et non pour les moyens de les obtenir ».

Pratiquement tous les personnages qui approchent Crookford, pour son plus grand profit, appar-

tiennent à cette dernière catégorie. C'est toute la société de l'Angleterre prépuritaine qui défile avec tous ses vices et est décrite sur un mode où le sarcasme le dispute à la verve, haute en couleur et résolument « ancien régime », jusqu'au jour, vers le milieu du siècle, où « la bourgeoisie travailleuse imposait sa loi ».

Yves-Michel Ergal observe que le royaume aura ainsi vécu « sa révolution, sans effusion de sang, une simple transition qui s'était préparée pendant des années en sourdine ». Rien à voir, donc, avec les bouleversements politiques que l'on connaît à la même époque de l'autre côté de la Manche et qui ne sont évoqués, de temps à autre, qu'en contrepoint, comme pour mieux faire ressortir, par contraste, la stabilité au moins apparente d'un régime que n'anime aucun goût du changement.

Un détail pourtant : William Crookford réussit son premier gros coup, celui qui va jeter les bases de sa fortune, à la minute même, le 21 janvier 1793, où la tête de Louis XVI, à Paris, tombe sur l'échafaud. Le hasard, encore ?

Alain Jacob

L'archipel lyrique de Baptiste-Marrey

La suite d'un ample cycle romanesque sur la création artistique

LES SEPT ÎLES DE LA MÉLANCOLIE
de Baptiste-Marrey
Actes Sud, 350 p., 140 F.

Une touche de rouge revient — un bijou, un corsage, une fleur d'hibiscus, un foulard noué à un poignet — comme le signal, insistant et furif, de la passion. *L'Atelier de Peter Loewen* était le lent et douloureux récit de l'amour fou de Peter pour Laure. Plus incertains, disséminés dans un texte en archipel, les personnages des *Sept Îles de la mélancolie* ne s'attachent à leur solitude qu'en de brefs éblouissements.

Tous, pourtant, pourraient répéter : « Je cherche la lumière », comme Peggy, l'Anglaise, dont la peinture, parce qu'elle révèle la souffrance d'une « âme blessée », émeut Peter Loewen. Baptiste-Marrey en effet poursuit l'ample cycle romanesque entrepris dès avant les *Papiers de Walter Jonas*, et le retour des personnages donne consistance et cohérence à un univers imaginaire où la création artistique tient une place essentielle.

Ainsi, aux Lofoten, Peggy, dévorée de jalousie, partage les derniers mois de Walter Jonas. Loin de sa femme, la cantatrice Alba, à distance de son propre succès, trop étouffant, le célèbre compositeur autrichien cherche à se « colleter avec la solitude ». Il aime jouer de la clarinette au

fond d'un fjord : une mélodie « faite de notes discontinues, mais qui progressait par fragments comme une suite d'impressions ou de réflexions, revenait parfois sur elle-même, descendait dans des graves inquiétants ou s'élevait comme une prière qui n'aurait pas eu besoin de mots, qui serait effusion, paroles échangées avant d'être dites... »

Walter Jonas disparaît en mer, tandis que Peggy est internée dans un hôpital de Norvège. Chacun, ni plus ni moins que les autres personnages, Jane, Beady le libraire, Donatienne ou Ann-Sofi, est peut-être coupable de ce que, dans *John-Gabriel Borkman*, Ibsen appelle le grand péché : « Celui-là le commet qui tue la vie d'amour dans un être. » Blessure contre blessure, chacun a son tourment secret, dissimulé au cœur du récit — comme Pasiphaté au centre du Labyrinthe. « Le roman est ce long chemin que la honte accompagne. »

L'invisible narratrice

Pour Beady, lorsqu'il est en Norvège lui aussi, c'est d'avoir eu peur de donner un enfant à sa femme, la comédienne Ida Ferrier. Pour la riche Ann-Sofi, c'est d'avoir préféré à des sensations plus « violentes » l'« amour de tête » : comme dans le film-culte qu'elle a inspiré, *L'Amour blanc*, où entre un homme et une femme le trouble ne s'exprime

qu'à travers l'impalpable détour d'une sonate. Il y a dans le livre une tension entre la glace et le feu, entre les paysages brumeux du Nord et ceux de Crète écrasés de soleil, entre l'imagination et la sensualité « animale ».

« Constructeur lyrique », comme Walter Jonas, Baptiste-Marrey a placé dans un « labyrinthe » ses personnages, les unissant, au gré du hasard et des signes — le chiffre 7 joue un rôle important, — par des liens parfois mystérieux. A défaut d'écrire les deux ou trois poèmes qui « justifieraient sa vie », Beady console Laure l'abandonnée, mais au prix d'un mensonge à Peter le mal aimé. Beady, dont la librairie, en hommage à Gadagne, s'appelle la Baleine, parce que c'est « un lieu clos, chaud, bourré de trésors ».

Est-ce des carnets de Beady, de ceux de Jane qu'est issue cette autobiographie imaginaire ? « On peut (...) se cacher. Derrière un gros livre, ou une jeune Anglaise. » Chacun d'entre eux cherche une « révélation solitaire », une « expérience intime, profonde, incommunicable » : intense éclat de lumière sur fond d'obscurité. Peut-être est-ce Donatienne qui, jadis « brûlée » par l'exaltation d'un été d'adolescence, ordonne ces fragments dans la mélancolie du souvenir, composant à Othys, sur les traces de Nerval, le roman dont elle rêvait depuis longtemps d'être l'« invisible narratrice ».

Monique Péillon

UNE SAISON EN ENFANCE de G. BARBEDETTE.

Une enfance reconstruite, inventée.
Une enfance vraie.



Collection Haute Enfance.

HATIER

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Le détective des sentiments

Notre collaborateur François Bott vient de publier un nouveau roman. Nous avons demandé à Gilles Barbedette d'en rendre compte.

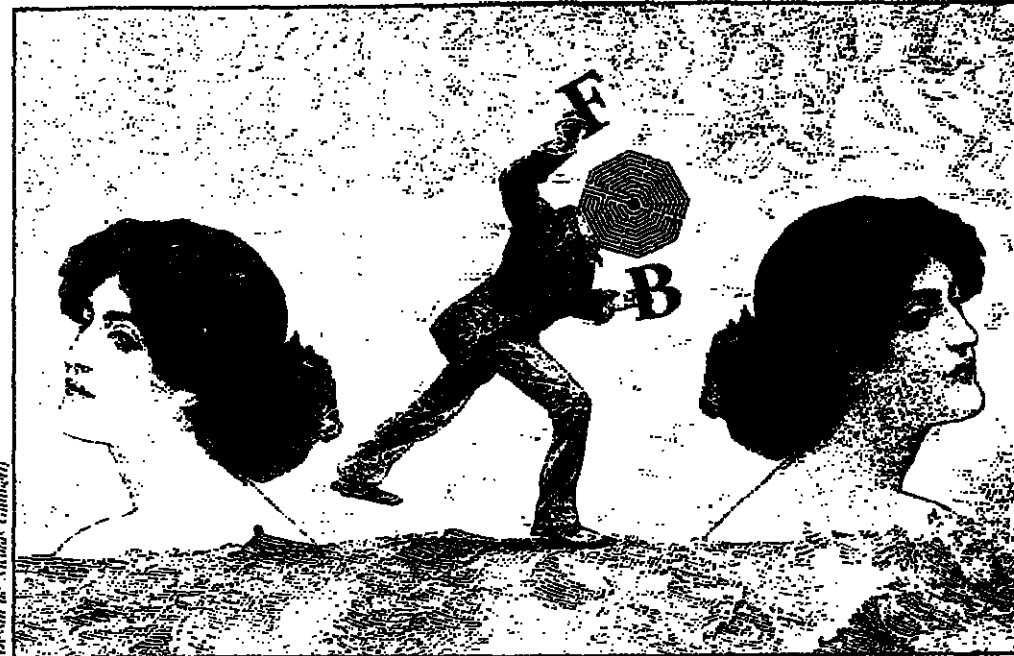
LE BOULEVARD DES SENTIMENTS
de François Bott
Flammarion, 114 p., 70 F.

Seul le hasard permet de prendre en filature les destins égarés. Pour un privé, un indice n'est jamais une preuve, mais un signe, un appel, une convocation. Et François Bott, dans son dernier roman, laisse F. B. mener une bien curieuse enquête. Dans l'avion qui le ramène d'une île lointaine, il se livre à une activité bien suspecte de nos jours : lire un roman d'un certain Maurice Mélancoïde. L'héroïne lui rappelle étrangement les traits d'une Emily Venturini, qui, un jour, s'est égarée et a résisté à toute approche, toute investigation. Existe-t-elle même encore ? Ou bien a-t-elle seulement existé ?

Ce « boulevard des sentiments » s'appuie sur cette obsession question. Comment faire pour la retrouver, cette Emilienne déguisée en Emily ou bien cette Emily modèle d'Emilienne ? Rapprocher l'auteur et ses amis, Marcel Laventure et Alex Providence ? Voyager d'île en île jusqu'à Bora-Bora — dernier lieu possible où l'on pourrait retrouver sa trace — sans oublier l'archipel infernal parisien ? F. B. fera tout cela, avec la sage et fausse indifférence des vrais commissaires.

Dans le droit fil d'*Autobiographie d'un autre* (1), l'auteur poursuit sa recherche des trous de mémoire et des identités confondues avec ce bonheur que connaissent les vrais romanciers : réincarner des fantômes, faire disparaître au large un rival décidément trop rassur, assassiner un traître — sans jugement — et puis jouer avec l'infini des ressemblances au point de se perdre soi-même dans ce labyrinthe intérieur. Toute la magie de la littérature tient à ce concentré de combinaisons multiples, à ce jeu d'échecs où le lecteur se croit l'auteur, alors que ce dernier est seulement un lecteur plus attentif des réalités qu'il croise en chemin.

La vraie vie n'existe que dans les



livres, chacun le sait depuis Proust, et avec l'aide de Chandler et quelques autres, adulés par F. B., le mot même de fiction qui n'est que le double imparfait et réussi de l'existence fait revivre parfois des liens disparus, des mondes si minuscules qu'on les pensait abolis, des pensées qu'on pensait n'avoir jamais eues.

Nous avons tous connu un jour une aventure qui nous a laissés en rade au moment où nous le souhaitons le moins, sans laisser de trace ou d'adresse. Et puis, soudain, à un carrefour, ou à l'orée d'une phrase, on frémisse, on croit reconnaître l'ombre d'un sosie, on s'apprête à lui adresser la parole, on regrette les lettres brûlées par mégarde lors d'un démantèlement qui paraissait augurer de nouvelles et fraîches aventures. Mais tous les gens qui ont vécu au moins deux fois savent bien qu'on ne saurait tempérer, encore moins obéir la nostalgie de la première. Les premiers flirts sont vivaces, et, comme les criminels, ils récidivent, à la première occasion. On les retrouve dans un paragraphe ou bien dans une soupente des

pucieros, veiller une vieille dame hargneuse qui ne veut rien marchander.

Mais si la littérature n'était qu'un catalogue de brocante, elle finirait par effrayer comme ces cimetières de campagne que plus personne ne vient entretenir. La légèreté brillante, la nervosité du style de François Bott, qui affectionne dans le roman une phrase aphoristique au moralisme trompeur et malicieux, ravivent des genres que l'on croyait hostiles ou bien antithétiques. François Bott écrit des romans policiers philosophiques. On dégustera lentement le dictionnaire de l'écrivain Maurice Mélancoïde. Lexicographe malicieux et moraliste classique, ce dernier propose comme définition du mot mourir : « Subir un incantement éternel ».

Comme Maurice Mélancoïde, François Bott est un moraliste classique qui s'est volontairement égaré dans notre siècle, agacé probablement de voir qu'on n'eût pas le droit d'aimer tout autant Fontenelle, Chamfort et Chandler. Les esprits paradoxaux, dans la lignée de Clorin ou de Borges, parce qu'ils sont dépourvus de systèmes ou de wagons remplis d'idées, ont plus de mal à s'impo-

ser, surtout lorsqu'ils viennent contester que notre siècle soit plus moderne que les autres.

Au moment où de nombreuses statues de bronze attendent leurs engins de démolition — et pas seulement place du Colonel Fabien —, on aurait tort d'oublier à quel point toutes les générations du XX^e siècle ont vécu un Moyen Âge plus froid que l'ère glaciaire. Faire revivre nos ancêtres, penser comme Montaigne ou Diderot, voilà qui excite bien davantage que la lourdeur des syntagmes et les légères racoïes de la modernité — fresques abominables, graffiti sacrilèges à l'égard d'un Rubens, traités annonçant l'éternité à tout instant.

François Bott, discrètement, corrige notre époque de ses abominations de langue, et il préfère son île, ses îles et les avions qui vous suspendent au-dessus de la vie. Quelle chance ! On ne saurait le blâmer. Qui voudrait aujourd'hui échanger une feuille de palmier contre une page de colicoque ?

Gilles Barbedette

(1) Flammarion.

Le monde tel qu'il est

La lucidité caustique d'un traducteur de Henry James

LE THÉÂTRE DES SENTIMENTS
de Jean Pavans.
La Différence, 268 p., 98 F.

Familier de l'œuvre de Henry James, dont il a entrepris la traduction pour les Éditions de la Différence, Jean Pavans ne s'est pas éloigné de son immense aîné pour écrire son roman, le *Théâtre des sentiments*. Il se heurte à la même impossibilité d'atteindre la vérité des êtres, de dénouer par le langage le mystère et la complexité des relations humaines. Le roman de Jean Pavans pourrait même être introduit dans les termes qu'il avait choisis pour préface la *Source sacrée*, la plus mystérieuse des œuvres de James. Il y décrivait une mise en scène de « l'incohérence, de l'absurdité triomphante, sous lesquelles la réalité cache ses lois féroces pour les

protéger des interventions de l'intelligence, de la sensibilité, de la clairvoyance, de l'imagination ». Cette fascination pour la dualité engendre une écriture paradoxale, nourrie de subtiles analyses psychologiques et de sentences à valeur de vérité éternelle, mais aussitôt dénoncées par des démentis, des silences ou des retournements de situation.

Le personnage principal du *Théâtre des sentiments* est un écrivain qui a mis au point la version dramatique d'un grand roman et dont le texte, retenu par un metteur en scène, est à son tour livré à une interprétation. Ce double regard fait tour à tour de l'œuvre initiale un objet sacré et une chose dérisoire. La seule problématique, Jean Pavans traducteur ne peut être étranger.

L'univers des théâtres, des éditeurs, des privilèges de l'art, où se

déploie le conflit entre l'auteur, Xavier Wadden, et le metteur en scène sans scrupules, Zéda Khilman — nous qui cherchons à faire entendre les significations contradictoires du quat (wad en anglais) et du meurtrier — permet à Jean Pavans de devenir à son tour le metteur en scène d'un Paris littéraire dont les amateurs feront immédiatement fonctionner les clés.

La lucidité caustique de l'écrivain s'incarne dans les dialogues mondains où le pouvoir de méchanceté affirme seul l'esprit, et dans ses trouvailles lapidaires telle : « La mondanité est une solitude grégaire ». Le désabusement pourrait fournir son titre à cette fresque du malentendu, de la trahison et de la déposition ; fresque où les femmes riches d'un certain âge se refont une beauté aux bras d'hommes beaucoup plus

jeunes qu'elles, où l'on peut encore partager la vie de ceux qu'on a cessé d'aimer, où les enfances perdues sont devenues le seul repère du présent.

En contrepoint triomphe cependant l'humanisme acquis dans une expérience de l'autre, que l'on sent attentive, voire attentionnée, dans l'amour de la civilisation incarnée par l'Italie et l'art, dans la présence de la maladie et de la mort, et ce roman fait partager plus essentiellement une familiarité bienveillante et sereine avec le monde tel qu'il est.

A quelques maladroites près, dans l'usage systématique de la maxime ou dans le recours à l'analyse minutieuse de phénomènes guère plus intéressants que les boîtes de nuit, Jean Pavans réussit à dériver la littérature des luxueuses enclaves du snobisme.

Emmanuelle Nunez

L'invitation à la littérature

Suite de la page 17

Que peut-on savoir de l'intimité, de la mystérieuse, fatale et opaque alchimie du « jeu » amoureux ? Existe-t-il quelque part dans ce monde une position de bienheureuse extériorité, existait-il un bord d'où s'embarquer vers ce savoir ? Ces questions ne constituent pas pour Edith un objet à penser, une énigme mentale ou gentiment perverse qui viendrait la distraire de son étiolement. Elles sont la matière même de sa vie ou des virtualités que celle-ci a laissées en friche ; elles sont celles de son amour, car « il suffisait d'un instant, un instant miraculeux, et une vie entière, que l'on croyait ne jamais connaître, nous était donnée ».

Mais la valeur du livre de Jean-Louis Baudry, son originalité — au sens vrai et fort du terme, — se

marginalité par rapport à des conventions, éditoriales plus que littéraires, sont à situer ailleurs. Nullement dans quelque prouesse intellectuelle. Pas plus dans l'application, réussie ou spectaculaire, de quelque « idée » sur le roman — celle par exemple que l'auteur, membre de la première équipe de *Tel Quel*, théorisa et illustra à la fin des années 60.

Cette valeur singulière, qui fait de *Personnages dans un rideau* un roman marquant de cette rentrée, il faut la chercher, l'appréhender au cœur de l'immersion dont nous parlions. En même temps que d'un paysage et d'une lumière, Baudry s'est fait l'inventeur d'un temps particulier, celui du récit dans lequel nous sommes appelés, en tant que lecteurs, à nous insérer. Temps auquel l'écriture donne son

rythme, d'une lenteur savamment mesurée, son inflexion, belle d'une élégance tout intérieure. Temps et écriture qui se constituent en « corps de fiction », « corps glorieux », « être lumineux et désincarné ».

Citons pour le simple bonheur, pour le simple amour de la littérature, ces lignes : « J'ai toujours espéré donner forme au murmure qui nous traverse pour nous rappeler que nous sommes des créatures condamnées à la parole, soumises à l'empire des mots. (...) Il me semblait qu'en réfléchissant en langage, je trahissais la vie, je ne lui rendais pas ce que je lui devais. (...) Il aurait fallu être capable d'annoncer cette longue phrase continue qui passe à travers nous, venue de nulle part et dont personne n'est l'auteur ».

Patrick Kéchichian

Une Pléiade bien inutile

Comment trahir Marguerite Yourcenar en prétendant respecter sa volonté

ESSAIS ET MÉMOIRES

de Marguerite Yourcenar.
Avant-propos de l'éditeur,
Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1 694 p., 350 F,
jusqu'au 30 novembre, 390 F
ensuite.

A la fin de sa vie, Marguerite Yourcenar était une star. Première femme élue à l'Académie française, sagement installée sur les listes de meilleures ventes, elle pouvait balayer d'un sourire le souvenir de ses démentis avec ses éditeurs, quand ils la regardaient de haut, le doigt sur les tirages — très médiocres — et le sourcil levé devant ses exigences, son orgueil, sa rigueur, ses manies. Elle pouvait enfin imposer sa volonté. C'est ainsi qu'à paru, en 1982, le volume de ses *Œuvres romanesques*, dans la « Bibliothèque de la Pléiade », sans aucun appareil critique, avec juste un avant-propos de l'auteur et une chronologie judicieusement non signée.

Sur l'intérêt d'une « Pléiade » sans appareil critique, le débat est ouvert. Et il est sans fin. Partisans et adversaires des notes et autres variantes s'accrochent toutefois sur un point : un volume de la « Pléiade » doit proposer un texte définitif. C'était le cas des *Œuvres romanesques*, revues par Marguerite Yourcenar. Pour *Essais et mémoires* (1), qui paraît aujourd'hui, l'établissement d'un texte définitif était plus complexe. Marguerite Yourcenar est morte en 1987, en laissant des ouvrages inachevés, dont la dernière partie du *Labyrinthe du monde* — *Quoi ? L'Eternité* —, publiée en 1985 dans une édition pour laquelle les termes « douteux » ou « bachelé » sont de délicats euphémismes.

La « Pléiade » se devait de proposer, enfin, une véritable édition de *Quoi ? L'Eternité*. Il était aisé de choisir un parti-pris d'établissement du texte et de l'éclairer par quelques notes. Pour le reste du volume, il suffisait de corriger, par des notes de bas de page, quelques erreurs manifestes figurant dans les précédentes éditions.

Le directeur de cette prestigieuse collection, M. Jacques Cotin, qui semble plus soucieux de la régularité de sortie des volumes et de leur tirage que de leur qualité — et du choix des auteurs appelés à entrer dans la « Pléiade », — n'a pas jugé bon de s'intéresser aux quelque 1 690 pages qu'il vient de publier à peu de frais. Pour le profit de qui ? Certainement pas de Marguerite Yourcenar ; pas plus que de ses lecteurs.

La liste serait longue et fastidieuse des approximations qu'on imprime au nom d'une prétendue fidélité à Marguerite Yourcenar. Elle a dit clairement ce qu'il fallait penser de ces fidélités-là, qui ne sont que sottise vénération ou vulgaire parterre (2). Ne citons que quelques cas exemplaires, dont certains seraient drôles s'ils n'étaient pas scandaleux. On est à la quatrième édition (collection « Blanche », « Folio », « Bibles » et aujourd'hui « Pléiade ») d'un texte comportant le mot « désolatoire » (pp. 1235 et 1238), qui ne figure dans aucun dictionnaire français. Il a été fabriqué par Marguerite Yourcenar à partir du mot anglais

« desolatory ». Que signifie une « Pléiade » qui ne fournit pas même cette explication ?

Trois phrases, parmi tant d'autres, peuvent être livrées à la sagacité du lecteur : « Ce livre, que Michel m'avait donné à lire, et qui fut ma première expérience de pensée à contre-courant, était devenu pour lui une ancre dans une mer de mensonges où des journalistes à gages, ou eux-mêmes partageant, en la multipliant autour d'eux, l'hystérie des foules, avaient plongé de grands peuples » (p. 1231) ; « Et pourtant, tous deux évoquent la gens, le groupe solide de la famille romaine, et les habitants de la domus que presque chacun de nous ne possède plus » (pp. 1338 et 1339) ; enfin, une « nature » visible à l'intérieur d'une phrase, qu'on laisse sans commentaire : « Il advient aussi, paraît-il, il arrive aussi qu'il les reconnaisse » (p. 1216).

Inutile d'insister. Relevons tout de même pour ce qui est de la « fidélité » aux textes, revus, en leur temps, par Marguerite Yourcenar, quelques bévues. Paul Cambron, qui figure dans *Archives du Nord* (et dans le Petit Robert des noms propres), est devenu dans la « Pléiade » « Paul Gambon » (p. 1095). Marguerite Yourcenar a toujours écrit « Grande Guerre » pour la guerre de 14. On lit aujourd'hui « grande guerre ».

Absence de travail

Dans *Souvenirs pieux*, la famille maternelle de Marguerite Yourcenar produit soudain un grand-oncle paternel, et dans *Archives du Nord*, il apparaît que Vermeer pourrait être un peintre du dix-huitième siècle. Devant des remarques sur ce texte, revu par elle et non corrigé, Marguerite Yourcenar se plait à dire : « Le lecteur aura rectifié de lui-même ». On ne demandait certes pas aux responsables de la « Pléiade » la même désinvolture.

Cette édition n'est même pas du « sale travail ». C'est tout simplement une absence de travail. Quelques semaines auraient suffi pour que la « Pléiade » proposât au moins un texte « propre », assorti d'un répertoire des personnalités citées et de quelques commentaires sur ce rassemblement bédouillet d'ouvrages d'importance. L'ultime argument, pour l'absence de ce travail, était naturellement : « Ça se vendra quand même ».

Cette « Pléiade » illustre parfaitement ce que les grands écrivains expriment dans leurs affrontements avec ceux qui les publient : pour un éditeur, un écrivain est parfait quand il est mort et pas encore « tombé » dans le domaine public. Il ne peut plus se plaindre et personne n'est en droit de proposer une édition convenable de ses textes.

A Marguerite Yourcenar, qui prenait la peine d'écrire à des libraires pour savoir si des « exemplaires fautive » de ses ouvrages étaient encore « malencontreusement » en circulation, on devrait faire l'ultime cadeau de négiger ce volume inutile (3), fâcheux, « coûteux » aurait-elle dit, et qui signale trop bien ce qu'elle a constamment dénoncé : un certain mépris pour les écrivains.

Josyane Savigneau

SOUVENIRS DE GUERRE de J. THIBAUDEAU.

La Roche-sur-Yon.
Dakar et la guerre 39-45. Une enfance
en cent poésies timbres-poste.



Collection Haute Enfance.

HATIER

مكتبة من الأصـل

هكذا من الامل

Le grand désordre des faits

Comment s'écrit l'histoire de l'art ?
Pour Haskell, pas de doute : elle s'écrit sous forme de catalogue

MÉCÈNES ET PEINTRES

L'art et la société

de Francis Haskell.

Traduit de l'anglais par

F. Durand-Bogaert.

A. Lyotard-May et L. Ewald.

Gallimard, 800 p., 155 ill.

325 F jusqu'au 30 novembre,

385 F ensuite.

« Je me suis délibérément gardé

de tout essai d'« expliquer » l'art

en fonction du mécénat, de la

généralisation et de l'effort d'être

sévère empirique - quitte à

équivoquer certains problèmes qui

m'ont profondément intéressés et

que je reconnais essentiels. » Ainsi

Francis Haskell, sommité de

l'histoire de l'art britannique,

qu'il enseigne à Cambridge, défi-

nit-il la méthode qui préside à

Mécènes et peintres. « Sévère

empirique », il se voulait. Sévère

et empirique il se montre sans

relâche tout au long de son

ouvrage.

Son étude se définit essentielle-

ment par la géographie et la chro-

nologie. L'Italie est son théâtre,

une Italie où Rome et Venise

comptent à peu près seules.

Quant à l'action, elle se déroule

entre 1623, date de l'élection du

pape Urbain VIII, et la fin du

dix-huitième siècle, marquée par

l'invasion française et l'effondre-

ment de la Sérénissime. Action ?

Actions, plutôt, actions innom-

brables, pléthore de faits et d'épi-

sodes d'inégale valeur. Tous met-

tent en scène des personnages de

deux types, les artistes d'une part,

ceux qui commandent et paient

leurs œuvres, d'autre part.

Les premiers sont tantôt illus-

tres, tantôt visionnaires, les seconds

des pontifes, des princes, des

bourgeois ambitieux et même des

brocanteurs. Entre eux, les rela-

tions varient du ton le plus cére-

monieux au plus cavalier, de la

soumission à l'arrogance, de

l'amitié entre âmes sœurs à la

froideur de simples rapports de

commerce.

Des peintres tolèrent que leurs

clients déterminent le sujet de la

toile dont ils passent commande.

Les plus souples acceptent même

qu'ils fixent le nombre de figures

- quitte à se faire payer, précisé-

ment, à la figure. Les plus réti-

cents ne tolèrent pas le moindre

avis. Ils font ce qu'ils veulent - à

l'amateur de s'en accommoder ou

pas. Salvator Rosa paraît avoir

été le plus acharné des défenseurs

de la liberté artistique, lui dont

l'une des maximes professait :

« Je ne peins pas pour m'enrichir,

mais pour mon seul plaisir. »

Venise

et le néoclassicisme

Infatigable, Haskell décrit

toutes les nuances de ce jeu. Il

connaît tous les cas possibles - du

glorieux mécénat pontifical qui

ruinait les finances vaticanes ad

maiorum Dei gloriam aux acqui-

sitions moins coûteuses des

Romains qui se rendaient aux

expositions annuelles se tenant

au Panthéon pour le Saint-Joseph

ou au monastère de San Gio-

vanni Decollato pour la fête

du dudit martyr. Il en connaît tant

que son livre glisse à la collection

d'érudit, synthèse de chroniques

et d'archives, somme de cas par-

ticuliers dont, absolument fidèle

à son programme, il se refuse à

déduire la plus petite règle.

A l'en croire - et qui se risque-

rait à mettre en doute un travail

si nourri ? - aucune logique

n'apparaît, aucun principe,

encore moins un système du

gout. Ni l'appartenance à telle

classe sociale ni la profession ne

semblent déterminer quelque pré-

férence esthétique que ce soit.

Qu'il y ait eu, dans la Rome

baroque, une hiérarchie des

maîtres tacitement reconnue, une

opinion publique, une activité

critique, des controverses sur les

mérites comparés des Anciens et

des Modernes et des retournements

de réputation, Haskell ne le

suggère que par allusions.

Tel familier du pape, tel fils de

famille pressé de dépenser les

benefices paternels dût un peintre

ou un statuaire. Pourquoi ? Sous

quelle influence ? Au nom de

quelle philosophie du beau ou,

plus trivialement, de quel

engouement ? L'historien n'en dit

rien. Il lui arrive tout au plus de

se référer à l'évolution contem-

poraine des réputations, évolution

qui tient elle-même de très près à

l'évolution des arts.

Sans doute cette question est

elle au nombre des « certains pro-

blèmes » qu'il confesse avoir

esquivés. On ne peut s'interdire

de regretter cette discrétion, car,

plus que de minimes histoires de

tableaux d'autel livrés en retard

ou de querelles de courtoisie, il

dût être précieux de comprendre

comment se faisaient et se dé-

faisaient modes et doctrines dans

le milieu romain, concentration

exemplaire d'artistes, d'hommes

de lettres et de connoisseurs.

Malgré lui, Haskell se laisse

aller cependant par deux fois à

avancer une explication générale

et à reconnaître les signes d'une

transformation d'ensemble. Au

chapitre VII de son volumineux

traité, il montre de manière très

convaincante comment la puis-

sance militaire, diplomatique et

financière des monarchies euro-

péennes a accéléré l'effondrement

du mécénat pontifical. Dans la

seconde moitié du dix-septième

siècle, chefs-d'œuvre et com-

mandes abondent désormais à

Paris et à Londres. Les peintres

italiens s'y rendent en nombre ;

les marchands y vendent les tré-

sors rachetés aux familles

romaines de moins en moins

opulentes ; Richelieu, Mazarin,

Charles I^{er}, les princes allemands

et autrichiens constituent leurs

réseaux d'approvisionnement.

Commence un déclin qui finit en

catastrophe quand les armées du

Directoire et du Consulat s'en

vient piller couverts et vases.

A la fin de sa troisième partie,

celle qui traite de Venise, l'auteur

obéit à nouveau à l'envie de s'é-

lever au-dessus du catalogue de

noms propres. Il repère les pre-

miers symptômes du néoclassi-

cisme chez des collectionneurs

qui attendent de Tiepolo qu'il

respecte les enseignements de

l'archéologie et de Canaletto qu'il

rende hommage à la sobriété des

architectures palladiennes. Les

mêmes n'en continuent pas

moins, par chauvinisme artisti-

que, à admirer les élégances en-

rubannées du rococo et se consti-

tuent des cabinets de Longhi et

de Guardi. Il n'empêche : l'amour

du froid et du rectiligne, de l'héroïsme

vertueux et du

romain restauré s'insinue dans la

parie de Venise, qui devient la

ville de Canova.

Dans ces derniers chapitres,

plus brefs et démonstratifs, l'ana-

lyse, enfin, l'emporte sur la des-

cription, et la réflexion esthétique

se dégage du désordre des petits

faits. Dans sa préface, Haskell

n'est pas loin de s'en excuser.

Scrupule inutile : c'est par ces

deux cents dernières pages que

Mécènes et peintres se sauve de la

monotonie et vaut mieux que le

tour de force d'érudition énumé-

rative pour lequel il se donne.

Philippe Dagen

Eloge de la main

Une réflexion du peintre Maurice Matieu
sur son expérience artistique

LA RONDE OU LE PEINTRE

INTERROGÉ

d'Armelle Avis.

L'Harmattan.

coll. « La philosophie

en commun », 61 p., 50 F

Entre hommes de plume, l'en-

tretien peut être l'espace d'une

dérivation ou d'un déplacement

des problèmes ; il peut aussi

la Renaissance en faisant sortir

les masses de couleur hors du

plan. Si le tableau « avance » sur

celui qui le regarde, c'est parce

qu'il est ramené à une surface à

deux dimensions. Dans cette

mise en crise de la profondeur et

de l'illusion représentative, le

sens ne naît plus de la place attri-

bue à un « objet » sur la toile.

Ce que Cézanne nommait la

« charpente » du tableau est mis

en crise par la couleur. La mise



Maurice Matieu : Crayon sur arche (Budapest, 1991.)

devenir cette paresse qui évite

l'écriture d'un texte de plus. A

l'inverse, l'entretien prend du

sens lorsqu'il met aux prises, ou

plutôt en prise, un homme de

mot et un homme d'images ou

de sons, peintre ou musicien,

metteur en scène ou chef d'or-

chestre, dont la pensée se trace

dans l'espace ou dans le temps et

non dans la parole.

La Ronde ou le peintre inter-

rogé, quatrième volume d'une

collection toute nouvelle, se

conclut sur l'idée que « la pein-

ture est dépositaire d'une

réflexion qu'elle ne peut formuler,

qu'un autre doit formuler ». La

peinture, dit le « peintre inter-

rogé », en l'occurrence Maurice

Matieu, appelle le commentateur

parce qu'il est l'autre d'elle-même,

son autre. En ce sens, elle

tend toujours à la « découverte

de l'autre, du fait qu'il ait à exprimer

son regard ». Eloge de la parole

- et bien que celle-ci soit hésitante,

vacillante, errante même -

qui se situe résolument hors des

discours contemporains sur le

sublime ou le silence devant

l'horreur du beau.

La peinture est une pensée qui

fait penser. En ce sens, elle est,

à sa manière, intervention dans

la cité. Non pas sous la forme, « fai-

ble », de l'engagement et d'une

politique des images, mais sous

celle, plus radicale, d'une ques-

tion maintenue sur l'ordre, exté-

rieur à la peinture, qui risque

toujours d'organiser le tableau

quoiqu'il le peintre en ait.

D'où vient en effet l'extraordi-

naire importance de Cézanne, se

demande le peintre interrogé ?

De ceci qu'il intervient sur le

plan. Cézanne met en crise la

perspective euclidienne issue de

Les fantômes

de l'atelier

Dans ce cheminement auquel

nous convie un peintre réfléchis-

sant sur son travail et les

fantômes des peintres intimes,

des amis intimes, qui hantent son

atelier, le lecteur est mis au plus

près d'une expérience, d'une

épreuve, celle de l'autre où la pré-

sence de l'autre est toujours effec-

tive. Comme dans ces passages

où Matieu fait une sorte d'éloge

de la main, non pas au sens d'un

savoir-faire artisanal, mais au

sens où, au contraire, la maîtrise

apparente est le masque d'une

L'ANCIEN RÉGIME
(1610-1770)

d'Emmanuel Le Roy Ladurie.
Tome III de l'Histoire de France.
Hachette, 456 p., 398 F jusqu'au
29 février 1992, 490 F ensuite.

«MESSEURS, je ferai paraître le désir que j'ai de servir Dieu, soulager mon peuple, protéger un chacun, rendre la justice à tout un chacun et faire en sorte que tous soyez contents. Ainsi parla, pour la clôture des états généraux, un jour de février 1615, Louis XIII, à peine adolescent. Était-ce donc cela, ce régime qu'on nomma si longtemps, et si injustement, l'absolutisme? Ce mélange, déjà fort nourricier de religion et de bon droit, de protection et de réjouissances pour un peuple de ventres pleins et d'âmes sereines? Une puissance souveraine, renchérit Louis XV un siècle et demi plus tard, en 1766, devant le Parlement de Paris, « dont le caractère propre est l'esprit de conseil, de justice et de raison »?

Depuis ses premières chevauchées chez les paysans du Languedoc, Emmanuel Le Roy Ladurie a trop étudié les malheurs de ces temps-là, quand le Royaume pouvait être « une prairie de la souffrance humaine », pour être tenté de décrire un Ancien Régime rose, qui illustrerait ces royales formules. Il est toutefois assez revenu des grandes conceptions légalitaires de l'histoire et de la politique pour avoir eu le goût de nous expliquer que la monarchie absolue à la française fut, à tout prendre, une étape obligée et enrichissante dans la construction de cet État moderne qui nous régit aujourd'hui, en gentille puissance moyenne lovée à l'extrême du continent européen.

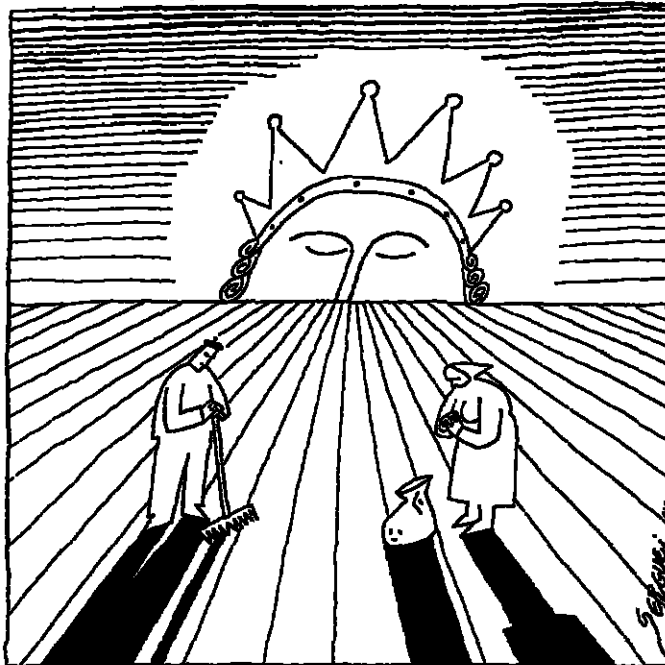
Pourtant, qu'on se rassure : sa démonstration n'est ni pédante ni revancharde. Elle trahit même une sorte de jubilation spaisée chez l'historien arrivé, lui aussi, au bon port de l'esprit de conseil et de raison. Mais qui n'a pas renoncé à ses exercices favoris, le panorama taillé au sabre d'abordage et la formule juteuse. A nous, donc, chez cet incorrigible du moulinet de plume, les portraits d'usages hauts des monarques et de leurs cardinaux-ministres, des flashes sur le Paris frondeur ou tel quartier paisible de Versailles nomme le Pré-aux-Cerfs, le beau des huguenots et des papistes tenu pour le « combat du gland et de la cirouille », la vision des parlementaires qui apprennent à tenir l'autoritarisme monarchique non plus pour « couronne d'épines » mais pour « buisson de roses bonnes à sentir, à renifler, à brouter ».

et même, au point limite, la du Barry, « qui prête le flanc » page 278.

C'est dire qu'on ne s'ennuie pas un seul instant en accompagnant l'homme de Montaigne dans cette recherche de l'absolu qui court tout de go, « du geste républicain de Ravaillac à la petite vérole terminale de Louis XV ». Et qu'on se surprend même à lire sans somnoler, sous la plume d'un fier ami des *Annales*, l'histoire-bataille la plus érudite, méandres de la succession d'Espagne et bataille de Berg-op-Zoom compris.

Le ragout du style n'ajoute rien à des viandes médiocres. Or ici tout est frais et taillé bourgeoisement. L'illustration, comme toujours dans l'*Histoire de France*-Hachette qui s'achève avec ce volume, est flamboyante et commentée avec une minutie reposante face à la densité du texte principal. L'appareil critique, pour ouvrage de référence, est impeccable avec cartes, chronologie, index et notes. Emmanuel Le Roy Ladurie, on l'imagine, est averti des derniers frissons historiographiques et, notamment, il sait flairer les apports si neufs des historiens anglosaxons, il ferraille un peu avec ses collègues Pierre Goubert, Daniel Dessert ou François Bluche, il exhume des visionnaires peu connus (aimiez-vous déjà Pierre-Edouard Lemontey, qui débarque à la page 228?), mais sans jamais nous priver de l'agit-prop de ses idées, de ses vus cavalières et de ses raccourcis. Voici, en bref, un « beau livre », qui est à la fois un manuel provocant, un essai dense, un récit à suspense et une mine documentaire où la pépite abonde.

Il est aussi, et plus que les quatre autres volumes de la collection déjà parus, porteur d'un équilibre intrinsèque où une conception assez « globale » de l'approche historique prend mieux ses aises. Le projet de la série, on le sait, est de conter l'aven-

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux

Le despotisme éclairant

ture politico-étatique de la personne France, en une sorte d'hommage implicite à la récente percée, assez ravageuse, d'une histoire politique à larges scansions événementielles, qui fut naguère ostracisée au nom des saints équilibres de la « longue durée » : Georges Duby pour le Moyen Âge, François Furet pour une Révolution qu'il a fait courir de Condorcet à Jules Ferry, Maurice Agulhon pour notre dernier siècle et Emmanuel Le Roy Ladurie lui-même, dans l'*État royal* (1460-1610) paru en 1987, ont tiré ce fil avec bonheur. Mais, cette fois, une densité démographique, économique, sociale et culturelle propre à l'apogée et au commencement de la fin de notre Ancien Régime com-

me, de moins disjoindre le social des idéaux et des pouvoirs. Car la distinction est bien là, vivante, féconde, étayée par un demi-siècle de travaux chiffrés, pesés et prestigieux, entre un XVII^e siècle austère, de basses eaux humaines et alimentaires, et un XVIII^e siècle plus joliment qui court au-devant de la vie et du mieux-être.

L'absolutisme d'Etat, qu'il soit « en vraie grandeur » chez l'Apollon de Versailles puis « flexible et fluctuant » après 1715, a certes sa responsabilité dans cet écartèlement séculaire, par l'impôt excessif et les malheurs de la guerre permanente que tour à tour il a infligés ou tempérés. Et pourtant, tous comptes faits, « si le « terrain » monarchique a « travaillé », glissé, pour finalement s'effondrer, c'est d'abord par suite d'une croissance économique et culturelle sans précédent, intervenue pendant la plus grande partie du XVII^e siècle ». Le Roy Ladurie rend ainsi un bel hommage au poids décisif des « bleds » et des idées qui circulent mieux (il décrit allégrement les ravages de « l'inondation d'alphabetisme » au temps de Vol-

taire), à cette revanche du vécu et du savoir sur la maladresse des princes ou l'impuissance des idéaux, qu'il place au cœur de l'analyse, si classique en France, qu'elle soit tocquevillienne ou marxiste, des origines de 1789.

Toutefois, après avoir ainsi fait sa révérence au poids fatal du matériel et du socioculturel dans le cours de la décapitation des Bourbons, il ne baisse pas la garde du politique. Car leur absolutisme fluctuant, dit-il, eut toujours des effets pervers et autodestructeurs : il a sapé les ordres, privilégiés ou non, il a abouti, pour tenter de survivre, à « substituer la puberté d'une société plus individualisée, atomisée, aux anciens agrégats (...) des « états » et des « corps » ; il a érodé avec

persévérance son principe de légitimité en préférant exalter la mystique du sang (« Le Roi ne meurt jamais ») plutôt que de vénérer dans la royauté, comme à la Renaissance, un office suprême, quasi constitutionnel et garant du droit des « corps ». Turgot, en dissolvant les corporations en 1776, ouvre ainsi, au dernier acte, la boîte de Pandore des frustrations vindicatives, des agitations philosophiques, des patriotismes vagissants, des désirs d'égalité et finalement de la Révolution. La mystique « sanguine » a appelé le sang.

CETTE démonstration n'a rien de linéaire ou de desséchant. Car, par un sage et plat découpage des chapitres sur l'état de la chronologie, Le Roy Ladurie non seulement rafraîchit les évidences — dont la plus forte est la très sensible croissance de l'Etat et de ses officiers, de Louis XIII à Louis XV, à travers Richelieu ou Colbert — mais il fait bien sentir une respiration, puis un habilement, entre les modes de gouvernement autoritaires, de Louis XIV au triumpheant Maupeou-Terray-Aiguillon, entre 1770 et 1774, et les périodes de trouble ou de navigation « à la godille » auxquelles il réserve toute sa verve et beaucoup de tendresse, de « l'empirisme semi-libéral à la fortune du pot » d'Henri IV à celui de Choiseul de 1758 à 1770, en passant par le « fait social total » que fut la Fronde, par les ruses de la Régence, l'entregent de Law et la bonace au temps d'un Dubois ou d'un Fleury, cet « Hercule débouillonné ». Voici donc la conjoncture réhabilitée, la finesse honorée, et finement contée une histoire où les déterminismes hésitent longtemps, pour notre plaisir, à avoir le dernier mot.

Tout cela est bien rafraîchissant et, rappelez-le, servi à jet continu par le bonheur d'une plume libre. « L'absolutisme n'équivaut point à une prise en charge totalitaire qui s'étendrait à l'ensemble du corps social, capturé aux filets du pouvoir, et pénétré de tous côtés, votre transpercé par l'autoritarisme venu d'en haut. L'absolutisme, en fait, tente de superposer aux sociétés des corps archaïques mais bien vivants, un haut vouloir à prétentions rationnelles ».

Cette conclusion austère et juste ne vaudrait rien si Emmanuel Le Roy Ladurie n'avait pas pris la précaution de l'insérer au spectacle de Louis XIII « corporel et sensible », de Colbert en « proto-industrialiste campagnard » ou de Louis XV, en paysan du Danube. La « contextualisation des corps sociaux » qu'on lit sur les murs de Versailles ou des Invalides s'anime : le printemps baroque de la monarchie jusqu'à la Fronde, son été indien sous le Roi-Soleil, son « brillant hiver » au XVIII^e ont trouvé leur peintre.

le centre national des
Lettres

sera présent au

2^e Salon
de la
Revue

21, 22, 23 septembre 1991

Ecole des beaux-arts
14, rue Bonaparte
75006 Paris

L'ANCIEN RÉGIME

Informations Salon de la revue
Entrevues
tél. : (1) 42 61 29 29 - fax : (1) 49 27 03 15
Minitel : 3615 SJREVUEInformations aide aux revues
Catharine Coridian, CNL
tél. : (1) 45 49 30 85Selon organisé avec le soutien du CNL,
de la DRAC - Ile-de-France et de l'Ecole
nationale supérieure des beaux-arts

L'ANCIEN RÉGIME

LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS
La rentrée extrascolaire

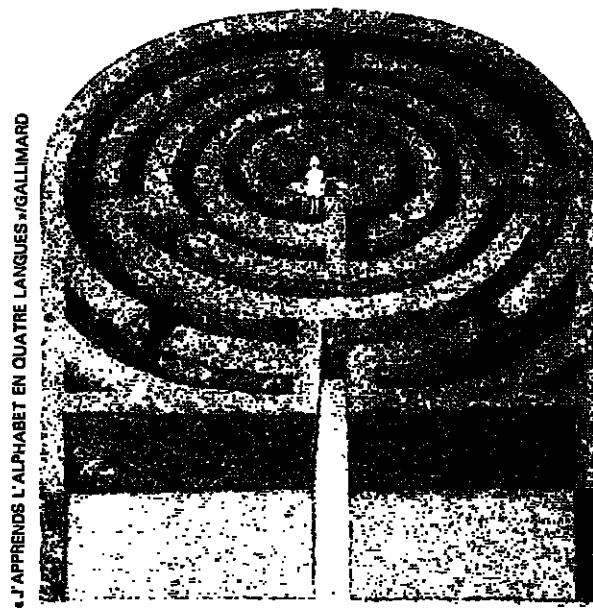
C'est la rentrée... Les livres de classe sont couverts, les nouveaux profs étiquetés, les copains retrouvés. Il est temps de préparer ses lectures extrascolaires, lectures de plaisir qu'il ne faut surtout pas prendre pour du temps perdu. Proposons un premier choix parmi les nouveautés :

La Terre s'ennuyait... Elle accouche de quatre fils qui lui feront voir de toutes les couleurs. Elle les nomme Printemps, Été, Automne, Hiver. Une approche originale des phénomènes cosmiques. (Les Quatre Fils de la Terre, de Jacques Cassabois, ill. Jozef Wilkon, Messidor, « La Farandole », 38 p., 90 F, à partir de sept ans.)

Un abécédair de quatre grandes langues européennes (français, anglais, allemand, espagnol) aux belles illustrations poétiques et parlantes. (L'apprenti l'alphabet en quatre langues, de Ruth Brown, Gallimard, 32 p., 67,50 F.)

L'attrait de la soie, ce « précieux fil de bave », a conduit les hommes, depuis l'Antiquité, à braver tous les dangers, de même que le thé, le henné, le corail qui arrivèrent par caravanes sur des routes pleines d'embûches. Une lecture rapide, mais qui suscitera beaucoup de questions... et de nouvelles lectures. (Les Routes de la soie, de Sylvie Girardet, Claire Merleau-Ponty, Anne Tardy, ill. Christian Broutin, Bayard, coll. « Grands reportages », 60 p., 75 F, à partir de huit ans.)

L'héritage du Moyen Âge ne se borne pas aux cathédrales, et cet album donne à réfléchir par des explications très simples à propos de « querelles byzantines », d'une « cote mal taillée » ou de « l'œil de Colombe ». Et, surtout, ne pas « demander merci », comme un chevalier vaincu implorant la pitié du vainqueur! (La Monnaie de singe ou Comment reconnaître



les expressions issues du Moyen Âge, d'Elisabeth Charbonnier, Hatier, 104 p., 92 F.)

Sous forme de livre « à lire », voici une reprise de l'album de Gripari qui devrait toucher un public d'enfants d'âge scolaire (et même d'autres) qui seront sensibles à ces histoires courtes, au style d'un brio et d'un humour inimitables. (Jean-Yves à qui rien n'arrive, de Pierre Gripari, Grasset-Jeunesse, 220 p., 48 F.)

Un recueil de lettres qu'une grand-mère de soixante-quinze ans aurait aimé adresser à ses enfants et petits-enfants. D'un ton alerte et attentif, elle raconte sa vie et celle des autres vue par une « personne âgée » très choquée si, dans la rue, on l'appelle « Mémé ». Un vrai plaisir de lecture. (Très Chers Enfants... de Christine Nöstlinger, traduit de l'allemand par Jeanne Etoré, Castor-Poche, Flammarion Senior, 220 p., 26 F.)

L'histoire de Thomas qui, convaincu d'avoir été échangé à la naissance avec son voisin, veut se venger de celui qui vit sa vie à sa place. Le roman du film qui reçut la Caméra d'or au Festival de Cannes. (Toto le héros, de Jaco Van Dormael, Gallimard « Page blanche », 128 p., 58 F, en librairie le 3 octobre.)

Signalons également un numéro spécial Colette Vivier/Charles Vildrac de la Revue des livres pour enfants, avec un hommage introductif de Marc Soriano à deux amis « écrivains pour la jeunesse » qui étaient d'abord et surtout des écrivains tout court, de grands artistes ». On lira aussi une rencontre avec Paul Fournel et Francine Perceval à propos de la collection « Volubile » chez Seghers. (Numéro 141, automne 1991, 60 F le numéro, à la Joie par les Livres, 8, rue Saint-Bois, 75004 Paris.)

EN BREF

□ Un Centre d'études et de recherches Lawrence Durrell. — Destinés aux étudiants et chercheurs, ce centre Durrell sera inauguré, samedi 21 septembre à Sommèrès, dans la maison où l'auteur britannique a travaillé et vécu jusqu'à sa mort, en novembre dernier. Françoise Kestman, qui fut sa compagne, Jacques Lacarrière, Michel Déon et Frédéric-Jacques Temple sont membres du conseil d'administration. (Renseignements : BP 15, 30250 Sommèrès.)

□ Colloque Mirbeau. — La Faculté des lettres d'Angers organise du 19 au 22 septembre un colloque international sur « Le rôle historique d'Octave Mirbeau ». Sous l'impulsion de Pierre Michel et Georges Cesbron, de nombreux spécialistes feront le point sur les études mirbeuliennes. (Renseignements au : 41-35-21-22.)

□ Le Prix de la corne d'or limousine. — Dans le cadre des Journées nationales de l'élevage limousin, un jury présidé par Georges-Emmanuel Clancier a remis à Rennes, le 12 septembre, un taureau — vivant — à Guy Georgy, ancien ambassadeur de France à la retraite, lauréat du huitième Grand Prix littéraire de la corne d'or limousine pour son roman *la Folle Avoine* (Flammarion).

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditons et diffusons :

- ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION.
- LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75004 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 71

Commandez votre livre au 10 de la rue du 11.02.57 ou la propriété intellectuelle

مكتبة من الأصل

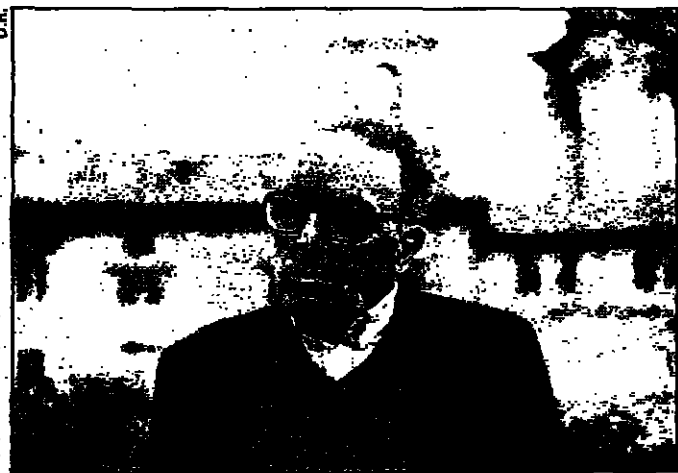
Les escroqueries de Malerba

Un écrivain qui souffre du caractère fictif de ses personnages

C'EST LA FAUTE À PROUST
de Luigi Malerba.
Traduit de l'italien par Michel
Breilman, Laffont, 270 p., 110 F.

CLOPES
de Luigi Malerba.
Traduit par Roger Salomon,
Fayard, 140 p., 75 F.

LES POULES PENSIVES
de Luigi Malerba.
Traduit par Roger Salomon, Seuil,
coll. « Points-virgule », 122 p., 25 F.



Malerba : « J'aime la fiction, la parade, les faux-semblants ».

Souvent comparé à Ionesco, armé de son humour pincé-saustre et de son goût pour l'absurde, Luigi Malerba revient en force sur les tables des libraires avec un recueil de nouvelles, un livre plutôt destiné à un public adolescent bien qu'il paraisse en France dans une grande collection de littérature étrangère et un joli album d'histoires drôles qui ont toutes pour protagonistes des poules.

Depuis son prix Médicis étranger (1), il avait pratiquement disparu des librairies françaises jusqu'en 1989 avec la *Planète bleue* (2). Fun de ses romans les plus complets, où il perdait un peu de l'ironie qui a fait son succès. Les textes breffés qui sont à présent proposés n'ont d'autre prétention apparente que de faire sourire.

Comme tant d'autres romanciers italiens avant lui, comme le Moravia de *L'Épidémie* (3), comme le Primo Levi du *Fabrilant de miroirs* (4), comme Italo Calvino, Malerba sait le parti littéraire que l'on peut tirer de cette zone onirique située entre la pure fantaisie enfantine, la fable morale et la nouvelle fantastique. Et si le jeune cinéaste italien (avec Luchetti, Moretti, Benigni) fait un usage magnifique de l'humour, les écrivains comiques sont devenus assez rares pour que l'on rappelle le talent de Malerba (qui du reste a travaillé sur le scénario de plusieurs films).

« Depuis que je suis Molière, ma vie a changé », déclare un traducteur mythomane héros d'une des nouvelles de *C'est la faute à Proust*. L'humour très littéraire de Malerba n'est pas, à la différence de celui de la plupart de ses compatriotes, une façon de caricaturer la vie. C'est plutôt un détournement par le rêve. En cela il rejoint le nonsense anglais.

Prenons ses *Poules pensives*. Philosophes, alphabètes, géomètres, parisiennes ou suisses, elles prouvent par leur imperturbable et stupide logique l'absurdité de la vie collective. Folles ou raisonneuses,

ambitieuses ou solitaires, muettes ou bavardes, elles lisent *Madame Bovary*, ce qui les plonge dans une profonde mélancolie et appelle en elles des aspirations bourgeoises, elles croquent du chocolat dans l'espoir de pondre des œufs de Pâques, elles cherchent le vide zen, elles enseignent une version gauloise du théorème de Pythagore, elles partent en croisade pour sauver le Saint-Sépulchre, elles ont le culte de Jeanne d'Arc et elles veulent appartenir à la Mafia, elles observent la constellation de la Poule en espérant qu'un jour une étoile œuf en naîtra. Bref ce sont de dignes émules des oiseaux de Chaval!

Le clochard *Clopes* (mozziconi, en italien), lui, vitote sur les quais du Tibre et vitupère les touristes, la saleté du fleuve, la corruption, le pétrole, les émirats arabes et les dangers du zéro. Pourquoi? Parce que si on multiplie une quantité quelconque par zéro, il l'annule. « A cause d'un zéro un quartier de Rome peut être réduit au sol, réduit à néant. » Or l'italien est précisément le thème dominant de ces nouvelles. Ou plus exactement le degré d'existence et de réalité de la littérature.

La nouvelle, *C'est la faute à Proust*, a pour narrateur un médecin qui constate avec consternation que la plupart de ses patients se complaisent dans leurs maladies, le plus souvent imaginaires, à cause de leurs résonances (parfois même, et c'est là le problème, de leurs origines) littéraires. Proust est le premier fautif : « Un asthmatique n'est pas nuisible à son prochain en tant que tel, tandis que certains pigistes de Proust ne sont ni plus ni moins qu'un fléau. » Claudel étant un antidote inefficace, il n'y a plus

René de Ceccaty

- (1) Obtenue en 1970 pour *Saut de la mort*, Grasset.
- (2) Fayard.
- (3) Recueil de nouvelles surréalistes en cours de traduction.
- (4) Ed. Liana Levi (1989) repris en Pocho-Biblia.

Les correspondances de Citati

Quand le critique italien fait revivre l'esprit de mélodrame

par Hector Bianciotti

HISTOIRE QUI FUT HEUREUSE, PUIS DOULOUREUSE ET FINISTE
de Pietro Citati.
Traduit de l'italien
par Brigitte Pérol,
Gallimard, 176 p., 98 F

Si la chronique littéraire n'avait pas abusé, jusqu'à la rendre insignifiante, de l'analogie à la fois vibrante et creuse que procure le mot « opéra », on n'hésiterait pas à s'en servir pour évoquer, sinon définir, l'atmosphère où baigne l'ouvrage mi-biographique, mi-romanesque que voici. Sans oublier de préciser la période du répertoire lyrique auquel il se rattache — celle de la première partie du dix-neuvième siècle, où le bel canto encore bucolique de Bellini va s'étendre dans les plaintes dramatiques de la *Traviata*.

Car c'est l'esprit même du mélodrame au sens propre — musical — du terme que Pietro Citati a fait revivre, en racontant l'histoire de ses arrière-grands-parents, la matière du récit lui ayant été fournie par ce qu'il est convenu d'appeler le hasard : la trouvaille dans le grenier d'une demeure de famille de lettres d'amour, une liasse portant l'inscription qui aujourd'hui sert de titre au livre qu'elles ont inspiré.

« Il n'est pire tourment que de tenter de reconstituer une goutte du passé », s'écrit l'écrivain, tout en prévenant le lecteur que lorsqu'il n'a pas réussi à glaner dans les missives de ses ancêtres le témoignage de telle ou telle autre expérience dont il a trouvé ailleurs les indices, il a mis à leur place les siennes. Ainsi, à propos du désert africain que son aïeul aimait tant, et que l'arrière-petit-fils de celle-ci a contemplé, comme elle dut le faire, à travers les descriptions des écrivains français de l'époque, l'événement d'un été dans le Sahara, d'une année dans le Sahel.

« Le temps s'écoule »

Le rideau se lève à Parme un soir de 1831 : le comte Jacopo Sanvitale, l'un des protagonistes de la révolte contre l'impératrice Marie-Louise — laquelle avait reçu, à titre viager, la ville et le duché — est obligé de s'exiler en France avec femme et enfants. A Montauban, dont la sérénité de la campagne environnante faisait dire aux paysans de l'époque : « Le temps s'écoule ».

On ne saurait passer sous silence ce personnage grandiose et pitoyable, poète, traducteur des tragédies de Sénèque, agronome, s'adonnant à la pratique du magnétisme — qu'il a découvert dans Paracelse, dans Mesmer, dans le *Louis Lambert* de Balzac — auteur d'inventions loufoques, digne à ce titre de figurer parmi ces académiciens du *Gulliver* de Swift qui tâchaient d'amollir le marbre pour en faire la matière de bons oreillers ; et dilettante dans « tous les domaines possibles et impossibles ». Ne se promenait-il dans la maison un amant suspendu au cou, afin de communiquer au mobilier, aux miroirs, à la vaisselle, au chat le « fluide éthéré »?

Cela dit, les protagonistes de cette chronique rapide, mais d' combien peuplée ! sont Clementina Sanvitale — celle des filles de Jacopo que rebute l'état d'infériorité où l'on maintient les femmes — et Gaetano Citati, de dix-huit ans son aîné, lequel a jadis gagné ses galons de capitaine à la faveur de la révolution sicilienne avant de partir en Grèce se battre contre le Turc — à Missolonghi, voulait-il faire croire, aux côtés de Byron.

Froid, altier, s'identifiant encore, la quarantaine venue, au jeune Werther, Gaetano cultive une apparence de mélancolie qui fascine les femmes. Aussi, c'est à lui, devenu homme d'affaires à Alger, au premier jour de la colonisation, que la mère de Clementina, courtisée par lui, proposera sa fille en mariage.

Et voilà que commence l'échange épistolaire entre celle-ci et le beau ténébreux amoureux de littérature qui suggère à sa fiancée de faire alterner dans leur correspondance les deux langues qu'ils parlent et écrivent avec aisance, l'italien et le français : « Ce sera comme si nous voyions le portrait de la même personne de face et de profil ; certaines nuances qui nous auraient échappé d'un côté nous apparaîtront de l'autre ».

Bientôt, chaque lettre devient un « acte artistique », un hymne, une aria. Croient-ils se comprendre, s'aimer d'un amour prédestiné, ils s'inventent l'un l'autre, ils aiment leur amour. Lui fait-elle parvenir son portrait, il se limite à lui envoyer une description de lui-même due à sa propre plume. Comme il mesure 1,69 mètre et qu'elle dépasse à peine le mètre et demi, elle fait une marque sur le mur. En s'y appuyant, elle éprouve le bonheur de se blottir, elle si petite, entre les longs bras protecteurs de l'amant.

Gaetano a beau réclamer à Jacopo de façon péremptoire la dot convenue et imposer par la suite que le mariage s'effectue par procuration puisqu'il ne tient pas à se déplacer, rien ne saurait refroidir le cœur de Clementina : à l'univers réel et quotidien de l'existence, la passion a superposé jusqu'à l'invisible une fantasmagorie qui l'enveloppe, l'obnubile, la transporte. Et l'amour jouera si bien son rôle, que cet embellir le désir, que l'homme et la femme qui finissent par se rencontrer, déjà mariés, à Alger, ne verront, les yeux dans les yeux, que leurs fantômes réciproques. Ni l'intimité ni le temps qui passe n'atténuent leur ardeur, au contraire : chacun est le captif du rêve qu'il a fait de l'autre, et un enfant s'annonce-t-il, Gaetano préférerait qu'il naisse mort.

Et dire que c'est cet enfant, très tôt orphelin de mère et de père, qui

n'aura cessé de rassembler les souvenirs de ses parents, leurs lettres d'amour, celles de leurs relations, les cautions d'invitation, les journaux qu'ils auraient pu lire, les factures, les poèmes naïfs qu'ils s'étaient dédiés.

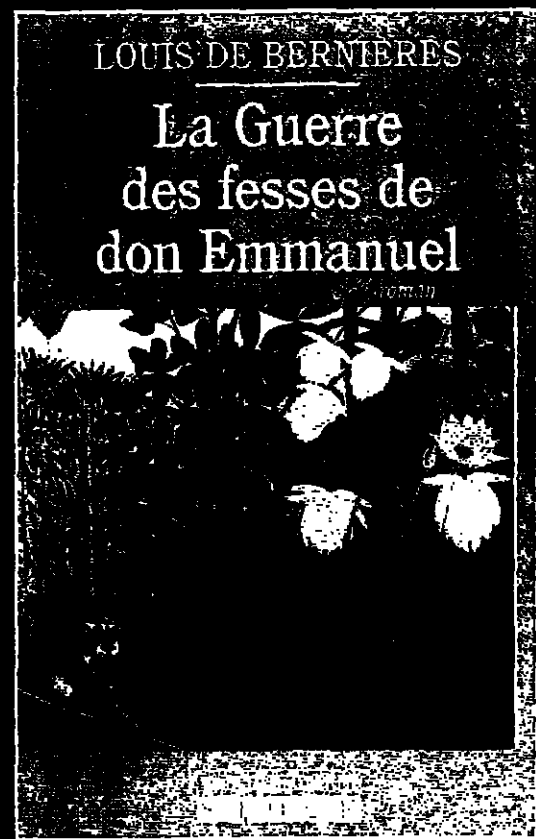
Collectionner ces tas d'objets au rebut, ces modestes reliques fut le but principal de ce premier Pietro Citati, le grand-père du nôtre : le critique qui fait la pluie et le beau temps dans la péninsule, l'essayiste d'une érudition sans faille, mais heureuse et vagabonde, qui aujourd'hui se penche sur la poésie grecque et demain sur la philosophie de Simone Weil ; le biographe, enfin, de bien de grands écrivains (1), dont la méthode — similaire à celle de Chesterton — consiste à s'immerger de leur œuvre pour ensuite passer derrière celle-ci et ramener cela vers nous, tout comme au théâtre, on tire vers le devant de la scène, à l'heure des applaudissements, l'auteur qui se cache dans les coulisses.

De sorte que, le monde étant, es de plus en plus mystérieux, il n'est pas interdit de supposer que la finalité secrète de la fable amoureuse de ses aïeux ait été d'aboutir à ce livre, tant il semble obéir, dans sa modestie, à une nécessité — de justice, de pitié — commandant de très loin et de très haut son auteur.

(1) *Brève vie de Katherine Mansfield* (Quai Voltaire, 1987) ; *Tolstoï* (Denoël, 1987) ; *Kafka* (L'Arpenteur/Gallimard, 1989).

Le roman le plus fou de la rentrée.

Jean David, V.S.D.



480 p. - 148 F

Un récit fantasque où les épisodes comiques, tragiques et surréels s'enchevêtrent pour le plus grand plaisir du lecteur.

Stock

Le secret d'Eliade

Le mystérieux trou de mémoire de l'intellectuel roumain

FRAGMENTS D'UN JOURNAL
vol. III, 1979-1985,
de Mircea Eliade.
Traduit du roumain
par Alain Porcès,
Gallimard, 235 p., 120 F.

Depuis longtemps l'œuvre d'historien des religions de Mircea Eliade, ainsi que ses textes littéraires, fascinent le lecteur conscient de l'effacement des idéologies. Ses fictions énigmatiques ouvrent les portes d'une réalité différente, celle du temps réversible, du temps retrouvé et d'une nostalgie jamais apaisée. Dans l'Antiquité, le hiérophante était un prêtre grec qui présidait aux mystères d'Eleusis et instruisait les futurs initiés. Pour Eliade, la hiérophantie signifie le camouflage, et la permanence, du sacré par le vécu quotidien. Il y a, treize ans, lors d'une promenade sur une plage proche de Corisy, nous lui demandâmes si les découvertes en physique moderne, celles de Heisenberg notamment, ne venaient pas recouper son intuition. A cette question Mircea Eliade opposa un silence courtois.

Dans son *Journal*, il note en 1979 : « Quelle sorte de Dieu est celui dont l'existence doit être prouvée ? ». Et, plus loin, ceci : « Bloch et Heisenberg, tout en marchant sur le rivage, discutaient de problèmes de physique. Felix Bloch était en train d'exposer à Werner

Heisenberg des idées concernant certaines structures mathématiques de l'espace lorsque ce dernier, son esprit glissant vers d'autres voies de la connaissance, s'écria : l'espace est bleu, et des oiseaux y volent ».

Pour les admirateurs d'Eliade sans lucidité, il n'y a pas de louange digne de ce nom. Disciple de Nae Ionescu, théoricien d'un fascisme roumain qui aboutit au pogrom de Bucarest (janvier 1941), le découvreur des hiérophanies, le romancier de l'étrange, garde secrète jusqu'à sa disparition, en avril 1986, son adhésion aux Gardes de fer, formation d'extrême droite que son maître à penser avait inspirée, sans jamais s'en dédire, ou éclairer d'une manière convaincante son choix. Tout au plus exprime-t-il dans ses *Mémoires posthumes* (1) quelque réserve concernant leurs « excès ». C'est pourtant un homme de gauche, le linguiste A. Rosetti, qui intervint pour qu'Eliade puisse quitter avant la guerre son pays et se réfugier ainsi à l'abri de lui-même, à l'abri de l'histoire, son obsession et sa pire ennemie. Dans ce volume du *Journal*, il exprime, enfin, à son bienfaiteur la reconnaissance méritée (juillet 1985).

Certes, Eliade, personnage aussi charismatique qu'ambigu, n'a pas été seulement l'extrémiste illuminé de la fin des années trente. Ses amis le prouvent, ses préoccupations qui ouvrent des champs

vierges à l'investigation intellectuelle, aussi. Etablir un lien entre la période « militante » et son œuvre relèverait de la même méthodologie terroriste pratiquée par les néofascistes qui ressurgissent en Roumanie aujourd'hui, approche où les béatitudes de l'innocence viennent conforter l'indigence de leur pensée.

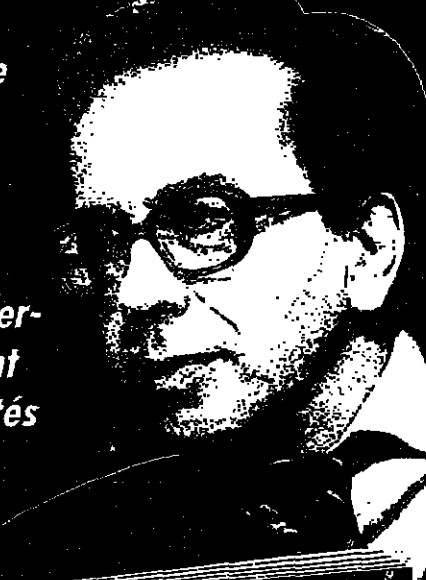
Ces fragments de *Journal* restituent le combat pathétique d'un savant âgé et malade décidé à poursuivre ses projets jusqu'au bout, malgré l'imminence, ce voyage apparemment sans retour. Mais, comme le remarque avec pertinence l'écrivain Norman Manea dans une analyse sur Eliade (publiée le 5 août dernier par l'hebdomadaire américain *The New Republic*), seul un regard honnête sur le passé peut et doit empêcher la répétition des horreurs que l'on sait. Si, de Gide et Istrati à Petru Dumitriu et même à Sakharov — dans ses *Mémoires* il avait son admiration juvénile pour Staline — d'anciens communistes ont reconnu, souvent d'une manière déchirante, l'erreur funeste de leur jugement, la plupart des intellectuels d'extrême droite autrefois, dont Eliade, sont restés muets. Prisonniers de l'enfer des éloges où ses laudateurs l'avaient enfermé, il n'a jamais su prendre la mesure de ses égarements si longtemps occultés.

Edgar Reichmann

(1) *Les Mémoires du solitaire*, Gallimard.

ISMAIL KADARÉ

Un superbe doublé.
D'abord un roman, Le monstre, machine infernale où sont court-circuités vingt-cinq siècles d'histoire.



ISMAIL KADARÉ
INVITATION
À L'ATELIER
DE L'ÉCRIVAIN
suivi de
LE POIDS
DE LA CROIX

Traduit de l'albanais
par Jean Viliotti

564 p.
150 F

Tout l'univers de Kadaré est là, ses auteurs fétiches, sa fascination pour Paris, ses relations orageuses avec le régime albanais, ses rites d'écrivain, sa manière de traquer ses rêves et ses cauchemars pour leur donner des formes romanesques qu'il renouvelle de titre en titre. Pour s'initier à la géniale alchimie du grand derviche albanais, voilà le livre qu'il faut lire.

André Clavel, L'Événement du jeudi

Un passionnant document sur ce qui a présidé à l'élaboration d'une œuvre capitale de notre temps dans la plus minuscule et la plus enfermée des dictatures.

Nicole Zand, Le Monde

Le Poids de la Croix
L'édition albanaise est en vente chez le même éditeur.

FAYARD

VINELAND
de Thomas Pynchon.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Michel Doury.
Seuil, 405 p., 139 F.

LIRE Thomas Pynchon, c'est un peu comme se mettre sous le jet d'une douche à forte pression stimulante à chaque gouttelette, ou sous le tir d'une mitrailleuse qui vous bombarde sur un rythme dément des rafales d'informations et de variations contrapuntiques qu'il serait vain de vouloir immédiatement assimiler. Ou d'une caméra à plusieurs magasins et à plusieurs objectifs qui ne se contenterait pas de 24 images par seconde. Pas reposant pour un dime, mais tellement réveillant, reconstituant, dépuratif... Un superjazzu californien ! A déconseiller à ceux qui n'aiment pas être éclaboussés. Pourtant, tous les grands livres éclaboussent.

Pardonnez ces métaphores aquatiques, peut-être un peu laborieuses, à propos de *Vineland*, le dernier roman de Thomas Pynchon, un livre sur une « terre du vin » où il n'est pas plus question d'eau que de jus de la treille, mais qui se noie plutôt, au long de trois décennies, dans la marijuana, l'acide ou la coke à travers la dérive des enfants et des petits-enfants de la Beat Generation, ceux qui avaient pensé qu'ils allaient changer le monde.

Œuvre du plus mystérieux des écrivains américains (comme deux autres « grands », Salinger ou Réjean Ducharme), du plus ambitieux aussi, *Vineland* a paru aux États-Unis en 1990, soit dix-sept ans après son chef-d'œuvre, *L'Arc-en-ciel de la gravité*, écrit en 1973 (Seuil, 1988). Vision infernale, embrumée et bordélique où nos gentils utopistes, pacifistes, gauchistes, avaient cru voir la révolution en marche, un modèle pour la vieille Europe !

« Il est intéressant d'avoir devant nous, à la fin de cette cupide décennie, cet oiseau rare, un grand roman politique sur ce que l'Amérique a fait à elle-même, à ses enfants, durant toutes ces années », écrivait de sa retraite secrète Salman Rushdie dans *The New York Times Book Review* pour saluer Pynchon, ce patchwork en flash-back qui se développe dans le temps et dans l'espace pour un prodigieux tableau de l'Amérique de notre temps, subvertie par le réagisme et le nixonisme. Vu de Californie, dans la région des forêts de séquoias géants et des champs de marijuana, refuge des anciens gauchistes, ex-hippies fumeurs de joints, bucheons anarcho-syndicalistes, pêcheurs d'écrevisses.

Certains critiques américains ont mis en doute l'existence de cet écrivain mystérieux dont on ne sait presque rien : né le 8 mai 1937 dans l'état de New-York, études à Cornell University, ser-



A la recherche du temps hippy

vice militaire dans l'US Navy, une photo des années 50 - cheveux courts, grandes oreilles décollées, un regard intérieur. C'est tout. Ensuite, sa vie se confond avec ses œuvres : *V* (1963), *Vente à la criée du lot 49* (1966), *L'Arc-en-ciel de la gravité* (1973), des nouvelles écrites entre 1959 et 1964, *L'Homme qui apprendait lentement*. Et maintenant, après dix-sept ans de silence complet, *Vineland*... S'il s'agissait d'un roman concocté par des mystificateurs oulipques ? Mais pourquoi ne pas croire à l'existence d'un romancier génial ? De toute manière, c'est l'œuvre qui compte. L'œuvre seule.

L'ACTION - le présent - se passe en 1984. Prairie, la fille de Frenesi et de Zoyd, âgée de quatorze ans, vit avec son père, un vieux hippy aigri, pianiste de rock, qui subsiste avec des petits boulots, un peu de came pour son usage personnel et le douloureux souvenir de son mariage détruit

avec Frenesi, sa femme qui l'a quitté alors que Prairie n'avait que deux ans et demi. « Je t'aime, papa, mais ça ne suffit pas... » Tu ne t'es jamais marié, c'est ta part dans le marché, que je n'étais pas censée avoir une maman ? Tu sais ce que je crois ? Eh bien, je crois que, contrairement à ce que tu es encore amoureux de ma maman. La petite, qui vit dans le désir de retrouver sa mère, travaille au Bodhi Dharma Pizza Temple, « le fast-food le plus sain, et accessoirement, le plus lent, de la région », avec assaisonnement d'incantations tibétaines ; elle a plutôt de la méfiance à l'égard de la « vieille époque des hippies », mais aussi de la tendresse pour « ce marginal paumé et souvent obusé qu'elle avait pour père ».

Lorsque réapparaît Hector, l'agent fédéral de la Brigade des stupéfiants qui la traque depuis des années, précédant les commandos armés et les hélicoptères qui mettent le *Vineland* en état de siège, Zoyd va vite se rendre

compte qu'il ne s'agit pas seulement de la campagne annuelle contre la production de marijuana (CAMP - Campaign Against Marijuana Production), mais que c'est à sa fille que veut s'en prendre Brock Vond, le procureur fédéral sadique qui fait la guerre à la drogue après avoir fait la guerre aux gauchistes.

Brock Vond, l'ennemi déclaré de l'éphémère « République populaire du Rock and roll » animée par Frenesi, la cinéaste-militante, l'égérie des gauchistes, caméra au poing pour le *Death to the Pig Nihilist Film Collective*, un « collectif nihiliste du cinéma qui voulait la mort des films ». Frenesi, fille et petite-fille de militants qui s'étaient heurtés aux associations des patrons au péril de leur vie pour avoir voulu syndiquer les bucheons du *Vineland*, Frenesi qui a trahi la Cause pour l'amour de l'affreux Brock Vond et qui continue à toucher son chèque du FBI...

Tandis que Prairie doit apprendre ce qu'elle ne sait pas et qu'on va lui dévoiler : « Ça fait quinze ans, à peu près depuis votre naissance qu'on joue à faire semblant, qu'on agit selon des certitudes qui aujourd'hui paraissent complètement ridicules, qu'on ment, qu'on se dénonce, trop de temps a passé, et chacun se souvient d'une histoire différente ».

Le présent et le passé, tout comme la police et les gangsters, ou la mafia et la police, se mêlent constamment, se contaminent, dans un récit éclaté, halluciné, placé sous le signe de la trahison, que hantent des multitudes de personnages. Un cocktail détonant élaboré par Pynchon avec un humour terrible pour faire surgir à toutes les lignes les images perverses du chromo californien où se caramboient les composantes les plus cinglées d'une humanité qui se perd, qui se cherche, dans la drogue comme dans le zen, dans l'informatic comme dans l'usage immodéré de la télé, le New Age et le karma. Une humanité que guette davantage l'abrutissement que l'harmonie personnelle.

Dans ce roman de sa génération, plus romantique que ses autres livres, peut-être plus autobiographique aussi, Thomas Pynchon ne cultive surtout pas de nostalgie pour le Flower People, les communautés ou pour ces combattants utopiques qui promettaient de changer le monde. Il compose comme un précipité chimiquement pur d'une Amérique pourrie et abruti qui est son terreau et où il rêve, avec Prairie, endormie dans les brouillards de l'aube, qu'il serait bon, malgré tout, d'avoir quatorze ans.

Rectificatif. - Dans notre chronique intitulée « Mais où sont passées les frontières de l'Europe centrale ? » (« Le Monde Livres-Idees » du 13 septembre), à propos du congrès des écrivains soviétiques, c'est le Lituanien Tomas Venclova qui avait reçu le prix Vilenica 1990 (et non Jan Vladislav, comme nous l'avons écrit par erreur).

ACTUALITÉS

Le troisième Forum « le Monde » - Le Mans

Comment penser l'argent ?

Rencontre annuelle entre chercheurs et grand public, le Forum le Monde - Le Mans abordera cette année les questions multiples liées à l'argent. Comment s'est mise en place la vie financière d'aujourd'hui ? Doit-on vraiment opposer la monnaie, catégorie pertinente pour les économistes, et l'argent, notion floue, chargée d'histoire, de symboles et de fantasmes ? Dans les évolutions du marché monétaire, une part ne revient-elle pas toujours au rêve, au désir ou à l'illusion ? Comment comprendre l'apparente dématérialisation de la monnaie ? S'est-elle évanouie ? La sphère financière est-elle effectivement coupée de l'économie « réelle » ? Et quel avenir nous réserve ce tourbillon mondial ?

Le Mans, lundi 28, mardi 29, mercredi 30 octobre 1991. Entrée libre. Renseignements et brochure détaillée en s'adressant au Palais des congrès et de la culture, cité Cénomane, 72000 Le Mans. Tél. (16) 43-24-22-44. Télécopie : (16) 43-28-33-68.

(1) Avec la participation de Jean Androu, Christian de Boissieu, Henri Bourguignon, Pierre Chaunu, Dany Cohen, Alain Colla, Gilles Cottereau, Jean Dailly, Jacques Dorville, Paul Fabre, Christophe Guetier, Bernard Guibert, Gérard Guibert, Marc Guillaume, Michel Henry, Denis Kessler, Jacques Lesourne, Robert Lion, Bernard Maris, Maurice Ménard, Alain de Mijolla, Vinh Nguyen Quoc, Erik Ostrona, François Rachline, Jean-Michel Servet, Marc Shell, Mark C. Taylor, Jean-Marie Thiebaud, Marc Uzan, Jean-Louis Vieillard-Baron.

quels problèmes spécifiques pose la gestion de l'argent public, ou quelles difficultés soulèvent la réparation d'un préjudice et l'estimation du prix de la vie avant de se demander s'il peut y avoir une éthique de l'argent.

La mort du poète Dominique Labarrière

« Où es-tu cette nuit ? » Cette question ouvre et clôt *Romance sans lumière* (Ed. Mai hors saison), l'éloge de Chet Baker que Dominique Labarrière avait publié au printemps. La même interrogation hante aujourd'hui les amis de ce poète depuis sa mort à l'âge de quarante-trois ans, jeudi 19 septembre, dans un hôtel du onzième arrondissement à Paris.

Libraire, journaliste, animateur de débats, Dominique Labarrière exerça ces professions et quelques autres sans conviction aucune. Une seule passion l'animait, la poésie. Sa culture dans ce domaine était encyclopédique et il se transformait volontiers en propagandiste des œuvres qu'il aimait.

Fragments de journal intime, aphorismes et poèmes étaient la

réponse qu'il opposait aux assauts de la maladie ou aux difficultés matérielles de la vie quotidienne. Homme à la discrétion blessée, aussi chaleureux que timide, il se livrait peu dans ses écrits. Son écriture était l'exact reflet de sa pudeur.

Seuls les titres de certains de ses ouvrages sonnaient comme des aveux : *La Pratique de l'émotion* (Luneau Ascot, 1984), *Une cure d'inefficacité* (Mai hors saison, 1986), *Suite pour un absent* (Brandes, 1986), *Visages pour mémoire* (Le Castor astral, 1988), *Exploration de l'ombre* (Unes, 1988).

« Homme mis à nu, où es-tu cette nuit ? », écrivait-il en souvenir de Chet Baker qui, un jour de mai 1988, choisit, lui aussi, un hôtel pour tourner la page, le temps d'un dernier solo de jazz.

Pierre Drachline

مكتبة من الأصول

صحة من الاحل

BILLET

L'acier de l'Est

Solidarité politique et logique économique sont rarement conciliables. Les problèmes sur lesquels butent les accords d'association, négociés depuis plus d'un an entre la Communauté européenne d'une part et trois pays d'Europe centrale (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) d'autre part, en apportent régulièrement l'illustration. Après les déviateurs de viande bovine, les sidérurgistes européens viennent à leur tour de dire leurs inquiétudes. Eurofer, l'organisation qui les regroupe à Bruxelles, a proposé mercredi 18 septembre à la Commission d'imposer aux pays d'Europe de l'Est des quotas d'exportation de produits sidérurgiques vers la CEE pendant une période transitoire. Instruite, à cette occasion, le procès en protectionnisme d'un groupe de pression, qui figure parmi les mieux organisés et les plus puissants de Bruxelles, serait tentant mais un peu rapide. Les critères de prix de revient qui régissent les échanges commerciaux dans la Communauté ne s'appliquent pas, faute de passage complet à un système d'économie de marché, aux productions de l'Est. Pour satisfaire leurs énormes besoins en dépenses, les pays d'Europe centrale sont donc tentés - et on les comprend - de vendre à l'import quel prix des produits de qualité moyenne exerçant un effet dépressif sur le marché. De telles pratiques, si elles se poursuivaient, seraient préjudiciables aux producteurs européens - et on les comprend aussi - n'entendant pas sacrifier les efforts de reconstruction engagés depuis une quinzaine d'années sur l'aide de la séque logique politique. Cela au moment même où la consommation apparente d'acier dans la CEE présente de sérieux signes de faiblesse. L'idée d'un pavillonnaire des sidérurgistes polonais, tchèques et hongrois par ceux de l'Ouest, évoquée à plusieurs reprises par M. Francis Mer, patron d'Usinor-Sacilor, qui n'est autre que président d'Eurofer, est peut-être un début de solution. La modernisation de l'outil sidérurgique des pays de l'Est leur permettrait en effet de satisfaire aux exigences d'une demande intérieure plus sophistiquée, qui commence déjà à s'exprimer. Elle coûte, simplement très cher. Une récente étude commandée par la Commission de Bruxelles estimait son coût à plusieurs dizaines de milliards de francs.

CAROLINE MONNOT

Un entretien avec M. Jean Peyrelevade

Les syndicats doivent accepter de « cogérer le changement social » nous déclare le PDG de l'UAP

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jean Peyrelevade, PDG de l'Union des assurances de Paris (UAP) et ancien directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy (lorsqu'il était premier ministre), estime que l'entreprise est devenue « un lieu d'intégration » et appelle les syndicats à accepter de « cogérer le changement social ». Convenu que les sociétés d'assurances ne souffrent pas de sureffectifs, M. Peyrelevade plaide d'autre part en faveur d'un développement des retraites par capitalisation, en constituant notamment des fonds de pension collectifs.

« Les sociétés d'assurances se sont lancées dans une délicate opération de renégociation des conventions collectives. Les textes ont été dénoncés. Les propositions patronales visent notamment à échanger des avantages liés à l'ancienneté contre une meilleure reconnaissance des qualifications. Quel objectif poursuivez-vous ? »

« Nous voulons simplifier, et surtout adapter, le système professionnel de classification aux responsabilités réelles du personnel des assurances. Nous entendons en particulier réduire le nombre de niveaux hiérarchiques. Ce sera bon pour l'entreprise, mais aussi pour chacun des individus qui la composent. En outre, les assurances, comme les autres institutions financières, ont longtemps embauché des personnes dont le niveau de qualification était relativement faible. Aujourd'hui, il faut élever l'effort de qualification. Nos personnes ont la possibilité de se former (nous faisons de gros efforts de formation, permanente), de se qualifier. Une partie plus importante de l'augmentation annuelle doit être affectée à la reconnaissance de l'efficacité professionnelle, ce qui conduit à diminuer un peu la valeur relative de certaines augmentations générales, à caractère automatique. »

« Faut-il en conclure que les sociétés d'assurances souffrent de « sureffectifs qualitatifs » ? »

« Je ne crois pas qu'il y ait de sureffectifs dans l'assurance. De ce point de vue, on a tort d'assimiler notre situation à celle de la banque. La croissance, en volume, de notre activité est de trois à quatre points par an au minimum, sur longue période. Tant que les sociétés sont en bonne santé, les problèmes d'adaptation de l'emploi peuvent être gérés dans la continuité et dans le calme, sans aucun licenciement collectif, à condition de s'y attaquer sérieusement. A l'UAP, depuis trois ans, la masse salariale n'a pas augmenté, en moyenne, davantage que l'inflation (3 % à 4 % par an), mais, dans le même temps, la rémunération moyenne par individu a augmenté de 5 % par an grâce à l'augmentation de la productivité, qui s'est accompagnée d'une légère réduction des effectifs non commerciaux, réduction sans doute transitoire. Je pense que nous avons tout ce qu'il faut pour ne laisser personne sur le bord du chemin, à condition que le personnel comprenne la nécessité

de cette évolution et que les syndicats la comprennent aussi, ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui. »

« Que reprochez-vous, au juste, aux syndicats ? »

« Nous sommes confrontés au problème général de l'adaptation du mouvement syndical au monde économique moderne. Je vais tenir un discours volontairement provocateur. L'audience des syndicats est, dans notre pays, faible, chaque jour décroissante, et je ne m'en réjouis pas. Pourquoi ? Le mouvement syndical français a une très forte tradition anarcho-révolutionnaire, dont l'origine historique est parfaitement légitime si l'on se se



souviens des conditions dans lesquelles il est né. Or, s'il était vrai qu'à la fin du dix-neuvième siècle, l'entreprise pouvait très souvent être considérée comme un lieu d'exploitation, il me paraît évident - quitte à faire surseoir - que ce n'est plus le cas. Dans la réalité sociale d'aujourd'hui, l'entreprise est au contraire devenue un lieu d'intégration. La meilleure preuve, c'est que, lorsqu'on parle des excès, on pense d'abord aux gens qui n'ont pas d'emploi. »

L'entreprise lieu d'intégration

« Tant que les syndicats n'auront pas compris que l'entreprise est d'abord un lieu d'intégration, leur attitude sera fautive. Les salariés des entreprises ont besoin et nous aussi - d'une représentation syndicale efficace et moderne. Je crois qu'il serait temps, continuons la provocation, que le syndicalisme vienne cogérer avec nous le changement social. Certaines organisations syndicales restent accrochées à une tradition historique, aujourd'hui dépassée, ou à un corporatisme de courtoisie. D'autres ont la tentation de devenir de vrais acteurs du jeu nouveau. Je suis profondément convaincu que, dans les années à venir, les salariés, hors graves problèmes de reconstruction, l'audience des premières va continuer à décroître, au profit des seconds. »

« Je considère, à cet égard, que la présence de représentants des salariés au sein des conseils d'administration des entreprises publiques est une bonne chose. Je ne comprends pas que la mesure ne soit pas étendue, sous une forme adéquate, à toutes les grandes entreprises privées. »

« La publication du Livre blanc sur les retraites est-elle signifi-

cative d'une évolution des mentalités ? »

« Le débat qui s'ouvre sur les retraites est la suite, tout à fait logique, de la grande révolution de 1983, qui a marqué en France la rupture avec la culture d'inflation. Nous avons, à ce moment-là, choisi une voie non inflationniste, mais nous n'avons pas encore adapté nos structures à cette nouvelle donne. En particulier, nous n'avons pas su répondre jusqu'à maintenant à cette question : comment fabriquer de l'épargne dans une économie sans inflation ? »

« Dans une économie inflationniste, on fabrique de l'épargne forcée. L'autofinancement est très élevé et les entreprises reprennent par la hausse des prix une partie des salaires qu'elles ont distribués. Par contre, dans une économie sans inflation et concurrentielle au niveau européen, il faut fabriquer de l'épargne si l'on veut assurer le développement économique du pays. Or je ne connais pas, le logement mis à part, d'autre motif de croissance que la capitalisation sur la retraite. Il ne s'agit pas de remettre en cause les régimes par répartition, il faut les consolider et assurer leur avenir. Mais il faut trouver des réponses complémentaires, cruciales pour notre croissance future. »

Des réservoirs nouveaux d'épargne longue

« L'image de marque de la capitalisation est-elle en train de changer ? »

« Un certain nombre de gens commencent à prendre conscience de ces enjeux, mais beaucoup d'autres restent influencés par l'ancienne culture d'inflation. Toutes les organisations sont d'ailleurs divisées : il y a partout des partisans et des adversaires de la capitalisation. Au sein du patronat lui-même existent des courants divers. A cet égard, je pense qu'il ne sert à rien d'inviter de nouveaux « gâchis » fiscaux sur le placement de l'épargne en actions si l'on ne résout pas fondamentalement le problème de la constitution de réservoirs nouveaux d'épargne longue. »

« C'est en outre une erreur d'associer la solidarité uniquement à la répartition. Vous pouvez très bien assurer une certaine solidarité à l'intérieur d'un fonds de pension collectif en capitalisation, en fonction de l'âge et de la carrière des individus. Je crois donc que « fabriquer » la capitalisation sur une ou deux générations, est un moyen de permettre la solidarité entre les générations et de lier dans le temps les variations démographiques. »

Quels nouveaux instruments faudrait-il mettre en œuvre ?

« L'important, c'est qu'il y ait du débat sur les retraites, et aussi vite que possible, on définit le rôle du produit intérieur brut à consacrer respectivement à la répartition et à l'épargne-retraite (je préfère ce terme à celui de capitalisation). Il faudrait maintenir la répartition à 12 % du PIB, et si, dans quinze à vingt ans, l'épargne-retraite représentait 3 % du PIB, nous serions plus tranquilles. Pourquoi 3 % ? Parce qu'actuellement l'épargne financière des ménages est de 15 % de 3 % de leur revenu disponible et qu'il serait bon d'envisager son doublement. Tant que nous n'irons pas dans cette voie, nous ne réglerons pas le problème des fonds propres des entreprises. Il faut avoir présent à l'esprit que les fonds de pension allemands représentent la totalité de la capitalisation boursière de Paris. Quant aux fonds de pension britanniques, ils en représentent le double. »

« Les assureurs plaident pour une forme volontaire d'épargne collective dans des fonds de pension à gestion paritaire dont les cotisations seraient, comme les cotisations sociales, déductibles du revenu imposable. Là encore, je ne comprends pas l'attitude des syndicats à l'égard du changement, je ne comprends pas leur réserve à l'égard d'une cession de fonds de pension qui seraient, pour une large part, directement associés à l'investissement productif. »

« Je suis heureux que le débat s'engage, mais je ne suis pas très optimiste sur son issue à court terme. La prise de conscience qui s'amorce est loin d'être suffisante pour que l'on puisse espérer des décisions rapides. »

Propos recueillis par CLAUDE BLANDIN et JEAN-MICHEL NORMAND

PHILIPPE LEMAITRE

Les difficultés du gouvernement canadien

L'OCDE critique la politique monétaire d'Ottawa

Une politique trop exclusivement monétaire, des coups de frein au mauvais moment, des déficits publics trop lourds, une stratégie économique qui manque de continuité : l'OCDE ne cache pas ses critiques dans son rapport annuel sur le Canada. « Renforcer la crédibilité est crucial », portent les économistes de l'organisation à l'adresse du gouvernement d'Ottawa.

Pour l'immédiat, l'économie canadienne, qui sort d'une forte récession engagée au deuxième trimestre de 1990, est attachée à la reprise du grand voisin américain. Le rebond des Etats-Unis devrait tirer les exportations canadiennes (1) et entraîner une petite croissance du produit national brut au second semestre de cette année (2,1 % en taux annuel), puis en 1992 (de 3 % à 3,5 %). Mais les taux d'intérêt qui restent élevés et la rigueur budgétaire vont en limiter l'impact. L'inflation recule « sensiblement » (3 % en fin d'année prochaine), mais le chômage restera au niveau de 10 % de la population active.

Le rapport de l'OCDE explique cette longueur par des erreurs de politique économique. La lutte contre l'inflation a porté trop exclusivement sur les taux d'intérêt à un

moment où les Etats-Unis freinaient, transformant le ralentissement souhaitable en récession. De surcroît, la politique monétaire n'a pas été accompagnée par une politique budgétaire restrictive. La réduction a donc manqué de souplesse et le fort déficit du budget fédéral - de 30 milliards de dollars canadiens (150 milliards de francs soit 4,5 % du produit intérieur brut) - entravera le pays jusqu'au milieu des années 90.

L'OCDE souhaite que « les anticipations d'inflation s'atténuent » et souligne que, malgré les réformes structurelles conduites, « la productivité globale du Canada est restée jusqu'ici faible ». Un des facteurs qui grippent l'économie est le marché du travail trop cloisonné entre les qualifications et entre les provinces. Les experts proposent de « revoir le système du salaire minimum » et d'homogénéiser les prestations d'assurance-chômage entre les provinces.

(1) Le niveau élevé du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain limite toutefois ces exportations, qui devraient croître de 1,6 % cette année selon la Conférence Board of Canada, organisme indépendant, avant de croître de 6 % en 1992.

En raison de l'opposition des Indiens

Le Québec doit reporter la construction d'un vaste projet hydroélectrique

MONTREAL correspondance

Le gouvernement québécois, qui a déjà reporté d'un an, fin août, le début de la construction de trois centrales hydroélectriques à Grande-Baleine (à près de 1 000 kilomètres au nord de Montréal), devra différer davantage ce projet de 12,6 milliards de dollars canadiens (environ 63 milliards de francs). Un tribunal fédéral vient en effet d'estimer qu'il revient à Ottawa d'effectuer une étude d'impact environnemental préalable, ce que le Québec contestait.

Le tribunal s'est prononcé à la demande des Indiens Cris, qui vivent dans la zone de la rivière Grande-Baleine, où la construction des trois centrales (d'une puissance installée de 3 000 mégawatts), de quatre réservoirs et de nombreuses digues nécessitera l'inondation de plus de 1 000 kilomètres carrés de terres et provoquera une hausse du niveau des eaux dans la région.

Il s'agit d'une importante victoire juridique pour les Amérindiens. Les Cris et les Inuits avaient accepté, en 1975, que se réalise l'immense complexe hydroélectrique de la baie James, situé plus au nord, et avaient reçu, à titre de dédommagement, près de 300 millions de dollars. Ils estiment maintenant que la construction de nouvelles centrales représente une menace inacceptable pour leurs traditions, leur mode de vie et pour l'environnement. Le chef du grand conseil des Cris, M. Matthew Coon Come, s'est engagé à participer aux études

d'impact sur l'environnement, qui, espère-t-il, prendront plusieurs années, retardant d'autant le début des travaux.

Le gouvernement québécois, qui doit prochainement décider d'interjeter ou non appel du jugement de la cour fédérale, a dû, le 27 août, reporter d'un an la ratification d'un contrat de vente d'électricité à la New York Power Authority d'une valeur de 17 milliards de dollars (1 000 mégawatts sur vingt ans), en raison des délais imposés au projet de Grande-Baleine. Ces travaux devaient permettre la création de quelque soixante-trois mille emplois directs et indirects, à un moment où le chômage reste élevé au Québec et où la conjoncture économique reste incertaine.

J.-A. L.

Les fonctionnaires canadiens ont repris le travail. Les fonctionnaires canadiens, en grève depuis plus d'une semaine, ont repris le travail, mercredi 18 septembre. Les fonctionnaires syndiqués protestent contre un projet de convention collective prévoyant le gel des salaires en 1991, suivi d'un plafonnement des hausses à 3 % pendant deux ans. D'un commun accord, les deux parties ont décidé de retourner à la table des négociations. Le syndicat s'est engagé à reprendre le travail et le gouvernement à suspendre temporairement l'étude de son projet de loi, qui aurait eu pour effet de reconduire pour deux ans l'application des conventions arrivant maintenant à échéance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Capitales

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.06.1991 approuvés par le Conseil d'Administration du 10 septembre 1991 présidé par M. Jean de La Chauvinière.

Actif net au 28.06.1991 : F. 1.148.510.844 contre F. 205.873.142 l'année précédente

Performance entre le 29.06.1990 et le 28.06.1991 : + 9,69 %

Performance entre le 28.12.1990 et le 09.09.1991 : + 8,09 %

Valeur liquidative au 09.09.1991 : F. 1.210,36

Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 28 octobre 1991 à 15 heures

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

En cas de licenciements collectifs Bruxelles veut imposer des obligations accrues aux sociétés multinationales

BRUXELLES (Communauté européenne)

de notre correspondant

Les salariés dépendant d'entreprises multinationales seront mieux protégés en cas de licenciements collectifs. Tel est l'objet d'une proposition que la Commission européenne vient de soumettre aux Douze. Une directive communautaire de 1975, dont il est maintenant proposé d'étendre le champ d'application, impose à l'employeur, lorsqu'il envisage un licenciement collectif, d'informer et de consulter les travailleurs avec l'idée de parvenir à un accord sur un plan social d'accompagnement. Mais l'obligation ainsi décrite s'exerce au niveau de l'entreprise elle-même, et dans le cas de groupes importants, en particulier transnationaux, la directive ne dit

rien des devoirs de la société-mère. Or, bien souvent, c'est elle qui prend la décision politique de réduire le personnel d'une des sociétés qu'elle contrôle. Aussi des entreprises ont-elles tiré argument de leur propre manque d'information par l'état-major de leur groupe pour refuser des éclaircissements réclamés par le personnel. Ce fut le cas voici quelques années lors de la fermeture de la filiale de Michelin en Belgique.

Désormais, du moins si le conseil des ministres suit la Commission, les instances ayant décidé le licenciement collectif seront tenues, quelles qu'elles soient, d'informer et de consulter les salariés. Cela vise les sociétés-mères situées dans un autre Etat membre que celui où est installée l'entreprise affectée, mais aussi celles qui sont établies à l'étranger et qui sont établies à l'étranger et qui sont établies à l'étranger.

les salariés d'une filiale d'un groupe suisse ou japonais seront protégés de la même façon que ceux d'une filiale d'un groupe italien ou néerlandais.

Cet aménagement de la directive est d'autant plus nécessaire, note la Commission, que la mise en place du marché unique s'accompagne d'une multiplication des fusions, acquisitions, et créations de filiales communes. En outre depuis 1987, ces opérations ont de plus en plus souvent un caractère transnational. Ce fut le cas pour 40 % des fusions-acquisitions réalisées en 1988-1989, si bien qu'un nombre croissant de salariés est concerné par des décisions prises à un niveau plus élevé que l'employeur immédiat, et dans bien des cas dans un autre pays que celui où ce dernier est établi.

PHILIPPE LEMAITRE

ÉCONOMIE

Vendanges 1991 : quantité réduite
qualité satisfaisante

Pour le vignoble français, le coup de gel d'avril dernier a été le plus catastrophique depuis 1935. Les rendements s'inscrivent en forte diminution avec une récolte globale la plus basse depuis fort longtemps, soit environ 42,5 millions d'hectolitres (-35 % sur celle de 1990), selon les estimations de l'Office national interprofessionnel des vins (ONIVins).

Les régions viticoles les plus touchées sont le Val-de-Loire, avec un recul de 63 % (73 % pour les vins blancs de table, et davantage encore pour l'appellation Muscadet), les Charentes, où la récolte 1991 sera la plus faible des douze dernières années — celle de vin apte à la production de Cognac n'atteignant, avec 3,4 millions d'hectolitres, que le quart de celle des années précédentes — et l'Aquitaine, où, en vin blanc d'appellation, les quantités seront en recul de près de 75 %, et en vin rouge, d'un peu plus de 50 %.

Le gel a beaucoup moins touché la Champagne (-20 % à -25 %), les Côtes-du-Rhône

(-10 % à -20 %) et la Bourgogne (-10 % à -15 %). Quant à l'Alsace, elle a pratiquement échappé au sinistre, avec une diminution insignifiante, tandis qu'en Languedoc-Roussillon (près de 50 % de la production française avec plus de 20 millions d'hectolitres) les vendanges ne seront inférieures que de 7 % à celles de 1990. Cela ne facilitera guère la résorption des stocks à la propriété, qui, au 31 août 1991, étaient globalement en hausse de 12,5 % (32 millions d'hectolitres) en raison des reculs enregistrés à l'exportation et sur le marché domestique.

Bien que la végétation ait souffert d'un ralentissement marqué à la fin du printemps, les mois d'été chauds et secs devraient permettre d'obtenir, sauf pluies diluviennes au moment des vendanges, une très bonne qualité avec une forte richesse en sucre et une acidité satisfaisante. Conclusion : moins de raisin et très probablement un quatrième bon millésime.

FRANÇOIS RENARD

Près de la moitié des entreprises sont
encore en exploitation cinq ans après leur création

Selon l'INSEE, cinq ans après leur création ou leur reprise, 48 % des nouvelles entreprises sont encore en vie. Forte pour commencer, puisque 17 % d'entre elles disparaissent dès la première année, la mortalité baisse ensuite régulièrement. En moyenne, elles emploient 3,3 personnes, contre 2,6 à leurs débuts.

L'Institut national de la statistique et des études économiques qui a établi ces statistiques (INSEE Première, N° 159, septembre 1991), estime que, sur les 184 000 entreprises apparues en 1985, 89 000 étaient toujours en exploitation en 1990. Mais l'Institut souligne aussi que les chances de survie sont différentes, selon l'origine et les conditions de naissance des entreprises.

Celles qui sont créées de toutes pièces connaissent plus de difficul-

tés que celles qui proviennent d'une reprise : 42 % atteignent la cinquième année, contre 63 %. Parmi les entreprises créées, celles qui optent pour le statut de société sont à la fois plus grandes et résistent mieux que les entreprises individuelles : respectivement, 50 % et 38 % existent toujours cinq ans plus tard.

La préparation du projet constitue un facteur déterminant. Si 41 % des créateurs ont réussi à faire vivre leur entreprise pendant les quatre premières années, sans avoir jamais pris conseil, le taux de succès augmente avec l'intervention des experts. Il passe à 61 % quand ils ont consulté un seul spécialiste, à 61 % quand ils en ont vu plus de quatre. Cependant, l'avantage se révèle moins décisif pour les reprises.

De même, le fait qu'un client important, un fournisseur ou un banquier, soit un allié du créateur, aide beaucoup au démarrage. S'il

est démuné de tout soutien, celui-ci n'aura que 44 chances sur 100 de fêter son cinquième anniversaire, mais 64, quand il peut s'appuyer sur un partenaire, et 74, quand il bénéficie du soutien de plusieurs. La différence en créations d'emplois est nette : 2,5, contre 3,1 et 5, en moyenne.

Pour le repreneur, il en va de même l'effet sur la première année étant encore supérieur. En outre, et ce n'est pas une surprise, la viabilité dépend beaucoup du volume des sommes investies, et varie la aussi en faveur de la reprise. Pour une franchise de moins de 50 000 francs, le taux de survie est de 54 % pour le créateur, de 64 % pour le repreneur. Il passe respectivement à 53 % et 71 % si le capital se situe entre 50 000 et 200 000 francs, à 64 % et 77 % au-delà de 200 000 francs. Le volume des emplois, quant à lui, suit une évolution parallèle.

A. Le.

Selon l'INSEE

La grève à la SNCF

Le trafic est réduit
à deux trains sur trois
en banlieue parisienne

La grève lancée par les syndicats CGT, FO, CFDT et CFTC du mercredi 18 septembre à 20 heures au vendredi 20 à 8 heures a perturbé, le 19 septembre, le trafic ferroviaire dans des proportions très variables selon les régions.

Plutôt moins servi que prévu en région parisienne — où deux trains sur trois circulaient, et même trois sur quatre sur la ligne C du RER — le mouvement était imperceptible sur les grandes lignes et la TGV, à l'exception notable de la façade atlantique, où le trafic était réduit aux deux tiers de la normale et même à la moitié au sud de Bordeaux et à l'ouest de Rennes.

Les liaisons régionales étaient, elles aussi, perturbées avec des situations allant du trafic habituel jusqu'à l'interruption totale de service. En général, les trains régionaux étaient assurés pour 25 % à 80 %.

Nommé payeur général du Trésor

M. Henri Baquiast quitte la Coface

M. Henri Baquiast quitte la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) plus tôt que prévu. Alors que son mandat de président n'expire qu'à l'été 1992, M. Baquiast vient d'être nommé, par décret du président de la République en date du 17 septembre 1991, publié au Journal officiel du 19 septembre, payeur général du Trésor. Il remplace M. Robert Buxonier, qui occupait ce poste depuis 1990.

M. Baquiast, administrateur civil hors classe, né en 1936, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, élève à l'École nationale d'administration (1961-1963), a assuré différentes responsabilités à la direction du Trésor. En 1982, il a été nommé directeur des relations éco-

nomiques extérieures aux ministères du commerce extérieur et de l'économie et des finances. Il est devenu PDG de la Coface en 1985, mandat renouvelé à l'été 1989 pour trois ans. M. Baquiast, considéré comme « une personnalité », a mené la modernisation de cet organisme public, détenteur du monopole de l'assurance-crédit sur l'étranger.

Il a engagé la restructuration du secteur de l'assurance-crédit, de concert avec son homologue du privé, M. Paul-Henri Denieul, PDG de la Société française de l'assurance-crédit (SFAC) spécialisée jusqu'à dans la couverture des risques des entreprises sur le marché domestique. Cette restructuration, destinée à adapter l'assurance-crédit aux exigences du marché unique européen de 1993, sera poursuivie par le successeur que devrait lui donner le ministre de l'économie à la tête de la Coface, en la personne de M. Pierre-Yves Cossé, actuel commissaire général au Plan.

C. B.

A la présidence de la CEE

M. Jean-Charles Leygues
nommé directeur adjoint
du cabinet de M. Delors

M. Jean-Charles Leygues a été nommé directeur adjoint du cabinet de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. Il remplace M. François Lamoureux, qui a été nommé directeur adjoint du cabinet de M. Edith Cresson.

M. Jean-Pierre Jouyet, ancien directeur du cabinet de M. Roger Fauroux, ministre français de l'industrie, rejoint l'équipe de M. Delors, où il remplace M. Lamoureux pour les questions industrielles. Contrairement à ce que nous avons écrit (Le Monde du 12 septembre), le poste de directeur adjoint revient à M. Leygues. Mais M. Jouyet « est appelé à d'importantes responsabilités, dans les mois à venir », indique-t-on à Bruxelles.

[M. Jean-Charles Leygues, né le 27 février 1942, de nationalité française, est diplômé de l'Institut d'études politiques. Il a rejoint les Communautés européennes dès 1971. Il y fera toute sa carrière comme administrateur, comme membre du cabinet de M. Edgar Pisani de 1981 à 1985, puis comme chef de division. En 1987, il rejoint le cabinet de M. Delors, dont il était devenu chef de cabinet adjoint.]

Textile : Poron veut vendre ses ateliers de confection. — La direction de Poron (vêtements d'enfants), récemment reprise par le groupe Zanier, a annoncé mardi 17 septembre, lors d'un comité d'entreprise, sa volonté de vendre ses ateliers de confection, qui deviendraient ses sous-traitants. La direction a d'autre part annoncé la suppression de 80 emplois dans les unités troyennes, dont 60 licenciements et une vingtaine de départs à la retraite anticipée. Poron recherche des repreneurs pour ses ateliers, à l'exception de celui de tricotage-teinture, situé à Troyes, qu'il entend conserver, a précisé la direction. Un accord de partenariat sera développé avec les nouveaux ateliers sous-traitants, qui pourront profiter de la centrale d'achats Poron.

CONJONCTURE

Baisse de 12 % du PNB
en URSS en 1991

Le produit national brut (PNB) en URSS devrait chuter de 12 % et le produit intérieur brut (PIB) de 15 % en 1991, selon les estimations de Macroecon, un institut de prévision soviétique dont les membres viennent de différents ministères soviétiques. Ces estimations ont été publiées le 18 septembre par l'agence de presse Interfax.

L'Institut prévoit aussi au cours de cette année une baisse de 14 % de la production industrielle, un recul de 9 % de la construction, et de 13 % des industries des communications et des transports. Le rapport fait également état d'une diminution de 5 % de la production agricole et de 15 % des échanges, sans toutefois donner de chiffres de référence pour ces deux secteurs en 1990. Interfax explique que la production agricole a notamment souffert de l'effacement du système centralisé en Union soviétique. — (AFP)

La Banque d'Angleterre
annonce une sortie
de la récession

L'économie britannique « s'améliore incontestablement » et « sort actuellement de la récession », a déclaré, mercredi 18 septembre, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Sir Robin Leigh-Pemberton, faisant sien pour la première fois l'optimisme du gouvernement. Les derniers statistiques économiques, montrant notamment une reprise de la production manufacturière et un abaissement de l'inflation salariale, sont à ses yeux « des signes encourageants ».

EN BREF

Occupation de l'usine GEC-Alsthom du Bourget. — A l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, une partie des salariés de l'usine GEC-Alsthom du Bourget (Seine-Saint-Denis) sont en grève depuis mercredi 18 septembre et ont voté l'occupation des locaux pendant la nuit. Le directeur de l'usine ayant été retenu dans son bureau, un dispositif policier avait été mis en place, qui a été levé en début de soirée, à sa demande. L'intersyndicale s'oppose à un plan de suppression de 151 emplois, sur un total de 800, et demande la réouverture des négociations sur les départs volontaires, le reclassement dans d'autres établissements du groupe et le maintien sur place du bureau d'études.

Transports maritimes : Sealink annonce un plan de 1 500 licenciements. — Sealink Stena Line, partenaire anglo-suédois de la SNCF dans les liaisons maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, a annoncé mercredi 18 septembre un plan de restructuration prévoyant 1 500 licenciements. Le plan concernera avant tout la Grande-Bretagne et l'Irlande, où un millier d'emplois seront supprimés. La ligne Boulogne-Folkestone, jugée non rentable, sera arrêtée à la fin 1991. Tous les investissements de Sealink Stena Line (qui a connu de lourdes pertes depuis deux ans), sauf ceux en cours de

En août dernier, dans son bulletin trimestriel, la Banque d'Angleterre estimait qu'il « n'y avait aucun signe clair d'une fin de la récession », tout en reconnaissant que « l'économie avait touché le fond ». La hausse continue du nombre de chômeurs (actuellement plus de 2,4 millions) et la fragilité de certains indices, comme la plongée inattendue de 1,4 % des ventes de détail en août, montrent que la reprise ne se fera sentir que vers la fin de l'année. — (AFP)

FINANCES

Réorganisation à la tête
de la Banque mondiale

Le nouveau président de la Banque mondiale, M. Lewis Preston, en place depuis le 1^{er} septembre, a annoncé une prochaine réorganisation de la direction de la Banque mondiale. Une nouvelle région, couvrant l'Europe et l'Union soviétique, sera créée pour marquer cette nouvelle priorité de la banque qui, par le passé, avait consacré l'essentiel de ses crédits au tiers-monde.

D'autre part, M. Preston, auparavant vice-président de la banque privée J.-P. Morgan, entend reprendre en main la technocratie d'une vaste organisation de 5 900 employés où les « baronnies » sont trop nombreuses. Les trois postes actuels de vice-présidents principaux (senior vice-presidents), sont remplacés par trois postes de directeurs généraux. Ils seront occupés par M. Attila Karasomnogi, actuellement vice-président pour la région Asie, M. Sven Sandstrom, chef de cabinet auprès de M. Preston, et M. Ernest Stern, vice-président principal chargé des finances.

réalisation, seront suspendus. Un gel des salaires sera appliqué jusqu'au 1^{er} janvier 1993.

COGEMA : fermeture de la mine d'uranium de la Crouzille. — La direction de la COGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, a confirmé, mercredi 18 septembre à l'issue d'une réunion du comité d'entreprise, la fermeture d'ici 1996 de la mine d'uranium de la Crouzille à Razès (Haute-Vienne), qui emploie 478 personnes. La COGEMA a justifié cette décision par « la dégradation persistante du marché de l'uranium en raison d'une offre excédentaire ». Le plan social, présenté le 18 septembre, prévoit la suppression de 154 emplois d'ici la fin 1992 ainsi qu'une forte réduction d'activité de l'établissement de Limoges (192 emplois sur 282 salariés).

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des
Carrières

Cabinet Brevets d'Invention Paris
offre situation premier ordre à :

INGENIEUR C.B.I.
HAUTE QUALIFICATION

Ecrire en précisant la référence 79973 à BLEU Publicité
17 rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES Cedex
qui transmettra (Discrétion assurée).

DEMANDES D'EMPLOIS

J.P., 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 3 ans exp., aimerait investir son dynamisme et son professionnalisme dans un poste motivant à responsabilité (assess. direction...).

(WORD 5, Testor). Disponible rapidement. Ouverte à toutes propositions sérieuses.
Tél. : 47-58-58-33

deux-roues

A vendre URGENT cause départ

KAWASAKI SUMO 1500 C

05/91. Garantie. Saocoches. Porte-paquets. Pare-carter. Chromes.

Prix neuf : 59 000 F. Vendue 45 000 F (toutes taxes).
Tél. Dom. : 48-67-53-75
Tél. : 48-06-26-64
Demandeur DIDIER

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements
ventes

6^e arrdt

ODEON

Dans imm. pierre de taille, superbe apt 6/7 P. Parfait état. Poss. prof. libérale.
46-56-93-93 (h.b.)

8^e arrdt

Paris-8^e, rue la Boétie

Studio 26 m² dans imm. clair, 1 pièce, s.d.b., wc., chauff. individuel électrique, 2^e étage, ascenseur, digicode, gardien, chèque peu élevés, bon état.

Prix : 900 000 F.
Tél. : (1) 46-63-19-13
tous les jours
(118) 78-01-74-15 Lyon
après 20 heures.

appartements
achats

Rue 7 P 4 P PARIS

préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 19^e, 4^e, 9^e, 12^e, av. ou de travaux.

PAIE CPT chez notaire.
48-73-48-07 même soir.

maisons
individuelles

SCEAUX PARC

et CENTRE Belle situation, maison bourgeoise 750 m² environ, 5 chambres 1 440 m², dont jardin, ardoise 1 000 m², belle cour pavée, terrasse.

11 200 000 F 47-83-62-74

locations
non meublées
demandes

Paris

Journaliste Le Monde

recherche 3 pièces Paris 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 8 000 F maximum.

T. (h.b.) 40-65-27-88

locations
meublées
demandes

Paris

Collaborateur Le Monde

recherche pour sa fille étudiante-chercheuse. Préférence Paris ou proche banlieue.

2 000 F maximum. Tél. : 69-39-46-09 après 19 heures.

locations
non meublées
offres

Région parisienne

A LOUER, MEAUX 77,

quartier du Vieux-Marché, 300 m de la gare, GRENIER AMÉNAGÉ

dans immeuble rénové. Pourrait s'adapter (bonne présentation). P1 neuf, 38 m². (De préférence locataire)

Tél. 64-34-22-17

ISSOU-Pavil. de 4 P. 92 m² Jardin clos 5 500 F C.C.

3675 ALOUER 4*AA

Tél. 30-42-70-70. Réf. 1.

CHATOU 7^e RER, près comm. et écoles, 4 P. 88 m² env.

7 250 F chèque comp. 3617 ALOUER * - PONT-CHATOU

Tél. 30-71-36-98. Réf. 308.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés et de services. 43-55-17-50

propriétés

A 75 m de Paris, LOIRET

2 km de LA LOIRE

SELDONIE ANCIEN

CORPS DE FERME

10 en pierres, tuiles pays + dépend. SUR SON TERRAIN

38 HECTARES

Libre de suite, vue très

Intéressante. AFFAIRE À SAISON

PR. 100 % par Créd. Agric. (18) 39-85-22-82, 24 h/24

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde

مكتبة من الأصل

ÉCONOMIE

Le projet de loi de finances pour 1992

L'Etat appauvri

Suite de la première page.

C'est un peu la tristesse de l'époque qui plane sur le budget de 1992.

On aurait tort d'incriminer M. Cresson, qui n'est responsable ni du ralentissement économique que la France connaît depuis l'année dernière ni des dépenses importantes engagées par l'ancien premier ministre, qui avait probablement jugé que la forte croissance des années 1987-1989 durerait longtemps et avec elle sa manne fiscale. Le plan Dursfour pour la fonction publique coûtera cher à l'Etat jusqu'en 1995, le plan Jospin jusqu'en 1994. Au total, des dizaines de milliards de francs que l'Etat appauvri va devoir honorer.

Mauvaise conscience

L'impossibilité pour le gouvernement de rééquilibrer rapidement ses comptes saute aux yeux.

On ne connaît pas avant des mois le déficit de 1991 mais, compte tenu des pertes de recettes fiscales annoncées par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget (38 milliards de francs), ce déficit doit se situer assez largement au-dessus de 100 milliards, malgré deux trains d'économies déjà réalisés. Il est significatif que M. Michel Charasse, ministre du budget, n'en ait pas exclu un troisième d'ici la fin de l'année.

Pour 1992, le ministre de l'économie a affiché un déficit budgétaire de 89,5 milliards de francs dont le côté artificiel est si manifeste (pourquoi pas 90 milliards ?) qu'il laisse planer un doute sur l'ensemble des comptes. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir d'un tel chiffre qui nous amènerait - s'il était respecté - en dessous de la barre des 100 milliards de francs. On peut aussi - et c'est ce qui paraît le plus raisonnable - s'inquiéter d'une dérive qui nous fait perdre plusieurs années par rapport aux objectifs fixés : revenir le plus vite possible à quelque 70 ou 80 milliards de francs de déficit annuel, niveau à partir duquel le stock de la dette publique (1 900 milliards de francs) cesse de croître par rapport à la richesse nationale.

M. Bérégovoy a raison de dire qu'en France la situation des finances publiques est bien meilleure qu'à l'étranger : 1,2 % de déficit par rapport à la richesse nationale, c'est relativement peu comparé aux dérapages de l'Allemagne (4,5 % du PNB cette année). Mais outre que la France se doit d'être irréprochable pendant de nombreuses années pour inspirer confiance aux milieux financiers internationaux et plus encore aux marchés des changes, le problème posé à notre budget est celui du poids excessif des intérêts à payer sur la dette publi-

que : 152,5 milliards de francs contre 140,2 milliards cette année, c'est presque 9 % d'augmentation. C'est aussi une part trop importante du budget (11,5 %), qui atteindra 1 317 milliards de francs en 1992.

Faire d'argent, le gouvernement a dû se résoudre à utiliser des moyens que le président de la République refusait il n'y a pas si longtemps : les cessions d'actifs d'entreprises publiques. La méthode avait été préconisée par M. Michel Rocard dès 1981-1982, mais à l'époque la gauche pure et dure n'en voulait - si l'on peut dire - à aucun prix. M. Bérégovoy arrive de ceux-là. Lorsque la droite arriva au pouvoir en 1986, M. Edouard Balladur privatisa plus d'une douzaine de groupes publics, représentant une capitalisation boursière de quelque 120 milliards de francs. Ce qui lui permit de réduire les impôts et le endettement de l'Etat.

Bien évidemment, la tentation d'en faire autant était forte pour l'actuel gouvernement confronté aux insolubles problèmes que l'on sait (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). Tentation d'autant plus forte que la droite revenant au pouvoir en 1993 ne se priverait pas d'une telle aubaine. Après la décision de vendre des titres du Crédit local de France pour quelque 2,3 milliards fut avancée l'idée que peut-être d'autres opérations seraient envisageables mais pas tout de suite, pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix.

M. Cresson, M. Bérégovoy un peu à contre-cœur puis finalement M. Mitterrand approuveront.

Autant M. Balladur avait mené sans complexe les opérations de privatisation, autant les cessions d'actifs actuellement envisagées trahissent la mauvaise conscience d'un gouvernement qui - quoi qu'il en dise - cherche de l'argent. Tout en niant énergiquement que des cessions pourraient servir à combler le déficit budgétaire, les pouvoirs publics admettent que leur produit « serait affecté par priorité au financement des dotations en capital aux entreprises publiques en remplacement des crédits inscrits au budget général ».

Les crédits budgétaires actuellement inscrits pour les dotations aux entreprises publiques atteignent 3,3 milliards de francs. Remplacés par le produit de cessions d'actifs, ils pourraient être utilisés pour financer des opérations telles que le deuxième plan emploi, qui sera connu à l'automne, mais pour lequel aucun crédit n'a été prévu.

On retrouve la même mauvaise conscience, les mêmes ambiguïtés dans la réforme fiscale qui consiste - sous couvert d'un plan d'aide aux PME-PMI - à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Après avoir insisté pendant des années sur le fait qu'il fallait baisser prioritairement le taux de

l'impôt sur les bénéfices réinvestis (par rapport aux bénéfices distribués), M. Bérégovoy change totalement de cap et réunit les deux taux sur un prélèvement de 34 %. Ce faisant, le ministre aligne la France sur les pratiques étrangères, seule la Grande-Bretagne taxant moins que nous en Europe avec un taux qui sera prochainement de 33 %.

Suppression de la double imposition

Cette réforme est importante. Elle va permettre d'éliminer presque complètement, par le jeu de l'avoir fiscal (1), la double imposition qui frappait les bénéfices distribués : imposition au niveau de l'impôt sur les sociétés puis imposition au niveau de l'impôt sur le revenu. On n'a jamais osé dire que les bénéfices distribués étaient de moins en moins taxés à l'IS et le seraient bientôt plus. Voilà qui est fait ou presque.

Pour importante qu'elle soit, cette réforme était-elle indispensable à la santé des entreprises ? Les Etats-Unis et les Pays-Bas conservent un système de double imposition et leurs firmes ne semblent pas en souffrir. En Europe, la question s'est posée dès le début des années 60 et il y a été répondu positivement.

Les Allemands ont complètement supprimé la double imposition sur les dividendes en accordant un avoir fiscal à 100 % alors qu'ils conservent un taux d'imposition de 50 % sur les bénéfices non distribués. La France a adopté le système de l'avoir fiscal en 1965, système qui, mal compris, a été d'abord fort critiqué par la gauche et a valu à M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, qui possédait des actions, pas mal de tourments.

Il est donc probable que la réforme de l'impôt sur les sociétés que M. Bérégovoy a fini par imposer à un premier ministre réticent attirera plus d'épargne vers l'entreprise. Ce serait une bonne chose.

Vu sous cet angle, le plan d'aide aux PME-PMI apparaît un peu secondaire, même si certaines mesures peuvent être utiles : notamment un certain transfert de charges fiscales en 1992 des petites entreprises vers les grandes, provoqué par le double jeu des allègements d'acomptes sur l'IS et par le relèvement de la taxation des plus-values financières (mais dès 1993 le transfert se fera en faveur de l'industrie et du commerce et au détriment des banques et des assurances et des sociétés d'assurance de grandes et de petites entreprises).

Autres bonnes mesures du plan PME-PMI : la réduction des droits de mutation sur fonds de commerce, la suppression des droits d'apport, l'assouplissement du régime d'imposition des plus-values réalisées sur stocks lors d'un apport en société. Reste que les auteurs du plan PME-PMI ont avec certaines mesures (transmission d'entreprises, exonération des plus-values pour les cessions de biens immobiliers réinvestis, résiliation anticipée de baux à la construction) encore compliqué un code fiscal souvent incompréhensible, injuste et finalement fraudé, comme on l'a vu récemment avec certains crédits d'impôts.

La mauvaise conscience du pou-

voir en place vis-à-vis de réformes qui souvent maltraitaient des convictions profondes n'empêche finalement pas l'économie française de se transformer en modifiant progressivement ses règles. Tel est le jeu pour un pays qui participe de plus en plus aux échanges internationaux. Il est également réconfortant que dans la période difficile que nous traversons les priorités accordées à l'éducation et à la recherche aient été sauvegardées.

Un choix important a été fait dans le projet de loi de finances pour 1992 : les impôts d'Etat ne sont pas augmentés, ce qui amène à accepter un certain alourdissement du déficit budgétaire. Les choses ne sont pas dites aussi clairement, mais telle est la stratégie conduite. On saura dans quelques mois si le déficit des comptes de l'Etat est endigué. Beaucoup dépendra du retour de la croissance économique dans le monde et des efforts de la France pour maintenir une compétitivité qui semble s'améliorer.

Restera à résoudre les immenses problèmes posés par le financement de notre système de protection sociale qui coûte de plus en plus cher et se déséquilibre financièrement. M. Bérégovoy n'a pas dit mercredi soir 18 septembre, en présentant son projet de budget à la presse, si les comptes de 1992 prévoyaient un nouveau relèvement des cotisations ou des économies draconiennes de dépenses.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Soit un taux d'impôt sur les bénéfices de 34 %. La société veut distribuer 100 francs. Elle a payé 34 francs d'IS. Elle distribue donc 66 francs. L'actionnaire bénéficie d'un avoir fiscal égal à la moitié du dividende soit 33 francs. L'impôt payé sur le dividende ne sera donc plus que de 1 franc (34-33). Mais il sera de 34 francs si le bénéfice n'est pas distribué.

Lire l'analyse du projet de budget pour l'audiovisuel, page 36, pour le ministère de l'intérieur, page 38, et les réactions au Parti socialiste, page 10.

Pour faire face à une augmentation du nombre d'allocationnaires

La dotation au RMI est révisée à la hausse

Le gouvernement a décidé de maintenir son effort en matière de solidarité. La dotation au revenu minimum d'insertion devrait ainsi progresser de près de 45 % en un an, avec 13,2 milliards de francs inscrits au budget des charges communales en 1992, contre 9,1 milliards de francs en 1991. Cette forte augmentation constitue davantage un ratapage par rapport à une enveloppe 1991 sous-évaluée qu'un nouvel élan accordé à un dispositif qui devrait être réexaminé au Parlement au printemps prochain.

Avec 550 000 RMistes en moyenne recensés depuis le début de l'année, l'Etat devrait, en effet, déboursier en 1991 quelque 12 milliards de francs en allocations, soit 3 milliards de plus que prévu. Ce dérapage est lié, affirme-on à la délégation interministérielle du RMI, autant à la poursuite de la montée en charge du dispositif qu'au ralentissement de la conjoncture économique qui a tendance à repousser dans la marginalité les adeptes des petits boulots.

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

• DROIT • SCIENCES ÉCO.

1^{re}, 2^e et 3^e années

TOUTES ÉPREUVES SUCCÈS CONFIRMÉS

Enseignements annuels et stages intensifs d'été

Centre Italie 45.85.59.35

Centre Autueil 45.27.10.15

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Raisonnable...

« Un budget raisonnable et sérieux ». Pour qualifier son sixième projet de loi de finances, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy n'aura guère usé, à l'occasion de la traditionnelle présentation à la presse du budget mercredi 18 septembre, de formules originales ou enthousiasmantes. Dans le cadre de conférences de Bercy, même son ministre délégué, M. Michel Charasse, aura été avare d'expressions croustillantes : « On s'en sort pas trop mal », commentait-il en fin de réunion.

« Raisonnable », c'était déjà le qualificatif que le premier ministre, M. Edith Cresson, avait utilisé le matin même en conseil des ministres, d'après les propos rapportés par M. Jack Lang. Le ministre d'Etat a complété en soulignant le « réalisme » des hypothèses économiques retenues par le gouvernement. Il est vrai que celui-ci s'était quelque peu brûlé les doigts l'an dernier en escomptant, pour 1991, une croissance de 2,7 %, jugée alors par beaucoup comme excessivement optimiste. Elle n'aura été que de 1,4 %. Pour 1992, Bercy a choisi la prudence, retenant une croissance de 2,2 % (le Monde du 19 septembre), inférieure à celle prévue par les experts. « Il vaut mieux avoir de bonnes surprises que de mauvaises nouvelles, et ainsi nous gardons une marge de liberté », avait expliqué à l'issue du conseil des ministres M. Lang.

Sûr de lui, le ministre d'Etat a expliqué que son projet de budget pour 1992 s'inscrivait dans la « continuité » de la politique économique qu'il mène depuis 1988, la stratégie de « désinflation compétitive ». Plongée dans la lecture du dossier de presse, bien présenté mais fort volumineux, l'assistance devait à peine relever un malheureux lapsus du ministre qui commentait sa politique de « dévaluation compétitive » ! Heureusement pour le franc fort, les marchés des changes n'étaient pas connectés directement avec Bercy.

Interrogé sur l'augmentation prévue du déficit budgétaire, M. Bérégovoy, piqué au vif, rappelle qu'en poids relatif dans la richesse nationale il est en fait en baisse, ajoutant que, dans ce domaine, « la France est exemplaire ». « L'indicateur a été clairement perçu ainsi par les marchés financiers », selon le ministre. Demandant aux journalistes de faire preuve de pédagogie, M. Charasse a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas, dans ce budget, d'impôt nouveau, ni d'augmentation d'impôt.

« Un budget de soutien à l'activité, pas un budget de relance inflationniste... Ce budget se fixe comme priorité l'emploi », devait répéter à plusieurs reprises M. Bérégovoy. Com-

ment compte-t-il financer les mesures nouvelles que prépare le ministre du travail, M. Martine Aubry ? Relativement discret, le ministre a confirmé que les cessions d'actifs auxquelles le gouvernement pourrait procéder seront destinées d'abord au financement des dotations en capital des entreprises publiques, ensuite à l'industrie et à la création d'emplois. A propos des privatisations partielles, il a insisté sur deux principes. « Il n'y aura pas de bradage des avoirs publics », a déclaré le ministre d'Etat, ajoutant que « les opérations devront être totalement transparentes ». Jeudi matin, le ministre a précisé, sur France Inter, que l'ouverture aux capitaux privés d'entreprises publiques pourrait bénéficier au secteur audiovisuel.

Défendant le plan PME-PMI présenté lundi par le premier ministre, M. Bérégovoy a indiqué que si, en 1992, ce plan pouvait effectivement être considéré comme un transfert de charges fiscales entre entreprises - « une opération à somme nulle » - il devrait se traduire en 1993 par un bénéfice net réel pour les sociétés de 6 milliards de francs.

Interrogé sur l'existence de marges dans les négociations salariales pour la fonction publique, le ministre d'Etat a expliqué : « Nous avons provisionné des sommes en 1991 qui sont disponibles en sus des mesures catégorielles, pour 1992 aussi. » Il souhaite que M. Jean-Pierre Soisson parvienne, dans ses discussions avec les syndicats de fonctionnaires à « un résultat... raisonnable ». La qualification du jour.

A une question qui ne lui était pas posée, M. Bérégovoy a répondu qu'il ne fallait pas juger de la politique agricole du gouvernement à travers le seul budget du ministère de l'Agriculture (en baisse d'environ 4 %). « Il faut totaliser l'effort fait par le budget national et celui du budget européen », a-t-il expliqué. Dans ce cas-là, l'ensemble des aides publiques aux paysans sera en progression de 8,9 % en 1992, atteignant 153 milliards de francs.

Une question, en revanche, obsède toujours le ministre. La chute du feuilleton « Cadavre à Bercy », publié cet été par le quotidien économique les Echos, le laisse sur sa faim. L'auteur du projet de budget pour 1992 aimerait bien connaître l'auteur de cette fiction politico-policiaire extrêmement bien documentée sur le microcosme parisien. « Qui est en définitive l'assassin, M. Charasse ou moi-même ? » a-t-il demandé au représentant des Echos. Il n'aura pas eu de réponse, lui non plus.

ÉRIK IZRALEWICZ

Les réactions dans les milieux politiques

Assemblée nationale. — A la suite de la présentation, mercredi 18 septembre, du projet de budget à la commission des finances de l'Assemblée nationale par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, a affirmé que le gouvernement avait « énergiquement relevé le défi en conciliant lutte vigoureuse pour l'emploi, contre le chômage et souci d'approfondir la solidarité pour une plus grande cohésion sociale ». En revanche, M. Fabien Thénault, député communiste du Nord, a annoncé que son groupe ne voterait pas ce projet dans son état actuel car « il poursuit la même logique dangereuse que les précédents : austérité, chômage, abandon national ». M. Michel Noir, député non inscrit du Rhône, a estimé qu'il s'agissait d'un budget « coincé » ne présentant « aucune marge de manœuvre et aucune stratégie pour l'emploi ».

M. Balladur : trop de déficit. — Interrogé par la Cinq, mercredi 18 septembre, M. Edouard Balladur a estimé que le projet de budget ne présentait pas « de grandes innovations » et ne permettait pas de résoudre « les grands problèmes de la France ». Il a regretté que « pour

la première fois depuis cinq ans » le déficit augmente et il a prédit qu'il serait finalement plus important qu'annoncé. L'ancien ministre de l'économie a assuré que la France ne sera pas prête à entrer dans le grand marché européen « parce que nous aurons toujours des charges, des cotisations et des impôts beaucoup plus importants que les autres ».

M. Juppé : « conservateur ». — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a estimé que lorsque « la conjoncture était bonne, de 1988 à 1991, on a dépensé au lieu de désendetter la France et d'alléger la charge fiscale sur les entreprises : maintenant que les temps sont durs, on fait, par la force des choses, un budget rigoureux et conservateur, qui sera un budget de chômage ». Il a aussi regretté que l'emploi et l'agriculture ne soient pas des secteurs prioritaires.

Le PR : « frileux ». — Dans un communiqué, le Parti républicain estime que le projet de budget est « frileux et sans ambition (...) et traduit la doctrine sociale, économique et financière du socialisme à la française ». Il ajoute que « l'allègement (de la fiscalité) pour les PME est hypothétique, car il faut que ces entreprises soient, malgré la crise,

beneficiaires, alors que la surcharge des autres entreprises est immédiate ».

M. Alphonse (UDC) : « sans ressort ». — M. Edmond Alphonse, vice-président du CDS, a déclaré, mercredi 18 septembre à Epervan où étaient réunis les députés UDC, que le projet de loi de finances est « rapiécage et sans ressort », et estimé que l'on était « au rendez-vous de l'imprévoyance ».

M. Lecanuet se déclare inquiet de la réduction des dépenses militaires. — Président de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, M. Jean Lecanuet (UDF) « prend acte avec inquiétude », dans un communiqué publié mercredi 18 septembre, « de la réduction du budget de la défense en termes réels après inflation ». Il considère que « cette érosion continue n'est cohérente ni avec les évolutions constatées ou prévisibles des menaces et des risques, ni avec les impératifs de stricte suffisance de la sécurité du pays, ni avec le « rang » mondial proclamé pour la France, ni avec l'indispensable revalorisation de la condition militaire ».

Les syndicats dénoncent une « logique d'austérité »

La CGPME « prend acte avec satisfaction » des mesures adoptées dans le projet de budget. M. Lucien Rebuffet, son président, souligne qu'elles « vont dans le bon sens et s'inscrivent dans le premier volet du plan global pluri-annuel annoncé lundi par M. Edith Cresson ».

L'UPA (Union professionnelle artisanale) estime que « le plan PME-PMI n'a de global que le nom » et constate « qu'une fois de plus les entreprises artisanales sont très largement écartées des dispositions, notamment de la réduction de l'impôt sur les sociétés, qui déplore rigoureusement cette situation ».

La FNSEA considère que le projet de budget n'adresse pas « de signe positif » aux agriculteurs. « Au moment où l'agriculture rencontre des difficultés importantes », elle observe que le budget de l'agriculture est en baisse de 7 %, et que c'est la première fois que le budget est aussi réduit, comparativement à l'évolution du total des dépenses de l'Etat ».

La CGT, par la voix de M. Gérard Alezard, secrétaire national, juge le projet de budget « sans surprise ». « C'est un budget de super-austérité, de régression sociale et économique », a déclaré M. Alezard, car

« il exprime et formalise les choix connus du gouvernement et les intérêts du patronat ». La CGT critique notamment les « 15 milliards de cadeaux » du plan d'aide aux PME.

FO critique ce qu'elle appelle un « budget d'austérité volontaire » qui « ne répond pas à l'urgence sociale et économique du moment, à savoir la lutte contre le chômage ». Elle estime qu'il « s'inscrit dans la logique d'austérité puérilement qualifiée de désinflation compétitive ».

La CFE-CGC a réagi par une déclaration de M. Paul Marchelli, son président, pour qui le projet se place « sous le signe de l'austérité ». « Il n'y a pas de dispositif financier pour assurer la relance, et les déficits vont continuer à se creuser », a-t-il dit, en citant le « front » de la Sécurité sociale et le chômage, dont le cap des trois millions « ne sera qu'une étape vers les quatre millions ».

La CFTC affirme que le gouvernement présente un projet « dans la droite ligne de la régression sans croissance, alors que les perspectives industrielles sont de plus en plus sombres, la situation de l'emploi chaque jour plus inacceptable et les tensions sociales de plus en plus nombreuses ».

ÉCONOMIE

Le projet de loi

Recettes : augmentation de 2,6 %, déficit budgétaire accru

Les recettes prévues dans le budget de l'Etat, pour 1992, atteignent 1240,82 milliards de francs contre 1209,5 milliards en 1991, soit une progression de 31,3 milliards de francs ou de 2,6 %. Les recettes de l'Etat augmentent donc moins vite que ses dépenses (+3,1 %) malgré le ralentissement de ces dernières. D'où le creusement du déficit budgétaire. Les pertes de recettes fiscales très importantes enregistrées au cours des huit premiers mois de 1991 (38 milliards de francs) expliquent les prévisions apparemment prudentes retenues pour 1992 par les services du ministère de l'économie et des finances. Mais si l'on compare les recettes attendues en 1992 aux prévisions de recettes 1991

revues et corrigées à la lumière des déboires de l'année en cours, on constate que la progression envisagée pour 1992 est tout de même de 4,2 %.

Il n'empêche que la rupture est totale avec les années précédentes. En 1989, l'Etat avait encaissé 42 milliards de francs de plus qu'il n'était prévu ; en 1991, il en encaisse 38 de moins. Depuis plus de quarante ans, jamais, semble-t-il, un pareil phénomène ne s'était produit. Il s'explique probablement par le retournement de la conjoncture : moins de consommation, moins de profits. Mais les meilleurs experts sont incapables de rendre compte de la totalité du phénomène dont on pense maintenant qu'il peut aussi s'expliquer par la baisse des taux de

nombreux impôts (TVA, IS...). Du coup, les services de MM. Bérégovoy et Charasse ont mis au point un plan fiscal d'aide aux PME-PMI et plus généralement aux entreprises (dont la mesure essentielle est l'unification à 34 % du taux de l'IS et une réduction des acomptes pour les petites entreprises) ne coûtant pratiquement rien à l'Etat en 1992 (460 millions de francs).

Cela du fait d'un relèvement de la taxation des plus-values financières des entreprises qui devrait rapporter 10,2 milliards en 1992. La charge sur 1993 sera en revanche importante puisque le gouvernement prévoit 5,6 milliards de francs de pertes de recettes fiscales. De même le gouvernement a-t-il

décidé quelques mesures de soutien à la construction (notamment le renouvellement du régime d'incitation à l'investissement locatif qui ne chargent pas le budget de 1992 mais celui de 1993).

La présentation du budget de 1992 est haïe. Elle permet globalement de ne pas augmenter les impôts alors que le déficit budgétaire s'élargit et que la plupart des grands pays industrialisés font appel à des hausses de taxes et d'impôts pour contenir le dérapage de leurs comptes publics. Elle permet même d'annoncer des allègements fiscaux en 1993. Selon le ministère de l'économie et des finances, les baisses nettes d'impôts atteindront 81 milliards de francs sur la période 1988-1993.

Fiscalité des ménages

● Impôt sur le revenu : actualisation du barème

Toutes les limites et tranches du barème ainsi que la limite d'application de la décade sont relevées de 3 %, c'est-à-dire dans une proportion égale à celle de la hausse prévisible des prix en 1991, pour éviter un alourdissement de l'imposition à revenus réels constants.

Pour l'imposition des revenus de 1991, la décade qui s'appliquera à tous les contribuables de l'impôt n'excèdera pas 4 970 francs au lieu de 4 820 francs.

L'impôt est, d'autre part, minoré dans les mêmes conditions que pour l'imposition des revenus de 1990, et le seuil d'application de chaque taux de minoration est réévalué de 3 %. Le plafond de l'avantage procuré par le quotient familial est relevé de 3 % et porté de 12 180 francs à 12 550 francs pour chaque demi-part. De même, le plafond de l'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts des contribuables célibataires, divorcés ou soumis à une imposition distincte est fixé à 16 050 francs au lieu de 15 580 francs. L'abattement accordé par enfant marié rattaché au foyer fiscal est porté de 21 450 francs à 22 100 francs.

Mesures de soutien aux entreprises

● Impôt sur les sociétés : allègement pour les bénéfices distribués

Le taux de l'impôt sur les sociétés est ramené de 42 % à 34 % pour les bénéfices distribués par les entreprises au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1992. Pour l'avenir, le taux du supplément d'impôt sur les sociétés, exigible sur les bénéfices distribués, est donc supprimé.

Dans le budget de 1991, l'impôt sur les sociétés avait été allégé (34 % contre 37 %), mais pour les seuls bénéfices réinvestis dans l'entreprise, les bénéfices distribués continuant à être taxés au taux antérieur de 42 %. Cette discrimination avait pour but de favoriser les investissements des entreprises par autofinancement, mais elle était vivement critiquée dans la mesure où elle pénalisait le renforcement des fonds propres de ces entreprises par augmentation de capital dans le public : la majoration du dividende est un bon stimulant pour les actionnaires que les sociétés sollicitent. « En raison de la détérioration des résultats des entreprises liée à la conjoncture »,

le gouvernement supprime la discrimination et donc la pénalisation, revenant à un taux unique pour les bénéfices, distribués ou non, ce qui représente un avantage non négligeable en faveur des sociétés et de leurs actionnaires. Coût de la mesure : 7,7 milliards de francs, mais pour le budget de 1993 seulement.

● Réduction du montant des acomptes pour les petites et moyennes entreprises

L'impôt sur les sociétés donne lieu au versement de quatre acomptes, avant régularisation finale au taux en vigueur pour l'impôt sur les sociétés. Le montant total des acomptes échus au cours d'exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 1991 était fixé à 38 % du bénéfice du dernier exercice clos à la date de leur échéance.

Pour l'ensemble des entreprises, le montant des acomptes dus au cours d'exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1992 est ramené de 38 % à 36 % du bénéfice, de référence, en raison de la diminution du taux d'imposition sur les bénéfices distribués, ramené de 42 % à 34 %, taux déjà applicable aux bénéfices non distribués. Pour les PME, le montant de ces acomptes est abaissé de 38 % à 33 1/3 %. Cette mesure concerne les entreprises dont le chiffre d'affaires total hors taxes réalisé au cours du dernier exercice clos - et dont le délai de déclaration a expiré à la date d'expiration du premier acompte - n'excède pas 500 millions de francs pour les entreprises exerçant leur activité principale dans le secteur de l'industrie et 100 millions de francs pour les autres. Elle concerne aussi les entreprises dont le capital est détenu pour plus de 50 % par des personnes physiques à l'ouverture de l'exercice : cette restriction vise à exclure les filiales de grands groupes qui, en dépit d'un chiffre d'affaires limité, ne sauraient être assimilées à des PME. Le coût de cette mesure, en diminution de trésorerie pour l'Etat, est de 9,6 milliards de francs en 1992. En fait, l'avantage de cette réduction pour les PME est un peu illusoire, car elles paieront, *in fine*, l'impôt sur les bénéfices à 34 %, comme les grandes entreprises.

● Institution d'un crédit d'impôt pour augmentation de capital

Afin de poursuivre l'effort de consolidation des fonds propres des entreprises, il est créé un crédit d'impôt en faveur des augmentations de capital en numéraire réalisées en 1992 et 1993 par les PME dont le chiffre d'affaires ne

dépasse pas 500 millions de francs dans l'industrie et 100 millions de francs ailleurs. Sont exclues du bénéfice de cette mesure toutes les sociétés dont les augmentations de capital peuvent donner lieu à des avantages fiscaux pour le souscripteur : réduction d'impôt pour investissement dans les DOM ou pour création de sociétés nouvelles, déductions pour souscription au capital de sociétés de développement régional des DOM. Les augmentations devront être réalisées en numéraire entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1993 et être au moins égales à 25 % des capitaux propres à la clôture d'exercices précédant l'augmentation de capital. De plus, au cours de la période des trois ans qui suivront l'augmentation, l'entreprise devra maintenir le montant de ses capitaux propres et les associer au montant des sommes figurant sur les comptes courants. Le crédit d'impôt est égal à 25 % de l'augmentation de capital intervenue, celle-ci étant limitée à 2 millions de francs, et il est plafonné à 300 000 francs.

● Réforme du droit d'apport

Afin de permettre aux entrepreneurs individuels de choisir la forme sociale de leur société sans être empêchés par des considérations fiscales, il est proposé de supprimer le droit d'apport ordinaire de 1 % pour l'ensemble des apports mobiliers et immobiliers, le droit de mutation au taux de 1 % et les taxes additionnelles perçues à l'occasion de certains apports purs et simples d'immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle effectués à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés ou par une personne morale non soumise à cet impôt. Il est proposé aussi de supprimer le droit d'apport à titre onéreux de 8,60 % et les taxes additionnelles dues pour la prise en charge des passifs constitués lors de la mise en société d'une entreprise individuelle. A l'occasion de l'enregistrement de ces actes, il sera désormais simplement perçu un droit fixe de 430 francs.

● Unification des taux d'imposition sur les plus-values à long terme

Les plus-values à long terme réalisées par les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu sont désormais taxées à un taux unique de 16 %, contre auparavant 26 %, pour les terrains à bâtir et biens assimilés et 16 % pour les autres éléments d'actif. Cette mesure est destinée à inciter à la mobilisation de certains actifs en vue de l'investissement productif.

● Suppression du plafonnement des comptes bloqués d'associés

Les particuliers qui mettent à la disposition de la société dont ils sont associés ou actionnaires des sommes portées sur un compte bloqué individuel peuvent soumettre au prélèvement libératoire de 15 % les intérêts produits par ces comptes. Toutefois, l'application de ce régime de faveur est actuellement limitée aux intérêts qui rémunèrent la fraction des sommes n'excédant pas 400 000 francs, contre 200 000 francs il y a un an. Au-delà, ces intérêts demeurent soumis au prélèvement libératoire de 35 %. Il est proposé de supprimer le plafond de 400 000 francs pour les intérêts courus à compter du 1^{er} janvier 1992, les intérêts et comptes courants bloqués devant être désormais imposés à un taux uniforme et privilégié de 15 %. Dans l'esprit des pouvoirs publics, cette mesure peut favoriser l'accroissement des fonds propres des PME.

Dans les PME, il est fréquent que les associés apportent des sommes importantes en compte bloqué auprès de leur société, sans toutefois l'incorporer au capital, pour éviter l'immobilisation et la double imposition des bénéfices. La mesure proposée est psychologiquement assez importante puisqu'elle abaisse fortement le prélèvement fiscal sur les revenus des comptes courants d'associés, incitant ces derniers à les incorporer au capital dans un délai raisonnable (cinq ans). Une telle mesure avait longtemps été refusée par la direction générale des impôts, qui la jugeait exorbitante et trop favorable aux associés.

● Allègement des droits sur les cessions de fonds de commerce

Afin de poursuivre l'effort entreprise dans le cadre de la loi de finances pour 1989 et 1990 et de faciliter la transmission des entreprises individuelles, le plafond de la fraction du prix des cessions de fonds de commerce soumise au taux de 7 % est porté de 300 000 francs à 500 000 francs, ce qui, dans la plupart des cas, peut se traduire par une baisse des taux de plus de 25 %. Cette mesure s'applique aux actes passés et aux conventions conclues à compter du 1^{er} octobre 1991.

● Assouplissement du régime d'imposition des plus-values réalisées lors d'un apport en société

Le régime spécial de taxation des plus-values réalisées lors d'un apport en société s'appliquera aussi en cas d'apport limité à une branche d'activité. Auparavant, les personnes qui apportaient leur entreprise individuelle à une société pouvaient opter pour un régime de report d'imposition des plus-values constituées sur les mobilisations non amortissables (terrains, par exemple) et fétallement sur les mobilisations amortissables (immeubles bâtis, par exemple). L'effort devait porter sur l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé affecté à l'exercice de la profession. La nouvelle mesure supprime donc cette limitation. De plus, les profits réalisés sur les stocks sont désormais imposés au moment de la vente de ces stocks par la société bénéficiaire de l'apport. L'ensemble de ces mesures devrait faciliter la transmission aux entreprises individuelles et leur transformation en société.

Plus-value à long terme des entreprises

● Taxation à nouveau durcie

Le taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les entreprises sur leurs titres de portefeuille, porté le 1^{er} novembre 1990 de 19 % à 25 %, est élevé à 34 %, soit le taux de l'impôt sur les sociétés, à partir du 1^{er} juillet 1991. Ces titres de portefeuille comprennent les titres participatifs, les parts de fonds communs de placement ou de crèches, les actions de SICAV, les parts ou

actions de sociétés dont l'actif est composé principalement de titres soumis au taux de 25 % ou dont l'activité consiste de manière prépondérante à gérer pour leur propre compte de telles valeurs. Le gouvernement, qui estime à 10,2 milliards en 1992 et 4,8 milliards de francs en régime de croisière le gain procuré par cette mesure, entend ainsi compenser le coût des dispositions prises en faveur des PME. Cette taxation, on le sait, porte sur les activités financières des entreprises, essentiellement les grandes, et sur les plus-values, parfois considérables, nées de ces activités, notamment sur les actions de SICAV.

Mesures en faveur du bâtiment

● Plafonnement du tarif des droits de mutation pour les immeubles à usage d'habitation

Le taux du droit départemental d'enregistrement sur les acquisitions d'immeubles destinées à l'habitation, déjà plafonné à 7 % depuis le 1^{er} juin 1991 et à 6,5 % à compter du 1^{er} juin 1992, ne pourra être supérieur à 6 % à compter du 1^{er} juin 1993, à 5,5 % à compter du 1^{er} juin 1994 et à 5 % à compter du 1^{er} juin 1995. Cette mesure est destinée à assurer une plus grande neutralité de la fiscalité à l'égard de la mobilité professionnelle et à atténuer le coût des transactions immobilières, beaucoup plus élevé que celui des transactions mobilières.

● Incitation fiscale à l'acquisition de logements neufs

Afin de favoriser l'acquisition de logements neufs destinés à l'habitation principale, la limite du plafond des intérêts des emprunts contractés à cet effet et pris en compte pour le calcul de la réduction d'impôts (25 % du montant des intérêts) est portée de 15 000 à 20 000 francs pour les personnes seules et de 30 000 à 40 000 francs pour les couples mariés. La mesure s'appliquera aux prêts contractés à compter du 18 septembre 1991. Cette mesure est destinée à stimuler la construction de logements neufs, en net recul à l'heure actuelle.

Droit de mutation à titre gratuit

● Modification des règles

Afin de favoriser la transmission anticipée des patrimoines et notamment des patrimoines professionnels (essentiellement les PME), le cumul des donations antérieures et de la succession actuellement en vigueur ne sera effectué que lorsque la donation sera intervenue moins de dix ans avant la succession. Dès lors, les héritiers pourront bénéficier à nouveau, pour le calcul des droits de succession, des abattements à la base et du tarif des premières tranches du barème d'imposition. En revanche, les dons manuels qui sont révisés par les donateurs à l'administration fiscale, actuellement exonérés de droits, sont désormais assujettis à l'impôt dans les mêmes conditions que les donations régulières.

Barème de l'impôt sur le revenu

(Fractions du revenu imposable pour 2 parts)

1991	1992	Taux (en %)
N'excédant pas 36 280 F	N'excédant pas 37 380 F	0
de 36 280 F à 37 920 F	de 37 380 F à 39 080 F	5
de 37 920 F à 44 940 F	de 39 080 F à 46 300 F	9,6
de 44 940 F à 71 040 F	de 46 300 F à 73 180 F	14,4
de 71 040 F à 91 320 F	de 73 180 F à 94 060 F	19,2
de 91 320 F à 114 940 F	de 94 060 F à 118 080 F	24
de 114 940 F à 138 740 F	de 118 080 F à 142 900 F	28,8
de 138 740 F à 160 680 F	de 142 900 F à 168 800 F	33,6
de 160 680 F à 266 680 F	de 168 800 F à 274 680 F	38,4
de 266 680 F à 386 800 F	de 274 680 F à 377 800 F	43,2
de 386 800 F à 433 880 F	de 377 800 F à 446 900 F	48
de 433 880 F à 493 540 F	de 446 900 F à 508 340 F	52,8
Au-delà de 493 540 F	Au-delà de 508 340 F	56,8

Comment varieront les divers impôts

(en milliards de francs)

	Résultats 1990	Loi de finances initiale 1991	Recettes révisées 1991	Projet de loi de finances 1992
Impôt sur le revenu	263	293	301	318
Impôt sur les sociétés	167	170	162	163
Autres impôts directs	102	110	110	110
Enregistrement, timbre et Bourse	78	82	80	83
Produit des douanes	126	132	129	133
Taxe sur la valeur ajoutée	626	670	657	709
pour mémoire : TVA nette	(513)	(547)	(528)	(564)
Autres impôts indirects	34	40	39	43
Sous-total recettes fiscales brutes	1395	1497	1478	1559
A déduire :				
- Prélèvements au profit des collectivités locales et des Communautés européennes	-187	-205	-216	-229
- Remboursements et dégrèvements	-190	-203	-215	-225
TOTAL DES RECETTES FISCALES NETTES	1018	1089	1047	1105
RECETTES NON FISCALES	123	120	144	136
TOTAL DES RECETTES NETTES	1141	1209	1191	1241

La progression des recettes totales de 1992 est de 2,6 % par rapport à la LFI 1991 et de 4,2 % par rapport aux recettes révisées.

1992

Dépenses :

حکومت اسلامی

ÉCONOMIE

de finances pour 1992

Dépenses : un freinage très net malgré les engagements pris

Le projet de budget pour 1992 prévoit 1 317,54 milliards de francs de dépenses, ce qui représente une progression de 2,9 % par rapport à la loi de finances initiale de 1991, telle qu'elle fut votée par le Parlement en décembre dernier (1280,19 milliards de francs). Cela pour le budget dit « du dessus de la ligne », qui regroupe l'ensemble des dépenses définitives. Si l'on inclut les dépenses dites « du dessous de la ligne » (12,82 milliards de francs), qui sont pour la plupart des dépenses temporaires (pour plus de 9 milliards de francs des prêts de l'Etat aux pays étrangers, mais aussi des sinistres sur anciens prêts publics à l'étranger non remboursés), on arrive à un budget de 1330,36 milliards de francs, en progression de 3,1 % par rapport au budget initial de 1991, qui atteignait 1290,19 milliards de francs. Dans les deux présentations, les dépenses budgétaires aug-

mentent en valeur à peu près comme la hausse prévue des prix (+2,8 %). C'est dire qu'en volume - ou en valeur réelle - les charges de l'Etat n'augmentent pratiquement pas l'année prochaine.

Le poste de dépenses qui progresse le plus fortement - sans être pour autant une priorité - est celui de la charge de la dette publique : 164,87 milliards de francs contre 162,68 milliards de francs en 1991, soit une hausse de 7,9 % ou de 12 milliards de francs. Dans ce total figure notamment le coût des sinistres que l'Etat doit supporter vis-à-vis de pays insolvable sur les garanties publiques accordées à certaines exportations privées : au total 8 milliards de francs, y compris l'assurance prospective. Stricto sensu, la dette publique représentera 152,5 milliards de francs (soit presque 93 % du total), contre

140,2 milliards de francs en 1991, ce qui équivaut à une augmentation de 8,8 % d'une année sur l'autre et de 12,3 milliards de francs. La note à payer sur les déficits budgétaires annuels cumulés est lourde.

Les dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention, qui comprennent notamment les traitements des fonctionnaires, augmentent de 3 % - comme le taux d'inflation prévu - atteignant 820,21 milliards de francs. Les dépenses civiles en capital régressent de 0,7 %, soit de 3,5 % en valeur réelle. Le budget militaire augmente de 0,9 % en valeur, ce qui correspond à une régression d'environ 2 % en volume.

Dans cet effort général de freinage de la dépense publique, quatre ministères tirent bien leur épingle du

jeu : l'éducation nationale avec une progression de ses crédits de 5,7 %, soit 3 % en volume ; la recherche avec des dépenses qui progressent de 5,9 % (+3,1 % en valeur réelle) et un système de crédit d'impôt qui équivaut à une dépense supplémentaire puisque entraînant des abandons de recettes par l'Etat ; la culture dont le budget augmente de 7,1 %, soit de 4,3 % en volume ; la justice enfin, qui voit ses crédits progresser de 4,8 % (2 % en volume).

A côté de la dotation de ces ministères, le gouvernement engage des actions importantes, notamment celle qui concerne la politique de la ville (quartiers déshérités, jeunesse, sports), qui se voit dotée de 2,5 milliards de francs alors que rien n'était encore prévu à ce titre dans le budget de 1991.

Les grands axes

● **Recherche : le cap des 50 milliards.**

Le budget civil de la recherche et du développement (BCRD) dépasse pour la première fois le cap des 50 milliards de francs (51,1 milliards). Il est en progression de 4,9 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1991 (votée par le Parlement à l'automne 1990).

Outre ces dotations directes, l'effort public en faveur de la recherche prend aussi la forme de subventions transitant par le budget communautaire (4 milliards de francs) et les ports de secours fiscaux consentis par l'Etat au titre du crédit d'impôt recherche (de l'ordre de 4 milliards de francs). Au total, ce sont donc 59,1 milliards de francs qui vont à la recherche. Depuis 1988, l'augmentation du BCRD atteint 15 % en volume, soit plus que la croissance du produit intérieur brut (PIB) pendant la même période (+15,6 %).

Les dépenses sont orientées dans trois directions : recherche publique, recherche industrielle, grands programmes technologiques.

Pour la recherche publique, les crédits augmentent de 7,9 % par rapport à 1991, soit de 1,6 milliard de francs. Ils sont destinés aux opérations programmées (grands équipements, moyens informatiques, opérations immobilières), à la recherche universitaire (laboratoires et constructions universitaires), au fonctionnement des laboratoires. De plus 600 emplois sont créés dans le BCRD tandis que la formation est renforcée avec la création en début d'octobre 1992 de 450 allocations de recherche (il y aura au total 3 700 allocations).

Pour la recherche industrielle, les crédits bénéficiant aux entreprises augmentent de 16 %. Ils permettent le respect des engagements gouvernementaux en matière de grands programmes technologiques (TVID, projets innovants, Eureka), le renforcement des aides aux PME-PMI (les moyens de l'ANVAR augmentent de 21,2 % soit 200 millions de francs), la revalorisation de 10,7 % (142 millions de francs) du fonds de la recherche et de la technologie.

Les grands programmes technologiques sont poursuivis. Les crédits du CNES (Centre national d'études spatiales) augmentent de 630 millions de francs par rapport à 1991, soit de 7,9 %. Les programmes nationaux et bilatéraux sont poursuivis de même que sont respectés les engagements pris vis-à-vis de l'Agence spatiale européenne (lanceur Ariane V, programmes Hermès et Pionniers, satellite d'observation de la Terre par radar, télécommunications entre l'infrastructure et le sol) et le financement du programme national d'observation de la Terre Spot. Enfin, en matière d'aéronautique civile, les programmes en cours sont poursuivis : Airbus A-330-340, Falcon 2000, moteur d'hélicoptère Ariel 2.

La dotation du CEA augmente de 159 millions de francs.

● **Industrie : les dépenses d'équipement d'abord.**

Le budget du ministère de l'Industrie attendra 18,7 milliards de francs en 1992, soit une augmentation de 4,9 %. Les dépenses d'équipement sont privilégiées avec des progressions de 12,3 % en autorisations de programmes et de 20,1 % en crédits de paiements.

Les crédits affectés à la reconversion industrielle dans les zones en crise sont augmentés de 45 % et atteignent 531 millions de francs.

● **Aménagement du territoire : deux nouveaux fonds d'action.**

Le budget mis à la disposition de la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire) atteindra 1,9 milliard. Outre la reconduction des procédures actuelles, deux nouveaux fonds d'action sont mis en place : le fonds d'aide à la décentralisation (FAD), destiné à financer les entreprises qui souhaitent quitter l'Île-de-France (100 millions de francs de dotation en 1992), et le fonds d'aide à l'investissement en zone rurale, destiné - en complément de la prime à l'aménagement du territoire - à financer les investissements de taille modeste dans les régions faiblement industrialisées (100 millions de francs y seront consacrés).

Le projet de budget des routes

s'établit à 8 milliards de francs (+0,7 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1990).

Les crédits affectés aux subventions d'investissement (1,4 milliard en autorisations de programmes et 1,3 milliard en crédits de paiements) iront aux engagements de l'Etat et notamment aux opérations du plan d'urgence pour l'Île-de-France (501 millions de francs). Avec 300 millions en provenance du compte d'affectation spéciale pour l'Île-de-France, les travaux du projet Meteor pourront commencer et plusieurs opérations pourront être poursuivies ou terminées : prolongement de la ligne 1 à la Défense, tramway Saint-Denis-Bobigny, Transval de Marne, ligne D du RER, ligne Issy-la Défense... Les métros et tramways de province bénéficieront de 480 millions de francs.

● **Dotations en capital aux entreprises publiques : 5,6 milliards.**

L'enveloppe de dotations en capital s'élève pour 1992 à 5,6 milliards de francs. Cette somme sera décaisée à hauteur de 3,3 milliards de francs sur le budget général (charges communes) et pour 2,3 milliards de francs sur le produit des cessions de titres prévues en recettes du compte de gestion de titres du secteur public (compte spécial du Trésor). Les recettes prévues correspondent « principalement, indique le ministère de l'économie et des finances, à la vente de titres du Crédit local de France ».

« Dans l'hypothèse, ajoute la Rue de Bercy, où d'autres recettes de cession seraient réalisées en 1992, celles-ci seraient affectées par priorité au financement des dotations en capital en remplacement des crédits inscrits au budget général. » Ces 5,6 milliards de francs iront en priorité au secteur de l'électronique et de la communication, aux transports aériens, aux PME-PMI.

● **Education nationale : la première des priorités.**

Le projet de loi de finances pour 1992 confirme la priorité accordée à l'éducation nationale par la loi de finances initiale de 1991. Ce budget atteindra 262,6 milliards de francs, en hausse de 5,7 % par rapport à 1991 (+14,2 milliards de francs). Il prévoit la création de 5 700 emplois. En trois ans, les crédits accordés à l'éducation nationale auront augmenté de 64 milliards de francs (+31,5 %) et les effectifs, de 45 000.

L'enseignement scolaire bénéficiera de 226,5 milliards de francs, soit une progression de 4,1 % (9 milliards). Les créations nettes d'emplois atteindront 2 880. Les objectifs gouvernementaux visent à renouveler l'enseignement (développement des langues vivantes notamment), à renforcer l'encadrement pédagogique et administratif des élèves (les crédits de bourses seront augmentés). D'autre part, au-delà des missions générales de la fonction publique, les moyens nouveaux inscrits pour la revalorisation de la fonction enseignante et l'application du protocole Duraforat atteignent 1,1 milliard de francs.

L'enseignement supérieur voit ses crédits - 36,1 milliards de francs - augmenter de 5,3 milliards, soit de 17,2 %. Cette hausse est destinée à la mise en œuvre du schéma d'aménagement et de développement des enseignements supérieurs (plan Université 2000) ainsi qu'à la poursuite de la revalorisation de la condition enseignante. Par ailleurs, le plan de constructions universitaires sera doté de 3,23 milliards de francs d'autorisations de programmes, soit 665 millions de plus qu'en 1991 (+26 %). Les moyens de fonctionnement des universités progressent de 190 millions. L'enseignement supérieur bénéficiera de 3 078 créations nettes d'emplois et d'une nou-

velle tranche de revalorisation de la condition enseignante.

● **Emploi et formation professionnelle : redéploiement des moyens.**

Les crédits allant au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'élèvent à 69,1 milliards de francs, soit une progression de 2,2 % par rapport à 1991. A cette somme s'ajouteront 4,9 milliards de francs de reports de 1991 sur 1992, soit au total 74 milliards. La moitié (36,9 milliards) va à la formation professionnelle, l'autre moitié (37,1 milliards) au soutien de l'emploi.

L'objectif principal, selon le gouvernement, « est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi, en accordant une priorité aux personnes les plus menacées d'exclusion durable du marché du travail ». Le budget 1992 se caractérise par un redéploiement des moyens en faveur des dépenses d'insertion et de formation professionnelle, mais aussi par les efforts faits pour adapter les dispositifs aux besoins et supprimer les aides qui se sont révélées peu efficaces.

Les crédits allant aux dispositifs débouchant le plus directement sur un emploi (apprentissage, contrats

de travail aidés) progressent de 17,8 % et atteignent 13 milliards de francs. D'autre part, l'effort en faveur des chômeurs de longue durée (CLD) bénéficiera de crédits (4,6 milliards de francs) permettant des actions de formation pour 245 000 chômeurs. Avec l'augmentation du nombre de CRE (contrats de retour à l'emploi), l'effectif total du programme en faveur des chômeurs de longue durée est porté à 365 000.

Le budget de 1992 vise aussi à améliorer la qualité de la formation. L'ouverture de 117 500 places de crédit formation individualisé (CFI) pour les jeunes sans qualification s'accompagne, selon le gouvernement, « d'une reconfiguration du dispositif visant à mieux adapter la formation dispensée ».

Les dépenses de soutien à l'emploi qui, avec la formation professionnelle, sont la partie importante de ce budget progressent sensiblement. Les moyens des services du ministère du travail et de l'ANPE (6,2 milliards) augmentent de 7,4 %. De même, les dépenses d'intervention (7,2 milliards de francs) allant au reclassement des travailleurs

handicapés et plus encore aux entreprises d'insertion progressent fortement.

En revanche, les crédits consacrés aux « dépenses passives » sont en recul de 11 % : réduction du champ des bénéficiaires de l'allocation d'insertion, diminution des dépenses de préretraite.

● **Politique de la ville : le logement social relancé.**

Le budget 1992 du logement atteint 33,6 milliards de francs en crédits de paiement. La priorité accordée aux ménages les plus démunis se traduit par la poursuite de l'action en faveur du logement local et de l'accession sociale, de la réhabilitation des logements et des quartiers dégradés et de la généralisation des aides à la personne.

Pour le logement social, les prêts locatifs aidés (PLA) passent à 75 000 contre 55 000 en 1988. L'accession sociale est favorisée par 30 000 prêts à l'accession à la propriété (PAP), par la reconduction de la dotation exceptionnelle au fonds de garantie des PAP, par l'ouverture des prêts conventionnés aux immeubles anciens sans obligation de travaux.

Lire la suite page 30

Les masses budgétaires (en milliards de francs)

	Loi de finances pour 1991	Projet de budget pour 1992	Montant de la différence	Evolution en %
Dette publique	152,68	164,87	11,99	7,9
Dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention	798,33	820,21	23,88	3,0
Dépenses civiles en capital	92,72	92,05	-0,67	-0,7
Budget militaire	238,46	240,81	2,15	0,9
Total des dépenses du budget	1 280,19	1 317,54	37,35	2,9
Recettes nettes	1 208,50	1 240,82	31,32	2,6
Solde des opérations	-70,69	-76,72	-6,03	N.S.
Comptes spéciaux du trésor (solde)	-10,00	-12,82	-2,82	N.S.
Solde général	-80,69	-89,54	-8,85	N.S.

Les autres missions de l'Etat

● **Modernisation du service public : poursuite d'une politique.**

Quatre objectifs ont été définis en avril 1991 lors du séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public : simplification de l'organisation et du fonctionnement de l'administration ; service public dans l'Europe de 1993 (échanges de fonctionnaires et formation) ; changement du travail dans le service public ; accueil et services à l'égard des usagers.

Le projet de budget prévoit la création d'emplois dans les secteurs correspondant aux grandes priorités nationales (éducation et justice), l'adaptation des effectifs militaires à l'environnement international ; la rationalisation et le redéploiement des effectifs des autres ministères qui diminuent de 0,5 %.

● **Police et sécurité : renforcement des effectifs.**

Les crédits du ministère de l'Intérieur s'élèvent à 69,9 milliards de francs, en augmentation de 2,9 % par rapport à 1991.

Le plan de modernisation et d'équipement de la police nationale (1985-1990) a représenté 15,2 milliards de francs : dotations de fonctionnement, équipement immobilier, moyens de transport, amélioration des conditions de vie des policiers, police scientifique. Le budget de 1992 va faire porter l'effort sur l'amélioration de la situation des personnels et dans une moindre mesure sur le renforcement des effectifs (200 emplois). D'autre part, 385,4 millions de francs supplémen-

taires seront affectés au fonctionnement et à l'équipement (construction et entretien de commissariats, parc de véhicules lourds) tandis que 153,4 millions iront à l'informatique et aux transmissions.

En matière de sécurité civile, le renouvellement de la flotte des Canadairs va être poursuivi (1,5 milliard de francs entre 1991 et 1995 dont 165 millions en 1992).

● **Audiovisuel : la contribution de l'Etat.**

Le budget de l'audiovisuel public (Antenne 2, FR 3, RFO, la Sept, Radio-France, Radio-France internationale, TF1) augmente de 12,3 % pour atteindre 12,9 milliards de francs. Antenne 2 et FR 3 verront leurs ressources s'accroître respectivement de 15,8 % et 16,8 %.

La contribution du budget de l'Etat, sous forme de dotations en capital et de subventions aux chaînes atteindra 1,4 milliard de francs, soit une hausse de 35 % par rapport à 1991.

● **Départements et territoires d'outre-mer : effort de réduction des déficits.**

Le budget des DOM-TOM s'élève à 2,2 milliards de francs en dépenses ordinaires et crédits de paiement et à 1,3 milliard en autorisations de programmes. Afin de réduire les inégalités, 107,7 millions de crédits supplémentaires ont été attribués : enseignement primaire, assistance médicale gratuite, formation de cadres, chantiers de développement.

● **Agriculture : lourdes dépenses communautaires.**

Les crédits publics allant à l'agriculture atteignent 153,4 milliards de francs dans le budget de 1992, en progression de 6,9 % par rapport à 1991. Ces crédits ont trois destinations principales : contribution de la France aux dépenses agricoles communes, participation au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), dépenses de fonctionnement du ministère de l'Agriculture. Sur le premier point, 53,8 milliards de francs (+12,5 %) sont consacrés au mécanisme européen de soutien et de garantie des prix agricoles. Sur le deuxième point, 57 milliards (+6,7 %) vont à la protection sociale des agriculteurs. Enfin, 36,9 milliards vont au ministère de l'Agriculture.

● **Concours de l'Etat aux collectivités locales : une progression de 6 %.**

Les concours de l'Etat aux collectivités locales atteignent 242,6 milliards de francs dans le budget de 1992, en progression de 6 % par rapport à 1991.

Les dotations et subventions de fonctionnement augmentent de 4 % (3,8 milliards de francs), la dotation globale de fonctionnement progressant quant à elle de 4,3 % et atteignant 92,1 milliards. Les dotations et subventions d'équipement (32,4 milliards) augmentent de 14,8 %. Les compensations financières des transferts de compétences (entre Etat et collectivités locales) atteignent 62,8 milliards, soit +6,3 %. Quant aux compensations des exonérations et dégrèvements, elles représentent 47,5 milliards de francs, en progression de 4,6 %.

Les ressources de la nation (évolution en pourcentage et en volume)

	1990 (réult.)	1991 (estim.)	1992 (prev.)
● RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	+ 2,8	+ 1,4	+ 2,2
2) Importations	+ 6,5	+ 2,9	+ 5,2
● EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	+ 2,9	+ 1,7	+ 1,8
2) Investissement total	+ 3,4	+ 0,4	+ 2,3
dont : investissement des entreprises	+ 4,5	+ 0,6	+ 3,5
3) Exportations	+ 5,1	+ 3,8	+ 6,0
● HAUSSE DES PRIX (en pourcentage)			
- En glissement (décembre à décembre)	+ 3,4	+ 2,8	+ 2,8
- En moyenne annuelle	+ 3,4	+ 3,0	+ 2,8
● POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage)			
- Du salaire moyen par tête	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,3
- Des prestations sociales	+ 3,4	+ 2,6	+ 1,9
- Du revenu disponible brut	+ 3,3	+ 1,6	+ 1,7

Evolution des déficits budgétaires (en milliards de francs)

	Prévu en LFI	Réalisé	Déficit réalisé (en % du PIB)
1984	-125,80	-146,18	-3,35
1985	-140,19	-153,29	-3,26
1986	-145,34	-141,09	-2,78
1987	-123,29	-120,06	-2,25
1988	-114,98	-114,70	-2,00
1989	-100,54	-100,28	-1,84
1990	-80,17	-93,15	-1,44
1991	-80,69	-	-1,20 (prev.)
1992	-89,59	-	-1,20

هكذا من الاجل

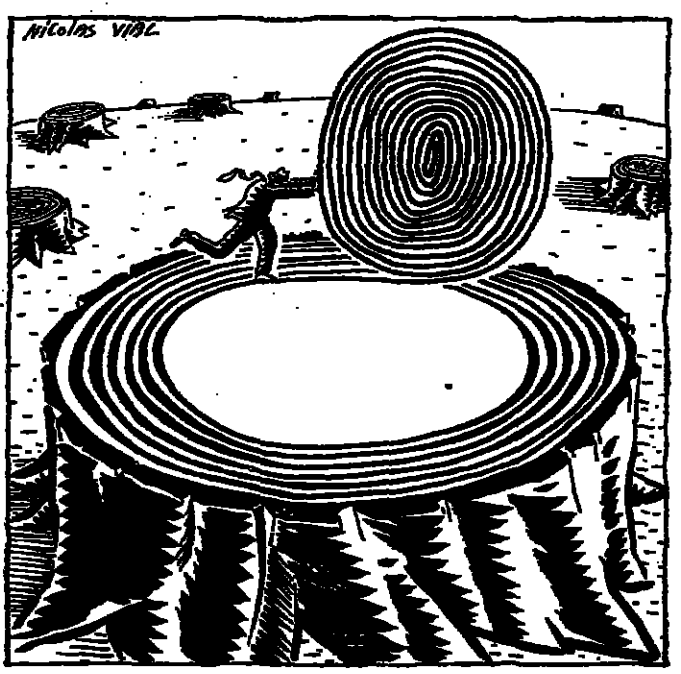
Le Monde AFFAIRES

Le bois, une fausse filière...

1,4 % du PIB et 600 000 emplois en France : l'exploitation forestière et les activités liées à la transformation du bois tiennent une place non négligeable dans l'économie. Scieurs, fabricants de charpente et de menuiseries, industriels du meuble, des panneaux et du papier-carton disposent d'un massif forestier parvenu à maturité, dont les essences sont très diversifiées, et qui continue à croître. Depuis plus de dix ans, les rapports en tous genres se penchent sur le curieux paradoxe de cette fameuse filière. Adossés à un gisement important – la forêt française, qui représente 28 % des surfaces boisées de la CEE, est de loin la plus vaste de l'Europe des Douze – les industriels français du bois restent vulnérables et pèchent souvent encore par manque de compétitivité.

Le déséquilibre des échanges en matière de papier-carton tend à se résorber, grâce aux investissements massifs réalisés dans l'Hexagone par de grands groupes papetiers étrangers. Mais les autres déficits montrent peu de signes d'amélioration, que ce soit dans le domaine des produits semi-finis, les sciages, par exemple, ou beaucoup plus en aval, au niveau de l'ameublement.

La situation est certes beaucoup moins catastrophique qu'au milieu des années 80, la période noire de la filière. Il suffit de se rappeler le sauvetage in extremis du premier producteur français de papier journal, Chapelle Darblay, aujourd'hui contrôlé par le papetier finlandais Kymmene, la déconfiture des meubles Gautier et les défaillances en chaîne d'importantes scieries incapables d'amortir leurs frais fixes en période de contraction de la demande. Le paysage est incontestablement plus serein. Le secteur papetier, désormais contrôlé à plus de 35 % par des capitaux étrangers, américains et scandinaves pour l'essentiel, a multiplié les investissements de capacité au cours des deux dernières années. Arjomari-Préaux, l'un



des rares producteurs de papier-carton de dimension internationale qui soit resté indépendant, s'est payé le luxe de doubler en taille en rachetant l'an passé un véritable bijou, le britannique Wiggins Teape Appleton.

Isoroy, restructuré sans aucun état d'âme par l'homme d'affaires François Pinault, tente de s'imposer comme acteur majeur dans le secteur très concurrentiel des panneaux. Dans le domaine de la scierie, enfin, se sont reconstituées des unités suffisamment attractives pour être rachetées par des industriels du papier-carton. Malgré l'émergence de quelques acteurs forts, l'équilibre de la filière demeure très instable. Le développement contrasté des deux principales utilisations du bois – le bois d'œuvre d'une part, utilisé dans le meuble et la construction ; le bois d'industrie, consommé par les fabricants de panneaux et de papier-carton – pose à terme un problème énorme pour la valorisation de la ressource forestière.

Plus que des planches, ce sont surtout des déchets de scierie et du bois d'éclaircie qui sont consommés. Quand on sait que 90 % des recettes de la forêt proviennent du bois d'œuvre, pour lequel la demande est en stagnation, on mesure l'étendue du problème. Pas de valorisation, peu d'investissements et donc peu de renouvellement. L'avenir de la filière bois, si elle existe (et on peut en douter en raison du manque de solidarité inter-filières, des horizons de rentabilité très différents selon les intervenants, et des types d'activités qu'elle se propose d'agréger), repose entièrement sur les capacités de réaction et d'innovation d'industries du meuble et de la construction, qui restent très fragmentées.

C. M.

Limousin : la forêt en miettes

Médecins, notaires, instituteurs, postiers et ouvriers, 140 000 propriétaires se partagent le massif

VALORISER la filière bois : en Limousin, cet objectif est au cœur de tous les projets de développement. Il est vrai que la forêt est, dans la région, un « gisement » majeur : plus de 500 000 hectares, le tiers de la superficie régionale, ce qui représente une réserve de 50 millions de tonnes. Une réserve, qui plus est, en progression de quelque 3 millions de tonnes par an.

De la sylviculture à la transformation (ameublement, conditionnement, papeterie) et au tertiaire qui s'y rattache (courtage, conseil, gestion, transports spécialisés), la forêt limousine fait vivre 100 000 actifs. Trois fois plus que la porcelaine de Limoges.

C'est en outre un secteur riche en projets : le groupe Aussedat-Rey possède à Saillat-sur-Vienne (Haute-Vienne) la plus performante usine en Europe de papier de bureau, et de reprographie. Actuellement, 140 000 tonnes de pâte par an avec 800 salariés, ce qui est insuffisant face à une demande en explosion exponentielle.

En outre, Aussedat-Rey a-t-il rejoint, par le biais d'une OPA « amicale », le géant américain IPC (International Paper Company). Il fallait trouver les 3 milliards d'investissements nécessaires au quasi-triplage de la capacité de production de l'usine. C'est chose faite depuis deux ans (le Monde du 9 novembre 1989) et les travaux sur le site vont actuellement bon train.

De son côté, l'usine de Condat-Lardin (Dordogne), à la frontière du Limousin et de l'Aquitaine, travaille aussi à l'augmentation de sa production. D'autres projets industriels – de Polyrey, filiale d'Aussedat-Rey, du groupe Pinault – vont être demandeurs de bois pour les besoins du bâtiment ou de l'ameublement... Bref, la forêt limousine est de plus en plus sollicitée. La production actuelle (1,6 million de tonnes, moitié en bois d'œuvre, moitié en bois d'industrie) va devoir doubler dans les deux ou trois ans à venir. Avec à la clé la création de 1 000 à 2 000 emplois.

Les associations écologistes, rassemblées au sein de la FLEPNA (Fédération limousine d'étude et de protection de la nature), après passes d'armes et recours devant les tribunaux, ont obtenu d'IPC les garanties qu'elles jugeaient indispensables et ont abandonné leurs préventions contre le projet industriel. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Tout, sauf que la forêt limousine ne semble pas en état de faire face à cette situation. Non qu'elle soit menacée d'agression ou de dégradation rapide : l'accroissement de la demande n'annule même pas le

mouvement d'extension de la surface boisée. Mais la structure de la propriété dans la région est un obstacle majeur à l'exploitation rationnelle de sa forêt. De toutes les régions françaises, le Limousin est celle où la forêt est la plus « fragmentée ». Très peu de massifs domaniaux ou communaux : 4,4 % du total. Et le reste est réparti entre 138 000 propriétaires, dont une forte proportion sont médecins, notaires, commerçants, voire instituteurs, postiers ou ouvriers, à Limoges, à Paris ou ailleurs.

La superficie moyenne est de 3,5 hectares par propriétaire, 78,5 % des parcelles ont moins de 4 hectares, 1,8 % seulement plus de 25 hectares. En outre, selon une étude récente de la direction régionale de l'Agriculture et de la forêt, plus de 70 % des transmissions se font par donation ou héritage, ce qui contribue à accentuer encore cet émiettement et se traduit par une production de mauvaise qualité.

De rares exploitants

En effet, disent les rares véritables exploitants limousins, « la forêt, ce n'est pas une culture ». Entre les feuillus (les deux tiers de la surface) et les résineux, il faut établir des équilibres et des équilibres ; par ailleurs, dans ce domaine, une génération travaille pour la suivante. Or une forêt régionale est massivement considérée non comme une source de matières premières, mais comme un patrimoine, une sorte de caisse d'épargne. Exemple souvent cité : quand on marie sa fille on coupe 1 hectare pour payer la noce. Quant à savoir si c'était bien le moment ou si l'on va replanter après, c'est rarement une question que l'on se pose.

D'ailleurs, la progression de la surface boisée en Limousin est sauvage, qui doit plus à l'exode rural, à l'abandon des terres et au progrès

de la friche qu'à l'investissement et à la gestion de l'espace. Résultat : des taillis de maigre qualité là où il faudrait des futaies soigneusement travaillées. La logique forestière n'est pas une logique individuelle.

« Les belles forêts d'aujourd'hui sont celles qui ont été plantées par Colbert, résume un bûcheron corrézien. L'exploitant qui plante des résineux travaille pour ses enfants : celui qui plante des feuillus travaille pour ses arrière-petits-enfants. En attendant, il faut bien vivre. La forêt c'est nécessairement une affaire de service public ».

Ce genre de propos n'est pas très à la mode libérale. Mais il résume bien le problème de la forêt limousine : comment faire face au brusque accroissement de la demande qui s'annonce ? Pour une usine papetière, dans une tonne de pâte le coût moyen du transport représente un tiers de la valeur finale. C'est dire l'impérieuse nécessité de s'approvisionner sur place, ou le plus près possible. Et la crainte est réelle de ne pas parvenir dans des proportions minimales.

Pour les conseillers forestiers limousins, il faut d'abord persuader les agriculteurs que leurs parcelles boisées font partie de leur surface agricole utile, qu'elles doivent être entretenues et exploitées comme le reste. Il faut ensuite, ce qui est le plus difficile, persuader les propriétaires non agriculteurs – qui sont, on l'a vu, l'écrasante majorité – qu'il ont intérêt à se pencher sur le problème.

Il peut y avoir des fournitures de plants gratuits, des aides au débroussaillage, des prêts bonifiés. Le conseil général a aussi une politique de restructuration en aidant notamment les communes à acquérir des surfaces forestières. En attendant le brusque appel d'air que toute l'économie régionale attend de l'usine en construction de Saillat-sur-Vienne.

de Limoges
GEORGES CHATAIN

Vosges : l'encadrement nordique

Finlandais à Strasbourg, Norvégiens près d'Epinal, deux usines géantes de production de papier journal

DÉCEMBRE 1982 : la Cellulose de Strasbourg, grand vaisseau de béton et de métal près du Rhin, est au bord du naufrage. Les syndicalistes de cette usine de pâte à papier s'apprêtent à passer le Nouvel An sur place. Les licenciements sont annoncés, les manifestations se succèdent, les élus sont sollicités, et les plus pessimistes ne donnent aucun avenir à l'usine.

Octobre 1990 : dans un hall de 400 mètres de long, derrière les installations de fabrication de pâte thermomécanique, se réveille un nouveau monstre. Une somme de 1,5 milliard de francs a été investie dans une véritable usine de papier journal, d'une capacité de 220 000 tonnes par an. Mi-juillet 1991, la 100 000^e tonne sortait de l'usine.

La prise de contrôle progressive de la Cellulose de Strasbourg, avec l'appui des scieurs du massif, par les finlandais d'United Paper Mills (UPM) a été la planche de salut. Stracel, dont les Finlandais détiennent aujourd'hui 95 % du capital, emploie quelque 500 salariés. En juin dernier, le directeur général de UPM, Olli Parola, évoquant « la plus performante usine du groupe », prévoyait un chiffre d'affaires pour 1991 d'environ 1 milliard de francs.

Cependant, implanté dans la zone portuaire, près de quartiers d'habitations, l'usine strasbourgeoise essuie de nombreux reproches de nuisances. Odeurs, bruit et surtout pollution atmosphérique : le 10 septembre dernier, deux ouvriers ont été intoxiqués par une fuite de dioxyde de soufre qui a provoqué une pointe de pollution de l'air à 2 500 microgrammes par mètre cube, dix fois le seuil européen.

Une alliance européenne

Golbey, contrôlé à 49 % par le groupe norvégien NSI (Norske Skogindustrier), s'est allié fin 1990 avec le groupe papetier allemand Holtzmann à hauteur de 35 % du capital, après avoir entamé des pourparlers avec un groupe suisse. L'idée était la même : l'usine utilisera du bois – technique que les Norvégiens maîtrisent – mais aussi des vieux papiers désencrés – un domaine que les Allemands et les Suisses ont davantage exploré.

En vitesse de croisière, Golbey devrait consommer 250 000 mètres cubes de bois par an, mais aussi 120 000 tonnes de vieux papiers, ce qui impose un important système de collecte bien au-delà de l'est de la France. Sur le plan commercial, la société insiste sur la « forte densité » du produit fini, grâce au mélange de la pâte thermomécanique de bois et de la pâte désencrée.

Le personnel, actuellement en cours de recrutement et de formation, devrait atteindre 300 personnes, mais la collecte de vieux papiers et la forte demande aux fournisseurs de bois devraient multiplier les emplois indirects dans une région à fort chômage. Le principe du recyclage permet aussi à la papeterie de s'affirmer soucieuse de l'écologie, en évitant aux collectivités locales d'importantes dépenses de traitement des déchets.

La coexistence dans quelques mois de deux unités géantes de production de papier journal sur le même massif forestier peut étonner. Pendant plusieurs années, les pouvoirs publics français avaient imaginé qu'un seul site gagnerait la bataille et que l'autre renoncerait à de tels investissements. Chaque région, chaque groupe d'élus, privilégiait « son » usine, et longtemps, l'avenir de Stracel a été suspendu entre les deux options, norvégienne ou finlandaise, avant que le pool papetier qui contrôlait la Cellulose ne fasse le choix d'UPM.

N'ayant pu prendre pied en Alsace, les Norvégiens de NSI n'ont pas renoncé et ont conçu le projet de Golbey. Ainsi, c'est en grandeur réelle que les géants du papier journal vont se partager l'espace, c'est-à-dire à la fois les fournisseurs de bois et le marché de la presse. Tous deux se sont donc ingéniés à élargir

amont et aval, à organiser des approvisionnements fiables et à ne pas se cantonner dans le seul quart nord-est de la France.

Stracel a l'avantage de l'ancienneté, ayant déjà organisé des réseaux réguliers d'approvisionnement, notamment grâce aux sociétés spécialisées Forexpo et Sapro, qui appartiennent au groupe. Depuis, l'usine strasbourgeoise a pris le contrôle des importants établissements Ferdinand-Braun, dans les Vosges alsaciennes, une des scieries les plus importantes de France.

La filière bois s'organise d'ailleurs sérieusement en Alsace et les scieries s'y modernisent, aidées par le conseil régional. La crise de la Cellulose, en 1982-1983, a en effet rappelé que la région, avec quelque 110 scieries employant 2 800 salariés et produisant plus de 650 000 mètres cubes, devait surveiller de près la liaison bois-papier.

Si le massif vosgien semble un peu étroit pour nourrir les deux usines, elles iront au-delà : déjà, Stracel s'est approvisionné en Forêt-Noire (Allemagne) ; pour Golbey, il s'agit du chêne – papier – du vieux papier recyclé. En aval, les deux géants n'ont pas trop de souci : le marché du papier journal français est pour l'instant important et recherche du « haut de gamme », que des usines neuves sont à l'aise pour fabriquer. En revanche, le marché de la pâte à papier est depuis 1990 dans un passe plus médiocre.

Golbey a pris une option sérieuse sur le marché français grâce à son partenariat avec Matussière & Forest (actionnaire à 6 % de la société), avec lequel il partage une filiale spécialisée de commercialisation, Matnor, tandis que le marché allemand devrait lui être accessible grâce à Holtzmann. Norvégiens de NSI et Finlandais de UPM, à eux seuls, quand les usines tourneront à plein régime, fabriqueront la moitié de la consommation française de papier journal et plus de 5 % de la consommation européenne. Ils auront à cette fin effectué d'énormes investissements : Stracel aura dépensé plus de 1,5 milliard de francs, Golbey au moins 2,8 milliards.

Les premiers résultats de la seule Stracel pourraient pourtant faire hésiter : les prévisions pour 1991 ne tablent que sur 160 000 tonnes de production – 72 % des capacités théoriques – et la médiocre situation du marché de la pâte à papier ne simplifie pas la situation. Stracel est aujourd'hui une entreprise qui perd de l'argent et n'espère en gagner qu'en pleine capacité. Aussi ses dirigeants n'avancent-ils aucune date pour l'investissement dans une seconde machine de papier journal.

« Si nous la construisions, ce sera à Strasbourg, précisait au début de l'été Olli Parola, mais la décision dépend du marché de l'usine NSI de Golbey... » Ainsi, la concurrence, déjà ouverte, sera sans complaisance quand tourneront simultanément les machines d'Epinal et celles de Strasbourg, débitant chacune 2 000 kilomètres de papier par jour de part et d'autre des forêts vosgiennes.

de Strasbourg
JACQUES FORTIER

LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1991

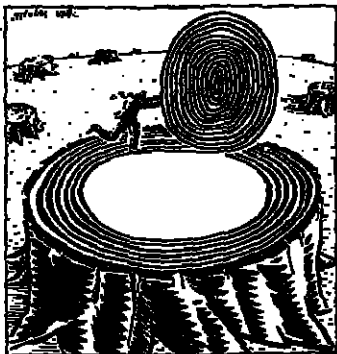
COMMENT ÉVITER LA MONDIALISATION DE LA PAUVRETÉ ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.



DANS la mémoire de Pierre Laigo, il y a des billes d'okoumé, ce bois rose qu'il a remarqué autrefois sur les rives de l'Ogoué, à l'époque du docteur Schweitzer, pour le compte de la compagnie Delmas-Vieljeux. Vice-président de la Chambre de commerce de La Rochelle, cet homme de terrain doit respirer un peu de ses Africains lorsqu'il arpente les quais de La Pallice, le premier port grumier d'Europe.

Un port de rochers et de ferraille, de pétroliers, de céréales et de cordages, mais surtout un port de bois avec ses troncs couchés, empilés, arrosés sous le soleil. Il en vient d'Asie, de Colombie britannique et un peu du Brésil. Mais le trait d'union entre La Rochelle et les Tropiques est sculpté dans l'okoumé.

« Le roi du contreplaqué », affirme Pierre Laigo. Un bois souple et résistant qui ne craint ni l'eau ni la torsion, qui donne un matériau « aussi solide que l'acier » grâce à ses propriétés mécaniques inégales. La Pallice, quai des grumes exotiques.

L'appel du large remonte au début des années 60. Dans le Marais poitevin, des usines de déroulage et de placage fabriquent quantités d'allumettes et de boîtes à fromage. Le bois de peuplier est mis à contribution, mais la ressource s'épuise. Des industriels allemands ont découvert un bois tendre qui pousse seulement au Gabon, avec une variété plus neuve au Congo et au sud de Malabo,

en Guinée équatoriale. L'heure de l'okoumé a sonné, et son odeur emplit les terre-pleins de La Pallice.

En 1980, les importations de bois tropicaux culminent à 700 000 tonnes. Dix ans plus tard, elles ont reculé à quelque 300 000 tonnes (1). L'okoumé reste irremplaçable dans l'activité de déroulage; mais l'environnement a changé. Au Gabon, la matière première est devenue plus rare, et il faut passer par l'Office national pour acheter les grumes, à des conditions souvent moins avantageuses qu'à l'époque coloniale des concessions.

Le président Bongo a parfois cédé son bois à des acheteurs du Sud-Est asiatique. « Les industriels français se sont affolés. Il fallait être bien vu pour s'approvisionner en okoumé », se souvient Pierre Laigo. Les relations Paris-Libreville une fois normalisées, la France a relancé le serpent de mer de la filière bois, incitant les professionnels à utiliser davantage le peuplier et le pin maritime.

Dans la fabrication du contreplaqué, l'usage de l'okoumé a chuté de 100 % à 40 % au profit du bois de pays. Les importations de grumes, bons indicateurs de la conjoncture du bâtiment, se sont essouffées, sauf l'an passé, où les troubles au Gabon ont incité les utilisateurs à constituer des stocks de précaution, qui pèsent aujourd'hui sur l'activité.

Chargé de mission à la Chambre de commerce, Yves Bouvard considère comme inéluctable la régression

du commerce grumier — même si 20 % du bois importé en France entre par La Pallice — à cause des pressions écologistes et des velléités de transformation sur place des pays producteurs, en Asie notamment. D'après cet ancien professeur de géographie, « passé » au commerce, La Pallice a une vocation de port d'éclatement pour les sciages et la pâte à papier qui arrivent à La Rochelle et repartent par camions vers Milan, Strasbourg ou le silon rhodanien. Un bateau de sciage nordique est annoncé pour bientôt.

Un savoir-faire réputé

Le rêve d'Yves Bouvard : voir les produits du bois canadien et les bois américains feuillus dériver du Havre et décharger sur les quais de La Rochelle. Il y a dix ans, l'idée aurait semblé folle. Le port était singulièrement à l'étroit. Il fallait patienter plusieurs jours avant de vider les cales. On se battait au couteau entre chefs manutentionnaires pour gagner sa place sur le môle d'escale.

Pour fêter son centenaire, l'an dernier, La Pallice a pris ses aises : une trentaine d'hectares supplémentaires gagnés sur la vase et la mer. Un nouveau quai d'embarquement en attendant l'aménagement d'autres espaces d'ici à 2010. Le résultat ne s'est pas fait attendre : « Ici, on fait mieux et moins cher qu'à Anvers », affirme Bertrand Daeschner, le patron de la

société d'armement Delmas. Les cent vingt dockers du port ont un savoir-faire réputé. Ils travaillent, dit-on, sans perte de temps, ils savent terminer un déchargement, même si l'heure réglementaire est dépassée. Le marquage des grumes, le tri par l'eau, est désormais effectué dans de meilleures conditions. Au moment où la flotte des produits forestiers est en plein renouvellement, la taille des installations récentes est compatible avec celle des bateaux dernier cri.

« Nous pouvons recevoir de nouveaux trafics dans les deux ans à venir », croit Yves Bouvard, qui table aussi sur l'arrivée prochaine du TGV, sur l'électrification de la gare marchande et la desserte routière facilitée. Sans oublier l'accessibilité de La Pallice à tous, grâce au tirant d'eau considérable de ce port en pleine mer.

Pour qui découvre les 120 000 tonnes de grumes stockées à La Pallice, ce port reste encore « enraciné » dans le bois brut ramené d'Afrique. Chez Delmas, on suit avec attention la dernière génération des grumiers, les quatre filles Adeline, Blandine, Caroline et Delphine, depuis Libreville ou Pointe-Noire, Brazzaville, Douala et Abidjan : à raison de vingt-trois escales par an, ils continuent de jeter des ponts entre La Rochelle et le continent noir, même si le groupe d'armement a réduit en quatre ans de 70 à 50 % la part de son chiffre d'affaires en Afrique. On peut trouver sur les quais de La Pal-

lice du nyangon (bois d'œuvre) en provenance du Libéria.

L'avenir passe par l'élimination des faiblesses qui subsistent : une importation majoritaire de grumes — 80 % des bois — en provenance, pour l'essentiel, de la côte occidentale d'Afrique, une quasi-absence d'exportations en dépit de l'existence d'une industrie et de scieries régionales — le Poitou-Charentes représente 12 % de la forêt française et compte pour 60 % de la production de panneaux —, une trop faible présence des sciages et des panneaux dans le trafic du port, alors que ces produits sont promis à une forte croissance.

De nouveaux hangars

D'après le rapport d'études remis par Yves Bouvard, il faudrait construire à La Pallice un « terminal de produits forestiers », ajouter encore des quais, des terre-pleins, et des hangars pour le stockage, envisager la possibilité d'installations de transformation et de conditionnement des bois à façon — séchoirs, scieries, roboteries —, répartir les zones d'activité entre les grumes de déroulage destinées à l'industrie, celles destinées au négoce, les sciages et la pâte à papier. En un mot, offrir une vitrine crédible de la filière bois.

Car la concurrence entre ports est sévère. Au cours des dernières années, La Rochelle a capté le com-

merce des grumes, abandonné par Bordeaux, après la quasi-disparition de l'industrie grumière du contreplaqué. Mais de nouveaux ports grumiers sont apparus, comme Dunkerque et Honfleur, qui améliorent de surcroît leurs volumes quand celui de La Pallice stagne. Ou des ports très spécialisés comme Rochefort et Fécamp, au coût très attractif. Ou encore, des ports non spécialisés, mais de grande taille, qui attirent les trafics, tels Le Havre et Anvers.

« La concurrence entre ports se mesure par les facilités d'accès maritime, les aménagements et équipements matériels, les coûts et l'organisation », conclut Yves Bouvard. Dans ce contexte, La Pallice cherche la ligne de crête, un savant équilibre entre son savoir-faire grumier et les potentialités d'aval. Une stratégie de longue haleine, dont dépendent près de onze mille emplois dans la région. Pour rester de bois, le port de La Pallice devra avoir la patience du forestier et ouvrir l'œil du navigateur.

de La Rochelle
ERIC FOTTORINO

(1) Le trafic du port de La Pallice, qui atteignait environ 6 millions de tonnes en 1990, s'organise autour de trois pôles : les produits pétroliers (2 millions de tonnes), les produits céréaliers (2 millions), les bois et produits divers (2 millions).

AFFAIRES

Le quai des grumes

La Pallice, premier port européen de bois tropical
rêve d'accueillir les essences des forêts canadienne et américaine

Les scieries entre copeaux et planches

Une multitude de petites entreprises face au développement inégal
de l'industrie du papier et de celle de l'ameublement

D E tous les maillons de la filière bois, le secteur du sciage est à l'heure actuelle « celui qui soulève le plus d'interrogations ». Le constat vient tout droit du ministère de l'Agriculture où l'on avoue sa préoccupation. Car, si la forêt française, le plus important massif d'Europe avec ses 14 millions d'hectares, arrive à maturité, sa valorisation risque de buter sur un sérieux goulet d'étranglement, au niveau du sciage.

Demander au beau fixe pour ses déchets, en stagnation, voire en régression pour ses produits traditionnels : ce secteur, composé d'une multitude de petites entreprises (l'écrasante majorité des deux mille scieries recensées en France ont moins de six salariés), nage en plein paradoxe. Tout juste remises de la crise dure qui a frappé les industries du bois tout au long des années 80, les scieries françaises doivent désormais gérer les conséquences du développement inégal des industries du bois de trituration (papier, panneaux) et de celles du bois d'œuvre (ameublement, bâtiment) en France.

De multiples rachats

La multiplication des implantations et rachats effectués par de grands groupes papetiers étrangers, notamment dans le papier journal, tire la demande de déchets de scie-

ries qui entrent dans la confection de la pâte. L'inventaire des investissements en cours dans le domaine de la pâte à papier est, à ce titre, éloquent. Le groupe Aussedat Rey, filiale de l'américain International Paper, a investi 2 milliards de francs à Saillat, dans le Limousin, pour se doter d'une capacité de production de 230 000 tonnes par an.

La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine, filiale du papetier français La Rochette, devrait produire 120 000 tonnes de pâte par an dans son unité de Saint-Gaudens (Haute-

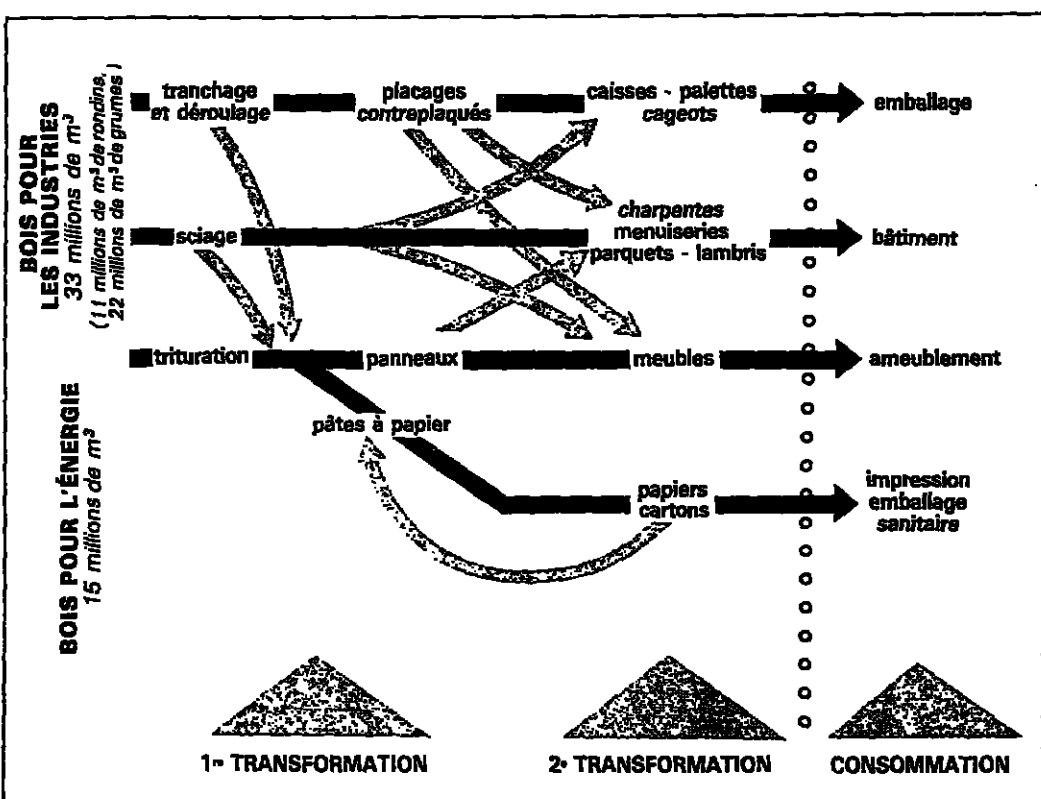
au PVC, à l'aluminium. Quant aux industriels de l'ameublement, ils préfèrent aux pièces de bois massives les panneaux en fibres ou à particules, qui présentent le double avantage d'être de qualité standard, d'utilisation plus souple et d'être à l'avenir (pour les panneaux de type MDF, medium density board) l'aspect des planches naturelles.

Dans une note de travail, les experts du ministère de l'Agriculture relèvent une diminution de l'ordre de 25 % en volume de la consommation de sciages par les industriels

filier bois. Le caractère trop dispersé de l'industrie du sciage français nuit à cette adaptation.

La concentration reste insuffisante. Les plus grosses unités en France dépassent rarement une capacité annuelle de 30 000 mètres cubes de bois. Une brouille face aux 200 000 mètres cubes aisément alignés par les énormes scieries scandinaves.

Bref, la scierie française — dont le chiffre d'affaires plafonne autour des 18 milliards de francs — est encore appelée à connaître de profonds bou-



Source : « Des faits et des hommes », de Philippe Leroy/Explorier 1991.

Garonne), dont l'ouverture est prévue en 1994. Le norvégien NSI réalise, de son côté, une usine de pâte de 200 000 tonnes à Gorbey dans les Vosges. Son concurrent finlandais UPM dispose, via la société alsacienne Stracel, d'un projet similaire à Strasbourg.

A l'opposé, la demande de bois massif stagne, voire régresse en volume, pour de multiples raisons. Le marché du bois d'œuvre, utilisé pour la fabrication de meubles et pour le bâtiment, épouse très étroitement les courbes de construction de nouveaux logements qui, actuellement, ne sont guère en pointe. Dans ces deux secteurs, le bois doit, par ailleurs, livrer une concurrence redoutable aux autres matériaux.

Les fabricants d'huisseries (portes, fenêtres) ont de plus en plus recours

français de l'ameublement, au cours des dix dernières années. Parallèlement, celle de panneaux en tous genres enregistre une progression de 40 %. En 1990, 2 milliards de mètres cubes de panneaux ont été utilisés en France. Les professionnels tablent sur une consommation de 3,5 milliards à l'horizon 2000.

Une offre homogène

« La seule solution pour les scieries est de présenter une offre plus homogène, de façon à pouvoir rivaliser avec les panneaux », souligne François Blandot, le président du groupe papetier La Rochette, qui vient de présider une mission du Commissariat général du Plan consacrée à la

levée. D'ores et déjà, les papeteries font leurs emplettes et s'assurent une garantie d'approvisionnement en prenant le contrôle des unités les plus modernes.

L'an passé, le groupe finlandais UPM a ainsi pris le contrôle des établissements Braun, l'une des plus grosses scieries de France. Le groupe français La Rochette s'est, lui, offert les scieries de la Dore.

Les unités de taille plus réduite commencent à souffrir. En janvier 1991, le groupe Ober (panneaux de bois et parquets) était mis en redressement judiciaire en raison des difficultés de son activité sciage. Au début du mois de septembre, c'était au tour d'une autre scierie meusienne, la société Nanty, de déposer son bilan.

CAROLINE MONNOT

Le meuble bradé

« Quand vous voyez des panneaux marqués 50, 60, ou 80 le long des nationales, il ne s'agit pas de limitations de vitesse, mais de marchands de meubles qui bradent » : le jugement porté par le secrétaire général de la Fédération nationale du négoce d'ameublement (FNA) sur les pratiques commerciales de certains membres de sa profession est sévère. Mais il illustre bien le trouble qui règne dans ses troupes — souvent des « petits » de la distribution — devant la guerre des prix impitoyable à laquelle se livrent les grandes enseignes pour attirer les clients. Une lutte quasi suicidaire : les spécialistes de la cuisine font actuellement les frais de leurs politiques commerciales jugées trop agressives par les consommateurs (démarchage téléphonique, dossiers de crédit trop hâtifs, qualité médiocre...).

A l'occasion du salon Meuropan 91, qui se tient à Lyon du 20 au 23 septembre, la FNA va donc lancer une campagne sur le thème « grosses remises, fausses remises », avec une volonté affichée de moralisation. « Nos trésoreries exsangues ont amené certains de nos collègues (...) à déposer leur bilan ou à fermer leurs entreprises. D'autres, géniaux, redécouvrent des méthodes de vente qui leur ont permis de faire ponctuellement du chiffre d'affaires mais qui, souvent, sont faites dans la plus pure illégalité eu égard aux taxes en vigueur et sans tenir compte de l'image catastrophique que nous donnons de notre profession », écrit le président de la FNA, Georges Cayzac.

Et de dénoncer la pratique fort en vogue du « grattage » inspirée du « Tac-O-Tac » assortie, selon lui, de « propositions commerciales qui frisent souvent l'escroquerie, mais toujours l'abus de confiance ». Il met également à l'index les remises qui « grâce à la présence successive des piqueurs, des vendeurs, des tuteurs, des finisseurs, des chefs de fabrication et des tanneurs » dans le magasin lors de la venue du client « deviennent invraisemblables jusqu'à 70 % du prix marqué sur l'étiquette ».

Sans oublier « les reprises à des prix froids à l'avance sans savoir ce que l'on va reprendre, ni les crédits gratuits destinés à anéantir la décision finale du client » et qui l'ont souvent incité à se surendre. Certains assurent même que des magasins vont jusqu'à louer des échafaudages pour crédibiliser leurs « remises pendant travaux ».

Ces débordements dans un secteur qui a toujours été à la pointe de la « technologie commerciale » inquiètent bien évidemment les petits distributeurs qui, faute de pouvoir lutter sur le terrain des prix, souhaitent réhabiliter l'image de leur profession. Car, s'apparentant de plus en plus aux loisirs et à

la mode depuis que l'on ne se meuble plus « pour la vie » lors de son mariage, l'ameublement est soumis aux aléas conjoncturels. De plus ses pratiques commerciales dans l'Hexagone nuisent à son image de marque à l'étranger, réduisant ses chances à l'exportation.

En 1990, chaque Français a dépensé en meubles 1 275 francs, soit par ménage une moyenne de 3 330 francs. Mais, souffrant de l'inquiétude née de la crise du Golfe, la profession a vu son chiffre d'affaires (72,1 milliards de francs) ne progresser que de 0,7 % à prix constants. Le ralentissement a été encore plus net si l'on exclut les meubles vendus en hypermarchés, par agression, ou dans les grands magasins pour ne pas considérer que le commerce spécialisé (70 % du marché total), puisque le recul en francs constants est de 2,5 %.

Un recul des marques

Les réticences financières des Français se sont fait sentir de deux manières : d'une part, ils ont délaissé les produits de haut de gamme; d'autre part, ils ont acheté des petits meubles, repoussant ainsi à des jours meilleurs les grosses dépenses. Les magasins de marques (du type Roche-Bobo, Ligne Roset, Grange...) voient donc leur chiffre d'affaires baisser en 1990 de 0,1 % en francs constants.

Seuls les meubles de salle de bains, la literie ou les meubles d'appoint ont amélioré leurs performances. En revanche, les séjours et les bibliothèques — achetés d'un certain prix — baissent en francs constants de 18 %, les sièges de salon chutant de plus de 2 %. Pour sa part, l'ameublement de la cuisine enregistre un recul de 2,8 % en francs constants.

Les circuits les plus dynamiques ont été en 1990 la grande distribution de l'équipement du foyer (type Conforama, But et Mobilis), qui affichent une hausse de leur chiffre d'affaires de 4,1 % en francs constants, et surtout le « jeune habitat » du type Ikea et Habitat (+ 2,7 % en francs constants). Car, outre leur bonne image en termes de rapport qualité-prix, ces magasins ont abandonné depuis longtemps les gammes complètes — « la chambre à coucher ou « la salle à manger » — au profit de meubles plus dépareillés, prêts à emporter, voire en « kit » qui séduisent actuellement la clientèle.

Aujourd'hui, les « styles » sont de moins en moins prisés : dans leur grande majorité, les Français s'assoient, dorment et travaillent dans du moderne. Cependant, amateurs de bonne chose, ils prennent encore leurs repas dans du rustique.

FRANÇOISE VAYASSE

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Maurice Lucet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Ranaivosoa
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur
de la rédaction)
Thomas Ferenzi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-45-25-26
Télécopie 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 49-60-30-10

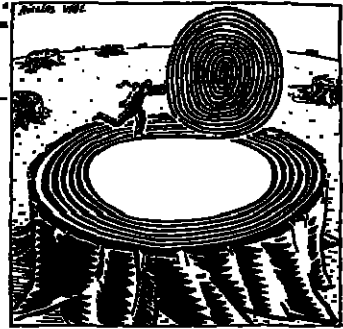
مكتبة الأصل

صكنا من الامل

AFFAIRES

James River et le Vieux Continent

Le cinquième papetier américain touché par la récession parie sur le développement et la rentabilité de ses acquisitions en Europe



En cette période de récession, l'industrie américaine ne semble pas encore définitivement sortie, les secteurs dits « super-cycliques » — parmi lesquels figure l'industrie papetière — sont les plus affectés. A Richmond, capitale de la Virginie et des Etats du Sud pendant la guerre de Sécession, au bord de la rivière qui lui a donné son nom, James River Corporation s'efforce de laisser passer l'orage. Cette société figure en bonne place après les trois géants de la profession (International Paper, Georgia Pacific et Weyerhaeuser) et au 97^e rang du classement du magazine *Fortune* sur les 500 premières entreprises américaines.

James River a connu, au cours de ses vingt premières années d'existence, une très forte croissance résultant essentiellement d'acquisitions externes. Mais la société, qui emploie aujourd'hui 35 000 personnes (23 000 en Amérique du Nord et 12 000 en Europe), réparties dans plus de 130 installations et 30 pays, s'est engagée au cours de l'été 1990, marquée par le début officiel de la récession aux Etats-Unis, dans un important programme de restructuration qui devrait contribuer à assainir sa croissance future.

« En vingt ans, nous avons procédé à 43 acquisitions et notre taux de croissance a atteint 35 % en moyenne au cours des dix dernières années. Il ne s'agit pas d'une course échevelée au développement externe. Les opportunités se sont multipliées dans un secteur en complète restructuration depuis plusieurs années et nous nous sommes simplement efforcés de les saisir », explique Brenton S. Halsey, soixante-quatre ans, président du conseil d'administration et du comité exécutif. Celui-ci a cédé en octobre dernier à Robert C. Williams, soixante et un ans, l'homme avec lequel il a créé James River en 1969, la direction effective de l'entreprise en attendant la présidence en 1992.

La succession devrait se passer sans trop de heurts après les vifs affrontements qui ont parfois émaillé leur coopération à la tête de James River. En tout cas, il s'agit d'un code de conduite que les deux associés tentent de respecter depuis trente-deux ans, lorsqu'ils ont commencé à travailler ensemble au sein d'Albermarle Paper Company, avant de racheter à Ethyl-Company, pour 1,5 million de dollars, deux de ses usines à papier.

Ils ont cherché à conserver ce mode de relations au fil des ans en dépit d'une explosion de l'activité de James River, passée de 37 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1980 à 5,95 milliards dix ans plus tard, à fin avril 1990 (et 3,39 milliards au 30 décembre 1990 sur la base des 35 semaines du nouvel exercice financier). « Nous ne nous sommes jamais lancés dans une OPA sauvage ; c'est trop compliqué », assure Brenton Halsey, ce qui n'a pas empêché quelques vigoureuses empoignées, notamment lors de la reprise de Crown Zellerbach Corp. en 1986, la vingt et unième acquisition et sans doute la

plus importante puisqu'elle a permis un doublement d'activité.

Très longtemps axée sur le seul marché américain, James River a commencé seulement en 1987 une politique de joint-ventures avec des partenaires extérieurs, toujours européens à ce jour. Ce développement hors des frontières a conduit la société à s'intéresser notamment à la France par le truchement de Kayserberg, une association avec Gruppo Ferruzzi qui vend les articles Lokus et Vanis et qui possède 30 % du marché local de ces produits.

Cette extension à l'étranger pour l'instant ignore le Japon et l'Asie du Sud-Est (« des marchés difficiles », délaissés par les pays de l'Est (« où le risque est trop grand »), mais

s'intéresse beaucoup à l'Allemagne (« un pays doté de formidables opportunités mais qui est encore cher »). La pièce maîtresse en reste JA/Mont, la société commune créée en 1989 avec l'italien Gruppo Ferruzzi et le scandinave Nokia, installée à Bruxelles et dont la firme américaine détient actuellement 42 % du capital.

Pour l'heure, James River se défend de vouloir imiter le rouleau compresseur américano-scandinave lancé par le numéro un de la profession, International Paper, sur le Vieux Continent. La société précise qu'elle a cessé ses acquisitions aux Etats-Unis pour développer sa base européenne et les « euro-marques » que permet un marché relativement homogène.

James River a mis volontairement un frein à la course au chiffre d'affaires, qui a débouché, ces derniers temps, sur un bénéfice par action stable et un retour sur investissement en diminution, au dire des dirigeants de la compagnie. Elle a procédé au recentrage de ses activités autour de trois pôles : produits de consommation (53 % du total de l'activité), produits d'emballage (28 %) et papiers spéciaux destinés à la communication (19 %), au lieu des six secteurs précédents.

Dans le même temps, la firme a procédé à d'importants désinvestissements qui ont eu pour effet immédiat de faire baisser de 20 % environ son chiffre d'affaires mais pour conséquence ultérieure d'améliorer la rentabilité. James River, connue aux Etats-Unis notamment pour ses

marques Northern (papier toilette), Brawny (serviettes en papier), Dixie (assiettes de camping) et Quilt-Rap (papier d'emballage pour les sandwichs), a cédé en mai dernier son activité Specialty Papers Business (SPB) à Specialty Coatings Group, une nouvelle société créée par des financiers new-yorkais, (AEA Investors) et une firme de gestion conduite par James E. Rogers, l'ancien patron de SPB. Une façon de faire rentrer de l'argent dans les caisses de James River (285 millions de dollars en espèces et 52 millions en actions) et d'essimer son expérience dans une autre structure qui ne lui est pas complètement étrangère.

Une chute des bénéfices

Reste que la conjoncture est médiocre pour l'ensemble du secteur papetier et pour James River tout particulièrement. Si l'on en croit les analystes de *Pulp and Paper Week*, le magazine spécialisé de l'industrie, les 29 principaux groupes papetiers américains passés en revue par cette publication ont subi au deuxième trimestre 1991 une diminution de 5,7 % de leur chiffre d'affaires (atteignant 22,9 milliards de dollars au total) après une baisse de 5,5 % pour l'ensemble de l'année précédente.

De plus, les bénéfices de la profession, qui avaient régressé de 31,9 % en 1990, ont lourdement chuté par la suite, notamment au deuxième trimestre (-51,6 %), pour totaliser 618 millions de dollars. Des groupes

importants, comme Boise Cascade, sont tombés dans le rouge, et International Paper, le numéro un de la profession, a vu son bénéfice trimestriel chuter de plus de 43 % par rapport à la même période de 1990. De son côté, James River confirme la baisse de son bénéfice à 22,7 millions de dollars (-36 %) au deuxième trimestre tandis que son chiffre d'affaires s'établissait à 1,2 milliard de dollars (-19 %). De piètres résultats que la firme attribue aux « mauvaises conditions du marché » et à la baisse sensible des revenus de son activité Communications Papers.

Toutefois, à Richmond, appuyée sur cette route à aubes qui continue à brasser symboliquement les eaux de la James River, la société qui recycle 700 000 tonnes de papier par an, après avoir consacré 29 millions de dollars à la construction d'une usine de recyclage à Green-Bay (Wisconsin), affirme sa confiance dans l'avenir. La firme parie sur le développement et la rentabilité de ses joint-ventures en Europe, où la bonne tenue de l'activité lui permet de compenser le manque à gagner aux Etats-Unis.

Signe de sa volonté de recentrage mais aussi d'expansion, le groupe poursuit un programme d'investissement mesuré tout en arrêtant les activités non rentables. James River, qui a annoncé la fermeture de 40 % de ses installations et de ses lignes de production, va investir 38 millions de dollars dans l'extension de son usine de Saint-Francisville, en Louisiane. Un gage de continuité.

de Richmond
SERGE MARTI

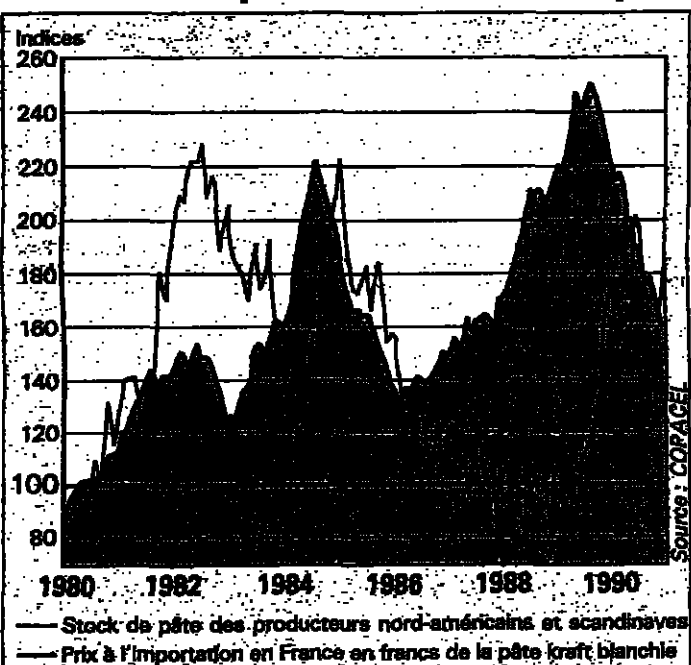
Les dix principaux papetiers américains (en millions de dollars 1990)

	Chiffre d'affaires	Bénéfice
International Paper	13 000	706
Georgia Pacific	12 665	363
Weyerhaeuser	9 024	394
Kimberly-Clark	6 407	432
Scott Paper	5 356	248
Champion	5 090	224
Louisiana Pacific	4 772	39
Boise Cascade	4 186	75
James River	3 391*	10*
Union Camp	2 840	230

(Source : Pulp & Paper Week.)

(*) Exercice exceptionnel de trente-cinq semaines.

Variation des prix et des stocks de pâte



Source : La Documentation Française, 1991.

Autosuffisance

A la différence des forêts amazoniennes systématiquement décimées et qui contribuent lourdement aux 17 millions d'hectares détruits chaque année dans le monde, les importantes réserves forestières des Etats-Unis et du Canada assurent à l'Amérique du Nord une exploitation mesurée et un marché autosuffisant. (Lire « Champs économiques » du mardi 17 septembre.)

Sur les 750 millions d'hectares que couvrent ces forêts (soit 40 % de la superficie totale des deux pays et cinq fois la superficie des forêts européennes), 80 % environ (483 millions d'hectares) sont considérés comme productifs, réparties à peu près également entre les Etats-Unis et le Canada (où le massif non productif reste plus important), indique une étude menée conjointement en novembre 1990 par l'Organisation des Nations unies, pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), et la Commission économique pour l'Europe (Cee).

Une ressource qui, aux Etats-Unis, appartient essentiellement à des particuliers ou à des sociétés privées (78 %), alors que la majorité (81 %) des forêts sont publiques au Canada. D'après les estimations du Forest Service des Etats-Unis et de Forêts Canada, les terres forestières productives d'Amérique du Nord couvrent environ 46,8 milliards de mètres cubes de bois, répartis de façon à peu près égale entre les deux pays, avec une prédominance de chênes (rouge et blanc), de sapins de Douglas et de pins tards aux Etats-Unis, tandis que l'épicéa, le pin et le peuplier l'emportent chez leur voisin. Les Etats-Unis, qui ont

toujours tiré la plus grande partie de leur approvisionnement des forêts privées, ont vu leur production de résineux augmenter de près de 80 % entre 1982 et 1987, en raison de la forte demande de bois pour la construction de logements. L'offre est restée abondante, surtout dans l'est du pays alors que l'ouest devait voir disparaître, en l'an 2000, les stocks de forêts anciennes du secteur privé. Le Canada dispose encore d'excédents exploitables, surtout en feuillus, propres à favoriser l'expansion future de la production.

L'Amérique du Nord est soit autosuffisante, soit exportatrice nette pour la plupart des produits en bois, à l'exception des contreplaqués feuillus, réalisés essentiellement à partir d'essences tropicales, provenant surtout d'Indonésie, et où les importations représentent les deux tiers de la consommation américaine. La région est exportatrice nette de sciages résineux, de papier et de carton, de pâte à papier de bois et de grumes.

Le bois de trituration et les grumes résineuses, originaires de l'Etat de Washington et de l'Ontario, de la Colombie britannique et de l'Alaska, sont exportés vers le Pacifique, les pays européens étant essentiellement destinataires des grumes feuillues. Au cours des vingt dernières années, la consommation de panneaux de particules a été multipliée par quinze aux Etats-Unis et au Canada, tandis que tripleait celle des contreplaqués. Dans le même temps, la production de papier et de carton, pourtant sujette à des fluctuations cycliques, a plus que

The world made manageable

The Economist

Traduction de l'annonce ci-dessus : « LE MONDE ENCADRÉ »

MARCHÉS FINANCIERS

Pour infraction à la législation sur les opérations de change

Indosuez sanctionnée en Corée du Sud

La succursale d'Indosuez à Séoul a été sanctionnée mardi 17 septembre par le ministre sud-coréen des finances pour infraction à la législation sur les opérations de change. Sa licence pour les activités de change est suspendue pour une semaine à compter du 19 septembre.

Cette sanction lourde est la seule que le gouvernement sud-coréen a l'intention de prendre contre la banque française, contrairement à des rumeurs qui prétendaient que le ministre de la monnaie envisageait de demander le départ de certains responsables d'Indosuez en Corée du Sud.

Ces mêmes rumeurs avaient laissé penser, il y a une semaine,

que la succursale sud-coréenne d'Indosuez était lavée de tout soupçon d'infractions à la législation des changes (le Monde du 12 septembre). Pour se procurer les ressources en wons coréens nécessaires à sa clientèle locale, mais dont le marché est très limité pour les banques étrangères, cette succursale a en effet utilisé le réseau international d'Indosuez en pratiquant des transactions en dollars et en yens qui aboutissaient à des fonds convertis en wons.

En se comportant ainsi, affirmait Indosuez dans un communiqué en date du 11 septembre, la banque était «fermement persuadée qu'en aucun cas elle n'aurait en infraction avec les lois et règlements de la Corée».

C. B.

La société de Bourse Nouailhetas-Richard licencie les trois quarts de ses effectifs. Les sociétés de Bourse qui avaient déjà perdu 15 % de leurs effectifs au cours de la seule année 1990 - soit environ 1 000 personnes - continuent d'être durement touchées. Selon des sources syndicales, la société de Bourse Nouailhetas-Richard, filiale à 95 % du groupe Pallas, s'apprête à licencier 75 des 100 personnes qu'elle emploie actuellement l'entreprise. De même, on précise que ce licenciement massif concernerait non seulement la presque totalité des employés du back-office, catégorie fréquemment touchée lors des «dégraissages», mais aussi 13 personnes sur les 14 qui compte l'encadrement. Un comité d'entreprise devrait être réuni le 20 septembre en vue d'entériner le plan social de licenciement. La direction s'est refusée à tout commentaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIDOT-BOTIN
Fondé en 1796

La Société AFFICHAGE THOMAS, filiale de la FINANCIÈRE DIDOT-BOTTIN, a pris le contrôle de la Société d'affichage OTPAR dont DIDOT-BOTTIN était actionnaire minoritaire.

Ce rapprochement entre les deux premiers Afficheurs opérant en zone urbaine et dans les villes de moins de 20 000 habitants permet de coordonner le réseau des deux Entreprises afin d'offrir aux annonceurs nationaux et régionaux des produits de haute qualité et couvrant l'ensemble de leurs besoins sur ce média.

Monsieur Jacques CHATEAU, Président d'Affichage THOMAS, a été appelé également à la Présidence d'OTPAR.

CRÉDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCERÉSULTATS FINANCIERS EN HAUSSE DE 10,5%
au 1^{er} semestre 1991

Le Conseil d'Administration du Crédit Agricole Ile-de-France s'est réuni le 6 septembre 1991 et a examiné les comptes sociaux au 30 juin 1991.

Le bénéfice net progresse de 10,5% Avec un produit net bancaire de 1 336 MF (+13,4%), le Crédit Agricole d'Ile-de-France a dégagé au 1^{er} semestre 1991 un résultat net de 227 MF, en hausse de 10,5% par rapport au 1^{er} semestre 1990.

Le succès de l'augmentation de capital de juin, par émission de CCI pour un montant de 489,9 MF, a permis de renforcer les Fonds Propres.

	30/06/90	30/06/91	Evolution
Produit net bancaire	1 179 MF	1 336 MF	+ 13,4 %
Bénéfice net social	205 MF	227 MF	+ 10,5 %
Fonds Propres	2 349 MF	3 267 MF	+ 39,1 %

Le développement commercial se poursuit à un rythme plus modéré

L'activité de collecte et de crédit s'est ralentie par rapport à 1990. Toutefois, les encours poursuivent leur croissance :

	30/06/90	30/06/91	Evolution
Encours de collecte	71,3 Mds F	77,4 Mds F	+ 8,6 %
Encours de crédit	38,6 Mds F	45,3 Mds F	+ 17,3 %

Perspectives à fin 1991

Les résultats financiers de 1991, en dépit d'un développement moins rapide lié à la faiblesse de l'activité économique, devraient être en progression par rapport à ceux de 1990.

NEW-YORK, 18 septembre ↑

Petite hausse

Troublée par les tensions dans le Golfe et les problèmes de santé du président russe, M. Boris Eltsine, Wall Street a fluctué irrégulièrement mercredi sur un marché calme, de nombreux investisseurs étant absents pour la célébration de la fête juive du Yom Kippour. Le Dow Jones a clôturé à 3 017,89, en hausse de 4,70 points (0,16 %). La progression de 0,8 % des mises en chantier de logements en août a eu peu d'influence sur le marché, car les demandes de permis de construire ont chuté de 4,9 %, la marche obligeant le taux des bons du Trésor à trente ans s'établissant mercredi en cours d'après-midi à 7,90 % contre 7,91 % mardi soir. McDonald-Douglas a gagné 1 3/4 à 57 1/8, Kroger 1 1/2 à 17 1/8 et Merrill Lynch 1 3/8 à 47.

Schlumberger a cédé 2 3/8 à 66 1/2, Walt Disney 1 1/2 à 11 1/2 et International Paper 7/8 à 67 1/8.

VALEURS	Cours de 17 sept.	Cours de 18 sept.
Alcoa	67	67
AT&T	32 3/4	32 3/4
Banque	49 1/4	49
Chgo. Northern Bank	18 3/4	19
DuPont de Nemours	48 3/4	48 3/4
Eastman Kodak	42 3/8	42 5/8
Exxon	59 5/8	59 1/4
Ford	28 1/8	28 1/8
General Electric	69 1/4	69 1/4
General Motors	58 3/8	58 3/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
IBM	104 7/8	105 3/8
Merck	28 1/8	28 1/8
Mobile Oil	68 5/8	68 3/4
Pfizer	64 7/8	64 7/8
Schlumberger	66 1/2	66 1/2
Tesco	63	62 7/8
Union Carbide-Allegis	128 7/8	129
United Tech.	47 1/8	47 1/8
Wang	22 1/4	22 1/4
Wendover	57	57 5/8

LONDRES, 18 septembre ↓

Morosité

Soutenue à l'ouverture, la Bourse de Londres a, pour la quatrième séance consécutive, terminé la séance dans le rouge en raison notamment de la menace américaine contre l'Irak.

Des nouvelles décevantes en provenance des sociétés ont également assombri le marché, qui a ignoré le discours du gouverneur de la Banque d'Angleterre, sir Robert Lough-Pemberton, indiquant pour la première fois que la Grande-Bretagne sortait de la récession.

A la clôture, l'indice Footsie des valeurs a perdu 10,8 points (0,4 %) à 2 583,6. Le volume des échanges s'est élevé à 871,4 millions de titres, 697 millions mardi. La situation dans le Golfe a relancé les inquiétudes des opérateurs qui ont notamment vendu des titres des secteurs des magasins et de la chimie. Kwik-Rite, le groupe de réparation automobile rapide, a bondi après la publication de résultats semestriels en hausse de 67 %.

La fusion renforce son conseil d'administration. Le conglomérat anglo-américain Hanson, dirigé par lord Hanson, a annoncé mercredi 13 septembre la nomination de trois nouveaux membres à son conseil d'administration, deux jours après le lancement d'une OPA amicale sur le groupe de construction britannique Beazer. Il s'agit de M. David Harcourt, ancien président de la société publique de développement des Docklands de Londres, Simon Kewell, membre du conseil d'administration du groupe Jardine Matheson, et Jonathan Scott-Barrett, éditeur de la revue Money Marketing. D'autre part, lord Hanson, dont toute la City se demande s'il a renoncé à lancer une offre d'achat sur le premier groupe industriel britannique Imperial Chemical Industries (ICI), dont il possède 2,8 % du capital depuis mai, a indiqué dans une interview télévisée que son offre de reprise de Beazer n'avait rien à voir avec ICI. Il a souhaité que l'ICI, estimé à 15 milliards de livres sterling (150 milliards de francs), cesse d'être «en alerte rouge» et reprenne le cours normal de ses affaires.

Quadrant Interjet appelle de la décision du Conseil des Lords de valeurs sur la CSE. La société Quadrant a décidé mercredi 18 septembre d'interdire l'appel de la décision du Conseil des Lords de valeurs (CBLV) concernant Finmeccanica, l'autre actionnaire de la CSE. Le CBLV estimait, lundi, qu'aucune règle de droit ne lui permettait d'exiger aujourd'hui le groupe Finmeccanica le dépôt d'une offre publique de retrait (OPA) ou d'une offre publique d'achat sur la CSE. Le groupe italien n'ayant pas atteint le seuil des 33 % obligant à déclencher une offre d'achat, Quadrant considère que cette décision résulte d'une appréciation erronée des pouvoirs conférés au Conseil des Lords de valeurs et a donc décidé de faire appel.

Rémy et associés et son holding de tête vont fusionner. Les conseils d'administration des sociétés Remy et associés et Paris (Prestige) associés des vins et spiritueux, en holding contrôlant les sociétés Remy Martin, Remy et associés et Cointreau, vont fusionner dans un nouvel ensemble qui devrait s'appeler Remy-Cointreau, ont annoncé mercredi 18 septembre les sociétés dans un communiqué. Au mois de mai dernier, les familles Cointreau, Krug, Henard-Dabreuil et la société écossaise Highland Distilleries avaient regroupé leurs intérêts au sein de

PARIS, 19 septembre ↓

Poursuite du tassement

La séance est terminée jeudi à la Bourse de Paris où les préoccupations internationales qui avaient brutalement pesé sur la tendance monétaire cèdent la place aux préoccupations financières. En repli de 0,15 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait 0,35 % à 1 862,95 points peu avant l'ouverture de Wall Street. Le projet de budget pour 1992 ne suscite pas de réactions particulières dans les salles du marché où l'on apprécie néanmoins le maintien de la politique de rigueur menée depuis quelques années par le gouvernement.

Les experts ne sont toutefois pas convaincus que la taxation sur les plus-values financières des entreprises rapportera autant d'argent que l'annonce le gouvernement. Cet alourdissement de l'impôt devrait gêner un peu plus les capitaux, estiment-ils. De plus les perspectives d'évolution des taux d'intérêt décourageant les gestionnaires par leur pourcentage. En effet le projet de loi table sur des taux à long terme de 8,80 %. Or, relevant les taux d'intérêt, les opérateurs ont déclaré, le président de la Bundesbank, préoccupent les opérateurs. Le titre du Printemps recule de 5 % dans un marché actif à la suite des déclarations du groupe suisse de salons lesquels il avait trouvé le concours bancaire nécessaire pour renforcer la filiale américaine du groupe. L'idée d'une vente de la participation de Maus dans Le Printemps se dissipe donc. Enfin le titre CSE est encore très attendu, la veille l'indice Finmeccanica avait acquis 1,70 % du capital de l'entreprise dont elle détient déjà 13 % des actions.

Après un bon début de séance dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt japonais, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi 19 septembre pratiquement stable. L'indice Nikkei gagnait 0,06 % à 23 332,31.

Des rumeurs, non confirmées, de la réouverture d'un important spéculateur boursier, ont notamment pesé sur le marché, qui a d'autre part été déçu en fin de journée que la politique de crédit n'est pas été assouplie.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

Les cours ont été assouplis.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3685	3685	Immo. Habitat	821	821
Amstel Associates	290	290	Invent. Compagnie	158 50	158 50
B.A.C.	136	136	JP.M.	88	88 50
Banque Paribas	822	805	Loire Invest.	258	258
Banque (A)	366 50	366	Locam	71	71
Banque (B)	218	200 50	Mars Comm.	101 40	101 50
C.A.L. de F. C.C.I.	908	900	Mobit	165	165
Calsonic	401	401	Publ. Filippacci	405	395
Carfil	682	700	Razal	560	560
C.E.G.P.	139	139	Reine-Alp. Eau (A)	321	321
C.F.P.I.	288	283	S.H.M.	186	186
C.N.I.M.	938	950	Select Invest (A)	103	99
Codanor	272	272	S.N.T. Group	420	415
Conformis	862	862	Serico	130	130
Crédit	175	175	S.T. Group	272	274
Dagblin	430	428	Supra	378 50	378 50
Daimler	1125	1140	Thermador H. (A)	281	285
Danubio Worme Co.	385	385	Unilog	200	201
Develuy	880	888	Viel et Co.	88	88
Deville	307 50	317	Y. St-Laurent Groupe	850	853
Difos	140	144			
Edisons Bedford	223	228 10			
Europ. Population	284 10	284 80			
Fraser	187	187			
Franscop	130	130			
FFI Group (A)	164	162 80			
General Motors	445	438			
Geopac	194	201 70			
Groupo Oligo	730	738			
Guarini	578	578			
L.C.C.	228 40	228			
Manova	120 10	123 70			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 septembre 1991
Nombre de contrats : 83 471

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,54	106,66	106,64
Précédent	106,52	106,62	106,56

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
106	1,18	1,70	0,53	-

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 894	1 898	1 922
Précédent	1 893,50	1 908,50	1 919,50

CHANGES

Dollar : 5,7435 F ↑

Le dollar restait ferme jeudi 19 septembre, après avoir amorcé un mouvement de reprise des monnaies. Les opérateurs privilégient le montre prudent dans l'attente de la publication des chiffres du commerce extérieur américain de juillet. A Paris, jeudi, le billet vert cotait 5,7435 F au fixing, contre 5,7325 F à la cotation de la veille.

FRANCFORT	18 sept.	19 sept.
Dollar (en DM)	1,889	1,889
TOKYO	18 sept.	19 sept.
Dollar (en yen)	133,95	134,40

MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)	18 sept.	19 sept.
Paris (19 sept.)	9 1/16-3/16 %	
New York (18 sept.)	5 %	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	17 sept.	18 sept.
Valeurs françaises	122,58	121,90
Valeurs étrangères	114,50	115,20
SBF, base 100 : 31-12-81		
Indice général CAC	496,67	495,35
SBF, base 1000 : 31-12-87		
Indice CAC 40	1 878,42	1 869,41

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	17 sept.	18 sept.
Industrielles	3 013,19	3 017,89
100 valeurs	2 594,40	2 583,60
30 valeurs	2 637,50	2 607,10
Mines d'or	155,66	159,20
Fonds d'Etat	87,38	87,34

FRANCFORT	17 sept.	18 sept.
Dollar	1 634,55	1 628,07
TOKYO	18 sept.	19 sept.
Nikkei Dow Jones	23 317,78	23 332,31
Indice général	1 806,15	1 795,81

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS				
	base	base	base	base				
E.-L.	5,7345	5,7375	+ 177	+ 187	+ 370	+ 390	+ 1020	+ 1080
can.	5,0422	5,0471	+ 27	+ 45	+ 77	+ 107	+ 216	+ 289
can. (100) ..	4,2664	4,2718	+ 29	+ 58	+ 88	+ 104	+ 620	+ 675
DM	3,4043	3,4081	- 4	+ 12	- 5	+ 17	- 25	+ 30
DM (100) ..	3,0209	3,0232	- 2	+ 7	- 6	+ 21	- 21	+ 12
FR (100) ..	16,5110	16,5350	- 10	+ 20	- 7	+ 18	- 21	+ 20
FR (100) ..	3,0936	3,0936	+ 33	+ 45	+ 74	+ 92	+ 215	+ 278
FR (100) ..	4,5476	4,5582	- 85	- 68	- 170	- 137	- 517	- 489

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compt.	Compt.	Prémier	Deuxième	%	Compt.	Compt.	Prémier	Deuxième	%	Compt.	Compt.	Prémier	Deuxième	%	Compt.	Compt.	Prémier	Deuxième	%	Compt.	Compt.	Prémier	Deuxième	%
prédict.	prédict.	prédict.	prédict.	+	prédict.	prédict.	prédict.	prédict.	+	prédict.	prédict.	prédict.	prédict.	+	prédict.	prédict.	prédict.	prédict.	+	prédict.	prédict.	prédict.	prédict.	+
3600	4670	4670	4070	-0.12	Compt.	4670	4670	4070	-0.12	Compt.	4670	4670	4070	-0.12	Compt.	4670	4670	4070	-0.12	Compt.	4670	4670	4070	-0.12
526	526	526	526	0	Compt.	526	526	526	0	Compt.	526	526	526	0	Compt.	526	526	526	0	Compt.	526	526	526	0
530	530	530	530	0	Compt.	530	530	530	0	Compt.	530	530	530	0	Compt.	530	530	530	0	Compt.	530	530	530	0
1265	1265	1265	1265	0	Compt.	1265	1265	1265	0	Compt.	1265	1265	1265	0	Compt.	1265	1265	1265	0	Compt.	1265	1265	1265	0
1500	1500	1500	1500	0	Compt.	1500	1500	1500	0	Compt.	1500	1500	1500	0	Compt.	1500	1500	1500	0	Compt.	1500	1500	1500	0
1600	1600	1600	1600	0	Compt.	1600	1600	1600	0	Compt.	1600	1600	1600	0	Compt.	1600	1600	1600	0	Compt.	1600	1600	1600	0
1700	1700	1700	1700	0	Compt.	1700	1700	1700	0	Compt.	1700	1700	1700	0	Compt.	1700	1700	1700	0	Compt.	1700	1700	1700	0
1800	1800	1800	1800	0	Compt.	1800	1800	1800	0	Compt.	1800	1800	1800	0	Compt.	1800	1800	1800	0	Compt.	1800	1800	1800	0
1900	1900	1900	1900	0	Compt.	1900	1900	1900	0	Compt.	1900	1900	1900	0	Compt.	1900	1900	1900	0	Compt.	1900	1900	1900	0
2000	2000	2000	2000	0	Compt.	2000	2000	2000	0	Compt.	2000	2000	2000	0	Compt.	2000	2000	2000	0	Compt.	2000	2000	2000	0
2100	2100	2100	2100	0	Compt.	2100	2100	2100	0	Compt.	2100	2100	2100	0	Compt.	2100	2100	2100	0	Compt.	2100	2100	2100	0
2200	2200	2200	2200	0	Compt.	2200	2200	2200	0	Compt.	2200	2200	2200	0	Compt.	2200	2200	2200	0	Compt.	2200	2200	2200	0
2300	2300	2300	2300	0	Compt.	2300	2300	2300	0	Compt.	2300	2300	2300	0	Compt.	2300	2300	2300	0	Compt.	2300	2300	2300	0
2400	2400	2400	2400	0	Compt.	2400	2400	2400	0	Compt.	2400	2400	2400	0	Compt.	2400	2400	2400	0	Compt.	2400	2400	2400	0
2500	2500	2500	2500	0	Compt.	2500	2500	2500	0	Compt.	2500	2500	2500	0	Compt.	2500	2500	2500	0	Compt.	2500	2500	2500	0
2600	2600	2600	2600	0	Compt.	2600	2600	2600	0	Compt.	2600	2600	2600	0	Compt.	2600	2600	2600	0	Compt.	2600	2600	2600	0
2700	2700	2700	2700	0	Compt.	2700	2700	2700	0	Compt.	2700	2700	2700	0	Compt.	2700	2700	2700	0	Compt.	2700	2700	2700	0
2800	2800	2800	2800	0	Compt.	2800	2800	2800	0	Compt.	2800	2800	2800	0	Compt.	2800	2800	2800	0	Compt.	2800	2800	2800	0
2900	2900	2900	2900	0	Compt.	2900	2900	2900	0	Compt.	2900	2900	2900	0	Compt.	2900	2900	2900	0	Compt.	2900	2900	2900	0
3000	3000	3000	3000	0	Compt.	3000	3000	3000	0	Compt.	3000	3000	3000	0	Compt.	3000	3000	3000	0	Compt.	3000	3000	3000	0
3100	3100	3100	3100	0	Compt.	3100	3100	3100	0	Compt.	3100	3100	3100	0	Compt.	3100	3100	3100	0	Compt.	3100	3100	3100	0
3200	3200	3200	3200	0	Compt.	3200	3200	3200	0	Compt.	3200	3200	3200	0	Compt.	3200	3200	3200	0	Compt.	3200	3200	3200	0
3300	3300	3300	3300	0	Compt.	3300	3300	3300	0	Compt.	3300	3300	3300	0	Compt.	3300	3300	3300	0	Compt.	3300	3300	3300	0
3400	3400	3400	3400	0	Compt.	3400	3400	3400	0	Compt.	3400	3400	3400	0	Compt.	3400	3400	3400	0	Compt.	3400	3400	3400	0
3500	3500	3500	3500	0	Compt.	3500	3500	3500	0	Compt.	3500	3500	3500	0	Compt.	3500	3500	3500	0	Compt.	3500	3500	3500	0
3600	3600	3600	3600	0	Compt.	3600	3600	3600	0	Compt.	3600	3600	3600	0	Compt.	3600	3600	3600	0	Compt.	3600	3600	3600	0
3700	3700	3700	3700	0	Compt.	3700	3700	3700	0	Compt.	3700	3700	3700	0	Compt.	3700	3700	3700	0	Compt.	3700	3700	3700	0
3800	3800	3800	3800	0	Compt.	3800	3800	3800	0	Compt.	3800	3800	3800	0	Compt.	3800	3800	3800	0	Compt.	3800	3800	3800	0
3900	3900	3900	3900	0	Compt.	3900	3900	3900	0	Compt.	3900	3900	3900	0	Compt.	3900	3900	3900	0	Compt.	3900	3900	3900	0
4000	4000	4000	4000	0	Compt.	4000	4000	4000	0	Compt.	4000	4000	4000	0	Compt.	4000	4000	4000	0	Compt.	4000	4000	4000	0
4100	4100	4100	4100	0	Compt.	4100	4100	4100	0	Compt.	4100	4100	4100	0	Compt.	4100	4100	4100	0	Compt.	4100	4100	4100	0
4200	4200	4200	4200	0	Compt.	4200	4200	4200	0	Compt.	4200	4200	4200	0	Compt.	4200	4200	4200	0	Compt.	4200	4200	4200	0
4300	4300	4300	4300	0	Compt.	4300	4300	4300	0	Compt.	4300	4300	4300	0	Compt.	4300	4300	4300	0	Compt.	4300	4300	4300	0
4400	4400	4400	4400	0	Compt.	4400	4400	4400	0	Compt.	4400	4400	4400	0	Compt.	4400	4400	4400	0	Compt.	4400	4400	4400	0
4500	4500	4500	4500	0	Compt.	4500	4500	4500	0	Compt.	4500	4500	4500	0	Compt.	4500	4500	4500	0	Compt.	4500	4500	4500	0
4600	4600	4600	4600	0	Compt.	4600	4600	4600	0	Compt.	4600	4600	4600	0	Compt.	4600	4600	4600	0	Compt.	4600	4600	4600	0
4700	4700	4700	4700	0	Compt.	4700	4700	4700	0	Compt.	4700	4700	4700	0	Compt.	4700	4700	4700	0	Compt.	4700	4700	4700	0
4800	4800	4800	4800	0	Compt.	4800	4800	4800	0	Compt.	4800	4800	4800	0	Compt.	4800	4800	4800	0	Compt.	4800	4800	4800	0
4900	4900	4900	4900	0	Compt.	4900	4900	4900	0	Compt.	4900	4900	4900	0	Compt.	4900	4900	4900	0	Compt.	4900	4900	4900	0
5000	5000	5000	5000	0	Compt.	5000	5000	5000	0	Compt.	5000	5000	5000	0	Compt.	5000	5000	5000	0	Compt.	5000	5000	5000	0
5100	5100	5100	5100	0	Compt.	5100	5100	5100	0	Compt.	5100	5100	5100	0	Compt.	5100	5100	5100	0	Compt.	5100	5100	5100	0
5200	5200	5200	5200	0	Compt.	5200	5200	5200	0	Compt.	5200	5200	5200	0	Compt.	5200	5200	5200	0	Compt.	5200	5200	5200	0
5300	5300	5300	5300	0	Compt.	5300	5300	5300	0	Compt.	5300	5300	5300	0	Compt.	5300	5300	5300	0	Compt.	5300	5300	5300	0
5400	5400	5400	5400	0	Compt.	5400	5400	5400	0	Compt.	5400	5400	5400	0	Compt.	5400	5400	5400	0	Compt.	5400	5400	5400	0
5500	5500	5500	5500	0	Compt.	5500	5500	5500	0	Compt.	5500	5500	5500	0	Compt.	5500	5500	5500	0	Compt.	5500	5500	5500	0
5600	5600	5600	5600	0	Compt.	5600	5600	5600	0	Compt.	5600	5600	5600	0	Compt.	5600	5600	5600	0	Compt.	5600	5600	5600	0
5700	5700	5700	5700	0	Compt.	5700	5700	5700	0	Compt.	5700	5700	5700	0	Compt.	5700	5700	5700	0	Compt.	5700	5700	5700	0
5800	5800	5800	5800	0	Compt.	5800	5800	5800	0	Compt.	5800	5800	5800	0	Compt.	5800	5800	5800	0	Compt.	5800	5800	5800	0
5900	5900	5900	5900	0	Compt.	5900	5900	5900	0	Compt.	5900	5900	5900	0	Compt.	5900	5900	5900	0	Compt.	5900	5900	5900	0
6000	6000	6000	6000	0	Compt.	6000	6000	6000	0	Compt.	6000	6000	6000	0	Compt.	6000	6000	6000	0	Compt.	6000	6000	6000	0
6100	6100	6100	6100	0	Compt.	6100	6100	6100	0	Compt.	6100	6100	6100	0	Compt.	6100	6100	6100	0	Compt.	6100	6100	6100	0
6200	6200	6200	6200	0	Compt.	6200	6200	6200	0	Compt.	6200	6200	6200	0	Compt.	6200	6200	6200	0	Compt.	6200	6200	6200	0
6300	6300	6300	6300	0	Compt.	6300	6300	6300	0	Compt.	6300	6300	6300	0	Compt.	6300	6300	6300	0	Compt.	6300	6300	6300	0
6400	6400	6400	6400	0	Compt.	6400	6400	6400	0	Compt.	6400	6400	6400	0	Compt.	6400	6400	6400	0	Compt.	6400	6400	6400	0
6500	6500	6500	6500	0	Compt.	6500	6500	6500	0	Compt.	6500	6500	6500	0	Compt.	6500	6500	6500	0	Compt.	6500	6500	6500	0
6600	6600	6600	6600	0	Compt.	6600	6600	6600	0	Compt.	6600	6600	6600	0	Compt.	6600	6600	6600	0	Compt.	6600	6600	6600	0
6700	6700	6700	6700	0	Compt.	6700	6700	6700	0	Compt.	6700	6700	6700	0	Compt.	6700	6700	6700	0	Compt.	6700	6700	6700	0
6800	6800	6800	6800	0	Compt.	6800	6800	6800	0	Compt.	6800	6800	6800	0	Compt.	6800	6800	6800	0	Compt.	6800	6800	6800	0
6900	6900	69																						

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

18/9

VALEURS	% du com.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Finale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Finale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Finale incl.	Rachet net			
Obligations						Etrangères																	
Emp.État 8,5/87	120 90	2 88	CIM	1030	1030	Mag Uniprix	182	182	A.A.A.	1058 87	1033 04	Financière	894 36	862 81	16152 31	61512 31	Porte Gestion	10651 31	10948 26				
Emp.État 9,5/87	100 80	1 88	CITIZEN (R)	2600		Magnat	576	576	Accell	218 75	213 87	Financière	28 70	28	10657 11	10948 26	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
Emp.État 10,5/87	100 80	2 88	Citizel	81 80	82 40	Milod (Moyet)	670	670	Agapayon	268 12	268 12	Financière	1071 77	111 17	1071 77	1071 77	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
Emp.État 12,25/84	100 71	0 44	Cullinet	258		Mor.	99	99	Agapayon	2455 98	2307 87	Financière	8075 82	5003 16	27824 48	27824 48	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
Emp.État 11,5/85	110 05	0 32	Cunha	326	326	Napostol (M)	210	210	Amfidec	842 83	824 11	Financière	1342 78	1314 04	10133 03	10735 13	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
10,25% com 85	104 27	5 36	Cunha Ind.	4207	4207	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	6747 34	6747 34	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 10,5/85 12/1987	106 55	3 14	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94	1387 94	1387 94	Primelink Ed.	10657 11	10948 26				
OAT 8,5/85 12/1987	104 86	7 19	Cunha Ind.	949	949	Orlé (C)	322 80	318 25	Amfidec	1131 21	1131 21	Financière	1387 94	1387 94									

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :

46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - M : marché continu

COMMUNICATION

Pas de taxation supplémentaire pour les chaînes privées

Le budget de l'Etat viendra au secours de la télévision publique en 1992

Les téléspectateurs et les chaînes privées peuvent pousser un soupir de soulagement. Pour boucler le budget de l'audiovisuel public l'an prochain, l'Etat ne recourra ni à un relèvement supplémentaire de la redevance (dont la hausse demeure fixée à 2,5 %) ni à une surtaxation des recettes de publicité et d'abonnement. En augmentant de près de 35 % ses subventions et dotations en capital, l'Etat volera lui-même au secours de la radiotélévision nationale, dont les ressources croîtront de 12,3 %.

« Milliard promis, milliard acquis. » En juillet dernier, le gouvernement de M. Edith Cresson s'était engagé solennellement à respecter les promesses de M. Michel Rocard : l'Antenne 2 et FR 3 recevraient bien, l'an prochain, le milliard de francs de ressources publiques supplémentaires promis en échange des mesures d'économies adoptées par ces deux chaînes. Mais le plus dur restait à faire : trouver le financement de cette somme dans une période de vaches maigres budgétaires, sans peser sur les prix (la redevance est incluse dans « l'indice ») ni creuser le déficit.

Le ministère du budget a d'abord sorti de son chapeau une mesure budgétaire présentée comme une « amélioration du rendement de la redevance » : ramener de deux à un mois le délai de paiement de cette taxe par les usagers. Un raccourcissement qui fait de 1992 une année comptable, treize mois et un douzième de recettes supplémentaires. L'astuce, qui rapporte 400 millions de francs, demeure toutefois insuffisante (cf. *Le Monde* du 18-19 août).

Pour financer une partie des 600 millions restants, les services de

M. Michel Charasse ont ensuite imaginé d'exonérer les recettes de redevance de la taxe de 5,5 % qui frappe les ressources des télévisions et alimente le compte de soutien aux industries de programmes. L'économie pour les chaînes publiques était évaluée à 250 millions de francs. Mais, pour que la mesure soit neutre pour le compte, le ministère du budget proposait, en revanche, de porter de 5,5 à 6,5 % la taxe frappant les ressources publicitaires et d'abonnement, tout en étendant son assiette au parainage.

« Nous sommes très contents »

Colère des télévisions privées, de Canal Plus à TF 1 en passant par le Cinq, M 6 et les câblo-opérateurs : inquiétude aussi, du ministère de la culture et de la communication qui redoutait que ce tour de passe-passe ne fragilisât le compte de soutien et ne compromette son avenir. Après quelques semaines d'hésitation, Maitron lui a donné raison et arbitré en

favor d'un financement public sans augmentation supplémentaire de la redevance. Comme prévu, celle-ci passera l'an prochain à 580 francs pour les postes couleur et à 373 francs pour le noir et blanc (+ 2,5 %). Il reviendra donc au budget de l'Etat — sans doute conforté par les « privatisations partielles » — d'éponger les sommes manquantes, sous forme de dotations en capital ou de subventions.

Un happy end ? « Nous sommes contents, très contents même », commente-t-on, en privé, au ministère de la communication. Et il est vrai que le budget global de l'audiovisuel public, fort de ses 12,934 milliards de francs (+ 12,3 %), connaît l'an prochain une croissance sensiblement plus forte que celle des dernières années. D'après le raccourcissement des délais de recouvrement et le renforcement de la lutte contre la fraude, le produit de la redevance devrait croître de 910 millions de francs, pour atteindre un total de 3,777 milliards.

Les ressources d'origine budgétaires se monteront à 1,381 milliard (+ 34,8 %), tandis que les recettes commerciales des sociétés publiques sont estimées à 2,376 milliards (+ 156 millions seulement). Le lent réajustement entre ressources d'origine publique et ressources d'origine commerciale se poursuit donc : les premiers représenteront 70 % du total en 1989, elles en représenteront 77 % l'an prochain.

Resserrer la gestion

Côté dépenses, l'Antenne 2 et FR 3 se tailleront bien sûr la « part du lion », avec des budgets en hausse de 15,8 % pour la première et de 16,8 % pour la seconde. Même s'il faut tempérer ces pourcentages exceptionnels par un certain effet de trompe-l'œil : comme chaque année, les comparaisons s'effectuent de loi de finances à loi de finances et ne prennent pas en compte les ajustements budgétaires en cours d'année. Résistances particulièrement importantes cette année, l'Antenne 2 ayant bénéficié d'une dotation en capital de 500 millions de francs et les deux chaînes ayant été autorisées à effectuer leurs budgets en déficit.

Les autres sociétés de l'audiovisuel

Année morose pour la presse écrite

Pour la presse, les années se suivent et se ressemblent. En 1992, les diverses formes d'aide directe à la presse écrite seront simplement reconduites... en francs courants (sans tenir compte de l'inflation) et après les réajustements — à la baisse — opérés cette année. Les fonds d'aide à l'expansion de la presse à l'étranger, le fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible ressources publicitaires et le fonds d'aide aux quotidiens de province à faibles ressources en petites annonces bénéficieront au total de 57,5 millions de francs l'an prochain. Seule l'Agence France Presse tirera son épingle du jeu : les souscriptions d'abonnements effectuées par les administrations passeront de 475 millions à 515,8 millions.

RELIGIONS

Un prêtre de la Curie romaine se marie

Auditeur à la secrétairerie d'Etat du Vatican, Mgr Hubertus Wolfgang Berka, trente-six ans, a décidé de renoncer à ses fonctions pour épouser civilement, le 28 septembre, une jeune attachée à l'ambassade d'Allemagne au Brésil, que le prêtre et diplomate avait rencontrée en 1989, alors qu'il travaillait à la nonciature apostolique de Brasilia. Le directeur de la salle de presse du Vatican, M. Joaquim Navarro-Valls, a confirmé, mardi 17 septembre, la rumeur qui circulait dans les milieux ecclésiastiques, mais il s'est refusé à tout commentaire.

Né en 1955 à Würzburg, Mgr Berka avait collaboré, de 1983 à 1986, à la nonciature apostolique du Cameroun, puis, de 1986 à 1989, à celle du Brésil, où il était premier secrétaire. Il avait été nommé à Rome, en juillet 1989, auditeur de nonciature de seconde classe, à la section des affaires générales (véritable ministère de l'intérieur) de la secrétairerie d'Etat, par le cardinal

Edouard Cassidy, alors substit. Son titre de « prêtre » (attribué aux auditeurs de la Curie) est seulement honorifique, à distinguer de toute ordination épiscopale. Mgr Berka se marie civilement, faute d'une « dispense » pontificale. Par rapport à son prédécesseur Paul VI, Jean-Paul II a sévèrement réduit le nombre de dispenses accordées aux prêtres qui demandent à quitter le sacerdoce pour se marier. Outre la déclaration de nullité de l'ordination, qui est très rare, la « dispense » (de l'exercice des fonctions de prêtre) est une mesure gracieuse qui aboutit à une « réduction à l'état laïque ». On comptait actuellement quatre-vingt mille prêtres mariés.

AUTOMOBILE

Les « Remparts » d'Angoulême

Le Grand Prix des Remparts d'Angoulême aura lieu samedi 21 et dimanche 22 septembre. Grand rendez-vous de la saison des véhicules d'époque de compétition (V. E. C.), cette manifestation a été un instant menacée en raison de l'ampleur de son déficit. Mais le succès remporté par l'édition 1990 (15 000 spectateurs) et une meilleure gestion ont convaincu la municipalité de lui accorder un sursis.

Il reste que ce circuit en ville, qualifié de « Monaco des vieilles gloires » et qui vit naguère s'affronter Fangio et Trintignant, pourrait à terme souffrir de ces incertitudes. Outre que l'épreuve pâtit de n'être pas intégrée au championnat V. E. C., elle doit désormais faire face à la concurrence d'autres manifestations du même type. En 1990, le plateau des véhicules présentés s'en était ressenti.

Cette année, l'association charentaise pour l'organisation du circuit des Remparts d'Angoulême (ACOCRA) qui gère le Grand Prix annonce la présence de 35 motos et 70 voitures dont une Bugatti 35, une Lola T 70, ainsi qu'un fort contingent de Lotus Super Seven.

► Carte A. COCRA donnant accès au parc concurrents : 100 F. Prix d'entrée sur le circuit : 50 F. Renseignements au (16) 45-38-98-44.

► Numismatiques 91. — Le deuxième Salon de la numismatique et de la scriptophilie, dont le thème principal sera cette année la monnaie et le sport, se tiendra les 15, 16 et 17 novembre à l'Espace Champertret à Paris. Deux ventes aux enchères sont prévues le samedi 16 en soirée et le dimanche 17 dans l'après-midi.

► Espace Champertret, rue Jacques-Isidore, 75017 Paris. 9 heures à 19 heures.

AGENDA

► CONGRÈS. — L'Association française de science économique organise, les 24 et 25 septembre, son quarantième congrès annuel qui se tiendra au centre de conférences de Bercy, au ministère de l'économie, des finances et du budget. Les congressistes se pencheront, cette année, sur « les métiers de l'économiste au service de la décision ».

► Renseignements : AFSE, 92, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-20-12-24 (postes 554 et 556).

► Finale du concours national de bacheliers. — L'Association « Faire vivre la forêt » organise dimanche 22 septembre, à Saint-Germain-en-Laye, la finale du concours national de bacheliers. Ils seront douze en compétition, originaires des principaux massifs forestiers français. Cette manifestation vise à faire connaître les qualités professionnelles de ce métier, son influence sur la forêt et sur l'économie du bois.

► La finale du concours se tiendra, de 13 heures à 18 heures, place des Loges, en forêt de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines.

► Une journée à Orsay. — Jusqu'à la fin du mois d'octobre, le musée d'Orsay propose, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 10 h à 16 h, une journée-découverte de ses collections qui s'adresse à des groupes de dix à trente personnes. Le parcours choisi permet d'évoquer la diversité des courants artistiques et fait une large part au mouvement impressionniste.

► Renseignements et inscriptions : Service culturel du Musée d'Orsay, 62 rue de Lille, 75343 Paris. Cedex 07. Tél. : (1) 40-49-49-81 ou 40-49-48-70.

► COLLOQUE : qu'est-ce que la recherche interculturelle ? — Pour répondre à cette question, l'Association pour la recherche interculturelle (ARIC) organise les 14, 15 et 16 octobre, de 9 heures à 18 heures, un colloque internatio-

nal qui se tiendra dans les locaux du ministère de la recherche, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

► Renseignements : Alex-Louise Tessonneau, Maison des sciences de l'Homme, bureau 314, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

► « De l'image à l'imprimé ». — Qu'est-ce qu'un blanchet ? Qui a inventé le « Chromalin » ? Qui sert le point de trame ? Pour répondre à toutes ces questions, le Palais de la Découverte accueille, du 24 septembre au 30 novembre, l'exposition « De l'image à l'imprimé, tous les secrets de la fabrication d'un livre aujourd'hui ».

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 19 septembre 1991.

DES DÉCRETS
— N° 91-924 du 13 septembre 1991 modifiant les décrets n° 85-1243 et n° 85-1244 du 26 novembre 1985 modifiés portant création d'instituts et d'écoles internes dans les universités et les instituts nationaux polytechniques ;
— N° 91-925 du 13 septembre 1991 modifiant le décret n° 90-361 du 20 avril 1990 portant organisation de l'Ecole centrale des arts et manufactures ;
— N° 91-926 du 13 septembre 1991 portant modification du décret n° 88-413 du 22 avril 1988 relatif au Conservatoire national des arts et métiers ;
— N° 91-929 du 16 septembre 1991 modifiant le décret n° 77-1343 du 6 décembre 1977 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la défense.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

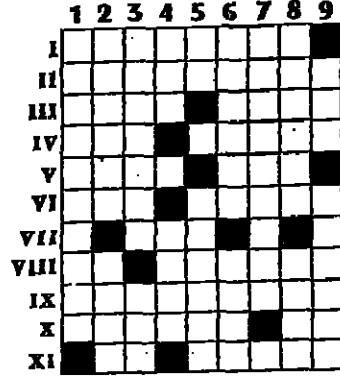
► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

► Renseignements : Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5611



HORIZONTALEMENT

1. Qui ont pris un coup de vieux.
2. Souris qu'on ne trouve qu'en Orient.
3. Recueille les suffrages. Complètement raté.
4. Donne l'exemple de la fermeté. Traité comme une patate.
5. Peut être voulu par un ami anonyme. Cri dans un cirque.
6. Fait sauter. Coupé avec les dents.
7. H'est plus qu'une poussière.
8. Dieu. Qu'on a commencé à manger.
9. Bien coiffées.
10. Rendre gris. Conjonction.
11. Apparu. Pas évaporé.

VERTICALEMENT

1. Ne sont pas laissés aux mauvaises grâces.
2. Bon à mar. Petit entêté.
3. Bien stupéfiés. Pas répandus.
4. Piqueux, par exemple. Symbole de gratuité.
5. Conjonction. Peut tourner la tête s'il est fou.
6. Un spécialiste qui endort avant d'opérer. Affluent de l'Elbe.
7. Assiette fragile.
8. Cavale avec son enfant. Pas vilaines, autrefois.
9. On reste blanc quand il est pourri. Moment d'abandon.

Solution du problème n° 5610

Horizontalement
1. Plantain. 2. Leviers. 3. Ag. Tabac. 4. Curés. 5. V. Emir. 6. Ici. 7. Ecus. 8. Reines. 9. L. Ura. 10. Ura. 11. Ura. 12. Ura. 13. Ura. 14. Ura. 15. Ura. 16. Ura. 17. Ura. 18. Ura. 19. Ura. 20. Ura. 21. Ura. 22. Ura. 23. Ura. 24. Ura. 25. Ura. 26. Ura. 27. Ura. 28. Ura. 29. Ura. 30. Ura. 31. Ura. 32. Ura. 33. Ura. 34. Ura. 35. Ura. 36. Ura. 37. Ura. 38. Ura. 39. Ura. 40. Ura. 41. Ura. 42. Ura. 43. Ura. 44. Ura. 45. Ura. 46. Ura. 47. Ura. 48. Ura. 49. Ura. 50. Ura. 51. Ura. 52. Ura. 53. Ura. 54. Ura. 55. Ura. 56. Ura. 57. Ura. 58. Ura. 59. Ura. 60. Ura. 61. Ura. 62. Ura. 63. Ura. 64. Ura. 65. Ura. 66. Ura. 67. Ura. 68. Ura. 69. Ura. 70. Ura. 71. Ura. 72. Ura. 73. Ura. 74. Ura. 75. Ura. 76. Ura. 77. Ura. 78. Ura. 79. Ura. 80. Ura. 81. Ura. 82. Ura. 83. Ura. 84. Ura. 85. Ura. 86. Ura. 87. Ura. 88. Ura. 89. Ura. 90. Ura. 91. Ura. 92. Ura. 93. Ura. 94. Ura. 95. Ura. 96. Ura. 97. Ura. 98. Ura. 99. Ura. 100. Ura. 101. Ura. 102. Ura. 103. Ura. 104. Ura. 105. Ura. 106. Ura. 107. Ura. 108. Ura. 109. Ura. 110. Ura. 111. Ura. 112. Ura. 113. Ura. 114. Ura. 115. Ura. 116. Ura. 117. Ura. 118. Ura. 119. Ura. 120. Ura. 121. Ura. 122. Ura. 123. Ura. 124. Ura. 125. Ura. 126. Ura. 127. Ura. 128. Ura. 129. Ura. 130. Ura. 131. Ura. 132. Ura. 133. Ura. 134. Ura. 135. Ura. 136. Ura. 137. Ura. 138. Ura. 139. Ura. 140. Ura. 141. Ura. 142. Ura. 143. Ura. 144. Ura. 145. Ura. 146. Ura. 147. Ura. 148. Ura. 149. Ura. 150. Ura. 151. Ura. 152. Ura. 153. Ura. 154. Ura. 155. Ura. 156. Ura. 157. Ura. 158. Ura. 159. Ura. 160. Ura. 161. Ura. 162. Ura. 163. Ura. 164. Ura. 165. Ura. 166. Ura. 167. Ura. 168. Ura. 169. Ura. 170. Ura. 171. Ura. 172. Ura. 173. Ura. 174. Ura. 175. Ura. 176. Ura. 177. Ura. 178. Ura. 179. Ura. 180. Ura. 181. Ura. 182. Ura. 183. Ura. 184. Ura. 185. Ura. 186. Ura. 187. Ura. 188. Ura. 189. Ura. 190. Ura. 191. Ura. 192. Ura. 193. Ura. 194. Ura. 195. Ura. 196. Ura. 197. Ura. 198. Ura. 199. Ura. 200. Ura. 201. Ura. 202. Ura. 203. Ura. 204. Ura. 205. Ura. 206. Ura. 207. Ura. 208. Ura. 209. Ura. 210. Ura. 211. Ura. 212. Ura. 213. Ura. 214. Ura. 215. Ura. 216. Ura. 217. Ura. 218. Ura. 219. Ura. 220. Ura. 221. Ura. 222. Ura. 223. Ura. 224. Ura. 225. Ura. 226. Ura. 227. Ura. 228. Ura. 229. Ura. 230. Ura. 231. Ura. 232. Ura. 233. Ura. 234. Ura. 235. Ura. 236. Ura. 237. Ura. 238. Ura. 239. Ura. 240. Ura. 241. Ura. 242. Ura. 243. Ura. 244. Ura. 245. Ura. 246. Ura. 247. Ura. 248. Ura. 249. Ura. 250. Ura. 251. Ura. 252. Ura. 253. Ura. 254. Ura. 255. Ura. 256. Ura. 257. Ura. 258. Ura. 259. Ura. 260. Ura. 261. Ura. 262. Ura. 263. Ura. 264. Ura. 265. Ura. 266. Ura. 267. Ura. 268. Ura. 269. Ura. 270. Ura. 271. Ura. 272. Ura. 273. Ura. 274. Ura. 275. Ura. 276. Ura. 277. Ura. 278. Ura. 279. Ura. 280. Ura. 281. Ura. 282. Ura. 283. Ura. 284. Ura. 285. Ura. 286. Ura. 287. Ura. 288. Ura. 289. Ura. 290. Ura. 291. Ura. 292. Ura. 293. Ura. 294. Ura. 295. Ura. 296. Ura. 297. Ura. 298. Ura. 299. Ura. 300. Ura. 301. Ura. 302. Ura. 303. Ura. 304. Ura. 305. Ura. 306. Ura. 307. Ura. 308. Ura. 309. Ura. 310. Ura. 311. Ura. 312. Ura. 313. Ura. 314. Ura. 315. Ura. 316. Ura. 317. Ura. 318. Ura. 319. Ura. 320. Ura. 321. Ura. 322. Ura. 323. Ura. 324. Ura. 325. Ura. 326. Ura. 327. Ura. 328. Ura. 329. Ura. 330. Ura. 331. Ura. 332. Ura. 333. Ura. 334. Ura. 335. Ura. 336. Ura. 337. Ura. 338. Ura. 339. Ura. 340. Ura. 341. Ura. 342. Ura. 343. Ura. 344. Ura. 345. Ura. 346. Ura. 347. Ura. 348. Ura. 349. Ura. 350. Ura. 351. Ura. 352. Ura. 353. Ura. 354. Ura. 355. Ura. 356. Ura. 357. Ura. 358. Ura. 359. Ura. 360. Ura. 361. Ura. 362. Ura. 363. Ura. 364. Ura. 365. Ura. 366. Ura. 367. Ura. 368. Ura. 369. Ura. 370. Ura. 371. Ura. 372. Ura. 373. Ura. 374. Ura. 375. Ura. 376. Ura. 377. Ura. 378. Ura. 379. Ura. 380. Ura. 381. Ura. 382. Ura. 383. Ura. 384. Ura. 385. Ura. 386. Ura. 387. Ura. 388. Ura. 389. Ura. 390. Ura. 391. Ura. 392. Ura. 393. Ura. 394. Ura. 395. Ura. 396. Ura. 397. Ura. 398. Ura. 399. Ura. 400. Ura. 401. Ura. 402. Ura. 403. Ura. 404. Ura. 405. Ura. 406. Ura. 407. Ura. 408. Ura. 409. Ura. 410. Ura. 411. Ura. 412. Ura. 413. Ura. 414. Ura. 415. Ura. 416. Ura. 417. Ura. 418. Ura. 419. Ura. 420. Ura. 421. Ura. 422. Ura. 423. Ura. 424. Ura. 425. Ura. 426. Ura. 427. Ura. 428. Ura. 429. Ura. 430. Ura. 431. Ura. 432. Ura. 433. Ura. 434. Ura. 435. Ura. 436. Ura. 437. Ura. 438. Ura. 439. Ura. 440. Ura. 441. Ura. 442. Ura. 443. Ura. 444. Ura. 445. Ura. 446. Ura. 447. Ura. 448. Ura. 449. Ura. 450. Ura. 451. Ura. 452. Ura. 453. Ura. 454. Ura. 455. Ura. 456. Ura. 457. Ura. 458. Ura. 459. Ura. 460. Ura. 461. Ura. 462. Ura. 463. Ura. 464. Ura. 465. Ura. 466. Ura. 467. Ura. 468. Ura. 469. Ura. 470. Ura. 471. Ura. 472. Ura. 473. Ura. 474. Ura. 475. Ura. 476. Ura. 477. Ura. 478. Ura. 479. Ura. 480. Ura. 481. Ura. 482. Ura. 483. Ura. 484. Ura. 485. Ura. 486. Ura. 487. Ura. 488. Ura. 489. Ura. 490. Ura. 491. Ura. 492. Ura. 493. Ura. 494. Ura. 495. Ura. 496. Ura. 497. Ura. 498. Ura. 499. Ura. 500. Ura. 501. Ura. 502. Ura. 503. Ura. 504. Ura. 505. Ura. 506. Ura. 507. Ura. 508. Ura. 509. Ura. 510. Ura. 511. Ura. 512. Ura. 513. Ura. 514. Ura. 515. Ura. 516. Ura. 517. Ura. 518. Ura. 519. Ura. 520. Ura. 521. Ura. 522. Ura. 523. Ura. 524. Ura. 525. Ura. 526. Ura. 527. Ura. 528. Ura. 529. Ura. 530. Ura. 531. Ura. 532. Ura. 533. Ura. 534. Ura. 535. Ura. 536. Ura. 537. Ura. 538. Ura. 539. Ura. 540. Ura. 541. Ura. 542. Ura. 543. Ura. 544. Ura. 545. Ura. 546. Ura. 547. Ura. 548. Ura. 549. Ura. 550. Ura. 551. Ura. 552. Ura. 553. Ura. 554. Ura. 555. Ura. 556. Ura. 557. Ura. 558. Ura. 559. Ura. 560. Ura. 561. Ura. 562. Ura. 563. Ura. 564. Ura. 565. Ura. 566. Ura. 567. Ura. 568. Ura. 569. Ura. 570. Ura. 571. Ura. 572. Ura. 573. Ura. 574. Ura. 575. Ura. 576. Ura. 577. Ura. 578. Ura. 579. Ura. 580. Ura. 581. Ura. 582. Ura. 583. Ura. 584. Ura. 585. Ura. 586. Ura. 587. Ura. 588. Ura. 589. Ura. 590. Ura. 591. Ura. 592. Ura. 593. Ura. 594. Ura. 595. Ura. 596. Ura. 597. Ura. 598. Ura. 599. Ura. 600. Ura. 601. Ura. 602. Ura. 603. Ura. 604. Ura. 605. Ura. 606. Ura. 607. Ura. 608. Ura. 609. Ura. 610. Ura. 611. Ura. 612. Ura. 613. Ura. 614. Ura. 615. Ura. 616. Ura. 617. Ura. 618. Ura. 619. Ura. 620. Ura. 621. Ura. 622. Ura. 623. Ura. 624. Ura. 625. Ura. 626. Ura. 627. Ura. 628. Ura. 629. Ura. 630. Ura. 631. Ura. 632. Ura. 633. Ura. 634. Ura. 635. Ura. 636. Ura. 637. Ura. 638. Ura. 639. Ura. 640. Ura. 641. Ura. 642. Ura. 643. Ura. 644. Ura. 645. Ura. 646. Ura. 647. Ura. 648. Ura. 649. Ura. 650. Ura. 651. Ura. 652. Ura. 653. Ura. 654. Ura. 655. Ura. 656. Ura. 657. Ura. 658. Ura. 659. Ura. 660. Ura. 661. Ura. 662. Ura. 663. Ura. 664. Ura. 665. Ura. 666. Ura. 667. Ura. 668. Ura. 669. Ura. 670. Ura. 671. Ura. 672. Ura. 673. Ura. 674. Ura. 675. Ura. 676. Ura. 677. Ura. 678. Ura. 679. Ura. 680. Ura. 681. Ura. 682. Ura. 683. Ura. 684. Ura. 685. Ura. 686. Ura. 687. Ura. 688. Ura. 689. Ura. 690. Ura. 691. Ura. 692. Ura. 693. Ura. 694. Ura. 695. Ura. 696. Ura. 697. Ura. 698. Ura. 699. Ura. 700. Ura. 701. Ura. 702. Ura. 703. Ura. 704. Ura. 705. Ura. 706. Ura. 707. Ura. 708. Ura. 709. Ura. 710. Ura. 711. Ura. 712. Ura. 713. Ura. 714. Ura. 715. Ura. 716. Ura. 717. Ura. 718. Ura. 719. Ura. 720. Ura. 721. Ura. 722. Ura. 723. Ura. 7

Le projet de budget du ministère de l'intérieur

Pas de création d'emplois pour les policiers en 1992, mais des effectifs mieux répartis

Le projet de budget pour 1992 de la police - 23,952 milliards de francs - augmente de 1,95 % par rapport à l'an passé, ce qui traduit une décélération sensible au regard du précédent projet de loi de finances (+ 8 %). Il ne sera pas créé d'emplois de policier actif, mais la modernisation des équipements sera poursuivie.

Sans le clavier aussi haut que le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a aussi obtenu, in extremis, une « rallonge » budgétaire de 200 millions de francs. Plus de la moitié de cette somme devrait servir à calmer, moyennant indemnités et avantages catégoriels, un mécontentement syndical que la pause estivale n'avait pas apaisé.

Le projet de budget pour 1992

augmente ainsi sensiblement la masse salariale (+ 3,11 %). Viendront s'y ajouter les 223 millions de francs prévus par le protocole d'accord Duraufour sur la fonction publique, dont les fonctionnaires de police trouveront trace sur leurs feuilles de paie dès le 1^{er} octobre. L'ensemble paraît traduire le retour à une politique des personnels axée sur les mesures catégorielles, traditionnelle dans la « maison ».

Malgré cette attention marquée au pouvoir d'achat des policiers, le projet de budget connaît une stagnation (+ 1,95 %), qui tranche avec la progression de l'an passé (+ 6 %) : la police ne semble pas figurer, cette année, au rang des priorités. Renforcer la présence policière sur la voie publique n'en demeure pas moins l'objectif affiché. Paradoxalement, le projet de budget du ministère de l'intérieur ne comporte aucune création d'emploi de policier actif. Place Beauvau, on considère en effet que les effectifs de gardiens de la paix ont atteint un niveau raisonnable et qu'il faut surtout veiller à mieux les employer.

C'est pourquoi le projet fait apparaître deux cents emplois administratifs, destinés à remplacer des policiers détachés dans des bureaux ou en état-major, qui pourront à nouveau être envoyés sur le terrain. Par ailleurs, quatre cents nouveaux postes de policiers auxiliaires sont inscrits au budget : ces appels du service national seront notamment affectés aux commissariats des quartiers difficiles, touchés par les programmes de développement social spécifique.

Faute de créer des emplois de policiers actifs, le ministère devra redéployer, de façon importante, les effectifs vers les missions jugées

prioritaires, comme le maintien de la paix publique dans les zones urbaines difficiles et la maîtrise des flux migratoires. Pour ne prendre que ce dernier exemple, la police de l'air et des frontières (PAF) va devoir se préparer à la suppression des frontières intérieures à la Communauté européenne et à l'ouverture d'un tunnel sous la Manche. A elle seule, la sécurité du tunnel exigera la présence de quelque trois cents policiers.

La modernisation des équipements

Face à ces nouveaux défis, le projet de budget pour 1992 prévoit une stagnation relative des crédits de fonctionnement (+ 1,5 %). Or le ministère devra aussi mener à son terme la « déconcentration » de la gestion des crédits de fonctionnement et la « départementalisation » des services de police. Cette dernière réforme sera étendue à vingt-deux départements (auxquels s'ajoutera très prochainement la Réunion) d'ici à la fin de 1991, et à l'ensemble du territoire avant la fin de 1992.

Cette adaptation n'a pas sans coût budgétaire, puisque la départementalisation suppose notamment d'harmoniser « vers le haut » les « frais de police » versés aux fonctionnaires des différents services (renseignements généraux, polices urbaines, police de l'air et des frontières). A terme, elle implique aussi de restructurer l'administration centrale de la police avec la création, à Paris, d'une direction des polices territoriales.

S'agissant des équipements, le budget pour 1992 proposé par M. Philippe Marchand prolonge l'effort entrepris par le plan de

modernisation lancé en 1986 par son prédécesseur, M. Pierre Joxe. Les crédits sont quasiment consolidés au niveau de ce plan pluriannuel qui s'était achevé fin 1990 : 475 millions de francs pour l'immobilier, ce qui permettra de rénover et de construire de nouveaux commissariats de police; 116 millions de francs pour les transmissions, ce qui permettra le renouvellement des matériels, mais non l'acquisition de systèmes plus performants.

Quant à l'informatique, la répartition des crédits entre la police et les préfectures (200 millions) reste suspendue à certaines décisions gouvernementales : permis de conduire à points, système automatisé prévu par les accords de Schengen sur la sécurité au sein de la Communauté, fichier des étrangers. Il est trop tôt pour préciser l'affectation des crédits entre les grands fichiers criminels et l'informatique de gestion utilisée dans les services et en commissariats.

Le budget ne dégage pas de moyens nouveaux pour la mise en œuvre de la future loi sur la sécurité intérieure. L'une des inconnues de ce projet de loi, souhaité par M. Philippe Marchand, reste donc l'obtention de moyens financiers qui permettraient de mieux coordonner l'action des différents secteurs participant à la sécurité intérieure, de la police nationale à la gendarmerie, en passant par les polices municipales et les douaniers. Le ministre de l'intérieur entend s'engager pour que la sécurité intérieure soit perçue comme une « obligation collective » par les Français et le gouvernement.

ERICH INCIVAN

EN BREF

La constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile est déclarée recevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a déclaré recevable, jeudi 19 septembre, la constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile déclaré séropositif en septembre 1984 à la suite de transfusions sanguines. Le juge d'instruction, M^{me} Annie Grenier, avait déclaré recevable la plainte mais le parquet avait fait appel, conformément à ses réquisitions de non informer, considérant que la qualification d'empoisonnement ne convenait pas. M^{me} Sabine Faugam avait déposé plainte avec constitution de partie civile en juin 1991, estimant qu'en 1983 on savait que le sang pouvait être contaminé et que des dispositions pouvaient être prises pour éviter la transmission du sida. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

MEXIQUE : le procureur général reconnaît la responsabilité de la police dans les cas de torture. - Ignacio Morales Lechuga, procureur général du Mexique, depuis moins de quatre mois, a reconnu, mercredi 18 septembre, la responsabilité de la police dans les cas de torture. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

La constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile est déclarée recevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a déclaré recevable, jeudi 19 septembre, la constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile déclaré séropositif en septembre 1984 à la suite de transfusions sanguines. Le juge d'instruction, M^{me} Annie Grenier, avait déclaré recevable la plainte mais le parquet avait fait appel, conformément à ses réquisitions de non informer, considérant que la qualification d'empoisonnement ne convenait pas. M^{me} Sabine Faugam avait déposé plainte avec constitution de partie civile en juin 1991, estimant qu'en 1983 on savait que le sang pouvait être contaminé et que des dispositions pouvaient être prises pour éviter la transmission du sida. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

La constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile est déclarée recevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a déclaré recevable, jeudi 19 septembre, la constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile déclaré séropositif en septembre 1984 à la suite de transfusions sanguines. Le juge d'instruction, M^{me} Annie Grenier, avait déclaré recevable la plainte mais le parquet avait fait appel, conformément à ses réquisitions de non informer, considérant que la qualification d'empoisonnement ne convenait pas. M^{me} Sabine Faugam avait déposé plainte avec constitution de partie civile en juin 1991, estimant qu'en 1983 on savait que le sang pouvait être contaminé et que des dispositions pouvaient être prises pour éviter la transmission du sida. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

La constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile est déclarée recevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a déclaré recevable, jeudi 19 septembre, la constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile déclaré séropositif en septembre 1984 à la suite de transfusions sanguines. Le juge d'instruction, M^{me} Annie Grenier, avait déclaré recevable la plainte mais le parquet avait fait appel, conformément à ses réquisitions de non informer, considérant que la qualification d'empoisonnement ne convenait pas. M^{me} Sabine Faugam avait déposé plainte avec constitution de partie civile en juin 1991, estimant qu'en 1983 on savait que le sang pouvait être contaminé et que des dispositions pouvaient être prises pour éviter la transmission du sida. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

La constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile est déclarée recevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a déclaré recevable, jeudi 19 septembre, la constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile déclaré séropositif en septembre 1984 à la suite de transfusions sanguines. Le juge d'instruction, M^{me} Annie Grenier, avait déclaré recevable la plainte mais le parquet avait fait appel, conformément à ses réquisitions de non informer, considérant que la qualification d'empoisonnement ne convenait pas. M^{me} Sabine Faugam avait déposé plainte avec constitution de partie civile en juin 1991, estimant qu'en 1983 on savait que le sang pouvait être contaminé et que des dispositions pouvaient être prises pour éviter la transmission du sida. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

La constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile est déclarée recevable. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a déclaré recevable, jeudi 19 septembre, la constitution de partie civile pour empoisonnement d'un hémophile déclaré séropositif en septembre 1984 à la suite de transfusions sanguines. Le juge d'instruction, M^{me} Annie Grenier, avait déclaré recevable la plainte mais le parquet avait fait appel, conformément à ses réquisitions de non informer, considérant que la qualification d'empoisonnement ne convenait pas. M^{me} Sabine Faugam avait déposé plainte avec constitution de partie civile en juin 1991, estimant qu'en 1983 on savait que le sang pouvait être contaminé et que des dispositions pouvaient être prises pour éviter la transmission du sida. Le crime d'empoisonnement n'est prescrit qu'au bout de dix ans, alors que les délits de non assistance à personne en danger et d'homicide involontaire le sont au bout de trois ans. M^{me} Annie Grenier va donc pouvoir instruire cette affaire.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Un don ruineux

- ALLO, c'est toi? C'est Mina. Dis donc, t'es au courant pour cette boulangère, à Lyon? Elle a fait don de son corps à la science, pareil que moi, et...

- Oui... Enfin non, je l'ai aperçue à la télé avant de zapper... Elle parlait d'une lettre où on la remerciait de sa générosité.

- On peut! C'est pas gratuit, figure-toi! Ça coûte la peau des fesses. T'as déjà 1 000 F d'adhésion à je ne sais plus quelle association et de frais de transport. A condition de clamer dans un rayon de cent kilomètres. Au-delà, c'est à la charge de la famille, et comme moi, j'habite à...

- Bon, et alors? Ça doit pas revenir bien cher, un sac plastique et un vol dans un Airbus réfrigéré. Demande à ton agence de voyages. En plus, tu fais l'économie d'un cercueil.

- A condition de mourir dans mon lit. Si j'ai un accident de la route, l'ambulance, c'est pour ma pomme. Aller-retour.

- Pourquoi retour?

- Parce qu'ils n'aiment que la

viande kasher. En cas de maladie infectieuse ou de mort violente, on renvoie le corps à l'expéditeur. Et attends, c'est pas fini. Une fois qu'on t'a découpé en petits morceaux, les restes, on les jette pas à la poubelle, on les passe au four et t'en as encore pour 2 000 belles d'incinération.

- Qu'est-ce que t'espères? Qu'on t'offre des obsèques à l'œil?

- Ben, évidemment! Quand tu reçois un cadeau, et un beau, un canapé, mettons, tu vas pas adorer qu'on te rembourse la pièce que tu donnes au livreur et le coup de fil aux Compagnons d'Emmaüs le jour où t'en as plus l'usage.

- Arrête de faire ta vieille rate! Ils sont complètement fauchés, là, maintenant, les labos d'anatomie. On leur a coupé les vivres, et...

- Oui, ben, il y a pas de raison pour qu'ils t'engraissent sur mon dos. Puisque c'est comme ça, moi, je change mon testament et je lègue mon corps à la science en pièces détachées. Un fois ici, un pounon là. Ça leur fera les pieds!

Devant l'aggravation de son état de santé

Klaus Barbie est transféré à l'hôpital

LYON

Depuis le lundi 9 septembre, Klaus Barbie est hospitalisé dans l'une des neuf chambres cellulaires du centre hospitalier Jules-Courmont Lyon-Sud, au sein du service dirigé par le docteur Pierre Barlet. Cette admission à l'hôpital de l'ancien chef, de 1942 à 1944, de la section IV du SPO SD de Lyon, qui dispose dans l'aile nord du quartier Saint-Joseph des prisons de Lyon, de deux cellules communicantes et d'une cour, isolées du reste de la détention, est loin d'être la première.

Atteint d'un cancer du sang et de graves problèmes de prostate, qui évoluent depuis près d'une dizaine d'années, l'ancien nazi, qui

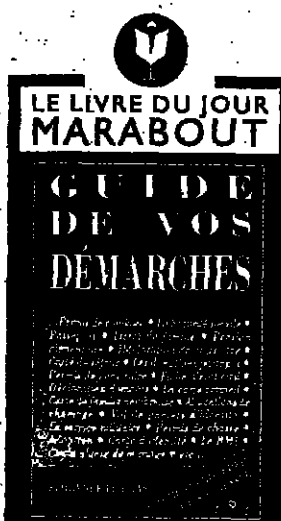
a été condamné, le 4 juillet 1987, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises du Rhône, reçoit très régulièrement - au moins une fois par semaine - des soins qui nécessitent son transport à Jules-Courmont et parfois une hospitalisation de quelques jours. L'aggravation de son état, qui, avant l'été, interdisait déjà de trop longues séances d'auditions à M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction chargés d'instruire le « second dossier Barbie », concernant notamment la rafle de Caluire-et-Curion, - est telle aujourd'hui que la réintégration de Klaus Barbie à Saint-Joseph semble exclue.

R. B.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sortent la climatisation. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.



PASSAGES

Simone Veil, Antoinette Fouque, Veronique Nicoliz, Anne Lauer, Jeanne Arlette Laguerre, Catherine Villot, Françoise Gomez, Marie Sarrailh, Sophie Calle... sont dans Passages.

LES FEMMES AIMENT ELLES LE POUVOIR?

Numéro de septembre vente en kiosque 39 F



Mensuel n°16 - septembre 1991 - 30 F

Ludmilla, une fugue en Russie Un mois avant le coup d'Etat, Ludmilla retrouvait Moscou

après un séjour en Europe : une enfance au pays des soviets. Les trois jours du putsch Tania, Macha, Ilia, Boris, Ivan et Piotr sur les barricades. Pamphlet « Il ne se passera pas vingt ans que les

Etats-Unis n'aient explosé, comme l'Empire soviétique aujourd'hui. » Michel Butel. Demain,

des guerres de l'eau ? Elle vaudra bientôt de l'or, va-t-on se battre demain pour l'eau ?

Dossier. La Mongolie des Mongols Vingt-cinq secrets des descendants de Gengis-Khan.

La retraite à trente ans Christian Bobin. Inédit. Entretien avec Philippe Garrel

« On est devenu le commun des mortels (...). J'essaie que la mort n'existe pas pour les gens que j'aime. »

... et des contes, des voix, des chroniques, des vies.

L'Autre Journal n° 16 : la vie n'est même plus un roman, mais quoi alors ?

L'ESSENTIEL

DÉBATS

« Europe, délivre-nous des nations », par Jean-Pierre Faye 2

ÉTRANGER

Banlieues britanniques La violence à Newcastle..... 6

Crise politique aux Philippines M^{re} Aquino défie les sénateurs 8

POLITIQUE

Les journées parlementaires du RPR M. Chirac tend la main aux écologistes..... 9

Le financement des partis La commission d'enquête parlementaire entend M. Nallet sur la campagne de M. Mitterrand... 10

SOCIÉTÉ

Horloge parlante A l'heure du son numérique... 11

La pollution au Groenland Moins de plomb dans la calotte glaciaire..... 12

CULTURE

Le festival de Taormina Un nouveau temple pour Wagner. 14

LIVRES • IDÉES

Le bonheur selon Georges Duby « La rentrée romanesque » Malmoude ou les malentendus

« Histoires littéraires, par François Bott • Le feuilleton de Michel Braudeau • D'autres mondes, par Nicola Zand 17 à 24

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Jean Peyrelevade Le PDG de l'UAP souhaite l'adaptation du mouvement syndical..... 25

AFFAIRES

« Le bois, une fausse filière : la forêt en miettes du Limousin : l'encadrement nordique dans les Vosges ; La Pallice, quel des grumes ; Les scieries entre copeaux et plancher ; James River et le Vieux Continent..... 31 à 33

Services

Abonnements..... 16

Carnet..... 36

Loto..... 38

Marchés financiers..... 34-35

Météorologie..... 37

Mots croisés..... 37

Radio-Télévision..... 37

Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 septembre 1991 a été tiré à 508 885 exemplaires.

كندا من الأصل